5e Année. N° 1. 1er Janvier 1928.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

JAN 14 1928

LA REVUE DE PARIS

		Pages.
rince **Sixte de Bourbon.**	*La Reine d'Étrurie.* — I	5
ul **Morand**	*Excelsior (U. S. A.)*	31
abriel **Hanotaux**	*La France des cent trente départements* (fin).	43
ves **de La Brière**	*Le Catholicisme romain*	76
eorges **Duhamel**	*La Nuit d'orage.* — II	99
eorges **Imann**	*Le Théâtre en Russie soviétique*	137
enry **de Jouvenel**	*Débuts de Mirabeau dans le monde*	151
eorges **Suarez**	*La Politique étrangère de M. Briand*	163
omte **de Fels**	*L'Office industriel*	180
Albert-Petit	La Vie littéraire : *Les Livres d'histoire*	194
aul **Souday**	Le Théâtre : *Le Mouvement dramatique*	206
lbert **Flament**	La Quinzaine : *Tableaux de Paris*	214

Chronique bibliographique : J. Poirier; J.-M. Bourget.

Copyright 1928 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **7** FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

1928

La REVUE DE PARIS *publiera en 1928*

Pygmalion
par François MAURIAC

La Naissance du Jour
par COLETTE

Le nouvel Anacharsis
par Abel HERMANT, *de l'Académie française*

Charleston
par Paul MORAND

Félicien
par André MAUROIS

Jérôme Bardini
par Jean GIRAUDOU

Chacun sa Vie, par Francis CARCO

des ***Romans et Nouvelles*** de MM. Henri de Régnier, de l'Académie fra[illegible]çaise; Marcel Arland, Marcel Aymé, E. Berl, G. Bernanos, Pierre Bos[illegible] André Beucler, Jean Cassou, Georges Duhamel, Luc Durtain, H. Duvernoi[illegible] Pierre Frédérix, Julien Green, Edmond Jaloux, Marcel Jouhandeau[illegible] Pierre-Jean Jouve, J. Kessel, Jacques de Lacretelle, P. Mac Orlan, Jea[illegible] Mistler, André Savignon, Ph. Soupault, J. et J. Tharaud.

Dialogue sur les Choses divines
par Paul VALÉRY
de l'Académie française

Chateaubriand à Rom[illegible]
par Henry BORDEAUX
de l'Académie française

Poèmes de la Comtesse de NOAILLES

James Joyce
par Valery LARBAUD

Amiel
par A. THIBAUDET

Le Théâtre d'Ibse[illegible]
par Henry BERNSTEI[illegible]

Damas
par madame Myriam HARRY

Méditerranée
par Abel BONNARD

Des lettres inédites de Balzac à l'Étrangère;
de madame de Staël à Benjamin Constant;
de Guizot; — de Cuvillier-Fleury;

des ***Études littéraires*** de MM. A. Albert-Petit, Julien Benda, Henr[illegible] Bidou, Charles du Bos, Gustave Lanson, René Gillouin, Paul Souday[illegible] Robert de Traz;

des articles sur les ***Littératures étrangères*** de MM. Hilaire Bello[illegible] Professeur Ernst Robert Curtius, Kristian Elster, Georges Imann, Rimestad[illegible] Eliseev, Alexeiev, Mario Roques, Zaleski, Roussel, Stroemberg, Jelinek;

des ***Chroniques*** de MM. Jean Aubry, J.-M. Bourget, Albert Flamen[illegible] J. Poirier, Rougier, M. Thiébaut.

General
Terq.
8

LA REINE D'ÉTRURIE

Il y a une sorte de cruelle sensualité dans le culte que les hommes vouent aux reines : ils ne les aiment que pour leur beauté ou leurs malheurs.

Marie-Louise de Bourbon n'était pas d'une beauté éclatante, et sa réputation intacte ne lui attribuait aucune liaison; ses malheurs, par contre, furent retentissants. Princesse d'ancien régime, et du plus ancien de tous, celui de la Cour espagnole, elle se trouva jetée en pleine bataille napoléonienne; elle lutta, fut vaincue, prit sa revanche; toujours combative, ses larmes mêmes lui rendaient courage.

On trouve ainsi à toutes les époques des reines, voire des impératrices, dont les frêles épaules supportent sans faiblir un monde de douleurs et d'angoisses.

La fille de Charles IV eut des fidèles, mais point d'adorateurs. C'est peut-être pour cela que les historiens la négligèrent.

Cependant la lutte inégale d'une jeune femme contre les événements hostiles a sa grandeur, et le récit, que des pièces d'archives personnelles inédites à ce jour nous permettent d'en tracer, n'est peut-être pas dénué d'intérêt.

Évidemment l'Épopée, vue de l'Arc de Triomphe, diffère sensiblement de celle qu'on voit du cabinet d'un ministre, surtout du cabinet du ministre de la Police générale.

1er Janvier 1928.

I

L'infante Marie-Louise, fille du roi Charles IV d'Espagne, naquit au château de Saint-Ildefonse le 6 juillet 1782.

Sa jeunesse est toute dans les tableaux de Goya. Un père bonhomme, chamarré, une mère pointue, des frères et sœurs en grand nombre. Mais la plupart meurent en bas âge; il ne survivra finalement que trois Infants : le prince des Asturies qui sera Ferdinand VII, Charles, que ses partisans appelleront plus tard Charles V, et François de Paule. Des quatre sœurs, l'aînée épousera son oncle l'infant Don Antoine Pascal, Charlotte sera reine de Portugal, et Marie-Isabelle reine des Deux-Siciles.

La petite Marie-Louise, vive, gracieuse, rappelait par son charme sa grand'mère de Parme, la délicieuse Madame Infante, fille de Louis XV, et aussi son arrière-grand'mère Élisabeth Farnèse, dont elle avait hérité la tenace volonté et l'esprit réalisateur. Sa vie heurtée, ses malheurs développeront plus tard en elle, comme chez l'épouse de Philippe V, une certaine austérité qui n'était guère de mode dans le monde nouveau. Toutes deux, elles furent avant tout souveraines et mères, et ce n'est pas un mince éloge pour l'époque. De taille moyenne, Marie-Louise[1] avait un port élégant malgré un léger déhanchement, les yeux vivants, le nez quelque peu bourbonien. Même aux yeux d'un Goya, c'était une aimable Princesse.

En ce temps, les Infantes vivaient heureuses dans leur royal isolement. Leur jeunesse était courte; on les mariait vite et sans trop les consulter. C'est ainsi que la petite Infante, qui n'avait encore que douze ans, vit un jour arriver à la Cour du Roi son père le Prince héritier de Parme, qui était son cousin germain. Le Prince avait alors vingt et un ans. Grand, blond aux yeux bleus, c'était un élégant jeune homme, qui portait bien l'habit rouge. Son père, le duc Ferdinand, l'avait envoyé à la Cour de Madrid pour y épouser l'infante

1. Pour éviter toute confusion avec sa mère, sa nièce et d'autres princesses du même nom, nous appellerons seule la future reine d'Étrurie Marie-Louise.

aînée Marie-Amélie. Ce projet d'union n'était un secret pour personne, mais, à l'étonnement de tous, le prince de Parme renvoyait de jour en jour sa demande en mariage. Il prétextait sa volonté d'achever d'abord ses études, ce qui semblait assez extraordinaire. Mais, comme il s'y adonnait avec un zèle réel, et se distinguait en particulier par ses connaissances en sciences naturelles, allant jusqu'à publier des ouvrages, le prétexte semblait bon, et le mariage était renvoyé à *mañana*, ce qui en Castille ne veut pas toujours dire demain. Car, décevant toutes les combinaisons diplomatiques, le jeune Prince était, dès le premier jour, devenu amoureux, non point de celle qu'on lui destinait, mais de la petite infante Marie-Louise. Il finit par l'avouer à son oncle. Charles IV n'aimait pas les complications; la petite Infante fit le reste, le Roi consentit à cet échange de fiancées, sans trop se faire prier. Le 25 avril 1795, Marie-Louise devenait Princesse héritière de Parme. Elle avait treize ans et demi.

De cette première période de sa vie, l'Infante garda le souvenir d'un grand bonheur. « Je restais en Espagne, racontera-t-elle plus tard dans ses Mémoires, vivant heureuse avec mes parents, et avec un époux que j'adorais, et duquel j'étais tendrement aimée. Après six ans de mariage, j'eus un enfant qui fut tenu au baptême par mon père, et fut nommé Charles-Louis. » Idylle simple et charmante qui dura sept ans.

Mais, tandis que les jeunes Princes vivaient ainsi dans leur tranquille bonheur, loin du canon qui tonnait sur les frontières du Rhin et en Italie, leur père, le duc Ferdinand de Parme, voyait subitement la fin de son long et pacifique règne enveloppée par les guerres successives que l'Autriche et ses alliés livraient aux troupes françaises sur les champs de bataille italiens. La lutte contre l'Empereur allemand s'appuyait en Italie à la fois sur les idées d'indépendance des Italiens, et sur une propagande intense des idées républicaines. De tous temps les vainqueurs ont ainsi essayé de créer des marches ou des États vassaux. Ce que Bonaparte faisait en Italie, Louis XIV l'avait déjà fait sur le Rhin, avec cette différence que, pour le moment, Bonaparte prônait les répu-

bliques que, du reste, il allait bientôt transformer lui aussi en principautés alliées. Parme, avec sa forteresse de Plaisance, formait une sorte de camp avancé sur le Pô, également utile ou dangereux pour ceux qui régnaient à Turin ou à Milan.

Le duc Ferdinand avait su résister aux demandes de l'Autriche; il avait jalousement maintenu son indépendance et sa neutralité, ce qui n'empêcha pas Bonaparte de le frapper d'une forte contribution de guerre, bien que les ambassadeurs du roi d'Espagne fussent venus défendre à Bâle les intérêts des princes de Bourbon, de Parme et des Deux-Siciles. Ferdinand se sentait de plus en plus menacé.

Toutefois la propagande révolutionnaire en France avait perdu sa première violence. L'alliance avec des monarques étrangers ne semblait plus un crime. Et l'on revenait à Paris aux anciens principes de la diplomatie, y accueillant même les hommes d'ancien régime, comme Talleyrand.

Depuis l'avènement de Philippe V, et sauf pendant la période honteuse de la Régence, la France avait été unie à l'Espagne par la plus étroite alliance. Cette tradition, qui s'était affirmée dans le Pacte de Famille, fut reprise avec une facilité qui semblerait déconcertante, si l'on ne connaissait la force de l'habitude qui agit aussi bien chez les peuples que chez les individus.

Charles IV, en cette occasion au moins, montra de la perspicacité. Il comprit que l'avenir était à Bonaparte, et ne fit aucune difficulté. Un premier traité de Saint-Ildefonse, le 18 août 1796, établit une alliance défensive et offensive entre S. M. Catholique et la République française. Charles IV y prenait la défense des intérêts du duc de Parme, et surtout celle de son gendre, le Prince héritier, car les craintes du duc Ferdinand se transformaient rapidement en réalités. Bonaparte allait annexer Parme sous une forme ou une autre et réunir les duchés au Piémont qu'en cette même année 1796 il avait enlevé à la Maison de Savoie. Il s'agissait donc de trouver une compensation pour les Princes dépossédés. Le choix s'était porté sur la Toscane. Son jeune grand-duc Ferdinand III, fils et successeur à Florence de l'empereur Léopold, avait joint son armée à celle de l'Autriche. Les troupes françaises les avaient battues. Le Grand-Duc s'était

réfugié en Autriche et les Français occupaient le pays, non sans luttes, car les révoltes et répressions s'y succédaient violentes et continues.

Après Marengo, les préliminaires de Paris préparaient le traité de Lunéville, et le Premier Consul hâtait la conclusion des arrangements italiens. Pour cela, l'aide de l'Espagne lui était précieuse. Il connaissait le caractère de la Reine, son affection pour sa fille et son gendre de Parme; il savait qu'elle agirait comme l'avait fait Elisabeth Farnèse pour son fils Don Philippe. Remplacer en Toscane les Habsbourg par des Bourbons, agrandir le territoire français par les duchés de Parme, et diminuer ainsi de deux côtés la Maison d'Autriche, était d'un bon politique. Pour Bonaparte c'était encore plus. Le Premier Consul voulait l'apaisement à l'intérieur, et faire oublier 1793 aux souverains étrangers. Rien ne pouvait mieux le servir que de mettre un Bourbon sur le premier trône vacant.

Mais le duc de Parme protestait avec énergie, et refusait tous les accommodements qu'on lui proposait. Il régnait depuis trente-cinq ans, aimait ses sujets et en était aimé. Sa sœur, la reine d'Espagne, qui craignait que la résistance de son frère ne privât sa fille du magnifique établissement qui lui était promis, cherchait à le persuader, mais en vain. Il fallut composer avec lui, et lui promettre qu'il conserverait son duché jusqu'à sa mort. Ensuite, le pays, déjà sous tutelle française, passerait à la République.

Le 1er octobre 1800, un traité préliminaire et secret, signé par Don Louis Urquijo et le général Berthier, stipulait que la République française procurerait à l'Infant de Parme un établissement en Italie, dont la population s'élèverait à 1 200 000 habitants, et que le souverain porterait le titre de Roi. L'Espagne donnait en échange à la France la Louisiane et 6 vaisseaux de 74 canons. Le traité renouvelait en outre l'alliance défensive et offensive conclue quatre ans auparavant.

Un second traité, signé à Aranjuez le 21 mars 1801[1],

1. Rarement « le système des cadeaux » fleurit avec plus de sans-gêne. L'ambassadeur Lucien Bonaparte, pour sa part seule, recueillit, d'après les dires de madame de Rémusat (*Mémoires*, I, 134), plus de 50 millions.

spécifiait que l'établissement promis à l'Infant serait la Toscane, élevée au rang de royaume, avec le nom ancien d'Étrurie. Ce nom, qui rappelle les origines de Rome, les Tarquins et Porsenna, les guerres des Samnites et des Gaulois, Godoy s'est vanté de l'avoir inventé. Mais cette évocation antique rappelle trop les goûts du Premier Consul pour ne pas croire que c'est lui qui l'a imposé. Du reste, les Grands-Ducs Médicéens comme leurs successeurs signaient en latin : *magnus Etruriæ Dux.*

Le titre était poétique. La réalité fut tout autre.

II

L'infante Marie-Louise, qui, raconte-t-elle, n'avait connu sa destinée nouvelle que le jour de la signature du traité, n'éprouva aucun plaisir à devenir reine d'Étrurie. L'idée de quitter ses parents et son pays lui fit verser des larmes. Elle ne connaissait pas l'Italie et, si elle eût accepté volontiers de suivre son mari à Parme, la perspective de régner à Florence, même avec le titre de reine, la remplissait d'inquiétude.

Ce fut bien pis encore lorsqu'un jour Godoy vint annoncer aux nouveaux souverains que le chemin de Florence passait par Paris. Sept ans s'étaient à peine écoulés depuis l'exécution de Louis XVI, et l'idée de revoir Paris, l'ancienne place Louis XV où s'était dressé l'échafaud, les Tuileries et les tours sinistres du Temple et de la Conciergerie, les bouleversait. La jeune Reine supplia vainement ses parents de lui épargner ce douloureux voyage. Godoy restait inflexible, et, pour la première fois, la raison d'État se montra aux Princes dans toute sa cruauté.

Du moins Charles IV voulut-il que son gendre et sa fille fissent à Paris une entrée digne de leur nom et de leur situation. La nouvelle Cour, les carrosses, la domesticité, tout fut préparé avec la plus grande magnificence. Le voyage devait se faire sous un demi-incognito. Le Premier Consul et l'ambassadeur d'Espagne en France, Azara, en avaient réglé tous les détails. Un détachement de la garde espagnole escorta les souverains jusqu'à la frontière où Louis Bonaparte les atten-

dait à la tête d'un régiment de dragons. Les autorités françaises les reçurent avec tous les honneurs royaux à Bayonne, à Mont-de-Marsan et à Bordeaux, où ils trouvèrent le général Bessières, à la tête de la garde des Consuls. Le 25 mai ils arrivèrent à Paris et logèrent à l'hôtel Montesson[1], chez l'ambassadeur d'Espagne. Le même jour, les consuls Cambacérès et Lebrun vinrent leur souhaiter la bienvenue, et le lendemain ils allèrent rendre visite au Premier Consul à Malmaison.

Le séjour à Paris fut une succession de fêtes, de parades et de bals. Les souverains avaient adopté les nouvelles modes de Paris, et plurent unanimement. La Reine, en particulier, avec cette affectueuse vivacité qui, déjà à Madrid, la faisait aimer de tout le monde, s'était liée avec les sœurs du Premier Consul. La beauté des femmes, l'éclat des uniformes, et surtout le prestige de Bonaparte qui semblait insuffler une vie nouvelle à la France, tout contribuait à repousser les souvenirs d'un passé atroce, et à donner confiance au Roi et à la Reine.

Le vieux marquis de Ximénès, l'ancien ami de Voltaire, leur adressa une pièce de vers dans le *Journal de Paris*[2].

Entre les descendants du plus grand des Henris,
Bonaparte choisit comme aurait fait la France;
La Toscane autrefois nous donna Médicis,
Aujourd'hui la vertu va régner dans Florence.

On leur offrit heureusement d'autres échantillons de la littérature française. Le 30 mai, ils assistaient à l'Opéra, dans la loge de Bonaparte, à une représentation d'*Iphigénie* et au ballet de *Télémaque*. Le lendemain, le Théâtre-Français donnait *Œdipe* avec Talma, Lafond et mademoiselle Raucourt. Le fameux vers :

J'ai fait des souverains, et n'ai pas voulu l'être,

1. L'hôtel Montesson, à la Chaussée d'Antin, avait été acheté par le duc d'Orléans pour sa femme morganatique, madame de Montesson. A côté, formant l'angle des rues de Provence et Taitbout, le Duc fit construire pour lui-même un hôtel qui communiquait avec celui de sa femme par la serre. Cour et jardin étaient communs aux deux hôtels. En face de l'hôtel d'Orléans, entre la rue Chantereine et la rue de Provence, le Duc fit construire de spacieuses écuries qui débouchaient face à l'entrée principale de l'hôtel.

2. *Journal de Paris*, 9 prairial an IX.

lancé par Lafond vers la loge de Bonaparte, souleva des tonnerres d'applaudissements.

Le Roi visita ensuite le Muséum et la Bibliothèque de l'Institut où Lacépède retint longuement son attention en lui montrant son *Histoire des Poissons*. Lalande offrit au Roi le calcul exact du méridien de Florence qu'il venait d'établir. Enfin, à la Monnaie, une médaille, à la vérité assez médiocre, fut frappée en présence des souverains, portant sur une des faces un génie ailé, avec l'inscription : *A Marie-Louise Joséphine*, et sur l'autre, un faisceau de licteur sur lequel repose le code toscan et une épée entourée de guirlandes de roses. L'inscription porte : *Au Roi d'Étrurie, 10 juin 1801.*

Le 5 juin, il y eut aux Tuileries une grande revue de la garnison de Paris, suivie d'un dîner au château. Talleyrand offrit à son tour une fête à Neuilly. Le jardin était illuminé; les nappes d'eau, les colonnes, les fontaines, brillaient de feux multicolores, tandis que la Grassini et la Siro chantaient, et qu'une troupe de bergers étruriens, sortant des bosquets de fleurs, venait dans un ballet rendre hommage à la Reine. L'anniversaire de Marengo fut l'occasion d'une fête encore plus somptueuse, donnée par le ministre de la guerre Berthier. Tout ce que Paris comptait de jolies femmes et d'officiers élégants y était invité. Au banquet, selon la formule du temps, « on montra aux hôtes du Premier Consul l'élite des beautés que cette cité possède, servie par l'élite des chefs de nos guerriers ».

Le 30 juin enfin, les souverains quittaient Paris, accompagnés jusqu'à Parme par le général Grouchy, à la tête d'une escorte de 260 hussards. Ils passèrent par Lyon et Turin où de nouvelles réceptions les attendaient. Grouchy, dans ses rapports au Premier Consul, ne cesse de se louer des souverains qui, dit-il, jouent leurs nouveaux rôles à la perfection. Le Roi écrivait de nombreuses lettres au Premier Consul, et la Reine des billets aimables à madame Bonaparte et à ses belles-sœurs.

Enfin, on arriva à Parme où la réception revêtit un apparat inusité. Le duc Ferdinand tenait à bien faire les choses et à marquer qu'il se réjouissait du nouvel établissement de son fils. C'est à Parme que le général Murat, « commandant

l'armée d'observation du Midi » en Toscane, vint s'entendre avec le roi Louis sur la prise de possession de l'Étrurie. C'est là, à l'aurore de son règne, que fut présenté à Marie-Louise ce général dont les voies allaient croiser si souvent les siennes. Tout étant arrêté entre eux, le marquis Cesare Ventura partit en avant avec Murat pour préparer l'arrivée des souverains.

Le 10 août 1801, ceux-ci faisaient leur entrée solennelle à Florence, dans un carrosse à glaces tiré par huit chevaux, entourés d'une livrée magnifique, au son des cloches, des cris de la foule et des salves d'artillerie.

***

Le royaume d'Étrurie fut le premier État que Bonaparte transforma. Jusqu'aolrs, il s'était borné à annexer des territoires à la France (ce fut le cas du Piémont) ou à créer des républiques sur le modèle tracé par les idéologues révolutionnaires. Ces républiques, qui s'écroulaient dès que les troupes françaises ne les maintenaient plus par la force des armes, ne donnaient que des mécomptes. Bonaparte entendit faire œuvre définitive, en fondant de nouvelles monarchies. Dans son esprit, les souverains qu'il nommait n'étaient, il est vrai, que des sortes de préfets couronnés, aussi amovibles que les autres, et qu'il ne se gênait pas de rappeler à l'ordre sous une forme qui perdait en courtoisie à mesure que sa puissance augmentait. Politique qui rappelait plus les constitutions des derniers Carolingiens que celle de Louis XIV et de Louis XV. Car, si les Bourbons avaient, par la volonté et avec l'aide du roi de France, occupé les trônes d'Espagne, de Naples et de Parme, sans se détacher de l'ordre familial, subordonnés à leur aîné, puisqu'ils ne cessaient jamais de faire partie du sang de France, leur indépendance territoriale et leur souveraineté restaient pourtant complètes. Le Pacte de Famille était formel à cet égard. Leurs peuples jouissaient comme eux-mêmes des faveurs de leur protecteur-né, mais ils bénéficiaient de ces avantages, sans avoir à supporter de charges. Ils étaient de la famille, et non point des vassaux.

Tout autre fut la position des souverains créés par Napo-

léon. La politique de longue haleine des rois de France permettait d'escompter des bénéfices éloignés. Elle s'attachait les souverains par le lien primitif du sang en se les apparentant. Napoléon ne le pouvait pas; le corollaire indispensable de sa puissance était la guerre. La France seule ne pouvait y suffire; il lui fallait plus que des alliés, presque des serfs pour fournir des hommes, de l'argent, et occuper tous les ports dans la lutte gigantesque contre l'Angleterre. Les souverains alliés se voyaient imposer des réquisitions de plus en plus dures. Ce qui arriva au roi Louis d'Étrurie devait se répéter quelques années plus tard pour les propres frères de l'Empereur, qui, comme lui, s'étaient identifiés avec les intérêts de leurs pays, prenaient la défense de leurs sujets, et finissaient par se trouver en conflit plus ou moins ouvert avec Napoléon.

La situation du roi Louis était difficile par elle-même. Les passions politiques, excitées par les guerres et les révolutions, divisaient les esprits. Il cherchait à les apaiser. Mais pour cela il eût fallu du temps et surtout un pouvoir fort et indépendant, qui pût faire la part des uns et des autres. Or, les représentants civils et militaires de la République française considérèrent toujours l'Étrurie comme une sorte de protectorat où seuls comptaient les intérêts de leur chef. Bientôt de nombreux conflits éclatèrent entre eux et le Roi qui prenait trop à cœur l'indépendance et le bien-être de ses sujets.

Le pays était ruiné, et les agents du Gouvernement français entendaient exploiter les Toscans à leur guise. Livourne, qui avait été un port de commerce florissant, devenait l'enjeu de la lutte avec les Anglais. Les Toscans, habiles commerçants, se voyaient ainsi privés de presque tout commerce sur mer, tandis que de Paris on surveillait, avec l'attention la plus méfiante, tout mouvement des Anglais de ce côté.

Au milieu de ces difficultés, parmi lesquelles les toujours épineuses questions religieuses n'étaient pas les moindres, le roi Louis cherchait à gouverner de son mieux. Par malheur, sa santé devint bientôt mauvaise. Alors qu'enfant il jouait dans le palais de Colorno, un accident très grave avait failli causer sa mort. En courant, il avait glissé sur le parquet

de marbre d'un salon, et sa tête avait porté avec une telle violence sur le coin d'une console, qu'on l'avait cru mort. Il s'était remis; mais, à la suite de cet accident, il lui arrivait de temps en temps de s'évanouir. Les fatigues du long voyage, les émotions et les soucis de sa nouvelle charge l'avaient profondément affecté. Son mal empira. Sa constitution, robuste jusqu'alors, fut profondément atteinte : il dépérissait visiblement.

La Reine, sur le conseil des médecins, l'engagea vivement à se rendre à l'invitation de son beau-père, et à aller en Espagne pour assister au double mariage du prince des Asturies avec la princesse Marie-Antoinette de Naples, et du duc de Calabre, prince héritier des Deux-Siciles, avec l'infante Isabelle, sœur cadette de la Reine. Charles IV les pressait vivement de venir. Marie-Louise était alors enceinte. Mais, pour elle, ses propres fatigues ne comptaient jamais. En cours de route, une sorte de pneumonie immobilisa le Roi pendant un mois à Pise. Enfin ils parvinrent à Livourne où les attendait un vaisseau espagnol. Bien que sa grossesse fût à terme, la Reine, persuadée que le voyage en mer achèverait de guérir son mari, demanda à embarquer aussitôt. Ils n'étaient pas en mer depuis deux jours qu'elle accouchait d'une fille. Deux jours plus tard, ils arrivaient à Barcelone où les souverains espagnols les attendaient.

On fut obligé de transporter Marie-Louise sur une civière que l'on débarqua par un sabord. Le baptême de la petite Princesse fut solennellement célébré à Barcelone. Le roi d'Espagne, qui était le parrain, lui imposa les noms de Louise-Charlotte.

C'est en Espagne que le roi Louis apprit la nouvelle de la mort de son père. Le duc de Parme s'était comme d'habitude rendu au début de l'automne au collège des nobles Parmesans de Fontevivo. Il assistait à une représentation donnée par les élèves, quand subitement il fut pris d'atroces douleurs. Transporté dans une petite pièce attenante à la salle de spectacle, il réclama les sacrements. Le médecin de la Cour, qui l'assistait, se trouvait désemparé devant les progrès foudroyants du mal qu'il ignorait. Le Duc lui-même lui dit : « Cette fois-ci, ils ne m'ont pas manqué », et il expirait quelques

instants après (9 octobre 1802). La croyance générale, corroborée par la parole du Duc, était qu'il avait été empoisonné. Il fut enterré dans la belle église lombarde de Fontevivo, où un monument lui fut élevé.

Dès ce jour, le duché de Parme cessait d'exister, et l'administration en passait entre les mains des autorités françaises.

La mort subite de son père frappa le roi Louis au cœur. Désormais, il était certain qu'il ne lui survivrait plus longtemps. L'entourage de la Reine la pressait de revenir au plus vite à Florence. Un mois plus tard, ils étaient de retour. Louis Ier vécut encore cinq mois; sa jeunesse luttait contre la maladie qui le terrassait lentement. Il s'éteignit au Palais Pitti, le 27 mai 1803. Il avait trente ans. Sa veuve n'en avait pas encore vingt et un. Dans son testament, il l'avait instituée tutrice et régente pour son fils Charles-Louis.

***

Marie-Louise ne se faisait aucune illusion sur les difficultés de son nouveau rôle. Prévoyant sa fin prochaine, son mari avait voulu, pendant la dernière année de son règne, qu'elle assistât aux Conseils des ministres. Elle connaissait donc la situation.

Les difficultés allaient croissant. Avec la meilleure volonté du monde, Marie-Louise mécontentait tantôt les uns et tantôt les autres, car Français et Toscans étaient rarement d'accord. Pour alléger les finances, elle obtint le retrait d'une partie des troupes françaises, mais, prétextant que le blocus continental avait été violé à Livourne, Napoléon fit occuper ce port par une division française sous les ordres du général Miollis.

La Reine avait cherché à garder de bons rapports avec Napoléon et ses sœurs, en particulier avec sa voisine Élisa, devenue princesse de Lucques et de Piombino. Mais Élisa Bacciochi ne venait en Toscane que pour y regretter de ne pas habiter elle-même à Florence, et ne cessait d'intriguer auprès de son frère contre Marie-Louise. Cela lui était d'autant plus facile que Napoléon, atteignant bientôt

l'apogée de sa gloire, songeait à établir les siens sur des trônes d'Europe.

Marie-Louise, cependant, bien qu'elle sentît son trône ha nceler, ne se doutait pas encore que sa succession était virtuellement ouverte à Paris. Dès la mort du roi Louis, Bonaparte avait pensé à marier son frère Lucien avec la Reine. Mais Lucien s'était uni à madame de Bleschamp. Puis le bruit avait couru que Marie-Louise était destinée au vice-roi Eugène. Mais Eugène épousa la fille du roi de Bavière. La Reine restait veuve et sans appui, tandis qu'Élisa, les résidents français d'Aubusson, et Beauharnais[1], ne cessaient leurs attaques contre le Gouvernement toscan, demandant à l'Empereur son incorporation à la France. Toutefois des ambitions seules d'Élisa n'auraient pas suffi à changer la dynastie, si la politique de l'Empereur dans la péninsule ibérique n'avait si bien concordé avec les désirs de sa sœur.

Le Portugal était depuis plus d'un siècle l'allié de l'Angleterre, et Lisbonne restait toujours un port ouvert aux escadres anglaises. Napoléon résolut d'en finir avec la dynastie portugaise, sur laquelle il savait ne pas pouvoir compter. L'Espagne, au contraire, était son alliée de la première heure.

Renouvelant une fois de plus le même jeu de déplacement qui, sur l'échiquier italien, avait substitué le gendre de Charles IV au grand-duc de Toscane, il entreprit de négocier avec l'Espagne l'éviction, au moins partielle, de la Maison de Portugal au profit du petit-fils de Charles IV, Charles-Louis, fils de Marie-Louise. Il gardait ainsi la Toscane pour lui, comme jadis Parme.

Bien que la Princesse régente de Portugal fût elle aussi fille du roi d'Espagne, Charles IV n'hésita pas à la sacrifier à Marie-Louise. Il est vrai que le roi de Portugal, possédant le Brésil, ne se trouvait pas complètement dépossédé, comme l'eût été la reine d'Étrurie, et que le roi d'Espagne, certain de voir l'Empereur mettre la main sur le pays voisin, préférait y voir régner sa fille plutôt qu'un frère de

1. Le marquis de Beauharnais était le frère du vicomte de Beauharnais, premier mari de l'Impératrice Joséphine. Après avoir combattu dans l'armée de Condé, il s'était rallié à l'Empire, et, grâce à sa parenté avec l'Impératrice, avait rapidement obtenu d'importants postes diplomatiques.

Napoléon. En vérité, ce traité est l'œuvre de Godoy. Fasciné par la promesse d'un royaume, il négocia en secret, par son agent, Don Eugenio Izquierdo, en dehors du ministère des Affaires étrangères, et à l'insu même du chef de ce département, Don Pedro Cevallos. L'attitude du Prince des Asturies à son égard ne lui laissait aucun doute sur l'avenir qui lui était réservé, et il cherchait un établissement définitif le mettant à l'abri pour le reste de ses jours. Il hâta donc la conclusion de ce traité secret qui fut signé à Fontainebleau le 27 octobre 1807 par Izquierdo et Duroc.

Marie-Louise, y était-il dit à l'article 4, recevait le royaume de la Lusitanie septentrionale, et cédait (art. 9) le royaume d'Étrurie, en toute propriété et souveraineté, à S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie.

La partie méridionale du Portugal, comprenant les provinces de l'Alemtejo et des Algarves, formait un État indépendant pour le Prince de la Paix; la partie centrale du pays, située entre le Tage et le Douro, ne devait voir son sort fixé qu'au moment de la paix générale. Les colonies portugaises étaient partagées entre la France et l'Espagne, dont le souverain devait prendre le titre d'Empereur des Deux Amériques. Une convention secrète autorisait un corps français de 28 000 hommes à traverser l'Espagne : réuni à une armée espagnole d'égal effectif, il marcherait sur Lisbonne. Le commandant en chef de ces troupes devait être un officier général français qui deviendrait automatiquement gouverneur du Portugal jusqu'à la réalisation des partages.

Le secret de ce traité avait été si bien gardé que les souverains espagnols n'en avaient même pas donné connaissance à leur fille; Napoléon ne le communiqua à Eugène que lors de son arrivée à Milan, le 21 novembre.

La reine Marie-Louise se trouvait à la villa de Castello, à proximité de Florence, quand, le 20 novembre, d'Aubusson vint lui apporter la nouvelle qu'elle avait changé de trône. La pauvre Princesse, atterrée et bouleversée, envoya un exprès à ses parents pour savoir ce que signifiait ce traité, signé par eux, à son insu et à son détriment[1]. Mais la route était longue,

1. C'est par ce courrier que Cevallos eut connaissance du traité de Fontaine-

et Napoléon ne perdait pas de temps. Le 10 décembre, le général Miollis occupait la ville de Florence, tandis que d'Aubusson obligeait la Reine à abandonner sa capitale, après avoir signé une proclamation qui dégageait les Toscans de leur serment de fidélité. Le même jour, elle quittait Florence, emportant dans un carrosse drapé de noir le corps de son mari qu'elle avait fait retirer de la crypte des Médicis.

Le triste convoi était parvenu à Caffaggiolo, villa royale, à une poste de la capitale, quand il croisa les voitures de la princesse de Lucques qui se rendait à Florence chez d'Aubusson, son confident et ami. Du coup, la Reine dépossédée comprit tout, et refusa de voir celle qui avait été, pensait-elle, la cause principale de son départ.

Cependant, on ne cessait de lui prodiguer les honneurs royaux. N'était-elle pas Reine de Lusitanie? Le 30 novembre, Junot était entré à Lisbonne. Rien ne s'opposait plus à l'exécution du traité de Fontainebleau.

Le peuple toscan, dans sa majorité, regrettait sa souveraine; mais il avait subi tant de changements successifs, que devenir tour à tour sujet d'un Bourbon, d'un Habsbourg, ou libre citoyen d'une république lui semblait chose normale. Quant aux autorités civiles et ecclésiastiques, elles avaient prêté tant de serments successifs qu'elles ne firent pas la moindre difficulté pour en prêter un de plus. La formule ne variait pas; seul le nom du souverain changeait. Cette fois, le souverain s'appelait Napoléon.

Le sénatus-consulte organique du 24 mai 1808, signé par l'Empereur à Bayonne le 30 mai, réunissait à l'Empire français les duchés de Parme et de Plaisance et les États de Toscane. L'ancienne Étrurie était scindée en trois départements dénommés : département de l'Arno, de la Méditerranée, et de l'Ombrone. Parme devenait le département du Taro. Un an après, le sénatus-consulte organique du 2 mars 1809 réunissait à nouveau ces trois départements sous le titre de grand-duché de Toscane et un décret impérial du 3 mars en confiait le gouvernement général à la princesse

bleau. Voir : *Exposé des moyens employés par l'empereur Napoléon pour usurper la couronne d'Espagne*, par Don Pedro Cevallos, traduit par Nettement. Paris, 1814.

Élisa, princesse de Lucques et de Piombino, qui prenait le titre de grande-duchesse de Toscane.

Le voyage de Marie-Louise continuait lent et triste, malgré les brillantes réceptions que l'Empereur avait ordonnées partout. Par Bologne, la Reine arriva à Milan où Napoléon l'attendait. La ville était en fête pour la réception du roi et de la reine de Bavière venus pour saluer l'Empereur et voir leur fille. Bien malgré elle, la Reine se trouva ainsi obligée d'assister à plusieurs fêtes.

Enfin les nouvelles de Madrid arrivèrent. Le ministre d'Espagne, Labrador, avait suivie la Reine depuis Florence. En cours de route, il lui communiquait les bruits fâcheux qui circulaient sur les événements dont la Cour espagnole était le théâtre. L'attitude hostile du prince des Asturies contre ses parents et Godoy, l'incroyable procès intenté à Escoïquiz, au duc de l'Infantado et au comte d'Orgaz, l'inquiétaient au plus haut degré.

Napoléon avait reçu la Reine en la comblant de prévenances. Elle pouvait presque se croire revenue au temps de Malmaison. Mais subitement l'Empereur repartit pour Paris, avant que Marie-Louise eût pu obtenir de lui une entrevue particulière qui l'aurait tranquillisée sur son sort.

Elle décida de partir aussitôt pour l'Espagne. Par Turin, elle gagna la France, et entra le 3 février 1808 à Barcelone. Deux semaines plus tard, elle était à Madrid.

III

En partant pour l'Espagne, la Reine pensait y trouver un appui auprès de ses parents, et régler, d'accord avec eux, toutes les conséquences d'un traité dont elle ne connaissait encore que les grandes lignes. Il lui répugnait naturellement d'être investie d'un royaume au détriment de sa sœur et de son beau-frère de Portugal, mais, par tempérament autant que par amour maternel, elle cherchait une couronne. Nul mieux que son père ne pouvait et ne devait l'aider.

Le 19 février 1808, elle arrivait à Madrid. Son premier soin

fut de déposer le cercueil de son mari dans la crypte royale de l'Escurial, où Louis Ier trouvait enfin le terme de ses pérégrinations. Ce pieux devoir accompli, Marie-Louise alla retrouver les siens à Aranjuez. La fatalité l'amenait en Espagne au moment précis où sa Maison allait y vivre les heures les plus douloureuses... Tout, du reste, faisait présager un avenir sombre.

La Cour était divisée en deux factions, celle du roi Charles IV, de la Reine et de Godoy, et celle de l'infant Ferdinand, prince des Asturies. Aveuglés, ils s'acharnaient à la lutte, sans voir encore l'ombre de Napoléon qui s'approchait de la Bidassoa.

La reine d'Étrurie comprit rapidement qu'elle ne pourrait demeurer longtemps auprès des siens. Une amère désillusion lui avait ouvert les yeux sur la politique franco-espagnole. Elle apprenait, dès son arrivée, que la compensation promise en échange du trône d'Étrurie n'était qu'un leurre, et que son père l'avait sacrifiée aux volontés de l'Empereur. Il n'était plus question de Lusitanie ou des Algarves; l'Empereur prenait l'Étrurie et ne donnait rien en échange.

Peut-être, à ce moment, Napoléon réservait-il dans son esprit le royaume d'Étrurie au roi d'Espagne, pour le dédommager — bien pauvrement — de la couronne qu'il allait lui ravir.

Charles IV ignorait naturellement ce jeu, mais s'y prêtait pour son malheur et celui de son pays.

Cruellement déçue, Marie-Louise n'en persévéra pas moins dans ses projets, se servant tantôt de son crédit auprès de ses parents, tantôt de son frère Ferdinand, pour étayer ses plans. A défaut d'une autre compensation, elle demandait de pouvoir retourner à Florence, ou tout au moins à Parme; il était logique que cette dernière principauté lui fît retour, du moment qu'elle perdait l'Étrurie.

Mais l'Empereur ne lui laissa guère le temps d'avancer ses projets. Il avait décidé de mettre la main sur l'Espagne, et, une fois sa décision prise, il agissait vite.

Le 7 mars au soir, Murat, alors grand-duc de Berg, avait quitté Bayonne à la tête des troupes françaises; le lendemain matin, il traversait la Bidassoa et marchait sur Madrid. Tenu dans l'ignorance des plans de son beau-frère, il avait simple-

ment ordre de s'emparer des places fortes espagnoles, et d'entrer le 23 mars à Madrid, comme allié de l'Espagne. La marche des troupes françaises s'opéra sans coup férir. Les Espagnols surpris ne savaient quelle signification donner à cette inquiétante marque d'amitié, mais ne s'y opposèrent pas. A Aranjuez, on s'en souciait moins encore. Charles IV, exaspéré par l'attitude de son fils et des partisans de celui-ci, ne songeait plus qu'à quitter le pays, comme l'avait fait son voisin le roi de Portugal. Mais, si les Portugais avaient laissé leur souverain s'embarquer paisiblement et gagner le Brésil, il n'en fut pas de même des Espagnols. L'idée qu'ils allaient perdre leur roi les révoltait, et la colère générale se déchaîna contre Godoy, accusé avec raison d'être l'instigateur de ce plan.

Le 17 mars, une révolution de palais, dirigée contre le Prince de la Paix, provoqua l'abdication de Charles IV et l'avènement de Ferdinand VII. La haine contre le favori éclata alors au grand jour. Tandis que le nouveau roi était acclamé avec le plus fol enthousiasme, Godoy, arraché du palais, frappé, piétiné, était traîné tout ensanglanté à travers les rues et jeté au cachot.

Marie-Louise avait assisté, haletante, à ce spectacle jusqu'alors inouï en Espagne d'une émeute au palais royal. Elle ne savait encore de quel côté se tourner, lorsque ses parents la firent appeler auprès d'eux. Abandonnés, presque relégués dans leurs appartements, ils suffoquaient d'avoir eu à subir la violence. La colère, comme toujours, fut mauvaise conseillère. Contre le fils insurgé, ils allaient faire appel à leur bon ami l'Empereur des Français, dont le lieutenant campait tout près de Madrid. Ce lieutenant, Marie-Louise le connaissait pour l'avoir vu à Florence. Elle avait gardé un bon souvenir de Murat; elle était donc l'intermédiaire tout indiquée.

Un courrier déguisé parvint au grand-duc de Berg pour le prier, au nom de la reine d'Étrurie, de venir auprès des souverains espagnols qui allaient être obligés de s'éloigner. Le prétexte était habilement choisi : Napoléon avait toujours soutenu Charles IV contre les menées de son fils; son départ irait à l'encontre de la politique de l'Empereur.

Murat en ignorait les desseins. Il n'était du reste guère

habitué à débrouiller les fils enchevêtrés de la diplomatie impériale. Dans l'occurrence il saisit néanmoins le rôle qui s'offrait à lui, répondit en invitant les souverains à chercher asile au milieu de ses troupes, et envoya son aide-de-camp, Monthyon, à Aranjuez, pour persuader le Roi de reprendre son abdication. Privé des conseils habituels de Godoy, le couple royal se raccrochait avec désespoir à sa fille qui, jeune et ardente, ne craignait pas les difficultés. Combative, Marie-Louise le fut toujours, et ce n'est pas, semble-t-il, un défaut pour une princesse.

M. de Monthyon arriva au *sitio* royal le soir du 21 mars. Introduit immédiatement auprès des souverains et de la reine d'Étrurie, il s'engagea aussitôt avec eux dans une conversation qui dura toute la nuit. La colère était tombée. Les souverains espagnols étaient découragés; le Roi, que la révolution du palais avait bouleversé, ne voulait à aucun prix reprendre la couronne que son fils lui avait arrachée, et se déclarait décidé à se retirer dans quelque campagne.

A la pointe du jour seulement, Monthyon prit congé du Roi et des Reines pour rendre compte de sa mission. Il dépeignit si vivement l'abattement du Roi, que Murat crut le moment propice pour tenter un coup décisif. Il fit rédiger un brouillon de lettre antidatée, aux termes de laquelle Charles IV abdiquait en faveur de Napoléon. C'était, croyait-il, le moyen assuré pour lui de se tailler en Europe une vice-royauté, ou peut-être même une royauté qu'il ambitionnait depuis longtemps.

Le 23 mars, à l'aube, on vint annoncer à la reine d'Étrurie que Monthyon l'attendait avec une missive urgente. Marie-Louise alla à son tour réveiller ses parents, et tous les trois reçurent l'envoyé de Murat. La prostration dans laquelle se trouvait le Roi rendit facile la mission de celui-ci. Charles IV ne semblait plus capable de volonté. Mais comme il fallait que l'acte d'abdication fût écrit de la main même du souverain, Monthyon ne s'attarda point; trop heureux et trop certain de son succès, il quitta sur-le-champ Aranjuez pour porter la bonne nouvelle à Murat. En contre-partie, il avait promis de sauver la vie de Godoy, et de lui faire rendre la liberté.

Cet officier ne semblait pas se rendre compte qu'il exécutait une mission bien peu élégante, et que l'acte, quelle que fût sa rédaction, ne pouvait donner aucun résultat.

Cependant Murat et Ferdinand VII avaient fait tous les deux leur entrée à Madrid. Les Français avait été accueillis par un silence glacial, tandis que Ferdinand VII, qui, habilement, avait refusé tout apparat militaire, fut porté en triomphe par tout son peuple.

Madrid redevenait le siège du gouvernement. Marie-Louise jugea avec raison qu'il n'y avait plus rien à faire à Aranjuez, du moment que le Roi et la Reine, après leur abdication, ne cherchaient plus à lutter contre la destinée. Elle partit donc pour Madrid, et ses salons du palais royal devinrent le terrain neutre où Murat se rencontrait avec Ferdinand VII. Tout en cherchant à servir les intérêts de son frère, elle espérait peut-être intéresser les uns et les autres à son propre sort. Plus décidée que jamais à ne pas lier son avenir à celui de ses proches, elle ne songeait qu'à reconquérir un trône, et y mettait une opiniâtreté qui contrastait étrangement avec la faiblesse de son père.

Murat, qui avait tout mis en œuvre pour empêcher l'entrée de Ferdinand VII dans sa capitale, cherchait maintenant à s'en débarrasser le plus vite possible. Il y employa Beauharnais, alors ambassadeur de France en Espagne, qu'on savait attaché au nouveau Roi. Mais il n'obtenait que des réponses vagues et des promesses dilatoires; Ferdinand ne quittait pas Madrid.

Certains ont voulu voir dans cette attitude l'indice que Murat préparait le guet-apens de Bayonne. C'est inexact. Murat ignorait tout du plan de l'Empereur; mais son esprit aiguisé par l'ambition venait d'inventer tout ce que le génie de Napoléon, dans son astuce la plus profonde, avait imaginé.

L'exécution en fut confiée à Savary, homme à tout faire, même à fusiller le duc d'Enghien. Rappelé d'urgence de Russie, il partit sans désemparer pour Madrid, porteur des instructions de l'Empereur dont il était le seul confident.

Napoléon avait fait savoir à Murat qu'il viendrait en Espagne, et Murat, docile, répétait cette nouvelle à tous les

échos. Mais jamais il n'avait songé à dépasser Bayonne, car c'est là, sur territoire français, entouré de ses troupes, qu'il comptait jeter le masque.

En arrivant à Madrid, Savary trouvait donc le terrain préparé à son insu par Murat et Beauharnais. Dans ses conversations avec le Roi il insistait, avec sa feinte bonhomie, sur le mauvais effet que la révolution du palais pouvait produire en France. L'Empereur, affirmait-il, venait en Espagne. Il lui semblait indispensable que le nouveau Roi allât au-devant de lui pour être le premier à dissiper tout malentendu.

Ferdinand VII sentait combien il était humiliant pour le roi d'Espagne d'aller demander à l'empereur des Français une sorte d'investiture. Mais que pouvait-il contre la force des Français? Et puis, il y avait son entourage qui le pressait, de peur que Napoléon ne vînt soutenir Charles IV. Tant et si bien que, le 10 avril, Ferdinand VII quittait Madrid à destination de Burgos où l'entrevue avec l'Empereur devait avoir lieu. Savary l'accompagnait.

Les « vieux Rois » étaient restés à l'Escurial. Malgré leur abdication et leur réclusion volontaire dans cette sombre résidence, Murat avait reçu l'ordre de les faire partir eux aussi pour la France. Il avait promis de leur rendre Godoy, sachant bien qu'après ses avatars, le favori ne soutiendrait plus le parti de la résistance. Charles IV poursuivait son idée fixe de se retirer loin de sa capitale. Mais, apprenant que son fils allait plaider sa cause devant l'Empereur, il prit subitement la résolution d'en faire autant. L'idée que Ferdinand, devenu maître de l'Espagne par la volonté de Napoléon, pourrait disposer de lui et des siens, lui inspirait un tel dépit qu'il décida de se défendre lui-même devant l'arbitre du monde.

Murat, qui n'était pas étranger à ce revirement dans l'esprit du Roi, songea d'abord à Godoy. Il délivra de force l'ancien ministre, et le fit partir pour Bayonne, escorté par des troupes françaises. Le 23 avril, Charles IV quittait l'Escurial et partait à son tour pour le nord sur les traces de son fils. Le 30 avril, à midi, il entrait à Bayonne.

A Madrid, on ignorait encore ce qui se passait. De rares nouvelles contradictoires parvenaient, annonçant tantôt l'abdication de Ferdinand VII, et tantôt laissant croire que

Charles IV avait définitivement renoncé à l'idée de rentrer en Espagne. Mais la vérité n'allait pas tarder à être connue. L'appel que le vieux Roi avait lancé du haut de son balcon aux fidèles qui l'avaient suivi en France : « Je suis trahi », se répandit en un clin d'œil dans toute la péninsule. La junte nommée par Ferdinand VII, le clergé, le peuple enfin, se rendirent compte que l'Empereur avait indignement abusé de leurs malheureux Princes. Ce fut une explosion de haine contre les Français.

De toute la famille royale, il ne restait à Madrid que la reine d'Étrurie, ses enfants, un vieil oncle impotent, Antoine Pascal, et le jeune infant Don Francisco. En ce petit Prince, les Espagnols voyaient le dernier survivant de leurs Infants, celui qui incarnait leurs ultimes espoirs. Il ne fallait à aucun prix le laisser quitter l'Espagne. La junte prit un arrêté interdisant le départ de la reine d'Étrurie et de son frère. Murat répliqua aussitôt que cette décision lui importait peu, et que le lundi 2 mai les derniers Infants prendraient le chemin de France.

La 1er mai, veille du départ, était un dimanche. Les paysans qui étaient accourus nombreux dans la capitale y passèrent la nuit, dans l'attente des événements. Dès l'aube du lundi, la foule se pressait compacte devant le palais royal. En voyant arriver les carrosses, un long murmure encore confus s'éleva de la place, suivi subitement d'un silence de mort; la reine d'Étrurie venait de paraître. Le jeune Infant se tenait à ses côtés, et tous deux pleuraient. A cette vue, la foule, d'un seul mouvement, s'élança, coupa les traits des chevaux, dispersa les soldats, assommant un aide-de-camp de Murat que seul le dévouement d'un officier des gardes wallonnes réussit à sauver de la mort. Entourés et poussés par le flot, la Reine et l'Infant regagnèrent leurs appartements. Pendant toute la journée, enfermés dans le palais, ils entendirent la fusillade, les cris de la foule que les mameluks chargeaient, le canon et le piétinement cadencé des fantassins français qui entraient dans Madrid, rejetant les insurgés du côté de la Puerta del Sol. Vers le soir seulement, le calme se faisait, quand au loin, du côté du couvent de Jésus, des coups de feu éclatèrent à nouveau, mais cette fois par roulements régu-

liers. C'était Murat qui faisait fusiller les patriotes espagnols.

Ainsi, de toutes les Princesses royales, seule la reine d'Étrurie assista à l'émeute sanglante du « Dos de Mayo ». C'est sur cette vision de sang et de mort qu'elle quitta la capitale de son père. Le 3 mai au matin, solidement encadrés par les troupes françaises, les carrosses royaux traversèrent la ville silencieuse. Dans la campagne, les cadavres des paysans, sabrés par les cuirassiers, jonchaient la route. A Somo Sierra, l'infant Don Francisco, qui voyageait sous la surveillance du prince de Monaco, aide-de-camp de Murat, rejoignit sa sœur.

Celle-ci ignorait toujours ce qui s'était passé au juste à Bayonne. Elle y arrivait quelques jours plus tard, et les premiers mots que ses parents lui adressèrent furent : « Sachez, ma fille, que notre famille ne règnera plus. »

« A ces paroles, je croyais mourir, raconte la Reine. Je ne savais ce qui allait m'arriver, car jamais je n'aurais imaginé une telle chose. Je me retirai dans ma chambre, presque mourante. » Mais Marie-Louise était trop énergique pour s'abandonner ainsi à son destin. Napoléon était à Bayonne; il y habitait le petit château de Marrac, aux portes de la ville. Marie-Louise alla le trouver. Elle protesta énergiquement contre la spoliation dont elle avait été l'objet. Que l'Empereur lui rendît l'Étrurie, ou tout au moins les duchés de Parme! Mais l'Empereur refusa tout. Les Bourbons avaient cessé de régner.

Elle insista néanmoins pour que son sort ne fût pas confondu avec celui de ses parents. Elle sentait profondément l'humiliant abandon de tous les siens, et ne voulait pas le subir. Mais que pouvait-elle toute seule? Ferdinand VII avait abdiqué, Charles IV réabdiqua à son tour, et un traité, signé le 10 mai, y ajouta la renonciation de tous les Infants.

En compensation, Napoléon promettait aux souverains espagnols le château de Chambord, 7 millions de rentes, et 400 000 francs à chacun des Infants. Mais cette promesse même ne fut pas tenue.

Les Infants furent dirigés sur Valençay, et Charles IV partit pour Fontainebleau. Marie-Louise, obligée de le suivre, ne songeait plus qu'à vivre seule de son côté. Elle loua une

maison à Passy, avec l'assentiment de ses parents. Tout y était préparé, quand, au moment même où ses voitures sortaient de la cour du château, un général les fit arrêter. S'approchant du carrosse de la Reine, il lui signifia qu'à son vif regret, il était obligé de lui intimer l'ordre impérial de ne pas quitter sa famille. Indignée d'avoir été ainsi trompée, la Reine rentra au château.

La vie y devenait intenable. Bientôt Marie-Louise tomba malade. Sa triste situation émouvait profondément le personnel français qui, par ordre de l'Empereur, composait la Cour de son père. Dans ses Mémoires, Marie-Louise se rappelle avec reconnaissance cette attitude chevaleresque.

Le 18 juin, les souverains quittèrent Fontainebleau pour Compiègne. Tout le palais était réservé au Roi. Marie-Louise et ses enfants durent se contenter d'un petit appartement donnant sur une cour, sombre et triste. Le médecin lui ayant recommandé de prendre de l'exercice, elle demanda à ses parents l'autorisation de chasser dans les bois dont ils étaient les usufruitiers. Ils la lui accordèrent, puis le lendemain l'autorisation fut retirée. Le capitaine des chasses, qui avait été témoins du peu d'égards dont on entourait la Reine, apitoyé sur son sort, lui offrit alors sa propriété privée, où, disait-il, « ni l'Empereur, ni le roi d'Espagne, ne pourront vous empêcher de chasser ».

Dans le traité de Bayonne, une pension avait été stipulée pour tous les Infants. Marie-Louise crut que ses deux enfants en seraient aussi les bénéficiaires, puisqu'ils portaient le titre d'Infants, comme petits-fils du Roi. Il n'en fut rien, et l'on retint même sur ses premières mensualités les frais du voyage de Bayonne à Fontainebleau.

Enfin il fut question de quitter Compiègne pour Marseille. Le château de Chambord allait se muer en une simple maison de ville. Cette fois, la reine d'Étrurie mit tout en œuvre pour ne pas être forcée de suivre ses parents[1], et y réussit. Elle parvint à gagner à sa cause Champagny, duc de Cadore. Celui-ci dans un rapport à l'Empereur, appuya la demande de Marie-Louise qui réclamait la restitution du palais de Colorno, près de Parme. Le maréchal Duroc vint lui con-

1. Ils quittèrent Compiègne le 18 septembre 1808.

firmer la décision de l'Empereur : Colorno et les terres environnantes lui étaient attribués, et sa rente portée à 50 000 francs par mois. La Reine était si heureuse de cette décision qu'elle ne se méfia nullement de la hâte avec laquelle on la faisait partir.

Son fils, le jeune Charles Ier, était malade et ne pouvait voyager. On lui fit savoir qu'il la suivrait dans quelques jours, mais que l'ordre de l'Empereur était qu'elle partît de suite.

Le 5 avril 1809, au moment où elle quittait Compiègne, on apporta à Marie-Louise une lettre autographe de Napoléon dans laquelle il lui souhaitait bon voyage, « espérant, disait-il, qu'elle jouirait des délices du pays qu'elle allait habiter », mais il ne nommait pas le pays.

Toute joyeuse d'avoir enfin obtenu sa liberté, Marie-Louise partit donc avec sa petite fille. Tout alla bien jusqu'à Lyon. Là, changement brutal. L'hôtel où la Reine était descendue fut subitement entouré de gendarmes, commandés par le préfet en personne. Avant même qu'elle ne comprît ce qui se passait, le préfet et le chef de la police avaient pénétré dans sa chambre, pour lui signifier l'ordre de se rendre à Nice, au lieu de continuer sur Parme. La volonté de l'Empereur ne souffrait aucun retard; il fallait partir aussitôt. Il était près de minuit. La Reine, épuisée de fatigue, demanda de pouvoir au moins coucher cette nuit à l'hôtel. Le préfet finit par y acquiescer, bien que de fort mauvaise humeur. Le chef de la police s'installa dans la chambre avoisinante, les gendarmes occupèrent le rez-de-chaussée et cernèrent la maison.

Le lendemain matin, le voyage continua. Mais cette fois, ce n'était plus une Reine qui retournait dans ses anciens États, mais une malheureuse reléguée que l'on poussait en toute hâte vers sa destination. Le 18 avril, elle arrivait à Nice, et y fut logée dans une maison, non loin de la mer, en dehors des vieux remparts. Après qu'on lui eut fait payer son voyage involontaire et la location de la maison où on l'avait confinée, il ne lui restait que fort peu d'argent. Napoléon lui avait formellement promis d'augmenter sa pension. Elle s'adressa donc à lui pour le lui rappeler. Toutes ses lettres restèrent sans réponse.

Rejetée ainsi à nouveau dans les angoisses et les humilia-

tions, la Reine ne rêvait plus que de reconquérir sa liberté. Mais il fallait patienter d'abord jusqu'à ce qu'on lui rendît son fils, le petit roi Charles, aux boucles blondes, que Napoléon retenait en son pouvoir. Une fois l'enfant revenu près de sa mère, celle-ci allait tenter incontinent la grande aventure.

Accoudée à sa fenêtre, Marie-Louise restait de longues heures à contempler la mer. Là-bas, derrière l'horizon, n'était-ce pas l'île de Sicile, que le roi de Naples tenait encore en son pouvoir? Sa sœur en avait épousé le fils aîné. Nul doute que ces derniers Bourbons couronnés ne l'accueillissent à bras ouverts. Puis, il y avait encore l'Espagne, l'Espagne insoumise, les Baléares et Cadix, où une junte gouvernait au nom du roi Ferdinand VII. Enfin, dernier espoir, il restait l'Angleterre dont les voiles sillonnaient la Méditerranée, et qui certainement recevrait généreusement une victime de Napoléon.

La Reine aimait ainsi à se recueillir avant d'agir. Elle ne sortait presque jamais de sa maison, car, hors de chez elle, elle retombait sous la surveillance tatillonne et mesquine d'agents subalternes. Elle avait beau se raidir dans un silence méprisant, elle ne pouvait plus vivre à Nice. Il lui fallait à tout prix la liberté.

PRINCE SIXTE DE BOURBON

(*A suivre.*)

EXCELSIOR

(U. S. A.)

« Le zèbre ne se défait pas de ses zébrures. »
(*Proverbe du Dahomey*).

La petite ville d'Excelsior, en Géorgie, bourgeonne humblement autour d'un croisement de routes : celle qui, du nord au sud, va de Caroline en Floride et celle, plus fréquentée, qui, d'est en ouest, conduit de Macon à Savannah et à la mer. Dès le huitième bloc, commence le quartier nègre, dit « Petite Afrique ». Là, dans une maisonnette en briques industrielles, entourée d'un mur de crépi espagnol par dessus lequel des tournesols montent la garde, habite une famille blanche, ou du moins qu'un étranger prendrait pour telle, car, à Excelsior, chacun sait que les Bloom sont des Noirs. Les registres d'état-civil portent après le nom de Victor Bloom le *C* qui signifie : *couleur*, en opposition au *W (white)*, auquel ont droit les Blancs. Cette famille de « créoles », nègres originaires de la Nouvelle-Orléans, se compose du père, M. Victor Bloom, gros entrepreneur de funérailles et embaumeur, de la vieille mère, d'une tante, de deux charmantes jeunes sœurs, Alma et Poolie, enfin d'un fils âgé de trente ans, Octavius Bloom. Celui-ci est l'orgueil des siens. D'une intelligence officieuse de métis, excellent danseur, parlant couramment l'américain et non plus comme ses parents, le patois « gambo » plein de mots exotiques, toutes les femmes d'Excelsior l'admirent. Il a servi en France en 1918. Il est co-directeur d'une agence

immobilière; il possède une Buick. Signe d'affranchissement, à dix ans, il se faisait déjà la raie. Aujourd'hui, il porte une petite moustache conquérante, à la Zorro.

C'est dimanche, après déjeuner. Le garage des pompes funèbres est fermé. Derrière les portes, attendent les corbillards drapés, noirs, argent, incrustés de miroirs, et les carrosses automobiles à plumes d'autruche, pour enterrements riches. Le bureau aussi est clos; clos le salon des cercueils de première et de seconde classe, avec leurs bières à poignées nickelées, qui vont de l'acajou au bois peint en passant par la gaîne velours, le capitonnage satin blanc ou le revêtement acier bruni; certains sarcophages sont ornés d'initiales en filigrane d'or, d'autres parés de barrières champêtres, en réduction, surmontées des mots symboliques : Porte du Ciel; les plus coûteux contiennent une boîte à musique qui, lorsqu'on ouvre, se met à jouer : *Go down, Death.* Au delà sont les salles d'embaumement, qui, pour l'instant, ne contiennent aucun client, la pharmacie avec ses flacons de toxiques, ses asphaltes et ses herbes médicinales; enfin, la salle à manger pour les repas propitiatoires, car les funérailles nègres s'accompagnent toujours de banquets.

M. Victor Bloom, en manches de chemise relevées par des élastiques, visière sur le front, prend son café. La tante est en faction, assise à l'entrée de la maison, sur l'escalier de bois, tenant en un très ancien geste créole, la porte entr'ouverte et la jalousie rabattue sur soi, comme un vêtement. Dans une pièce voisine, on entrevoit la mère Bloom qui fait la sieste. Son lit est enfermé dans une cage, car elle est somnambule. Toute cassée, le madras autour de la tête, le cigare posé au coin de la table de nuit, elle ronfle. Les femmes causent à voix basse dans le salon, d'une laideur riche, mangé par l'humidité, sur les murs duquel gondolent des modèles d'urnes et des images de piété. Personne ne joue jamais du piano mécanique. Le meuble d'apparat est le buffet, avec des pavots en papier bleu, dans des culots d'obus.

Octavius Bloom est signalé au coin de la rue. Énervement, agitation; les mouches deviennent insupportables; une paire de ciseaux tombe. Le jeune homme entre, le chapeau sur l'oreille, dans un élégant complet bois de rose.

— Comment? Tu arrives à pied?

— Un sacré Yankee, que je ne connais pas, vient de me rentrer dedans au coin de la rue Goethe (prononcez Girtie St.) Il était saoul comme une bourrique. Il commença par s'excuser. « T'en fais pas, lui cria le coiffeur, en me désignant. C'est un nègre. » Alors, non content de bousiller ma bagnole, il a voulu me descendre par-dessus le marché, en prétendant que j'allais trop vite pour un nègre. Naturellement, les « sale coltar puant », les « face à mouches », les « gueule-de-nuit » m'ont plu dessus. J'ai voulu expliquer que l'homme avait bu, la foule, tu pen ses bien, m'a donné tort; c'est devenu mauvais; les policemen se sont éclipsés et j'ai vu le moment où j'allais être lynché...

— Aucun Noir ne peut courir sa chance,— dit amèrement M. Bloom père.

— Aucun, — ajouta Poolie, comme au bord d'une tombe. — Quel handicap!

— Pas de liberté pour nous, pas de justice.

— Sûr. Et dire qu'à New-York, la statue de la Liberté est noire!

— La seule fois où l'on m'ait cédé le premier rang, — fit Octavius, — c'est au front.

Alma soupira :

— Ce n'est pas la peine d'avoir eu tant de succès au mardi-gras comme roi des Zoulous! Le carnaval passé, l'argent dépensé, les gens amusés, on n'est plus qu'une ordure...

— Oui, mais pendant vingt-quatre heures, rappelle-toi qu'Octavius a régné sur Excelsior tout entier, — repartit la tante.

Comme après chaque affront, on reprit la question mille fois discutée, depuis des années retournée en tous sens dans les conciliabules secrets de la famille. Passerait-on la ligne? Pourquoi pas, puisque le hasard avait fait les enfants presque tous blancs? Entrer enfin dans l'autre camp, se risquer au cœur de la contrée interdite, rejeter derrière soi le passé, la vieille peau... Devenir un Blanc! En dehors de l'Amérique, en dehors du Sud, en dehors d'Excelsior, personne n'eût songé à considérer les Bloom comme Noirs... alors, pourquoi différer toujours? Il faudrait s'enhardir, oser, sortir d'ici; mais la sujé-

tion ancienne qui enchaînait l'esclave à la plantation pèse encore sur eux.

— Où aller?

— New-York?

A New-York, on n'est pas encore assez sûr de soi... il y a Harlem... car, s'il est des Noirs intelligents qui sont fiers de voir un des leurs passer la ligne, et d'autres, doués d'humour, qui sont enchantés à l'idée de jouer un tour à des Blancs, la plupart se montrent envieux, furieux. Ou encore, quand la partie semble gagnée, on peut tomber sous l'œil implacable d'un vieux Sudiste qui donne l'alerte. A nouveau, ce sera l'isolement, le ghetto noir... Ce qui rendait du courage à M. Victor Bloom, c'était de regarder ses enfants : Octavius était un vrai Américain, avec des épaules larges, les cheveux encore crépus, mais blonds. L'œil n'avait plus rien de jaunâtre, l'ongle de rose pâle... Il ne disait jamais : *zoui*, mais *yeâ*, ou *yep*, savait coller comme personne sa gomme à mâcher sous sa chaise pour la reprendre après le repas, jouait au *base-ball* dans l'équipe des Géants de Géorgie. Enfin, comble de l'aisance, dans toutes ses phrases, il s'arrangeait pour introduire le verbe : *to check*. Un seizième de sang africain, au plus... Alma, sa sœur, était belle, les yeux plats, avec un nez non plus épaté, mais rond; bien élevée, très demoiselle, à peine un peu verte au réveil, comme les négrillons à leur naissance, mais si fardée... Poolie, était tout à fait claire, nez presque aquilin; et si cultivée! C'était l'honneur de Straight College, N. O.

— Sont-ils bêtes, les gens, avec leurs histoires de cheveux crépus... C'est la chaleur qui les fait gondoler!

— D'abord, pourquoi se glorifier d'avoir le poil plat, comme les orangs-outangs?

— Et ces attaches minces, presque friables, les mains longues qu'on nous reproche, ne sont-ce pas des signes de race?

Seule, la tante se montrait pessimiste :

— Vous direz ce que vous voudrez. Nous sommes colorés; notre nom de famille est juif; notre religion, catholique. Avec tout ça, comment voulez-vous échapper au Klan?

M. Victor Bloom poursuivait, avec cette lente et lourde façon des Noirs de broyer leur pensée.

— Aucune damnée chance pour un Noir, par ici... Écoute, fils. Il y en a d'autres qui l'ont fait avant toi. Dans le Nord, dans l'Ouest, ça se voit tous les jours, à ce qu'il paraît... C'est une question de climat; plus tu iras vers le Nord, plus toi et les enfants qui naîtront de toi deviendront blancs. D'abord, où vont les deux cent mille Américains de couleur qui, à chaque recensement, ont disparu, je te le demande... Ont-ils été faire un petit voyage en Afrique? Pas souvent!

— Ce qu'il faut, — observa Octavius, — c'est bien prendre son élan et ne pas rater son coup...

— Tu peux compter sur notre silence et sur notre aide. Il y aura pour toi cinq cents dollars par mois à la banque pendant un an, — répondit le père. — Va! Étudie ton terrain. Et dès que la chose sera accomplie, prends avec toi tes sœurs. Nous, les vieux, nous avons le cuir trop boucané pour nous permettre de vous suivre.

Du fond de son lit, la mère Bloom avait tout entendu. Cette figure de cire jaune dont le turban quadrillé de violet, qui avait glissé, laissait voir les cheveux courts et frisés, se dressa dans sa cage :

— Octavius fera fort bien de prendre le large, — dit-elle en un français parfait, avec une jolie voix cassée de vieille créole. — Que de fois monsieur Périer, mon cher père, m'a-t-il conseillé de demeurer à la Nouvelle-Orléans et de ne pas venir m'enfermer en Géorgie! il disait que ces petites villes de province, ce ne sont que des trous à écrevisses! Parfaitement, des trous à écrevisses!

***

Septembre. Cornelius Creek. Petite plage du Delaware. Vue sur l'Océan. Rien des effroyables baignades de Newport et d'Atlantic City, le sable disparaissant sous les corps allongés côte à côte, comme aux tableaux de chasse, la mer salie de suie encombrée de radeaux, de ballons, de périssoires, sans la place pour piquer une tête. Au Cornelius Hotel, une bonne société bourgeoise, des familles de fonctionnaires, venues de Washington, le haut commerce, des éleveurs du Kentucky, des juges virginiens. Comme disaient les affiches de terrains à vendre : *Bon ton. Silence. L'aristocratie à la mer.*

Octavius Bloom habitait là depuis deux mois. Sa vitalité, son canot à gazoline, la qualité de la boisson qu'il fabriquait dans son armoire, ses cocktail-parties, une pointe de bridge pour les vieilles dames et sa belle voix expliquaient sa popularité. Les jeunes gens imitaient ses vestons croisés, à boutons de cuivre, d'un azur emprunté à l'orchestre Whiteman; des familles juives de Broadway, enhardies par son nom, lui faisaient des avances et des jeunes filles s'offraient chaque jour en mariage. Entre temps, Octavius s'occupait de lotissements côtiers et de ventes d'immeubles.

Au bout d'un an, il fut, sur la plage, un personnage. C'était le dandy, le « gonflé » de Cornelius Creek. Il gagnait beaucoup d'argent. Il avait fait venir ses sœurs et sa tante d'Excelsior et, ensemble, ils habitaient une villa, dans les pins. Alma et Poolie connurent à leur tour les flirts, les couleurs vives et les boissons fermentées. Elles oublièrent rapidement leur arrivée timide dans des manteaux en faux léopard, leur vilain chapeau de velours rouge avec une rose d'or et leurs bas de coton rose. Elles étaient blanches, infiniment blanches, très parfumées, tandis qu'Octavius préférait le hâle marin, plus naturel. Poolie se laissait aller à une drôlerie de gestes, de mots qui enchantèrent.

— Quel *minstrel* votre sœur eût fait! disaient à Octavius les gens, éblouis par ses improvisations chantées, la pluie de ses bons mots, le jet de ses cocasseries. La vieille tante priait Dieu que cela pût durer.

« *Ça y est*, écrivait désormais Poolie à ses vieux. *Fini Excelsior; finies les avanies! adieu l'obligatoire compartiment aux « corbeaux », dans les tramways! Plus pour nous, mon cher papa, les vieilles formules : « les gens de couleur doivent rester à leur place », « à leur rang » et autres niaiseries... Nous voyageons en pullmann et le nègre porte nos valises.* »

Le thé chez le juge et Mrs Mac Klem, de Mac Klem Lodge, famille de vieille souche qui, du haut de Forest Hill, surveillait la plage, la morale et les bains, consacra la situation des Bloom. Ces retraités sévères étaient les chefs de la petite colonie provinciale qui vivait toute l'année à Cornelius Creek. Mrs Mac Klem avait connu jadis, à Boston, des Bloom,

anciens juges à la Cour Suprême et demandait si les nouveaux arrivés étaient leurs parents. Octavius fit allusion à une branche cadette. Il venait d'acheter un terrain sur la hauteur, dans d'opportunes conditions, et projetait maintenant de faire construire. Dans une conversation qui n'engageait à rien, il envisagea même avec le juge la possibilité de réunir des fonds pour un casino sur le modèle européen et un *country-club*. Les Mac Klem avaient un fils, étudiant à Harvard, qui ne quittait plus Poolie. Il faut avouer qu'elle devenait belle. Sa sœur Alma savait mieux mitrailler et cramponner de ses regards les gens âgés, mais Poolie triomphait de tous les jeunes gens. Les Africains ont des jours fétiches où l'on se peint le visage de divers tons; pour les demoiselles Bloom, tous les jours de Cornelius Creek étaient fétiches et les trouvaient fardées. Leur corps ne roulait plus, les cheveux roux décrépelés (ne se couchant cependant pas tout à fait, et se tenant encore un peu raides, comme du chaume), elles dansaient le charleston mieux que personne. Le plaisir faisait monter à leur joues des couleurs jusque-là inconnues. Elles portaient des maillots de bain de teintes vives. Les photographes en plein vent n'avaient d'objectifs que pour elles. Leur grâce dans l'eau était telle que, lorsqu'elles flottaient, chaque vague paraissait un hamac.

***

Un matin, qu'Octavius était étendu paresseusement sur le sable, avec ses deux sœurs, ouvert au soleil comme un espalier, il se mit à considérer Poolie, très fier d'elle, de son teint éclatant.

— Je n'avais jamais remarqué que tu eusses un tel grain de beauté sur la nuque, — fit-il, attentif comme une mère de débutante.

Poolie haussa les épaules, très sûre d'elle-même.

— Tu peux courir avant de trouver une peau comme la mienne, — répondit-elle.

Ce devait être l'avis du jeune Mac Klem qui vint les retrouver pour le bain, comme chaque jour. Des bruits

circulaient sur la plage, qui n'étaient pas ceux de la mer dans les coquillages. On parlait fiançailles...

Quelques jours plus tard, Octavius, de nouveau, s'étonna... A n'en pas douter, la tache qu'il avait remarquée chez Poolie était toujours là, et même elle semblait gagner le cou, attaquant le bas du visage. C'était une large marque d'un bistre très doux, fondu dans le blanc du reste de l'épiderme et qui s'y dégradait.

Il prit Alma à part et lui fit part de son inquiétude.

— Mais, — répondit celle-ci, — Poolie se hâle, simplement.

— Le soleil d'octobre ne brunit plus.

— Poolie veut être à la mode. Je sais qu'elle se passe à l'huile de noix.

Octavius, rassuré, n'y pensa plus. Or, au début de novembre, un soir, à dîner, chez les Mac Klem, positivement il reçut un choc. Dans l'éclairage violent de la nappe et l'éclat d'une robe de lamé, il en eut la certitude, la figure de Poolie s'embrunissait. C'était comme une éclipse légère, un peu mauve aux joues, un ton chamois aux tempes et à la nuque, qui montait du cou, gagnant maintenant le visage. Chose plus curieuse, les traits eux-mêmes semblaient s'altérer. Le nez perdait de sa solidité aiguë, la bouche prenait du relief; un air indéfinissable d'exotisme, qui ajoutait d'ailleurs à son éclat, transformait Poolie. Pendant le dîner, il ne put détacher ses yeux du visage de sa sœur. Elle le remarqua, rougit très fort.

— Damnation!

Ils venaient de chez les Mac Klem. Octavius avait été rentrer sa voiture au garage. Il avait rejoint ses sœurs au salon.

Entre ces deux femmes qui pleuraient, en robe de soirée, Octavius en smoking, en « tuxedo », se promenait de long en large. En brute, il frappa du poing sur la table.

— Damnation!

On n'entendait que des sanglots.

— Il n'y a pas à sortir de là, ma chérie, continua-t-il, s'adoucissant. Il faut que tu partes! Si tu ne retournes pas à Excelsior, tout est fini. Un an d'efforts gâché! L'avenir de ta sœur ruiné, et moi, moi... perdu de réputation.

— Depuis que tu t'es mis ça dans la tête, Octavius... Quand je te dis que c'est mon blanc virginal qui s'en va... à cause de la danse.

— Ce n'est pas vrai! Ce soir tu n'as pas dansé! La vérité, tu la sais, et Alma la sait, comme moi, en attendant que tout le monde aussi la sache. Tu re-tour-nes au noir! Ton cas n'est pas unique, si ça peut te consoler. La peau, ça naît et ça meurt. Ce n'est pas ta faute... Personne ne peut être sûr de sa peau!

Poolie s'effondra. On voyait en effet son dos, sous la lampe, avec la colonne vertébrale déjà plus brune, les épaules d'une demi-teinte chaude, lavée encore, faible en couleur; autour du cou, l'épiderme se truitait, comme une porcelaine; quant au visage, il tournait au beige mordoré.

— Je ne veux pas aller vivre à Excelsior! D'abord, je suis fiancée!

— Pas pour longtemps!

— Je l'avais bien dit : nous sommes punis de notre orgueil! — soupira la tante.

— Si nous prenions une bonne très noire pour servir à table et montrer combien nous sommes clairs? — fit Alma.

— Je ne veux pas quitter Bobbie! — gémissait Poolie.

— Et nous faire lapider, tremper dans le coaltar, enduire de plumes? Et le feu à la maison, est-ce ça que tu veux? Et les vieux qui mourront de honte, là-bas?

— B... B... Bobbie!

La tante intervint :

— J'ai entendu parler d'un sorcier...

— Ça va empirer, — répliqua férocement Octavius. — De panaché, Poolie va tourner au marron, du marron à la suie. Je vous dis que j'ai déjà vu le cas à l'asile Tommy Lafon, à la Nouvelle-Orléans... Une négresse pie... En attendant, Poolie me fera le plaisir de ne plus sortir. On lui apportera ses repas dans sa chambre, quand il y aura du monde.

— Et les danses...?

— Tu as la radio...

— Et...

— Assez!

— Ah! si nous n'avions pas fait la folie de partir à la lune

descendante, — soupira la tante, — jamais ce malheur ne serait arrivé!

Thé-bridge chez les Mac Klem :

La disparition de Poolie, il n'est plus question d'autre chose.

— Son frère la séquestre... Il s'agit d'un héritage.

— Toute défigurée... la lèpre!

— On dit qu'elle est devenue folle... Il cherche une « nurse ».

— En tout cas, — fit sévèrement Mrs. Mac Klem, — Bobbie est retourné à Harvard; il m'a formellement promis de ne pas lui écrire et de l'oublier.

. . . . . .

La vérité est une fièvre épidémique. Dès Noël, tout Cornelius Creek savait. On commença par dire que les Bloom étaient des Italiens, des indésirables, des communistes. Puis enfin qu'ils étaient des nègres, de sales nègres qui s'étaient poussés dans la meilleure société! Tout de même! prendre Cornelius Creek pour un village à esclaves et la villa résidentielle des Mac Klem pour une plantation, c'était fort!... Des parents qui sans doute ne peuvent même pas signer leur nom... Et ça avait une auto! pourquoi pas une mule? Et catholiques par-dessus le marché!

Forcené, méthodique, l'assaut de la race nordique contre la villa Bloom commença.

— Il n'y a plus qu'à plier bagage, — gémissait la tante, terrorisée, qui se souvenait du Sud et de ses arbres à pendus.

Alma aurait bien voulu retourner simplement à Excelsior dans sa petite chambre qui donnait sur le garage aux corbillards. Elle regrettait la Géorgie, ce ciel pur, presque africain, les cippes et les poêles drapés de deuil, les palmiers. Poolie pensait aux heureuses années de Straight College, à ses succès, à l'odeur sulfureuse de la classe de science appliquée, aux bonnes sœurs; il lui semblait entendre encore le tapage des garçons jouant au base-ball dans la cour et le bruit mat de la balle dans les paumes gantées... Maintenant, cela ne pouvait plus faire de doute pour personne, elle était redevenue une vraie mulâtresse. Quelle étrange caprice avait eu son corps en régressant ainsi? Par quelle combinaison ambiguë son frère

et sa sœur étaient-ils restés blancs? Mystérieuse alchimie du sang. Fallait-il la tenir pour responsable de l'enchevêtrement des races, et, derrière la race, des passions qui avaient causé cet alliage, cet obscur travail des cryptes de la peau?

Les Bloom furent rayés du Golf; l'entrée du Cornelius Hotel leur fut déconseillée.

Octavius serra les dents.

Un à un, les fournisseurs refusaient, sous des prétextes divers, de monter à la villa. Presque chaque matin, lui arrivait anonymement l'ordre d'avoir à quitter le pays.

— Puisque c'est comme ça, non seulement je ne partirai pas, — dit Octavius, — mais je vais faire venir les vieux. Et il télégraphia à Excelsior, à M. Victor Bloom qui venait justement de vendre son fonds... Il mit des annonces pour se procurer du personnel de couleur. Il affecta de se montrer en public et, quand on refusa de le servir au restaurant, se réclama devant les tribunaux de l'Acte des Droits Civils. La race caucasienne considéra cette attitude comme une insulte. La villa eut ses carreaux cassés à coups de briques et de browning. Les Bloom tenaient bon. Ils se rendaient à l'aube à Baltimore et en rapportaient des provisions. Un jour, en rentrant, ils trouvèrent leur demeure mise à sac. Alors ils ne sortirent plus, firent leur glace eux-mêmes, vécurent des produits de leur basse-cour. Ils restaient cois, derrière leurs stores baissés, mais ne cédaient pas. Ce qui les sauvait, c'est que Cornelius Creek n'a pas de faubourgs populaires et que les fureurs d'une foule n'y sont pas à craindre. Le juge Mac Klem et ses amis, des vieillards, se contentaient de tendre le poing, de loin. Cela dura ainsi tout l'hiver. Au printemps, la valeur des terrains baissa. Comme chaque fois que des gens de couleur réussissent à s'installer dans le voisinage des Blancs et refusent de quitter la place, les Bloom faisaient le vide autour d'eux. Au début de l'été, l'on apprit que Mac Klem Lodge était à louer : le juge et sa femme évacuaient le pays. Cela jeta le désarroi dans le camp ennemi. A l'automne, tout Forest Hill était à vendre. Octavius put acquérir à vil prix les terrains voisins. Il alla à New-York, vit du monde, exposa habilement son projet de création d'une station d'été réservée aux Noirs,

à proximité des grands centres, avec attractions, cirque, golf et piscine d'eau de mer chaude. Les nouveaux riches de Harlem, le petit commerce de la Ceinture Noire, à Chicago, qui, depuis la prohibition a pris le goût de placer ses économies dans des spéculations de terrains, se laissèrent séduire. La *Crise*, le grand organe de couleur, se montra favorable à l'entreprise et la soutint par une campagne financière...

Maintenant, Octavius Bloom est un *boss*. Il fume dès le matin des cigares du Texas. Il a acheté Mac Klem Lodge. Il dit à tout instant : « Nous autres Noirs... » Il vaut deux millions de dollars. Poolie est mariée à un avocat de la Nouvelle-Orléans. La vieille madame Bloom, négresse madrée que la civilisation du Nord n'étonne pas, vit encore. On l'entend, de son lit, le matin, chanter d'anciennes chansons créoles, entre autres : *Ah! Tincoutou*. C'est la complainte d'une mulâtresse qui voudrait devenir blanche mais qui ne trouve pas le bon savon.

PAUL MORAND

LA FRANCE

DES

CENT TRENTE DÉPARTEMENTS[1]

— 1810-1814 —

L'ITALIE

Il y eut, pour la politique d'expansion française en Europe sous Napoléon, deux champs d'action différents et, en quelque sorte, opposés et contrastés : le Nord et le Midi.

La famille de Napoléon était d'origine italienne, sa carrière était tout illuminée par sa première campagne, le glorieuse « campagne d'Italie »; Corse, il avait les affaires méditerranéennes dans la peau. D'autre part, tout ce Midi, si proche et si facilement attiré dans le sillage français, restait accroché de tradition à ces dynasties bourboniennes qu'il fallait déraciner pour implanter la dynastie nouvelle. Tout attirait Napoléon vers les problèmes du Midi.

La République avait déjà fait sienne l'Italie. La Cisalpine, Venise, Gênes, Rome, Naples, tout était conquis ou dominé quand Bonaparte devint empereur. Faits acquis. Napoléon n'avait qu'à accrocher ces créations fragiles à sa politique générale.

Or, la politique italienne de Napoléon est subordonnée précisément, comme sa politique générale, aux considérations militaires.

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er et du 15 décembre 1927.

S'étant trouvé dans la nécessité d'aller, de sa personne, prendre le commandement en Allemagne et d'y relever, en quelque sorte, son rival, Moreau, il n'en considère pas moins le front d'Italie comme d'une importance capitale contre l'ennemi commun, l'Autriche.

Il l'avait bien prouvé à Rivoli; il l'avait bien prouvé à Marengo; et, à Essling, il avait eu l'inquiétude de la défaillance du front italien.

Sans cet appui, qui, de plus, lui donnait des ouvertures sur l'Adriatique et sur l'Orient, il ne pouvait venir à bout de ses grandes tâches européennes. D'ailleurs, la lutte contre l'Empire, avec l'alliance de la France, est classique pour l'Italie, quitte à se retourner contre la France, avec l'appui de l'Empire, si la France devient le principal danger.

La nécessité militaire domine donc la politique *italienne* de l'Empereur. Il est toujours en gestation d'une grande manœuvre de ce côté.

Rien n'explique mieux cette préoccupation que l'expression globale qu'il emploie couramment : l'Italie. Déjà, à Lyon, écartant le nom de *Cisalpine*, il avait, ainsi, introduit dans le langage politique une unification verbale d'un immense avenir. Cette belle contrée, matrice des grandes choses européennes, en proie à une déliquescence de petites souverainetés pourrissantes, rien qu'en la nommant, il en avait fait un être articulé, un être vivant.

Le nom de *royaume d'Italie* que Napoléon impose ensuite à la souveraineté nouvelle créée dans cette partie de la péninsule, réunie, en tant que co-État, à la personne impériale, prouve que le chef militaire tient à garder toutes les possibilités péninsulaires dans la main. Pour parer à un coup de Jarnac de l'Autriche et pour préparer une manœuvre contre l'Autriche par le revers des montagnes, il s'établit lui-même le « gardien des Alpes ».

L'Italie, aile droite de la Grande Armée, faisant bloc stratégique contre l'ennemi commun, telle est sa conception maîtresse.

Cependant, quand l'homme de guerre a observé l'Italie de plus près, qu'y a-t-il vu? Cette terre, bourrée et labourée de grandeurs, devenue le pandœmonium de toutes les paresses

et de toutes les déchéances : à Turin, à Venise, à Gênes, à Rome, à Naples, partout, sauf peut-être en Toscane, des gouvernements indignes laissant tomber au plus bas des forces qui s'ignorent; une noblesse accroupie sur elle-même, une race abîmée dans la malaria, la saleté et l'ignorance.

Le coup de génie *italien* de Napoléon c'est d'avoir deviné qu'il y avait, sur cette terre tourmentée, dans cette noblesse énervée et dans cette population indigente, des facultés, des ressources admirables et inemployées, et, les yeux tournés, dans le passé, vers la « Renaissance », dont il était le fils, d'avoir su prendre une telle confiance en l'avenir qu'il devient le père du *Risorgimento*.

Cette Italie abattue, il l'a traitée avec une sévérité sans égale, il l'a fouaillée au sang, mais, par lui, elle s'est relevée. Et, ainsi, il a prouvé qu'il l'estimait plus que n'avaient fait ses maîtres; il la prenait dans ses bras et l'arrachait à la boue où elle s'enlisait : voilà en quoi il fut un grand Italien et paya sa dette à ses origines.

Mais c'est une erreur de dire, comme on l'a trop répété, que l'Empereur mettait, dans ses desseins, l'Italie au premier plan et qu'il se voulait et se voyait, à la fin, empereur de Rome. Non. Il rejetait l'idée de tout rapprochement, même simplement verbal, avec les Empereurs romains. Mieux que personne, il savait que sa force était en France et que, sans a France et sans la Révolution, il ne pouvait rien en Europe ni même en Italie [1].

Le moins systématique des hommes, il n'avait, au sujet de l'Italie, aucun système préconçu : il hésita toujours sur ce qu'il devait faire de Rome et ne se prononça pas. Mais ce qui est certain, c'est qu'il écartait, d'instinct, tout ce qui pouvait

1. Jamais Napoléon n'eut deux avis à ce sujet : il déclina toute offre d'action en Italie ou avec l'Italie sans la France : voici un texte bien curieux de Vaulabelle qui se rapporte à l'année 1815, quand Napoléon se préparait à quitter l'île d'Elbe : « Les regards de toutes les populations (italiennes) se tournaient involontairement vers l'île d'Elbe; des propositions furent faites au vaincu que l'Europe avait exilé. Napoléon se contenta de répondre qu'il ne *pouvait rien* pour les Italiens, qu'il leur conseillait, sinon la soumission, du moins la patience, et que, pour s'armer et se montrer, ils devaient attendre que la France fût disposée à les soutenir et leur donnât le signal... » Donc, tout par la France, rien de possible sans elle. Est-ce là le ton d'un empereur « de Rome »? (*Histoire des deux Restaurations*, t. II, p. 191.)

le séparer de la France; fervent de l'unité, il eût rejeté violemment l'idée d'opposer Rome à Paris.

La France était, dans sa pensée, la grande nation militaire, une nation de cadres, seule capable de lui fournir les chefs, les soldats, les administrateurs et les hommes à idées, les gens de main dont il avait besoin — et, dans tous les genres, les meilleurs.

La France à cette époque, et depuis l'explosion révolutionnire, déborde sur l'Italie, c'est encore un fait dont il faut tenir compte. Qu'on se remémore ce qu'ont fait un Championnet, un Eugène, même une Élisa, un Murat, à Milan, à Naples, à Florence, un Lebrun à Gênes, un Marmont en Illyrie et en Dalmatie, un Miollis à Rome, un Gouvion Saint-Cyr partout; — ce qu'ont accompli, en quelques semaines, les grands fonctionnaires, les Tournon, les Gérando, les Norvins, les Janet; des diplomates comme Alquier, Cacault, et même cet étrange Maghella. Faut-il négliger les lumières et le lustre qu'ont jetés sur l'Italie, un Paul-Louis Courier, un Stendhal et tant d'autres humbles officiers qui, avec cordialité, finesse et urbanité, mettent tant d'avenir intellectuel dans les relations entre les deux pays? Une conversation chez la duchesse d'Albany, une lettre de Sismondi à la même duchesse, une *Promenade dans Rome,* l'esquisse d'un chapitre de la *Chartreuse de Parme,* tout cela est d'une portée européenne immense et prépare le monde aux grandes résurrections.

Quelle « publicité » pour la cause italienne que ces enthousiasmes! Retour d'émigration, ces fervents se sont retrempés sur les chemins de l'exil aux sources de l'art et de la civilisation. Madame de Staël, où couronne-t-elle Corinne? au Capitole. Chateaubriand, où promène-t-il les dernières heures de madame de Beaumont? dans les ruines du Colisée. Pauline, à qui confie-t-elle le modèle d'un corps fait pour le marbre? à Canova? Madame Récamier, où se réfugie-t-elle? à Rome, M. de Fontanes lui servant de guide; Chateaubriand avait marqué d'avance le lieu d'exaltation où le pressentiment de leurs âmes se rencontrait :

Quiconque n'a plus de lien dans la vie doit venir demeurer à Rome. Là, il trouvera pour société une terre qui occupera ses réflexions et occupera son cœur et des promenades qui lui diront toujours quelque

chose. La pierre qu'il foulera aux pieds lui parlera, la poussière que le vent élèvera sous ses pas renfermera quelque grandeur humaine[1].

La vie frappe aux portes des tombeaux et y réveille l'avenir. Le poète parle en termes magnifiques de ce peuple assoupi :

On peut découvrir, parmi ce peuple, trop sévèrement jugé, un grand sens, du courage, de la patience, du génie, des traces profondes de ses anciennes mœurs, je ne sais quoi de souverain, et quels nobles usages qui sentent encore la royauté.

Le monde accourt pour visiter la terre « annoncée ». Gœthe et Byron y ont passé — et avec quel retentissement ! — Niebuhr y cherche, dans la terre des miasmes, le germe dormant de la grandeur. J.-J. Ampère trace ses Portraits de Rome à différents âges. Les ingénieurs eux-mêmes, en écartant les ruines pour y élever des édifices dignes de l'antiquité, y cueillent quelque fleur de poésie :

La campagne romaine, écrit M. de Tournon, dans ses *Études statistiques*, développe à chaque pas, plus distinctement, la sérieuse beauté de ses immenses lignes, de ses plans nombreux et de son bel encadrement de montagnes. Sa monotone grandeur frappe et élève la pensée.

L'architecte Leblanc retraduit, dans une langue admirable, le *Songe de Polyphile* qui a inspiré la Renaissance du XVIe siècle et qui inspire la Renaissance davidienne.

Avant un demi-siècle, les fils de la génération de 1810 arracheront à l'incubation de l'histoire une Italie nouvelle. Ces Italiens se retrouveront près des Français avec la même intelligence du *grand* de la civilisation. C'est l'écrivain adéquat à Rome, Chateaubriand, qu'il faut encore citer :

Les Français, en traversant Rome, y ont laissé leurs principes : c'est ce qui arrive toujours quand la conquête est accomplie par un peuple plus avancé en civilisation que le peuple qui subit cette conquête, témoin les Grecs en Asie sous Alexandre, témoin les Français en Europe sous Napoléon. Bonaparte, en enlevant les fils à leurs mères, en forçant la noblesse italienne à quitter ses palais et à porter les armes, hâtait la transformation du génie national.

Nous sommes ramenés à Bonaparte et à la dure contrainte qu'il exerça sur ce peuple, favori parmi tous les autres peuples.

L'Italie du Nord, constituée en « marche militaire » contre

1. *Mémoires d'Outre-Tombe*, édit. Biré (IV, p. 431).

l'Autriche, est organisée méthodiquement, dans ce but; d'où un premier principe de discipline et d'unité. A partir de juin 1803, ce travail d'organisation est suivi avec un soin minutieux par l'Empereur[1]. La place d'Alexandrie est, pour lui, le camp retranché des Alpes; il n'est pas une semaine où il ne tourne son attention de ce côté. Il signe, pour la première fois, du nom de *Napoléon*, les mesures qu'il prend pour réaliser son programme italien. Sa correspondance avec Lebrun en ce qui concerne Gênes comme point d'appui maritime, est non moins active : « Je n'ai réuni Gênes que pour avoir des matelots »[2], etc.

Par contre, une de ses premières mesures est d'interdire les coups de bâton dans l'armée italienne. Le Piémont est l'objet d'une exploitation financière rigoureuse[3], mais, en même temps, la vente des biens nationaux assure au paysan l'usage de la propriété rurale, bienfait inappréciable pour ce peuple écrasé depuis deux mille ans par l'abus des main-mortes et des *latifundia*. On peut dire que la marque, le sceau du système napoléonien, c'est l'établissement du Code civil, c'est-à-dire la transformation des mœurs[4]. Aussi, le peuple

1. V. *Corresp.*, t. VIII, p. 359, 364, 370.
2. *Ibid.*, t. XI, p. 74.
3. *Ibid.*, t. IX, p. 468, 513, 517.
4. *Code civil.* — Un tableau de l'établissement progressif du Code civil dans les pays d'Empire trouve sa place ici : le *Code civil* est introduit dès promulgation en 1804 dans les départements de la rive gauche du Rhin. En 1805, il devient loi du royaume d'Italie, des États de Parme, Plaisance et Guastalla. En 1805, également, paraissent deux traductions en allemand à Coblence et à Cologne. Après Iéna on traduisit et on répandit le Code civil. On discuta beaucoup sur le Code Napoléon et sur le Code Frédéric.

En juillet 1807, le Code civil est mis en vigueur dans le duché de Varsovie.

Napoléon ordonne que Bourrienne l'introduise à Hambourg et dans les villes hanséatiques à dater du 1er janvier 1808.

Le Code civil est introduit à Dantzig, le 19 novembre 1808; Napoléon fait écrire par Champagny à Munich, au prince Primat, aux grands ducs de Hesse-Darmstadt et de Bade pour que « des insinuations légères et non écrites » soient faites en vue de l'adoption du Code Napoléon comme loi civile.

En Hollande, Napoléon écrit à Louis qu'il désire que « le Code Napoléon soit la loi de ses peuples à dater du 1er janvier 1808 ». Il décrète, qu'à la même date, le Code Napoléon sera « la loi civile du royaume de Westphalie ».

Le Code civil a été introduit, après avoir été remanié, dans le Grand Duché de Bade à partir du 1er janvier 1810. Il s'y maintint après 1815 et jusqu'en 1900.

De même dans le grand duché de Berg (Schmidt, p. 22), sauf sur la rive droite où fut restauré le Code Frédéric.

acclamera-t-il d'enthousiasme la présence du héros dans ces voyages à Turin, à Milan, où il coiffait la « couronne de fer » et où il se trouvait en une si entière confiance, « sans un soldat français » parmi ces foules familières[1].

Et voilà aussi les grands travaux qui s'exécutent, les spectacles évoquant les grandeurs passées : chemin de Chambéry au Mont-Cenis; organisation des places fortes : Turin, Alexandrie; recrutement de l'armée, y compris les « vétérans »; finances du Piémont, monument de Marengo; réunion de Gênes, du duché de Parme; organisation du Piémont; le tout couronné par la scène solennelle à Milan : « *Dieu me la donne, malheur à qui la touche.* » (Avril-mai 1805.)

La grande pensée cachée derrière ce décor magnifique se découvre alors. L'Empereur prononce le fameux « Discours au Corps législatif commençant par cet appel : Mes peuples d'Italie!... »

Après avoir songé à confier la couronne à Joseph, il retient pour lui-même le gouvernement direct et nomme Eugène vice-roi. Quel choix pouvait être meilleur, plus intime? Mais quels conseils plus adroits que ceux qu'il prodigue à son beau-fils? Le maître se corrige lui-même pour se faire accepter sous la figure de l'aimable jeune homme : « N'imitez pas du tout ma conduite; vous avez besoin de plus de retenue. » (p. 489.) « Dans toute autre position que celle de vice-roi d'Italie, faites-vous une gloire d'être Français; mais vous devez ici le faire oublier et vous n'aurez réussi qu'en persuadant que vous aimez les Italiens. » (p. 488.)

Dans ces instructions initiales du 5 juin, tout est passé en revue : administration, finances, justice, police, ponts et chaussées, cultes, budget, domaines, instruction publique, Code Napoléon. Mais surtout, l'Empereur y vise le but commun à tout l'Empire, la mise sur pied de guerre et l'application rigoureuse de la conscription.

1. C'est à cela que pensait Napoléon quand, en 1814, il disait à Sismondi, à demi-Italien : « Jamais mon gouvernement n'a dévié du système de la Révolution, non des principes, comme vous les entendiez, *vous autres*... Moi, je suis pour l'application. Égalité devant la loi, nivellement des impôts, abord de toutes les places, j'ai donné tout cela. Le paysan en jouit, voilà pourquoi je suis son homme. Oui, populaire en dépit des idéalistes!... » *Lettres de Sismondi à la duchesse d'Albani*, publiées par Saint-René Taillandier, Préface, p. 26.

Les instructions à Eugène et à Lebrun pour Gênes, ensuite à Joseph et à Murat pour Naples, sont de véritables manuels de la politique napoléonienne. On y puise une connaissance psychologique profonde de l'homme et de ses procédés gouvernementaux, avec cet art, qui n'est qu'à lui, de mêler aux exigences, aux rigueurs, à l'impétuosité du despotisme, les familiarités populaires, les largesses qui gagnent le cœur, une pénétrante compréhension et application des idées modernes à un régime abâtardi. Il fait fleurir et mûrir soudain tout ce qu'il touche. Partout où il passe les antiques servitudes sont abolies : disparition du régime féodal à Brescia; mêmes mesures à Bologne, Parme, etc. (juin 1805, p. 559).

La guerre contre l'Autriche est, de nouveau, en perspective; le royaume de la « Couronne de fer » est aussitôt mobilisé : le voilà dans son véritable rôle; voilà le service qu'on attend de lui : qu'il se lève et se batte comme un légionnaire[1]!

Une certaine résistance se manifeste; quelques-uns de ces députés, choisis, tolérés, font entendre de timides observations. Alors, la main du dictateur se lève, avec le geste du commandement : « Je suis mécontent du Corps législatif... Mon intention est de ne plus le réunir... Ne laissez pas oublier aux Italiens que je suis maître de faire ce que je veux; cela est nécessaire pour tous les peuples et surtout pour les Italiens qui n'obéissent qu'à la voix du maître. » (t. XI, 84.)

On obéit; mais il restera, au fond des cœurs, le grand discord qui s'accroîtra jusqu'à la fin. Le chef militaire entend se servir de ces peuples pour imposer son système; les peuples entendent se servir de la gloire du chef pour leur bonheur. Leur système, à eux, se résume en deux mots : que la France se batte pour la liberté de l'Univers! Son système, à lui, se résume en cette réplique : « Je vous ai délivrés parce que je compte sur vous pour servir à la victoire qui libérera l'avenir[2]. »

1. A la députation du royaume d'Italie (9 août 1807) : « Pour la première fois depuis bien des siècles, les Italiens (dans le cours de la dernière campagne) se sont montrés avec honneur sur le grand théâtre du monde. J'espère qu'un commencement si heureux excitera l'émulation de la nation, et que les femmes elles-mêmes renverront d'auprès d'elles cette jeunesse oisive qui languit dans leurs boudoirs, ou, du moins, ne les y recevront que lorsqu'ils seront couverts d'honorables cicatrices. » (*Corr.*, XV, 482.)

2. L'antagonisme qui se perpétue, à travers les pompes et les adhésions

Ceci dit, le plus délicat de la tâche napoléonienne en Italie n'est pas dans le Nord. Ici, sous la loi de l'annexion et sous la férule de l'administration directe, rien ne bouge; les *trous* n'apparaîtront que beaucoup plus tard. Eugène, habile et sympathique, en attendant l'heure où une nouvelle combinaison le projettera vers d'autres rivages, sait faire passer beaucoup de choses.

Mais les difficultés s'accroissent au fur et à mesure que l'influence s'allonge de plus en plus vers le Sud et que, par conséquent, le lien se distend.

En Toscane, encore, la grande-duchesse Élisa mène les choses à l' « impériale ». Très fière de trouver, dans sa sécheresse, quelque chose de viril, elle s'accorde, sans fausse modestie, un reflet du génie de son frère : « J'attends vos ordres, Sire, et, tels qu'ils soient, je les ferai exécuter avec cette fermeté et cette prudence qui seront les règles de ma conduite... » « Ma prudence et ma fermeté ont levé tous les obstacles... La garde nationale est soumise, les curés restent dépositaires des actes de naissance; je réduis le fanatisme au silence; le peuple est content, les préjugés respectés, l'opposition détruite et vos ordres exécutés... »

Cependant une résistance sourde des sujets se devine sous ces paroles d'obéissance rectiligne. Puisqu'ils sont « à elle », c'est à elle de les défendre. En bonne Napoléonide, elle se retourne vers l'Empereur et le somme, en paroles savamment adoucies, de desserrer l'étreinte : « Sire, sans votre générosité, ce petit État serait accablé de ses charges; mon devoir est de vous le dire; elles réduiraient le peuple à la misère et au désespoir[1]. »

Napoléon sait à quoi s'en tenir; il sait que l'Italie n'en est pas encore à comprendre que son intérêt particulier se fond, en quelque sorte, dans l'intérêt général. Il sait que les prêtres entretiennent « le fanatisme » et les aristocrates « les préjugés »; il est résolu à les mâter tous pour leur bien. Le remède, si l'on n'en veut pas d'autres, sera le même ici que partout

officielles, entre la conquête révolutionnaire ou napoléonienne et la pensée italienne est excellemment analysé dans le beau livre de Paul Hazard : *La Révolution française et les Lettres italiennes*. Hachette 1910, in-8°.

1. Lettres citées dans Turquem, *les Sœurs de Napoléon*. Les *Princesses*, p. 88.

ailleurs, l'annexion. Le but est de faire, de l'Italie, un faisceau dans la main du maître de l'unité : l'Empereur.

LES ÉTATS PONTIFICAUX

Ce n'est pas, ici, le lieu de développer les circonstances qui ont amené la plus grave peut-être des erreurs de Napoléon et qui ont fait, des deux signataires du Concordat, les acteurs du drame de Fontainebleau. Il y a, dans cette péripétie, quelque chose de si complètement illogique et contradictoire qu'il est difficile de se rendre compte, à première vue, des mobiles qui ont porté l'Empereur à l'une des plus lourdes fautes de son règne. Les explications qui ont cours chez les historiens de Napoléon ne peuvent être que partiellement acceptées.

Napoléon n'était pas un incroyant; Napoléon n'était pas un ennemi des prêtres. En France, le clergé était entré, en majorité, dans ses plans d'organisation nationale; évêques et curés avaient été ses auxiliaires les plus dévoués. Napoléon n'était même pas un « Gallican ». Où aurait-il, ce Corse, sucé le lait des fameuses maximes et rencontré ces non moins fameux « Quatre articles[1] »?

On a dit que Napoléon avait eu, toute sa vie, l'ambition de se rendre maître de Rome pour s'y faire proclamer empereur conformément à la tradition des Césars. Nous savons, par sa *Correspondance*, qu'il écartait avec dédain une telle pensée. Nous le voyons plutôt embarrassé du personnage qu'il jouerait à Rome s'il y faisait même une simple apparition, et c'est pourquoi il ne se décida jamais à y venir. Il a tenu à Sainte-Hélène, un propos rapporté par Antommarchi et duquel il résulte qu'il réservait les États romains pour en faire l'apanage de *son second fils*, s'il en avait un autre de Marie-Louise. Cela veut dire qu'il maintenait Rome à une place secondaire dans l'Empire. Chaque fois qu'il parle de la

1. Sans doute, ne faut-il pas faire abstraction complètement du souvenir qu'avaient laissé, dans sa jeune imagination, les procédés employés par Marbeuf, Chardon et Boucheporn, pour imposer à la Corse la politique du concordat de François Ier et de l'abolition de l'ordre des Jésuites selon les instructions de Choiseul. Consulter, à ce sujet, le très intéressant ouvrage de M. Louis Villat, *La Corse de 1768 à 1789*.

Ville, Napoléon prend soin de la subordonner à l'autre « Ville », Paris « ville chérie ». Quand il prononce l'annexion, il fait, de Rome, la *seconde* ville de l'Empire et il la rattache, en termes exprès, *à la France*, à l'*Empire français*.

Quand, dans sa querelle avec la papauté, l'Empereur invoque le nom de Charlemagne, « son illustre prédécesseur », c'est qu'il a besoin d'un précédent juridique et politique. Il s'inspire des mémoires et dossiers que ses bureaux lui ont fournis, en y ajoutant le vernis et l'éclat de sa grandiloquence romantique. Rien de plus.

Le plus réaliste des hommes, il ne se paye pas d'une monnaie verbale : qu'il s'agisse de Rome, de Naples ou du reste de l'Italie, on retrouve toujours, dans sa conduite, la même idée directrice — et nulle autre : c'est la considération toute militaire d'un front unique dans la lutte de « la terre contre la mer » qui l'inspire et le fait agir.

Pour le succès de sa vaste entreprise, la moindre fissure rompant l'unité briserait sa force.

Or, la seule chose qu'un général ne puisse tolérer, c'est d'être tourné, d'être menacé sur ses derrières.

Si l'Empereur, au moment où il s'engage à fond dans sa lutte contre l'Europe, n'est pas assuré de la fidélité, je dirai *stratégique*, de l'Italie en général, des États pontificaux en particulier, tout son système est en péril et c'est ce péril qu'il entend conjurer. La clef de sa politique romaine, comme il l'a répété à satiété, est là.

L'époque à laquelle se produisit la rupture avec la papauté ne peut laisser aucun doute sur les raisons qui y portent l'Empereur. Il rompt précisément à l'heure où il va tenter la grande manœuvre qui le conduira à Ulm, à Iéna, à Eylau, c'est-à-dire à l'heure où il assume le risque suprême dans une lutte à mort contre l'Allemagne et contre la Russie.

Précisément à cette heure, les États pontificaux, par la faiblesse du pape et par la complicité des *zelanti*, servent de refuge à la plus violente intrigue austro-russo-britannique. Napoléon, dont les troupes sont enfoncées jusque dans le royaume de Naples, se sent menacé d'être coupé par un débarquement ennemi à Ancône ou même à Civita-Vecchia. Il demande au Saint-Siège de s'allier avec lui pour la défense

commune de l'Italie, c'est-à-dire de constituer l'unité militaire italienne, pierre angulaire de ses desseins. Et c'est sur le refus du gouvernement pontifical, refus inspiré à la fois par des raisons politiques et par des considérations morales, que l'Empereur met une garnison à Ancône[1].

Napoléon est vainqueur à Austerlitz. Il s'explique de nouveau sur le ton le plus positif, j'allais dire le plus militaire, avec le Saint-Siège. S'il a des œillères au sujet du redoutable problème de conscience que va poser son action, c'est que le militaire n'admet pas d'observation quand il s'agit du sort de ses armées et de la chance d'une victoire : « Je me suis considéré, écrit-il, comme le protecteur du Saint-Siège, et j'ai occupé Ancône à ce titre » (suivent les arguments politiques et juridiques, la donation de Charlemagne, la thèse du « dossier, » etc.); l'Empereur reprend : « ... Toute l'Italie sera soumise sous ma loi. Je ne toucherai en rien à l'indépendance du Saint-Siège... *Votre Sainteté est souveraine de Rome*; *mais j'en suis l'Empereur* (c'est-à-dire le chef de guerre et de la sécurité). *Tous mes ennemis doivent être les siens.* Il n'est donc pas convenable qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe, ni Suédois (il omet, et pour cause, les Autrichiens) réside à Rome ni qu'aucun bâtiment appartenant à ces puissances entre dans vos ports. » (Lettre du 13 février 1806.)

En somme, Napoléon adresse au pape cette question très nette : politiquement parlant et comme chef d'un État englobé dans l'Empire, êtes-vous avec moi ou contre moi?

A cette question, le pape *ne pouvait pas* répondre dans le sens réclamé par l'Empereur, et cela pour une raison de toute force, à savoir que Rome, dans les grands conflits de peuples, *surtout de peuples catholiques*, est astreinte à la neutralité.

Le cardinal Pacca, dans ses *Mémoires*, insiste sur la gravité de la mise en demeure adressée si brutalement au Saint Père. Remarquez que la paix règne, à ce moment précis, dans les questions religieuses et théologiques et même organiques entre l'Empire et le Saint-Siège.

Voici la réponse pontificale : « L'Empereur de Rome n'existe point. Votre Majesté dit que nos rapports avec elle

1. Bignon, *Histoire de France sous Napoléon*, t. VII, p. 133.

sont les mêmes que ceux de nos prédécesseurs avec Charlemagne. *Charlemagne agrandit les possessions du Saint Père; il n'en exigea ni dépendance, ni soumission.* »

Tel est le point de vue *romain*, opposé au point de vue stratégique *napoléonien* : il s'agit d'une question d'indépendance morale — non à proprement parler de souveraineté. Il s'agit du temporel, assurément, mais en vue de ses conséquences religieuses et spirituelles. La liberté ne se divise pas. Pie VII, si incliné à la bienveillance par la restauration de l'Église catholique en France, Pie VII, sur cela, ne transigera jamais. Il disait : « Je ne puis aliéner ce qui ne m'appartient pas, un pouvoir dont je ne suis que le dépositaire. » Et, après cent ans, et malgré la perte du pouvoir temporel, Rome n'a jamais varié en ce point.

Comment le débat s'est envenimé, comment Napoléon a manqué de prudence, de sagesse et d'adresse « à l'italienne »; comment, d'une part, l'application du blocus continental et, d'autre part, les revendications mutuelles du Saint-Siège sur Naples et de Naples sur Rome, ont distillé peu à peu un autre venin, comment de violence en violence, on en vint aux heures de Savone et aux heures de Fontainebleau, aux heures de la grande rupture et de l'excommunication, il suffit de rappeler ces suites funestes où, finalement, la paix religieuse, si sagement rétablie, fut si douloureusement compromise.

L'annexion des États pontificaux n'en apparaîtra pas moins, à la lumière de ces observations, comme la conséquence logique d'une nécessité militaire, ayant pour principe l'unité impériale et, par suite, l'*unité italienne*. Du moment où Napoléon était lancé dans sa grande entreprise, il n'avait pas le choix : il fallait qu'il disciplinât, d'abord, *la terre*. Tout à cette nécessité, il n'a eu ni la vision, ni le souci des autres conséquences.

Sur ces données, et en les rapprochant de ce qui se passe en Hollande, en Allemagne, en Espagne, on s'explique comment Napoléon, après s'en être tenu à l'occupation militaire et avoir même accepté l'idée d'une sorte de coopération gouvernementale avec le pape, en est venu à l'annexion.

Le comble fut mis à son exaspération quand l'offensive autrichienne de 1809 lui eut fait courir le risque terrible

d'Essling-Wagram. C'est à Schœnbrunn qu'il dicte, le 17 mars 1809, la note pour Champagny qui expose le fond de ses inquiétudes et la marche de sa pensée :

Les armées françaises sont à Naples et dans la haute Italie; elles se trouvent coupées par les États du Pape. La première pensée de Sa Majesté fut de laisser au Pape sa puissance temporelle ainsi que l'avait fait Charlemagne en lui demandant de contracter, comme souverain, une alliance offensive et défensive avec le royaume de Naples et celui d'Italie pour l'intérêt de la presqu'île. Le Pape refusa... De là la nécessité de l'occupation militaire de Rome. Il en résulta une source d'inquiétude et des germes de dissensions dans l'intérieur même des vastes États de S. M... Pour couper court à ces discussions, si contraires au bien de la religion, au bien de l'Empire, Sa Majesté n'a qu'un seul moyen; c'est de révoquer la donation de Charlemagne et de réduire les Papes à ce qu'ils doivent être[1].

L'annexion une fois décidée, Napoléon reste encore logique avec lui-même : le principe de gouvernement qu'il applique à Rome, c'est le principe français, le principe révolutionnaire, mais sous les conditions « napoléoniennes » : la discipline et l'unité.

Il pense être agréable au peuple romain en lui offrant l'égalité, la liberté, la justice, l'uniformité, l'ordre. Il ne conçoit pas que de tels dons puissent être mal accueillis.

Il apporte, d'ailleurs, dans l'application, un esprit de ménagement et des précautions qui tiennent à l'idée historique qu'il se fait de la « grandeur romaine ». Faisant entrer la Cité éternelle dans l'Empire, il ne la traite pas comme une ville quelconque : les deux départements de Trasimène et du Tibre ne sont pas gouvernés, non plus, en pays ordinaires. Le « Sénat » maintenu, une « consulta » superposée à l'administration préfectorale, une élite de fonctionnaires jouissant de pouvoirs pour ainsi dire ministériels, un lieutenant-général représentant de l'Empereur, tout indique un je ne sais quoi d'élevé, en égard aux souvenirs ineffaçables, avec le respect affiché de ces hautes traditions.

Cependant, il est deux points sur lesquels la volonté impériale ne transigera pas, car ils touchent à l'essence même du

1. *Corresp.*, t. XIX, p. 14. — Il est à peine besoin de citer l'excellent ouvrage de M. Louis Madelin, *La Rome de Napoléon*, qui est mon guide principal dans cette partie de mon exposé.

système : c'est la contribution financière et le recrutement militaire, la *leva.*

Or, ce sont précisément ces deux ordres d'exigences qui paraîtront insupportables au « peuple romain ». Habitué à la douceur et à la nonchalance du gouvernement pontifical, bercé dans la tradition du *panem et circences* (les jeux étant remplacés par les pompes ecclésiastiques), il ne comprend rien à ces rigueurs comptables et à cet héroïsme encaserné.

L'exigence financière ne pouvait être satisfaite que parce qu'elle apportait, comme corollaire, la liberté du travail. Mais qu'est-ce que cette liberté pour un peuple sans besoin, sans industrie, sans travail? Quant à la *leva,* elle était, tout simplement, odieuse : elle avait pour conséquence la fuite à la montagne, le banditisme, finalement la rébellion.

Napoléon, toujours fidèle à lui-même, ferme les couvents et dispose des diocèses. Les prêtres, les moines, tout ce qui souffre de la chute du régime pontifical, se prononce violemment contre lui. Le souverain pontife proteste, encourage les résistances : enlevé de force par les soldats de Radet, il devient un martyr[1]; les madones pleurent dans les sanctuaires; les Christs lèvent les bras au ciel; Pasquin lance ses plus sanglantes épigrammes. Une douleur sincère, où les sceptiques des administrations et des armées napoléoniennes ne voient que superstition, opprime les âmes. La plainte des peuples, exagérée encore par les commentaires pessimistes des fonctionnaires, qui, en vue de parer d'avance aux reproches sanglants du chef, prédisent les pires catastrophes, gonflent les courriers, et on les retrouve, aujourd'hui, avec leurs exagérations administratives, dans les archives du gouvernement.

Par le détail infini de ces misères et de ces débats, répercutés dans toutes les chaires et les confessionnaux du monde, l'annexion des États pontificaux a nui infiniment à l'autorité morale de Napoléon et à sa gloire; le catholicisme et, surtout,

1. Napoléon a, plusieurs fois, déclaré, qu'en procédant à l'arrestation du Pape, ses agents avaient dépassé ses instructions. Il semble que la responsabilité en pèse surtout sur Murat et sur son agent, le Corse, ancien protecteur de Bonaparte, Salicetti. Napoléon écrit à Fouché, le 18 juillet 1809 : « Je suis fâché qu'on ait arrêté le Pape; c'est une grande folie. Il fallait arrêter le cardinal Pacca et laisser le Pape tranquille à Rome. Mais, enfin, il n'y a point de remède; ce qui est fait est fait. » *Corr.*, XIX, p. 265.

le catholicisme français, ébranlé par le scandale de l'excommunication, se détourne peu à peu de lui. Il avait été « Cyrus »; le voilà devenu « Néron », « Julien l'Apostat ».

Son clergé, si dévoué la veille, ne sait comment s'y prendre pour lui rester fidèle. Tous, et Napoléon lui-même, à la fin, s'épuisent à chercher un accord, une solution à laquelle Pie VII lui-même paraît ne pas vouloir se dérober. Mais il est des « points de conscience » sur lesquels le pape ne peut pas transiger. Le fond du débat reste une question de principe : la faute est d'y avoir touché. Le chef militaire considérait ses ordres comme sans réplique; mais le chef religieux considérait son devoir comme absolu. Le conflit était de ceux dont le cardinal de Retz dit « qu'ils ne s'arrangent que dans le silence ».

Rome resta française jusqu'au jour où la France elle-même échappait à Napoléon. Cette mainmise — d'abord simple occupation, puis annexion — fut finalement, en dépit de l'irritation des peuples, un grand bienfait pour les États pontificaux eux-mêmes; elle les transforma de fond en comble.

Pour la première fois, l'État romain connut la vigilance gouvernementale; il vit s'accomplir des réformes toujours promises, toujours remises; il prit, en quelque sorte, le pas du siècle. Chateaubriand avait connu les deux Romes : longtemps après les événements, il résume ses impressions en cette phrase lapidaire : « Napoléon est grand pour avoir ressuscité, éclairé, et géré supérieurement l'Italie. »

L'historien de Rome sous Napoléon, qui a connu tout le détail de cette émouvante rencontre du génie français et du génie italien, a rappelé que le cardinal Consalvi, ayant rencontré à Fréjus le procureur général français, Legonidec, rentrant de Rome, le salua par ces mots : « Monsieur Legonidec, *Roma vi saluta!* paroles qu'il accompagna de ce commentaire : « Sa Sainteté a été bien aise de vous dire à vous-même, Monsieur le procureur général, combien l'administration de la justice à Rome avait laissé de souvenirs agréables. Nous sommes encore à concevoir comment vous avez rallié tant de personnes estimables qui nous avaient promis de rester étrangères à l'administration française[1]. »

1. Madelin, *op. cit.*, p. 680.

L'explication qui échappait à ce fidèle conseiller du pape se ramène à ce simple mot : l'*ordre*; Napoléon avait imposé « l'ordre »; et c'est « l'ordre » qui avait opéré ce ralliement.

Il est permis de penser que, sans les désastres de 1812-1814, la réunion des États pontificaux eût passé, malgré mille difficultés subsistantes, à l'état de fait accompli, et que Napoléon, vainqueur, eût trouvé, dans son équité bienveillante à l'égard de Rome, une solution conforme aux hautes destinées qu'il préparait à l'Italie unifiée dans l'Empire.

Ce qui ne peut être contesté, c'est la grandeur de la tâche accomplie, c'est la valeur incomparable de cette élite de Français, de ces fonctionnaires, de ces hommes supérieurs que la France délégua à Rome et qui, malgré tant d'obstacles, y changèrent, en un si court délai, la face des choses : « Ce n'était pas en vain qu'une administration, attentive aux petites et aux grandes choses, avait voulu inonder Rome des bienfaits de la civilisation : la vaccine imposée, les pompiers institués, les réverbères installés étaient les moindres des nouvelles institutions qui survécurent. »

Le régime pontifical, restauré par le retour de Pie VII, se garda de porter atteinte au « progrès » réalisé. Le *motu proprio* du 6 juillet 1816 maintient (sauf de légères retouches) tout ce qu'avait apporté la France : le Code civil, le régime judiciaire, le régime financier. On indemnisa les moines, mais sans rouvrir tous les couvents; le clergé régulier et séculier, secoué par la tempête, animé par l'exemple, se rangea aux modes de vie nouvelles, si différentes de l'indolence et de l'exigence antérieures. Rome elle-même leva les yeux vers l'Unité italienne et se prépara, comme d'instinct, à son rôle de future capitale péninsulaire.

Les autorités françaises s'étaient penchées avec un respect pieux sur les ruines tant négligées de la Rome antique; elles avaient remis à jour la figure effacée du Forum, fait ressurgir les mausolées de la grandeur romaine enfoncés sous la poussière des âges, le temple de Vesta, celui de la Fortune virile, les temples de Jupiter Tonnant et de la Concorde, celui de Jupiter Stator et celui de la Paix; elles avaient mesuré et expliqué la colonne de Phocas, déblayé le sol vénérable de la Voie Sacrée. Sur la colline du Quirinal, le palais et les jardins

avaient été aménagés pour recevoir l'Empereur, si jamais il se fût décidé à ce voyage à Rome, toujours annoncé, toujours retardé. A la villa Aldobrandini, Miollis avait donné des fêtes inoubliables et fait peindre la première fresque du jeune Ingres. Au Pincio, les gradins du parc — « escalier pour les Dieux » — avaient répandu l'ombre et la lumière sur l'un des sites sacrés du monde.

Les quais du Tibre se construisaient; l'Empereur, toujours attentif à ce genre de travaux publics, avait conçu le projet d'un canal qui devait rendre le Tibre navigable et faire, de la « seconde ville de l'Empire », — ce que l'antiquité elle-même n'avait pas connu, — un port maritime. Hors de Rome, l'assainissement des Marais Pontins était commencé et la campagne, stérilisée par l'incurie de longs siècles d'abandon, devenait de nouveau le jardin et le grenier de la cité.

Avec mille autres améliorations poussées jusqu'au plus scrupuleux détail, police, prisons, chaussées, pavage, jardins, voilà ce que la main française avait accompli en trois ans. « Elle avait réalisé à Rome, et bien au delà, le plan que, disait-on, Raphaël avait, trois siècles auparavant, soumis à Léon X. »

Et, quand, par suite de la grande chute, précipitée en Italie par la misérable trahison de Murat et de Caroline, les Français durent quitter Rome, Miollis, le soldat balafré de Lafayette et de Bonaparte, après avoir tenu haut les trois couleurs quarante-neuf jours sur le château Saint-Ange, n'en était sorti qu'en vertu d'une capitulation honorable, à cheval, tambour battant, drapeau déployé, aigles levées, laissant aux foules, qui le saluaient bas, un exemple inoubliable et ineffaçable de loyauté, de justice et d'honneur.

LE ROYAUME DE NAPLES

La difficulté du commandement s'accroît par la distance. L'ordre s'épuise en se transportant.

La partie la plus ardue du problème italien fut, pour l'Empereur et pour la France, le sort de la péninsule extrême, le royaume de Naples.

Le flux et le reflux des différentes dominations européennes en cette pointe éloignée avait été, de tous temps,

une des difficultés presque insolubles de l'apaisement international. La terre, la mer, qui se disputent ces côtes, opposent séculairement leurs politiques rivales. Déchiqueté et volcanique, ce cap, battu des eaux, est ébranlé, depuis les temps de Rome et de Carthage, par les grands coups de l'histoire.

La conquête révolutionnaire française avait pénétré, une première fois, jusqu'à l'extrémité de la botte; il faut lire, dans les Mémoires du général Thiébault, l'émouvant exode de la première occupation française, celle qu'honora le commandement de Championnet et qui, malgré tant de bienfaits, dut se replier sur des confins plus proches, en raison de l'impéritie et de la corruption du Directoire.

Après Marengo, quand les positions abandonnées furent reprises, le Premier Consul laissa la solution politique en suspens. Empereur, il se décide à mettre à l'essai les facultés assez distinguées et la nonchalance orgueilleuse de son frère, Joseph. Plus tard encore, il installa, dans ce même royaume, Murat et sa sœur préférée Caroline, qui passait pour la tête politique de la couvée féminine.

L'Empereur ne se trompait nullement sur le mérite des hommes et sur la valeur de ces solutions : la seule qui eût répondu vraiment à ses exigences militaires et financières, c'était l'annexion. Il la voulait; mais il hésitait à la prononcer. L'Empire tentaculaire sentait s'affaiblir, à cette distance, la puissance de ses moyens de préhension et d'action.

L'expansion française dans le royaume de Naples n'est donc pas du domaine de l'histoire intérieure française. Naples ne fit jamais partie de la France. Cependant, le fort et le faible du système napoléonien se découvrent là plus qu'ailleurs peut-être : en raison de l'éloignement, le lien est trop tendu ou trop relâché, alternativement. Déléguée à un tiers, l'autorité tourne à l'indépendance d'abord, puis à la résistance, enfin, à la trahison. Et ce qui se passe à Naples retentit sur l'Italie, sur l'Empire tout entier.

Joseph une fois roi, Napoléon, malgré son affection pour son aîné, le surveille de près et lui tient la bride, avec un coup de caveçon au moindre faux pas. Sa correspondance avec Joseph est des plus abondantes et des plus significatives.

On connaît les trois conditions imposées à tous les Napoléonides : l'inviolabilité de la Constitution (car ce contempteur des constitutions était sévèrement « constitutionnel », pour les autres) — la contribution aux charges pécuniaires de l'Empire, — le recrutement des armées impériales. Par suite de ces exigences, le conflit se formule en ces termes toujours les mêmes : « Mon frère, n'oubliez pas que vous êtes Français! — Oui, sire, mais je ne puis pas ne pas être du pays où vous m'avez appelé à régner. »

Joseph eut la bonne fortune de s'arracher à ce dilemme au moment même où il lui devenait intolérable. Madrid le délivra de Naples.

Murat remplaça Joseph. La grande-duchesse de Berg voulait être reine comme ses sœurs et elle mettait le feu au ventre de son « Franconi ». Non sans hésitation, Napoléon, sous l'influence de Caroline, s'embarrassa de Murat. Il connaissait l'homme; il disait de ce beau soldat : « Il n'a aucune idée de gouvernement. » Berthier prodiguait au beau-frère les conseils de sagesse et de modestie dont il avait tant besoin : « Pour vos sujets, soyez roi, lui disait-il; pour l'Empereur, soyez vice-roi. » Bons conseils en pure perte. Le fils de l'aubergiste de Cahors entendait être roi pour de bon.

Maintenir, dans cette contrée éloignée, en contact direct avec des ennemis installés sur les frontières terrestres ou maritimes, une intrigante et un sot, fussent-ils la sœur et le beau-frère, c'était un risque que Napoléon consentit à courir temporairement, toujours confiant en son étoile. Il pensait, — et cela explique tout, — qu'en politique comme à la guerre, le succès dépend de la victoire sur le front principal. Or, le front principal pour lui, c'était la Vistule. La défaite définitive des armées russes arrangerait les affaires de Naples, comme les autres.

Murat n'était pas seulement entre les mains de sa femme; il était dans les mains de l'*Intrigue*. Fouché et Talleyrand l'avaient assigné comme le successeur éventuel de Napoléon en cas d'accident dû au hasard de la guerre ou à quelque autre cause. Ainsi, ils l'avaient compromis et ils l'avaient gâté; ils avaient semé, dans son âme, les premières semences de la trahison. Quant à Caroline, qui avait été la maîtresse du plus dangereux ennemi de Napoléon, Metternich, elle restait

accrochée aux basques du diplomate froid qui avait manigancé, avec Talleyrand, le mariage de Marie-Louise; évoluant, comme le règne, sous la poussée de l'Intrigue, elle était toute « autrichienne ».

Les Français de l'entourage de Joachim et de Caroline présentaient, sur cette terre lointaine, un singulier mélange de loyauté, d'incapacité et de scélératesse sur lequel l'Empereur ne fut renseigné qu'assez tard par la saisie des papiers d'Aymé. Des uns et des autres, amis et ennemis, Fouché, plus ou moins, tenait les ficelles.

Tout était prêt pour une aventure, quelle qu'elle fût, parmi celles où l'ambition, l'imprévoyance et l'absence de tout scrupule peuvent lancer des hommes désorbités, quand les premiers coups ébranlèrent la fortune impériale. Murat et Caroline savaient, par l'exemple de Bernadotte, comment on s'y prend pour trahir en famille.

Une polémique violente entretenait, à toute éventualité, l'aigreur d'un conflit que rien ne pouvait ni apaiser ni satisfaire. Murat adressait, à Caroline, cette lettre où sont ramassés tous ses griefs :

Aujourd'hui, l'Empereur m'impose des conditions onéreuses; il me fait signer un traité injuste et reconnaître une dette encore plus injuste; il diminue nos revenus, écrase mon commerce, paralyse mes fabriques, me commande une expédition ruineuse (contre la Sicile), me demande une marine, empêche les exportations, enfin il me met dans l'impossibilité de supporter l'énorme fardeau qu'il m'impose. Il prend des décrets en maître, prescrit des dispositions à Naples comme à Paris et, quand le moment sera arrivé et que sa politique ou un caprice de lui auront conseillé de me faire descendre du trône, le duc de Cadore ira faire un autre pompeux rapport sur le roi de Naples comme il l'a fait sur le roi de Hollande... Je conçois que l'Empereur soit le maître de vouloir qu'on marche selon son système et que nous devons le consulter pour des mesures politiques ou importantes que nous avons à prendre; il doit être notre Mentor et non pas notre maître. On n'est pas roi pour obéir. Ensuite, comment a-t-il pu annoncer aux peuples qu'il a confiés aux princes de sa famille que ces princes doivent s'occuper des *intérêts français avant de s'occuper de ceux de ses peuples*? En vérité, on ne peut concevoir le motif ni le but d'une semblable maxime[1].

On sent bien qu'il y a quelque chose de fondé dans ces

1. Cité dans A. Espitalier, *Le Roi Murat à Naples*, p. 105.

plaintes. Napoléon, en effet, ne ménageait personne et piétinait outrageusement toutes les velléités d'indépendance en même temps que les scrupules de conscience les plus naturels.

Murat avait emprunté à l'Empereur lui-même, en la déformant à son usage, une thèse politique qui n'était pas sans donner quelque allure à ses prétentions, celle de l'unité italienne.

Son préfet de police, ce Maghella, qui lui avait été légué par Salicetti, un peu français, un peu italien, un peu corse, inspirateur ou instrument des « ventes » et des « carbonari » qui, de là, devaient empoisonner bientôt toute l'Europe libérale, la lui avait soufflée[1].

Murat se voyait roi de la Péninsule depuis la Sicile jusqu'au Pô. Il eut même, à la fin, l'audace d'offrir à Napoléon un partage de l'Empire sur cette base, et il armait à plein, réunissant une armée de 60 000 hommes pour forcer la main à l'impérial beau-frère, si celui-ci n'acceptait pas cette étrange combinaison[2].

1. « Maghella tient tous les ressorts de la politique à Naples depuis la mort de Salicetti. On dit assez haut qu'il l'a empoisonné, peut-être n'en a-t-il pas eu besoin. Nul n'est de taille à lutter avec lui et il est de force à mettre en échec l'Empereur lui-même. Qu'il soit, dès lors, affilié aux sociétés subsistant de la Parthénopéenne ou suscitées par les émigrés siciliens (ce serait alors une sorte de *maffia*), on sait qu'il se rattache à d'autres sociétés, telles que les loges franc-maçonnes créées par les Français dans toutes les villes qu'ils occupent. Maghella exerce une action mystérieuse, groupe et tourne à son profit des forces innomées, et prépare, dans le silence et l'obscurité, l'accomplissement d'un des desseins les plus ambitieux qu'un homme ait conçu. Il déteste la domination napoléonienne, il veut se rendre l'initiateur d'une Italie indépendante qui se fasse telle elle-même, qui ait son roi, son drapeau, plus tard ses institutions libres. Pour cela, il lui faut un point d'appui, et c'est Naples; un général, et c'est Murat; une armée, et ce doit être l'armée napolitaine. » (Frédéric Masson, t. VI, p. 202.)

2. Les actes de trahison sont d'octobre 1813 : Caroline (8 octobre), Murat (24 octobre). Napoléon écrit à Élisa, le 15 décembre 1813 : « Si le roi de Naples nous déclare la guerre, la France n'est pas encore morte et une trahison aussi infâme, si elle pouvait exister, — il doute encore, — retomberait sur son auteur. Que le Roi vous emprisonne ou vous tue (tout cela se passe en famille) mais ne souffrez pas qu'on manque à la nation. » Au même moment (25 décembre 1813), Murat faisait ses conditions à l'Empereur : « Sire, croyez-moi, la proclamation de l'Italie en une ou deux puissances qui auraient le Pô pour limite sauverait l'Italie. Elle va de nouveau être démembrée et le but de votre sublime pensée d'affranchir l'Italie, de la rendre nation après l'avoir couverte de gloire, est à jamais détruit. Mettez dès à présent à ma disposition les provinces au delà du Pô et je garantis que l'Autriche ne passera pas l'Adige. Faites la paix, faites

Caroline suivait obstinément sa politique à elle, la politique autrichienne, la politique du salut par la trahison pure et simple.

On sait comment le traité du 22 janvier 1814 (y compris les articles secrets accordés par Metternich à Chaumont, le 3 mars 1814) fut le triomphe de Caroline qui jouait sa partie contre son frère avec un sang-froid implacable, tandis que Murat, parmi d'indicibles tortures et des remords où il y avait beaucoup de gasconnades, livrait sa capitale aux Anglais.

Le reste de l'histoire se rattache à la formidable « restauration » de l'*Intrigue* aux traités de Vienne et à la manière dont Talleyrand, en dépeçant l'Europe, déchiquette ses complices. Murat ira tomber bravement au Pizzo, le 13 octobre 1815, sous les balles siciliennes, tandis que Caroline, couronnant, à sa manière, cette histoire « familiale », se réfugiera à Trieste sous le nom renversé (comme ses propres ambitions) de Lipona (Napoli), et tombera, des bras d'un Macdonald (le fils du maréchal), dans les bras d'un Clavel...

Cependant la haute influence napoléonienne ne s'effacera pas. L'Italie avait à peine vu disparaître l'astre du grand homme sur l'horizon d'Occident qu'elle était toute à la mélancolie de sa perte.

L'aventure de Murat, manigancée par les fourbes de Vienne, devenait une des suites les plus émouvantes du drame napoléonien. Mais la fin sinistre de l'admirable cavalier qui avait été un si pitoyable beau-frère, n'arrêtera pas le cours de l'histoire.

Par le règne si court du fils de l'aubergiste de Cahors, sur cette terre historique, ballottée depuis si longtemps entre les dominations étrangères, un sentiment nouveau était né, le patriotisme italien.

Et telle avait été, en effet, débarrassée de toutes les contingences, la grande idée du règne. Le monde du passé s'en était

la paix à tout prix; gagnez du temps et vous aurez tout gagné; votre génie et le temps feront le reste. Si vous vous refusez aux vœux de vos sujets, de vos amis, vous vous perdrez, vous nous perdrez tous. » (La lettre est inspirée par Fouché qui en écrit une semblable de Rome, le 27 décembre.)

trouvé du coup aboli : les Bourbons rentreront, mais pour apparaître insupportables, odieux, méprisables[1].

Une singulière conséquence de la mainmise révolutionnaire française se développe, dans les deux Siciles, conformément au génie local. Des maffia, des ventes, des loges de carbonari se créent ou se développent, et elles ont, maintenant, un mot d'ordre : la Révolution pour l'Unité.

Murat avait marché sur Rome et même sur Milan, à la tête d'une armée *italienne*. Il avait échoué; mais le rêve s'était fixé dans les esprits; il ne s'en effacera jamais. Un jour, Garibaldi viendra avec les « Mille » cueillir sur la terre parthénopéenne, qui paraissait le stérile obstacle à l'unité, la fleur déjà toute ouverte de l'unité.

Ici même, à Naples, terre classique du séparatisme et de l'abâtardissement politique, l'empereur français, de sang italien, avait laissé en héritage, à tous les peuples italiens, l'*Italie*.

PROVINCES ADRIATIQUES

Le régime appliquée par Napoléon aux possessions françaises de la mer Adriatique ne rentre pas exactement dans le cadre de cette étude. Si, Premier consul ou Empereur, il a poursuivi dans ces régions, avec une persévérance extraordinaire et une volonté qui ne s'est jamais démentie, un système d'union et d'assimilation, ce fut toujours dans un

1. Une plume impartiale précise le résultat général de l'établissement français à Naples : « L'occupation française et le règne de Murat avaient laissé des traces indélébiles de liberté et doté le pays d'institutions marquant une sérieuse tendance au progrès; quelques-unes étaient, sous bien des rapports, supérieures à celles qui existaient, en 1851, dans d'autres États italiens... Murat avait fait son possible pour conférer au royaume une organisation calquée sur le modèle de celle qu'établissait en France son impérial beau-frère. C'est à lui qu'on doit les réformes d'une procédure légale surannée, l'abolition des privilèges de classe, la restriction des prérogatives ecclésiastiques et celles des exemptions consacrées par le temps dont jouissait la propriété ecclésiastique. La cité de Naples lui était redevable encore de sa belle promenade, des seules routes militaires qui existaient et de divers ouvrages d'utilité publique. Ferdinand Ier, rappelé de Sicile par le congrès de Vienne, s'empressa d'abolir ou de rendre inoffensives toutes ses réformes et bientôt son royaume subissait derechef le joug du régime despotique sous lequel il le maintenait à l'époque où Nelson était son intime et lady Hamilton sa conseillère la plus écoutée. » H. Remsen Whitehouse, *L'Effondrement du Royaume de Naples*, 1860, Payot, 1910, in-12, p. 11.

but de haute stratégie politique ou militaire, en vue de projets plus vastes encore et qu'il ne lui fut pas donné de réaliser. Il était, dans l'Adriatique, l'homme de l'Orient.

Dès l'année 1797, il avait déterminé, à propos des îles Ioniennes, le rôle qu'il attribuait à cette partie de l'Europe méditerranéenne :

Les îles de Corfou, Zante et Céphalonie, écrivait-il, sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. L'Empire turc s'écroule tous les jours; la possession de ces îles nous mettra à même de le soutenir, en tant que ce sera possible, ou d'en prendre notre part.

Et encore :

Corfou et Zante nous rendent maîtres de l'Adriatique. Ces îles sont pour nous de la plus grande importance [1].

L'Empereur considérait les possessions adriatiques comme une base d'opération contre l'Angleterre, surtout en Égypte et, par là, il les rattachait à son grand dessein : *la terre contre la mer*. Mais ce développement ne pouvait se produire qu'ultérieurement.

Le grand chef militaire faisait cas de ces soldats croates et dalmates dont la réputation s'était confirmée dans les guerres du XVIIIe siècle; mais il ne faisait nul fonds sur leur dévouement. Peut-être aussi craignait-il quelque entreprise sournoise de ces lieutenants peu sûrs, les Marmont, les Fouché, qu'il avait relégués dans ces parties éloignées de l'Empire et qu'il tenait en haleine sans leur laisser jamais la bride sur le cou. C'est contre sa volonté que Marmont essayait d'organiser une sorte de petite armée croate; une lettre impériale, adressée à Clarke, le rappelle à l'ordre :

Je trouve la demande de 15 000 fusils à donner aux Croates bien prématurée et bien hasardée. La maréchal Marmont est-il sûr que ces gens-là ne s'en serviront pas contre lui? Témoignez au maréchal Marmont que cette légèreté dans une affaire de cette importance me paraît extraordinaire [2].

Peut-être l'Empereur a-t-il envisagé avec complaisance,

1. Voir tout l'intéressant ouvrage de Rodocanachi, *Bonaparte et les îles Ioniennes*, p. 33, etc.

2. Citée par Driault, *Napoléon en Italie*, p. 649. Tout le chapitre est plein de renseignements précieux sur la politique méditerranéenne de Napoléon.

un instant, un plan grandiose qui consistait à se servir des Slaves des Balkans pour contenir l'expansion russe, protéger l'Italie et veiller de près aux destinées de l'Empire ottoman.

Les idées un peu incertaines qui lui furent soumises à ce sujet paraissaient répondre au vœu des populations. Dans un mémoire rédigé pour l'Empereur, l'envoyé de Czerni-Georges à Paris en 1810, Wuczenics, écrivait ces paroles pleines d'avenir :

> Les provinces de Senvie, Bosnie, grand-duché d'Herzégovine, Dalmatie, Illyrie, Raguse, Albanie, Épire, Bulgarie, formaient autrefois l'Empire des Serviens, sous Étienne-le-Grand... C'est la France, c'est le grand Napoléon seul qui peut rendre les Serviens heureux, lui qui regarde comme ses enfants tous les peuples, quelle que soit leur religion.

Napoléon garda auprès de lui l'envoyé de Czerni-Georges. Mais il ne se prononça jamais. Il attendait *la victoire sur le front principal* pour se laisser aller, peut-être, à la puissante attraction qu'exerçait sur lui le problème méditerranéen et oriental.

Il traita ces régions en confins militaires et, si ses agents, en particulier Marmont, y introduisirent les principes de l'administration française; si, en y créant de beaux établissements publics, un magnifique réseau de routes, en y introduisant « l'ordre impérial », ils les marquèrent d'une empreinte ineffaçable; s'ils y relevèrent le prestige du nom *franc* répandu depuis des siècles dans tout l'Orient, la distance, la religion, le caractère et les mœurs des populations opposaient une résistance invincible à « l'idéal de civilisation ». Elles ne s'y intéressèrent pas et n'y comprirent jamais rien.

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

Pas plus que le royaume de Naples, ni l'Espagne ni le Portugal n'ont fait partie du Grand Empire napoléonien. Leur histoire, pendant cette période, ne se rattache donc pas non plus à l'histoire intérieure de la France : cependant, la volonté d'annexion de l'Empereur a été si fortement marquée ici, et l'empreinte si formidable, qu'il est impossible de ne pas rattacher l'histoire napoléonienne de cette péninsule à l'histoire de l'*Europe-France*.

L'Espagne s'était trouvée entraînée dans le sillage de la France révolutionnaire à partir du traité de Saint-Ildefonse (1796). Bonaparte, à peine empereur, se préoccupe de tirer le meilleur parti de cette situation. Autour de lui, il recueillait une tradition diplomatique remontant au pacte de famille et subordonnant, jusqu'à un certain point, la politique de l'Espagne à celle du cabinet de Paris. William Pitt, ayant voulu, de son côté, brusquer les sentiments du cabinet de Madrid, avait fait enlever « à titre d'otages » des galères chargées d'or venant d'Amérique. Napoléon profite de cette faute pour amener l'Espagne à déclarer la guerre à l'Angleterre (14 décembre 1804). C'est ainsi que la flotte du roi Charles IV, commandée par l'amiral Gravina, prit part, près de la flotte française, commandée par l'amiral Villeneuve, à la bataille de Trafalgar et succomba dans le même désastre.

Napoléon ne s'en attache que davantage à l'idée de s'assurer, pour l'exécution de ses grands desseins, du concours de l'Espagne et de ses incomparables soldats, et comme le prince de la Paix, en octobre 1806, le jour même de la bataille d'Iéna, avait eu l'imprudence de lancer une proclamation appelant le peuple espagnol aux armes et laissant entendre qu'il s'apprêtait à donner son concours à la coalition formée contre la France, l'Empereur victorieux, plein de mépris pour ce cadavre vivant qu'était devenue la dynastie bourbonienne aux mains d'un tel ministre, avait réclamé, sous prétexte d'occuper le Hanovre contre les Anglais, l'envoi en Allemagne d'un corps expéditionnaire (le corps de la Romana) pour l'englober dans cette nouvelle organisation européenne de la Grande Armée qui avait été, comme nous l'avons dit, le résultat de ses profondes méditations après la bataille d'Eylau.

La résolution était, sans doute, déjà fixée, dans son esprit ardent, de rattacher définitivement l'Espagne à l'Empire et de substituer sa famille à la famille des Bourbons; et, peut-être, était-ce dans cette vue qu'il avait enlevé du royaume quelques-uns de ces régiments de choix. Quoi qu'il en soit, quand il eut décidé d'engager le duel : *terre contre mer*, il sentit la nécessité de lier à sa fortune l'Espagne et le Portugal.

Son attention fut attirée d'abord sur le Portugal. Le Portu-

gal était le point d'atterrissement tout indiqué de l'Angleterre sur le continent. Or, stratégiquement, l'Empereur entendait *n'être jamais tourné.* La même raison qui dicte sa politique à Rome et à Naples le détermine à prendre les mesures identiques pour parer à la menace sur son flanc occidental. Il avait mis le régent don Juan en demeure d'entrer dans la vaste combinaison qu'il montait contre l'Angleterre : « Je ne souffrirai pas, s'écriait-il, qu'il y ait un seul représentant de l'Angleterre sur le continent... » Il s'attendait, sans doute, au refus que le Portugal, subordonné au cabinet de Londres depuis le traité signé par lord Methuen en 1703, ne pouvait pas ne pas lui opposer, et c'est ainsi que se combina tout l'artifice qui devait décider du sort des deux royaumes. Napoléon faisait, en effet, d'une pierre deux coups : il envoyait l'armée de Junot à la « conquête » du Portugal et, obtenant, ainsi, « le passage » à travers l'Espagne, il se rendait maître des routes de pénétration dans le royaume de Charles IV.

Le traité de Fontainebleau, qui faisait luire aux yeux du prince de la Paix l'espoir d'un royaume par suite du démembrement du Portugal, mettait le détestable ministre et la malheureuse famille royale dans la main de Napoléon.

Murat, nommé « lieutenant de l'Empereur » en Espagne, le 20 février, suit la route ouverte par Junot. Il franchit les Pyrénées, promettant d'aller délivrer Gibraltar. Il est accueilli comme un héros, un « libérateur ».

C'est alors que le calcul de l'Empereur se dévoile : ses troupes occupent toutes les places fortes du Nord où elles ont été reçues de bonne foi ou par surprise. Talleyrand, grand maniganceur de toute cette fourberie, soumet à l'envoyé du prince de la Paix un traité sur les bases suivantes : le Portugal sera réuni à l'Espagne; en échange, la rive gauche de l'Èbre sera cédée à la France; liberté du commerce en faveur de la France dans toutes les colonies espagnoles, alliance offensive et défensive perpétuelle entre les deux pays.

C'était la subordination de l'Espagne à l'Empire; déjà, même, s'esquissaient ces premières visées d'annexion qui sont, de toute évidence, la pensée de derrière la tête de l'Empereur. L'opinion publique espagnole se réveille en sursaut. L'émeute d'Aranjuez prête le flanc à la manœuvre qui va jeter toute la

famille royale, aussi bien Charles IV que Marie-Louise, et le prince des Asturies, sans parler de Godoy, aux pieds de l'Empereur. Celui-ci est devenu l'arbitre des destinées de l'Espagne.

Sa résolution est prise : dès la nouvelle de l'insurrection d'Aranjuez, il a écrit à son frère Louis (27 mars 1808) : « J'ai décidé de mettre un prince français sur le trône d'Espagne... »; et il lui propose la couronne. Mais il ajoute, dévoilant le fond de sa conscience : « Il faut qu'une chose soit faite pour qu'on avoue y avoir pensé[1] ». Il se porte, enfin, sur la frontière et se rend à Bayonne pour imposer la décision qui, tranchant du sort de l'Espagne, porte le coup fatal à sa propre destinée.

Le 5 mai 1808, Charles IV, écartant définitivement son propre fils, cède la couronne à Napoléon. Après la journée du 2 mai (dos de mayo), Ferdinand abdique à son tour et met le royaume à la disposition de l'Empereur. Joseph est proclamé roi, le 6 juin 1808.

Le 19 juin, Napoléon s'explique par une circulaire que rédige Champagny et qui est adressée aux cabinets de l'Europe :

> Les vues de l'Empereur tendaient à accroître la *force du continent* contre ses ennemis, à servir la *grande cause* du *continent*... Il ne fallait pas permettre que l'Espagne, comme le Portugal, désertât la *cause du continent*... C'est donc à la défense de la *cause continentale* que les principales forces de l'Espagne vont être appliquées. Toutes les puissances sont intéressées au rétablissement de sa marine pour avoir un auxiliaire de plus contre l'ennemi des nations maritimes... L'Espagne bénira le souverain généreux autant que puissant, qui, sans chercher aucun avantage personnel, aura concilié l'intérêt de ce royaume avec l'intérêt de la France et *du continent*... Bientôt l'Angleterre et l'Europe connaîtront de quel poids pèse, *dans la balance des intérêts maritimes*, l'Espagne régénérée.

Napoléon prend exactement le même thème que celui qu'il adoptait pour expliquer l'occupation et l'annexion des États pontificaux. Pourquoi ne pas l'en croire? Il est assez puissant pour être vrai : c'est l'intérêt stratégique qui le guide. Il entend commander partout, recruter partout; il entend *ne pas être tourné* sur le continent. Il faut que *la terre* s'enrégimente tout entière contre *la mer*.

1. Geoffroy de Grandmaison, *L'Espagne et Napoléon*, I, p. 158.

Inutile d'ajouter qu'il offre, en échange, au peuple espagnol, le « progrès » d'une constitution et les mesures qui doivent apporter au peuple « régénéré » les « bienfaits » de la Révolution.

Dès le 19 mai, Napoléon a écrit à Murat de « sonder » le Conseil de Castille pour savoir « ce qu'on pense du Code Napoléon et si on pourrait l'introduire en Espagne sans inconvénient[1] ». Les décrets du 4 décembre 1808 proclament l'abolition des droits féodaux, de l'Inquisition, des douanes intérieures, des deux tiers des couvents dont les biens passent au domaine royal « pour garantir la dette publique et rembourser aux villes les frais d'entretien des armées ». Ces mesures seront complétées par une série d'autres dispositions politiques et administratives qui s'échelonnent au cours du règne de Joseph et que l'avenir, d'ailleurs, retrouvera.

Napoléon explique ses vues, toujours les mêmes, dans sa proclamation au peuple espagnol du 2 juin 1808. Il annonce à l'Espagne, encore une fois, qu'il entend être son « régénérateur[2] ».

A ces appels, l'Espagne répond. Le jour même où Joseph est proclamé roi, 6 juin 1808, « l'auguste Junte de Séville », au nom de Ferdinand VII, roi des Espagnes et des Indes, déclare solennellement la guerre à l'Empereur Napoléon et à la France, jurant de ne déposer les armes que lorsqu'elle aura forcé l'Empereur Napoléon « à rendre à l'Espagne son roi et le reste de la famille royale, à respecter les droits les plus sacrés, la liberté, l'intégrité et l'indépendance de la nation espagnole ».

Et c'est ce qui devait s'accomplir, en effet, après un

1. *Corr.*, XVII, p. 167.

2. Le secret du cabinet impérial, à ce sujet, est sous nos yeux. Un rapport, adressé le 24 avril 1808, à l'Empereur, et revu par lui-même, s'exprime en ces termes : « La situation de l'Espagne compromet la sûreté de la France et le sort de la guerre contre l'Angleterre. Le pays de l'Europe qui offre le plus de moyens maritimes est celui qui en a le moins. La dynastie qui gouverne l'Espagne sera toujours, par ses affections, ses souvenirs, ses craintes, l'ennemie cachée de la France. Il faut, pour l'intérêt de l'Espagne, comme pour celui de la France, qu'une main ferme vienne rétablir l'ordre dans son administration et prévenir la ruine vers laquelle elle marche à grands pas. Il faut qu'un prince, ami de la France par sentiment, par intérêt, consacre toutes les ressources de l'Espagne à sa prospérité intérieure, au rétablissement de sa marine, au succès de la cause qui lie l'Espagne à la France et au *continent. C'est l'ouvrage de Louis XIV qu'il faut recommencer.* »

effort inouï et qui finit par mettre à bas le colosse. La résistance de la junte soutenue par l'alliance résolue de l'Angleterre, produisit en Espagne et *sur le continent* ce que Napoléon appréhendait par-dessus tout stratégiquement : *l'empire continental était tourné.*

Cependant l'Empereur, persévérant dans son système, continue à dire qu'on ne vient à bout des peuples que par la force. Il se félicitait, parfois, de voir l'Angleterre débarquer sur le continent et se livrer à lui comme un adversaire qu'on peut, enfin, empoigner à bras le corps. Il ne cache pas que l'union de l'Angleterre, du Portugal et de l'Espagne le pousse fatalement à la solution qui, dès le début, lui a paru la seule répondant à ses desseins, l'annexion.

Il s'adresse, de nouveau, au peuple espagnol, le 7 décembre 1808 :

Je vous avais dit, dans ma proclamation du 2 juin, que je voulais être votre régénérateur... Les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie tempérée et constitutionnelle. Il dépend de vous que cette constitution soit encore votre loi. Mais si tous mes efforts sont inutiles, et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera *qu'à vous traiter en provinces conquises* et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai, alors, la *couronne d'Espagne sur ma tête* et je saurai la faire respecter des méchants; car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles [1].

Nous n'avons pas à suivre ici les vicissitudes de ces fatales affaires espagnoles. Ce qu'il suffit de constater c'est que, à chaque tournant de la lutte, réapparaît cette thèse de l'annexion c'est-à-dire de l'exploitation directe par l'Empereur des ressources stratégiques, militaires et financières de cette autre partie du continent européen. On le voit préparer, tantôt un décret de réunion des provinces situées au nord de l'Èbre, tantôt celle de la Catalogne; tantôt il pense à la Biscaye, à l'Aragon, peut-être à l'Andalousie, tantôt il traite Joseph comme s'il voulait l'acculer, de même que Louis en Hollande, à l'abdication. Mais ces vélléités diverses sans cesse bouillonnantes en son puissant cerveau, sont cependant contenues, les décisions reportées et réservées par l'Empereur lui-même.

1. *Corr.*, t. XVIII, p. 103.

Ici, comme dans les affaires d'Italie, de Hollande, d'Allemagne, le chef de guerre, attentif à ne pas trop se disperser, finit par ne plus s'attacher qu'à remporter la victoire « sur le front principal ».

Son parti est pris : il ne se cache plus à lui-même et il ne cache plus aux autres ce qu'il avait résolu, peut-être, dès les effusions de Tilsitt : la Russie est son grand adversaire. Londres même dépend de Moscou. C'est donc à Moscou qu'il ira chercher la solution *par la terre*, la solution « continentale »; c'est là qu'il ramassera la couronne très catholique comme il a cueilli la couronne de fer à Marengo.

Pendant les deux années qui précèdent l'immense ébranlement de « l'Europe » se précipitant contre « l'Asie », l'Espagne de Joseph II sollicite en vain des secours, des conseils, une minute d'attention : l'Empereur se tait. Le frère aîné s'arrache à la fournaise; il accourt à Paris; il offre de se démettre comme l'a fait Louis : il est accueilli en frère chéri; mais, des affaires, pas un mot. L'Empereur n'a plus qu'un objectif, Moscou.

La solution provisoire qu'il adopte suffit pour dévoiler ses ultimes desseins : il laisse flotter les rênes entre les mains de ses lieutenants et il soumet le pays entier au régime militaire sans frein.

Sans doute, comme il l'avait annoncé dans sa proclamation, il entendait faire souffrir une population « rebelle », pour qu'à la fin, lasse de tant de misères, elle recourût à lui : « il ne me restera qu'à vous traiter en provinces conquises ».

Le système se retournera contre lui. La Grande Armée, chefs et soldats, se divisera et s'épuisera dans ce rôle de garnisaires, si contraire à ses vertus et à son élan. La péninsule occupée ne sera jamais conquise. Wellington, ramassé sur lui-même, attend, lui aussi; il attend l'occasion de profiter des divisions entre les chefs français, de leur manque d'unité et, en s'appuyant sur la résolution ardente des populations, de prendre par derrière la négligence impériale qui laisse le frère et roi dans la triple impuissance de régner, de se soumettre ou de se démettre.

L'Empereur, obéissant aux lois de la guerre (lois qu'il a dictées lui-même), est lancé dans l'entreprise décidée par lui, commandée par lui et à laquelle il a tout sacrifié. Selon son

dessein, l'Europe est déjà sous sa loi; le recrutement de la Grande Armée n'est plus seulement français, il est européen.

Chose plus extraordinaire encore, le courage et l'enthousiasme sont répandus, sans distinction de races, dans tous les rangs de son immense armée. Une discipline inouïe a subordonné un continent entier à la conception unique et secrète du puissant cerveau : l'homme du destin a comprimé les dissentiments, les jalousies, les rivalités, les haines, les patriotismes. 500 000 hommes, courbés sous les aigles, pénètrent avec lui sur ces terres glacées entrevues à Eylau et à Friedland. Sa volonté suffit : elle est infuse dans toutes ces volontés divergentes et ralliées.

Le grand général qui a tout préparé depuis six ans, depuis Eylau, ne peut pas ne pas réussir : ce serait la première fois que son étoile lui manquerait...

Elle lui manqua. Il échoue contre toute prévision. L'Angleterre, les peuples révoltés ou lassés, l'excommunication pontificale, l'Intrigue elle-même, qui ameute princes et peuples, tout cela n'eût pas suffi : il faut, pour l'abattre, la conjuration de la nature et la complicité du froid que l'homme du Midi n'avait pas prévu. Il a fallu, en outre, qu'une résolution, non moins tenace que la sienne et non moins secrète, eût su attendre, les effets de la conjuration générale, enfin nouée, avec la complicité des peuples et des éléments, pour avoir raison de lui.

Dans le calcul stratégique, si admirablement combiné par le grand chef de guerre, et que lui avait inspiré la leçon d'Eylau, il y avait, tout de même, une erreur initiale : en échange de la révolution, les peuples européens, pour aider la France et pour obéir à son chef, n'étaient pas prêts à aliéner leur moi. Le faux calcul était là. Ils voulaient bien recevoir le « bienfait » et donnaient des mains à « l'idéal de civilisation » qui leur était offert; ils voulaient bien la « liberté » — et on le vit bientôt — mais pas au prix de la servitude.

GABRIEL HANOTAUX,
de l'Académie française.

LE CATHOLICISME ROMAIN

DANS

LA TROISIÈME DÉCADE DU XXE SIÈCLE[1]

I. — *Le cadre organique et hiérarchique.*

La communauté catholique romaine constitue, dans le monde contemporain, un édifice imposant.

Répandue à travers toutes les contrées de l'univers, spécialement en Europe et dans les deux Amériques, dominant dans les nations de tradition et de civilisation latine, elle possède un effectif évalué à environ 304 millions de fidèles.

A sa tête, le Pontife romain exerce, comme successeur de saint Pierre et comme vicaire du Christ, une juridiction plénière et immédiate sur l'Église tout entière, en même temps que le suprême pouvoir de magistère doctrinal. Autour du Pape les cardinaux sont les hauts dignitaires de son gouvernement spirituel et les électeurs éventuels d'un futur Pontife. La Curie pontificale comprend chacun des grands services administratifs répondant à la gestion des affaires religieuses du catholicisme en tous pays. Ce sont les Congrégations, Tribunaux, Offices et Commissions, exerçant leurs fonctions respectives par délégation du Pape et en son nom.

Une certaine analogie existe entre les divers départements de l'administration d'un État temporel et les divers organismes spirituels de la Curie pontificale. La Consistoriale, par exem-

1. Cet article est le premier d'une série qui sera consacrée à l'étude des principales religions du monde.

ple, ressemblerait quelque peu à un ministère de l'Intérieur; la Propagande à un ministère des Colonies; la Congrégation des Séminaires et Universités à un ministère de l'Instruction publique; la Pénitencerie à un ministère de la Justice; la Sécrétairerie d'État et la Congrégation des Affaires extraordinaires, enfin, à un véritable ministère des Affaires étrangères. Un code de Droit canonique, promulgué, dans sa forme actuelle, en 1917, détermine le fonctionnement régulier de l'immense communauté spirituelle. Un bulletin officiel, les *Acta Apostolicae Sedis*, fait foi pour la publication authentique des divers actes de l'autorité pontificale. Vingt-six États de l'ancien et du nouveau monde accréditent un ambassadeur ou un ministre plénipotentiaire au Vatican et reçoivent eux-mêmes un nonce ou internonce comme délégué diplomatique du Pape de Rome auprès de leur propre gouvernement.

La catholicité se subdivise, à son tour, en 1 066 diocèses ou sièges résidentiels de rite latin, et en 92 diocèses ou sièges résidentiels de rites orientaux, unis à Rome : gréco-slaves, grecs-melkites, arméniens, syriens, chaldéens, maronites et coptes. Les pays de missions en terre infidèle se répartissent entre 218 vicariats apostoliques et 88 préfectures apostoliques. Les évêchés titulaires, ceux qui sont, en tant que titres épiscopaux, purement honoraires, et qu'on appelait autrefois évêchés *in partibus infidelium*, sont au nombre de 600. Chaque évêché résidentiel comporte une administration assez complexe dont les principaux membres sont les vicaires généraux, les chanoines du chapitre cathédral, et, généralement parmi ceux-ci, le théologal, le pénitencier, l'official, le promoteur et le chancelier. La répartition des rôles, dans la Curie épiscopale, reproduit (comme en réduction) la répartition des fonctions distinctives et les plus marquantes de la Curie pontificale. Héritiers du pouvoir pastoral des apôtres, les évêques ne sont pas exclusivement de simples délégués du Pontife romain, mais, en conjonction avec lui et sous son autorité, ils sont, collectivement, les dépositaires de la juridiction spirituelle et du magistère doctrinal que le Christ conféra au collège apostolique, toujours en parfaite subordination à la primauté de saint Pierre. C'est ce pouvoir que représente chaque évêque, dans la mesure déterminée

par les lois générales de l'Église, à l'intérieur du diocèse particulier dont le gouvernement religieux lui est confié.

Sous la juridiction universelle du Pape et la juridiction diocésaine de l'Évêque, le ministère ecclésiastique est exercé, à divers titres et sous diverses formes, par les simples prêtres. Ceux-ci, dans le monde entier, sont actuellement au nombre de 312 000, dont 200 324 en Europe, où le catholicisme compte ses effectifs les plus anciens et les plus compacts.

A côté du clergé diocésain, prend place le clergé régulier, la phalange des nombreuses et puissantes milices religieuses, dont la plupart sont interdiocésaines et relèvent d'un supérieur général, qui dépend exclusivement du Souverain Pontife. Le cas des instituts féminins de toute obédience est, sous ce rapport, exactement parallèle à celui des ordres et congrégations d'hommes. L'autorité pontificale est représentée, pour la surintendance des ordres, congrégations et instituts, par la Congrégation romaine des Religieux. Le clergé régulier constitue l'une des grandes forces morales du catholicisme, pour sa vie spirituelle, pour sa vie intellectuelle et scientifique, pour ses œuvres de prédication et de conquête, pour l'apostolat des missions lointaines. Parmi les obédiences religieuses masculines, on distingue principalement les catégories suivantes : *chanoines réguliers* (Latran, Grand-Saint-Bernard, Prémontrés...), *moines* (Bénédictins, Cisterciens, Chartreux...), *ordres mendiants* (Franciscains, — Mineurs, Conventuels et Capucins, — Dominicains, Carmes...), *clercs réguliers* (Jésuites, Théatins, Barnabites, Somasques...), *congrégations ecclésiastiques* (Passionnistes, Rédemptoristes, Pères du Saint-Esprit, Maristes, Assomptionnistes... et, à un autre titre : Sulpiciens, Lazaristes, Oratoriens[1]).

Si les événements survenus depuis cent cinquante ans dans l'histoire du monde ont déterminé, pour le catholicisme, des dommages considérables de toute espèce, il est incontestable que l'Église s'est resserrée sur elle-même, s'est concentrée

1. Pour toutes les indications de statistique et de nomenclature, nous renvoyons le lecteur à l'excellent répertoire : *Annuaire pontifical catholique* (Paris, 5, rue Bayard), longtemps publié par Mgr. Battandier, et publié aujourd'hui, à la Librairie de la *Croix*, par le R. P. Eutrope Chardavoine, des Augustins de l'Assomption.

autour de la Papauté souveraine. La discipline hiérarchique est devenue plus rigoureuse. La vie spirituelle est devenue plus profonde. Son effort d'action et de pénétration apostolique est devenu plus méthodique, plus intense qu'il n'avait peut-être jamais été durant de longues périodes d'histoire, où sa condition était habituellement plus honorée, plus normale, plus officiellement reconnue dans les institutions des peuples.

II. — *Les missions en terre lointaine.*

Le catholicisme est institué, par définition, pour tous les hommes et tous les peuples. Or, dix-neuf cents ans après la promulgation de l'Évangile, on compte, sans doute, 304 millions de catholiques, 157 millions de dissidents orientaux, 212 millions de protestants, mais tout le reste de la population actuelle de l'univers, soit 915 millions de personnes, près d'un milliard, demeure étrangère à la révélation chrétienne. Les Juifs sont au nombre de 15 millions; les mahométans, au nombre de 227 millions; les brahmo-hindouistes, au nombre de 210 millions; les boudhistes, au nombre de 120 millions; les adhérents des autres cultes asiatiques, au nombre de 279 millions; le reste est fétichiste ou idolâtre. Voilà un fait douloureux qui stimule, dans l'Église catholique, les sollicitudes inquiètes de la hiérarchie et le zèle ardent des âmes les plus généreuses, en vue de la diffusion plus pénétrante, plus étendue, plus universelle du bienfait divin de la Rédemption par le Christ.

En pays infidèles, tant païens que musulmans, le catholicisme compte 12 millions de fidèles, avec 12 712 prêtres, dont 4 095 prêtres indigènes. Les plus forts contingents de missionnaires sont fournis par les Jésuites (2 111), les Franciscains (1 586), les Missions étrangères de Paris (1 115), les Capucins (655), les Pères du Saint-Esprit (616). On a remarqué, pour la Chine, que les missions françaises possèdent déjà 788 prêtres autochtones, avec 642 missionnaires européens, tandis que les missions non françaises comptent à elles toutes, 951 missionnaires européens ou américains et seulement 395 prêtres indigènes.

L'Exposition missionnaire de 1925, à Rome, aura été une

heureuse occasion de dénombrer les institutions créées et organisées, sous toutes les latitudes, par les missionnaires catholiques en terre infidèle. Un immense effort est accompli pour les fortifier et les développer de plus en plus, et pour exciter en leur faveur la sympathie agissante de toutes les élites du catholicisme. Un répertoire tel que le *Manuel des Missions catholiques* du R. P. Arens, édité au *Museum Lessianum* de Louvain, permet de mesurer l'importance de la tâche entreprise, comme du travail déjà réalisé.

Le grand effondrement des institutions ecclésiastiques en Europe, à la fin du XVIIIe siècle, eut pour conséquence l'effondrement à peu près total des missions catholiques en Asie, en Afrique et en Océanie. Le recrutement était tari; les ressources avaient disparu, les ouvriers disparaissaient un à un sans être remplacés, les œuvres et les institutions, elles aussi, s'éteignaient une à une. Impossible de demander des fruits à un arbre dont on avait coupé les racines.

Durant le XIXe siècle, les missions d'Asie, d'Afrique et d'Océanie se reconstituèrent peu à peu, dans la mesure même où le catholicisme réorganisait, en Europe, sa hiérarchie, son clergé, ses congrégations, ses milices et ses activités apostoliques. Les progrès, dans le mouvement de conversion des infidèles, s'opérèrent généralement avec une apparente lenteur. Longtemps, l'on ne put enregistrer que des résultats numériquement bien modestes. D'une part, les missionnaires catholiques étaient presque partout privés des moyens matériels d'action et d'influence qui auraient pu faire conquérir rapidement au catholicisme un certain prestige extérieur aux yeux des populations païennes. L'insuffisance dérisoire des ressources financières crée une différence essentielle, incommensurable, entre les conditions où furent établies les missions catholiques et celles où se développèrent bientôt les missions protestantes, anglo-saxonnes et scandinaves, munies de tant de somptueuses installations médicales, hospitalières, universitaires et scientifiques. En outre, les missionnaires catholiques, se conformant aux prudentes instructions du Saint-Siège, loin de rechercher les succès précipités, montrèrent une extrême sévérité pour l'admission au baptême des convertis du paganisme. Loin de se contenter, comme

d'autres le tenaient pour suffisant, d'une adhésion sommaire au christianisme et d'un témoignage général de bon vouloir, nos missionnaires catholiques exigèrent, avec une instruction religieuse à la fois étendue et précise, un long stage au catéchuménat, comportant une observation rigoureuse des lois de la morale chrétienne. Tout était délibérément fait pour écarter et décourager les volontés vacillantes et pour ne retenir que des recrues d'une solidité à l'épreuve du feu. Dans ces conditions, la progression numérique devait être d'une relative lenteur. Mais, partout, se formait, à chaque génération nouvelle, un noyau de plus en plus résistant de chrétiens d'élite, dont la qualité morale était d'une valeur exceptionnelle. C'est sur cette base que pourraient s'édifier un jour les constructions plus rapides et plus audacieuses de l'avenir.

Aujourd'hui, l'heure paraît venue, en beaucoup de terres infidèles d'Asie, d'Afrique et d'Océanie, de rassembler plus rapidement une capture plus abondante et plus compacte dans les filets du divin Pêcheur des âmes. Avec l'ébranlement intellectuel et moral que subissent, au lendemain de catastrophes géantes, tous les peuples de l'univers, il y a partout une élite plus nombreuse qui, échappant à d'autres influences, se sent attirée aux croyances, à la morale, aux institutions religieuses du catholicisme, désormais mieux connu par elle. Une circonstance nouvelle et d'importance capitale favorise ce développement actuel et inédit des conquêtes spirituelles du catholicisme en terre infidèle. Le clergé indigène reçoit, dans tous les pays de mission, un développement intense, qui, au bout d'un petit nombre d'années, changera plus ou moins notablement la physionomie générale du corps des pasteurs chargés de pourvoir au ministère des âmes et à la dispensation de la parole de Dieu. Cette extension du clergé indigène n'est pas un événement fortuit ou le résultat d'une improvisation récente. Il couronne, au contraire, un long travail de préparation laborieuse et patiente. Dans les missions catholiques, reconstituées au cours du dernier siècle, l'on ne s'est pas hâté de choisir et d'ordonner des prêtres indigènes. Mais l'on a créé lentement le milieu moral et spirituel, où, après deux, trois et quatre générations de christianisme, les vocations sacerdotales et religieuses pour-

raient éclore, pourraient s'épanouir avec toutes les garanties désirables de solidité, de profondeur et de persévérance. A l'heure actuelle, le noyau important de familles chrétiennes déjà anciennes, que possède chaque mission catholique, les institutions éducatrices et tutélaires qui corroborent l'action de l'hérédité croyante, permettent de multiplier, d'année en année, sans manquer à aucune règle de sagesse et de prudence, les ordinations de prêtres indigènes. Le mouvement ne peut que s'accentuer dans un prochain avenir. Bien plus, il devient possible de choisir aussi, avec tout le discernement indispensable, des évêques indigènes, qui deviendront les chefs spirituels de toute la communauté catholique dans telle ou telle circonscription religieuse de leur contrée d'origine, et non plus les simples collaborateurs des missionnaires européens dans l'évangélisation de leurs compatriotes. La consécration de six évêques chinois par Pie XI, le 28 octobre 1927, aura eu toute la portée d'un symbole.

La grande évolution morale que rend plus tangible un pareil événement est que le catholicisme romain tend à *se nationaliser* en chacun des pays asiatiques, africains et océaniens où les missions catholiques ont poussé de profondes racines. Par le fait même, il tend à perdre l'apparence d'une colonie européenne campée en terre étrangère et y possédant une clientèle autochtone. L'Église est faite pour toutes les nations et toutes les civilisations. Elle est universelle, *catholique*, et elle doit, peu à peu, s'implanter en chacun des peuples de l'univers, y être et y paraître chez elle, au lieu d'y garder l'aspect d'une importation du dehors. Il doit exister, au sein de la communauté romaine, un catholicisme chinois, japonais, hindou, comme il existe un catholicisme italien, espagnol, français, allemand et polonais. Voilà l'évolution qui est aujourd'hui en devenir et qui s'affirme, aux yeux du monde, par un progrès décisif.

Devant l'explosion de tous les nationalismes indigènes et devant le *crépuscule des nations blanches*, il est facile de mesurer la signification pleine de promesses, pour l'avenir du catholicisme romain, que présente le développement actuel des chrétientés catholiques au milieu des continents infidèles. C'est l'épopée prestigieuse de l'universalisme, de la catholicité de l'Église.

III. — *En face des Églises dissidentes.*

Nous ne nous aventurerons pas dans le paradoxe qui consisterait à prétendre que la tendance générale des Églises protestantes ne serait pas vers un pôle exactement opposé à celui du catholicisme. Le libre examen, la souveraineté du jugement privé aboutit à ses conséquences extrêmes. C'est donc la volatilisation croissante de toutes les conceptions dogmatiques, l'interprétation toujours plus subjectiviste, immanentiste, toujours plus évolutionniste, toujours plus symboliste, de la connaissance religieuse. C'est précisément le triomphe du mouvement d'idées et d'influences que le catholicisme a réussi victorieusement à exclure de sa propre obédience spirituelle en condamnant et en pourchassant l'hérésie moderniste. Mais, sans nous y attarder, nous pouvons constater, aujourd'hui même, dans le protestantisme européen, certains courants partiels qui affirment une communauté de tendances avec tel ou tel aspect du catholicisme romain.

Le mouvement traditionaliste et autoritaire, en réaction contre l'anarchie individualiste et libérale, mouvement qui s'affirme chez certains pasteurs, en France et en Suisse romande, mérite d'être signalé. Plus encore faut-il signaler le mouvement quasi-ritualiste et *haute-église* qui s'affirme dans certaines sphères du luthéranisme allemand et scandinave, ce renouveau d'*idées catholicisantes dans l'évangélisme*, que décrivaient les conférences de Friedrich Heiler à Munich, en 1926. Autant de courants intellectuels et spirituels, surgis à l'intérieur du protestantisme et dans un sens tout contraire au génie essentiel du protestantisme. Autant de courants qui n'ont leur aboutissement logique et normal que dans le catholicisme. Tous les chemins mènent à Rome.

Dans cette élite religieuse de l'anglicanisme qu'est la *Haute-Église*, et dans cette aile droite de la *Haute-Église* qu'est le mouvement de l'*anglo-catholicisme*, on doit tenir compte d'un fait historique de la plus haute signification morale : le fait des *conversations de Malines*, tenues entre des personnalités considérables du catholicisme et de l'anglicanisme dans le palais archiépiscopal du grand cardinal Mercier. Bien que l'objet de ces entrevues annuelles fût le problème

de la *réunion de la chrétienté,* nous ne commettrons pas, ici encore, la naïveté, qui supposerait par trop d'ignorance, d'escompter une prochaine réconciliation en corps de la communauté anglicane avec le catholicisme romain. Les divisions profondes de l'anglicanisme, les illogismes fonciers de l'anglo-catholicisme lui-même rendent inconcevable pareille conjecture en l'état présent des choses. Mais un fait demeure positivement acquis à l'histoire : les conversations de Malines ont eu lieu avec la participation de plusieurs dignitaires qui comptent parmi les plus qualifiés de l'anglicanisme, avec la curiosité sympathique de l'opinion anglicane presque entière, avec l'approbation même des archevêques de Canterbury et d'York. Lorsque l'on songe à l'horreur et à l'antipathie à peu près unanime que soulevait jadis, dans l'anglicanisme tout entier, le seul nom et la seule image de l'Église romaine, cette odieuse prostituée, cette Bête de l'Apocalypse, l'on peut mesurer l'importance du chemin parcouru, à l'intérieur même de l'anglicanisme, par un esprit de meilleure justice envers le catholicisme romain et les richesses spirituelles que l'on reconnaît désormais chez lui. Dans l'évolution des mœurs, des idées et des influences, pareil fait est d'une portée incalculable. Il est riche de mystérieuses espérances.

Depuis le mouvement tractarien d'Oxford, la communauté anglicane avait envoyé au catholicisme romain toute une légion de magnifiques recrues, que dominent les deux hautes personnalités de Newman et de Manning. Aujourd'hui, le même mouvement libérateur est corroboré par une démarche émouvante et symbolique, qui traduit, chez les dirigeants eux-mêmes de l'anglicanisme, dans leur psychologie confuse et leur marche encore tâtonnante, une inquiétude qui les honore : *la nostalgie de l'unité.*

Au sujet des perspectives d'avenir concernant l'Église orthodoxe de toutes les Russies, je crois que les cruelles épreuves que traversent actuellement nos frères séparés, les membres de cette Église douloureuse, en Russie soviétique et dans l'Émigration, commandent la plus discrète et la plus prudente réserve. Notre sympathie émue s'attache au destin spirituel de nos frères séparés dans la catastrophe de leur

histoire et dans leur espoir obstiné d'une renaissance spirituelle de leur grande et malheureuse patrie.

Mais un fait riche de promesses est désormais incontestable. Grâce aux contacts créés entre les élites religieuses de l'Émigration russe et les élites du catholicisme, non seulement par des œuvres d'assistance et de charité, mais aussi par des rencontres de fraternité morale, intellectuelle et studieuse, il y a des Russes influents qui comprennent et estiment davantage la chrétienté latine, et, pareillement, il y a des Latins distingués qui comprennent et estiment davantage la chrétienté slave. C'est une chance précieuse en vue des réconciliations futures. Enregistrons ce premier pas accompli. Selon le mot heureux et délicat de Mgr Chaptal, auxiliaire du cardinal-archevêque de Paris, chargé du ministère spirituel auprès des étrangers : une trouée salutaire est en voie de s'accomplir dans le *mur psychologique* qui séparait hier l'Orient orthodoxe et l'Occident latin.

On peut entrer dans des considérations plus concrètes et plus circonstanciées à propos des autres Églises de la communion gréco-slave qui appartiennent à chacune des nations, anciennes et nouvelles, de la vaste région du Danube et des Balkans. Sans doute, les diverses Églises danubiennes et balkaniques demeurent obstinément attachées à leurs préjugés traditionnels contre Rome et à leur nationalisme spirituel jalousement susceptible. Néanmoins, on ne pourra contester que quelques-uns des principaux obstacles historiques à une réunion avec le catholicisme romain viennent de disparaître, pour les peuples danubiens et balkaniques, par suite des événements formidables dont l'Europe centrale et orientale aura été le théâtre au dénouement de la Grande Guerre.

Le principal obstacle contre toute réconciliation éventuelle avec Rome était, naguère, l'aimantation invincible de toutes les Églises gréco-slaves, danubiennes et balkaniques, vers la grande Puissance de la chrétienté orientale, vers la sainte Russie des tsars orthodoxes, protectrice officielle et déclarée de tous les intérêts spirituels et temporels de l'Orient chrétien. L'obstacle était pratiquement insurmontable aussi longtemps que subsisterait l'édifice illustre de la sainte Russie, comme Puissance chrétienne et orthodoxe. Mais,

aujourd'hui, cet obstacle politique, moral et psychologique a totalement cessé d'exister depuis l'avènement odieux du bolchevisme en Russie. La Russie est toujours formidable. Elle n'a plus ni la réalité ni l'apparence même d'une Puissance officiellement chrétienne et orthodoxe, tutrice naturelle et traditionnelle de toutes les chrétientés gréco-slaves. Son attirance religieuse est remplacée par l'attirance révolutionnaire et la mystique du paradis soviétique. Comme pôle ecclésiastique, l'ancienne Russie a disparu : la place qu'elle occupait dans l'orthodoxie demeure actuellement vacante.

Un autre obstacle à la réconciliation des chrétientés danubiennes et balkaniques avec Rome était, hier encore, que la cause catholique et romaine se trouvait pratiquement identifiée, dans cette région de l'Europe, à la cause de l'Austro-Hongrie, à la cause des aigles de Habsbourg : et l'Austro-Hongrie des Habsbourgs était elle-même, notoirement, l'alliée ou plutôt la vassale du gouvernement de Berlin. L'Austro-Hongrie faisait figure de fourrier du germanisme en Europe orientale. Chaque nouvelle extension du catholicisme romain était regardée là-bas comme une victoire du germanisme. Or, nul ne peut en disconvenir, le germanisme est un objet de terreur et d'antipathie pour chacune des nationalités ou chrétientés gréco-slaves. L'épouvantail germanique créait donc par la force des choses, un obstacle redoutable, lui aussi, à toute extension de l'influence catholique et romaine dans les contrées balkaniques et danubiennes. Voilà encore un état de choses qui, aujourd'hui, n'existe plus. L'Austro-Hongrie d'avant guerre se trouve complètement disloquée, anéantie comme grande Puissance. Ses anciens domaines sont actuellement répartis entre la Tchécoslovaquie, la Yougo-Slavie, la Roumanie, la Pologne et l'Italie. Le petit État royal de Hongrie du traité de Trianon et la petite République d'Autriche du traité de Saint-Germain ne sont plus que des États de minime importance, radicalement inaptes à tout rôle politique en Europe et à toute domination sur autrui. L'épouvantail des aigles de Habsbourg s'est évanoui. On ne peut plus considérer ni présenter le catholicisme, dans les pays du Danube et des Balkans, comme étant, à aucun degré, le fourrier du germanisme conquérant.

La cause la plus intime de défiance et de suspicion contre Rome, dans les chrétientés gréco-slaves, est la confusion entre communion romaine et latinité obligatoire. Habitués à voir, depuis des siècles, dans leur Église orthodoxe le *palladium* de leur tradition nationale, longtemps humiliée par la domination musulmane, les peuples du Danube et des Balkans attachent une importance suprême à la conservation intégrale de leur langue, de leurs rites, de leurs cérémonies distinctives dans la liturgie sacrée. Ils sont persuadés que l'union avec Rome aurait pour conséquence nécessaire l'abandon de tout ce traditionalisme religieux par l'adoption obligatoire de la langue latine, du rite latin, de la liturgie latine : et pareille perspective se heurte, chez eux, à une résistance absolue. Mais, précisément, il y a erreur et malentendu à poser la question en ces termes. Non, la diversité des rites et des langues liturgiques n'est pas un obstacle à l'unité dans la foi catholique et dans l'obédience pontificale.

Les chrétiens orientaux en communion avec Rome, et au nombre de près de huit millions, ne sont pas moins catholiques, apostoliques et romains que leurs frères du reste de l'univers, qui pratiquent la liturgie latine. Il existe, à l'intérieur de la catholicité romaine, un rite copte et un rite arménien; un rite syro-chaldaïque, avec plusieurs obédiences distinctes : syrienne, maronite, chaldéenne, malabare; un rite grec, enfin, avec les obédiences melkite, roumaine, bulgare, mais surtout avec l'obédience grecque-ruthène, qui célèbre les offices en langue paléoslave et qui paraît destinée à des extensions multiples et grandissantes. Toujours, cette légitime diversité des rites nationaux a été admise et consacrée par le Saint-Siège. Mais, à l'heure actuelle, la Cour de Rome attache au développement des rites orientaux une sollicitude beaucoup plus active. La création récente de la Congrégation romaine pour le rite oriental, chargée de la surintendance des Églises uniates de tout le Proche-Orient, s'inspire visiblement de la pensée de promouvoir avec honneur, dans le catholicisme, l'organisation distinctive des chrétientés orientales, la tradition de leurs langues et de leurs liturgies particulières. Au même ordre de préoccupations doit être rattachée une autre création encore plus récente : celle d'un foyer d'études historiques et litur-

giques sur les Églises de l'Orient, l'Institut pontifical oriental, que préside avec tant d'autorité un spécialiste des questions gréco-slaves et un ardent apôtre de la réunion de la chrétienté, Mgr Michel d'Herbigny.

Chez les chrétiens orientaux, à la différence de l'anglicanisme, la réunion en corps d'une paroisse, d'un diocèse, d'une Église entière, agissant collectivement et hiérarchiquement pour se rattacher à une autre communion, à une autre obédience, n'a rien d'inconcevable ni de chimérique. C'est dans ce milieu que peuvent être conduites, avec les chances les moins lointaines de succès, les tractations préparatoires à la paix des Églises, à la réunion de la chrétienté, par la communauté dans la foi et dans l'obédience romaine, nonobstant la légitime diversité des rites et des liturgies. A cet égard, les diverses *conférences de Velherad,* auxquelles ont pris part des représentants qualifiés des diverses Églises danubiennes et balkaniques, se rencontrant avec des théologiens romains, ont accompli une tâche préparatoire dont la portée pratique est beaucoup plus perceptible encore que celle des *conversations de Malines.*

En pareilles matières, toute prédiction trop formelle, trop précise, serait téméraire, elle serait impertinente autant que présomptueuse. Mais, sans aucune anticipation risquée, il semble légitime de dire que la position actuelle du catholicisme romain, au regard des Églises dissidentes, présente des aspects éminemment avantageux et qu'elle ouvre, comme possibles, les virtualités providentielles d'un magnifique avenir.

IV. — *En face du laïcisme universel.*

L'un des phénomènes généraux de la civilisation contemporaine est l'internationalisation de tous les problèmes. Le fait apparaît, d'abord, dans l'interdépendance économique des continents les plus divers. Une grève, une famine ou une banqueroute à Tokio, à Melbourne ou à Rio de Janeiro aura son contre-coup certain sur le marché de Bristol, de Rotterdam, de Hambourg, de Gênes, du Havre, et de Marseille. Il en va de même pour la compénétration et la similitude croissante des coutumes, influences, institutions sociales, politiques, finan-

cières, sportives, théâtrales et mondaines. Un phénomène identique se produit dans le domaine moral, spirituel et religieux. Le catholicisme romain est représenté, d'une manière plus ou moins importante, sur tous les continents et dans tous les peuples de l'univers. Le principal adversaire contre lequel, partout, il lui faut aujourd'hui livrer bataille est un seul et même système doctrinal et conceptuel, de plus en plus répandu quoique sous des formes diverses et à des degrés inégaux, chez toutes les nations de l'ancien et du nouveau monde. C'est le laïcisme.

On a souvent fait la remarque que, pour les missionnaires européens ou américains, le nombre se restreint chaque jour davantage des régions lointaines où leur apostolat religieux s'accomplit encore dans le cadre plus ou moins romanesque de la vie sauvage et même dans le décor apparent de civilisations exotiques. Presque partout, désormais, ils retrouveront les chemins de fer, les automobiles, les tramways électriques, le télégraphe, le téléphone, le sans-fil, le cinéma, le cadre et le décor de la civilisation européenne, américaine, ou plutôt cosmopolite. Mais, chose plus importante à relever : ils retrouveront pareillement, sous les latitudes les plus diverses, le même ensemble de conceptions antichrétiennes qu'ils avaient déjà rencontrées chez les laïcisateurs du vieux monde. Les jeunes indigènes réfractaires à l'Évangile et à l'Église subiront beaucoup moins l'influence des superstitions du paganisme et du polythéisme, répondant à la mythologie périmée, démodée, de chaque peuple infidèle, que l'influence des idées vulgarisées par de nombreux manuels laïques de nos écoles primaires publiques sur la religion universelle des temps nouveaux, la religion de la science, la religion du progrès, la mystique des droits du prolétariat, la mystique de l'émancipation des peuples, et, en général, *la religion de l'humanité*. Le même Évangile du laïcisme conquiert droit de cité dans tout l'univers, et c'est lui qui oppose à la diffusion du christianisme en terre infidèle, comme à la conservation et à l'influence de l'Église sur le vieux sol chrétien, la barrière la plus résistante, ou encore la diversion la plus efficace.

De même que les missionnaires catholiques en terre lointaine rencontrent ainsi, dans un cadre de vie matérielle qui

se rapproche plus ou moins du nôtre, la plupart des formules et des conceptions antichrétiennes du laïcisme européen, les prêtres catholiques qui exercent leur ministère religieux dans beaucoup de grands centres industriels de notre vieille Europe, dans la banlieue (rouge ou noire) de nos grandes capitales, dans les campagnes même les plus atteintes par l'indifférence religieuse ou par les influences antichrétiennes, ces apôtres de populations déchristianisées doivent lutter, de leur côté, contre des ignorances, des superstitions, des aberrations intellectuelles et morales tout aussi extrêmes que celles des populations infidèles et païennes des régions les plus lointaines. La carte spirituelle du monde contemporain s'achemine peu à peu vers une étrange unification, une effrayante simplification.

En tous pays, le catholicisme romain travaille avec énergie et avec méthode à prémunir ses croyants de la contagion du laïcisme et à reconquérir, dans la plus large mesure possible, les âmes qui ont été soustraites aux influences religieuses par l'action et les influences du laïcisme. L'effort s'exerce sur tous les domaines à la fois, car c'est la lutte universelle de deux conceptions antagonistes de la pensée, de la vie, de la société. Saint Augustin parlerait des *deux Cités*. Saint Ignace de Loyola parlerait des *deux Étendards*. L'un et l'autre placerait à l'origine de tout le conflit, le duel fantastique de deux croyances, de deux amours.

Sur le terrain spirituel, l'Église catholique travaille partout au recrutement et à la sanctification de la milice sacerdotale et des milices religieuses d'hommes et de femmes. Elle propage les œuvres et institutions de prières, de piété, d'apostolat. Le zèle extérieur a pour foyer mystérieux la flamme ardente de la vie intérieure.

Sur le terrain scolaire et intellectuel, l'Église catholique travaille partout à conquérir aux influences religieuses un rôle efficace et important dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse. Son idéal est de faire prospérer un enseignement primaire, secondaire, supérieur, tant féminin que masculin, qui soit ouvertement catholique, et qui assure au catholicisme une pénétration étendue et profonde dans le monde des intelligences. De là vient l'importance reconnue aux congré-

gations enseignantes d'hommes et de femmes, comme aussi aux ordres monastiques qui ont pour une de leurs tâches le labeur intellectuel.

Sur le terrain social, l'Église catholique travaille partout à faire refleurir les conceptions et les institutions en rapport avec la tradition chrétienne des lois fondamentales d'une cité bien ordonnée. Les rapports du capital et du travail, la juste notion du salaire, les garanties légitimes de la famille ouvrière, le cadre désirable de l'organisation professionnelle ont été l'objet d'enseignements mémorables de la part de la Papauté contemporaine, et d'efforts non moins mémorables de la part de nombreuses élites du catholicisme romain, sur le plan national et le plan international. L'Église ne fait certainement pas figure de puissance aveugle, arriérée, inactive, devant les problèmes formidables soulevés par le socialisme et le communisme, dans l'immense concentration industrielle du monde contemporain.

Sur le terrain politique, la seule intervention directe des forces catholiques, en tant que telles, a pour but précis de sauvegarder ou de rétablir les libertés légales du culte catholique, des associations religieuses, de l'enseignement chrétien, de la famille chrétienne, dans les institutions publiques de chaque pays. Les controverses en ces matières sont, aux yeux du grand public, les plus brûlantes et les plus irritantes de toutes. La politique religieuse pénètre forcément la politique tout court. D'ailleurs, la physionomie du problème varie essentiellement de nation à nation, d'après l'état respectif de la législation, d'après la forme du gouvernement, d'après les mœurs publiques et d'après la répartition des forces et des influences politiques. On ne cherche nullement, sauf en des conditions exceptionnelles comme celles des catholiques néerlandais, à constituer un parti politique à base confessionnelle, qui prétende réunir tous les catholiques et les seuls catholiques d'une même nation. Combinaison qui est presque toujours pleine d'inconvénients et de périls. Contrairement à une erreur fort répandue et à certaines apparences, telle n'est pas la formule du Centre allemand ni même la formule du parti national qui, chez les Belges, porte le nom de parti « catholique ». La solution préférée, en un grand nombre de

pays, est une organisation catholique qui soit distincte de tous les partis politiques et dont les membres puissent librement appartenir à différents partis politiques : organisation d'action et de défense religieuse ayant pour objet exclusif de promouvoir les intérêts catholiques partout où ceux-ci ont besoin d'être défendus, et notamment, lorsque les circonstances le réclament, sur le terrain civique et législatif. Lorsque les lois de l'État contiennent des dispositions dommageables à la liberté religieuse et scolaire des catholiques, il y a, de cette manière, une activité *politique* du catholicisme romain, conjointement à son activité *spirituelle*, *intellectuelle* et *sociale*.

Si le laïcisme universel fait subir au catholicisme des dommages considérables, dont il serait puéril de contester l'extrême gravité, on ne peut contester cependant la puissante valeur morale et spirituelle de l'action catholique dans tout l'ensemble du monde contemporain. Le catholicisme tient tête vigoureusement aux forces adverses. Dans bien des domaines, il remporte même des victoires.

Nulle part, la Russie exceptée, l'offensive du laïcisme n'a été, de nos jours, poussée aussi loin qu'en France dans les lois et institutions publiques. Nous ne méconnaîtrons pas la profondeur des résultats obtenus par l'œuvre de déchristianisation des intelligences et de déchristianisation de la vie morale et sociale. Mais, en France pareillement, le catholicisme romain enregistre, par voie de réaction, des triomphes spirituels que l'on ne pourrait, nulle part ailleurs, signaler comme aussi importants et aussi dignes de mémoire.

L'aspect le moins brillant est l'aspect politique. On exagérera difficilement, dans ce domaine, le caractère atroce de nos divisions intestines, exacerbées plus que jamais par une controverse où une fraction des catholiques français vient de de se mettre en rébellion ouverte contre l'autorité pontificale. Néanmoins, il existe, depuis l'année 1924, un effort d'union et d'organisation militante des forces catholiques, rassemblant pour le service d'une même cause près de trois millions de citoyens français, groupés, sans distinction d'opinions politiques et sociales, dans la Fédération Nationale Catholique, sous la présidence très aimée du général de Curières

de Castelnau. L'œuvre d'action et de propagande contre le laïcisme régnant se poursuit avec méthode, avec énergie, avec ténacité. Les lois qui proscrivent les congrégations religieuses d'hommes et de femmes auxquelles a été refusée ou par lesquelles n'a pas été sollicitée l'autorisation législative, la loi qui refuse à tout congréganiste le droit d'enseigner, sont l'objet d'une violation universelle et notoire, elles tombent en complète désuétude, malgré l'anticléricalisme déclaré de nos majorités parlementaires. Pourquoi donc la violation des lois laïques demeure-t-elle impunie, sinon parce que, dans l'état présent des mœurs, des idées et des circonstances, la coercition légale contre les transgresseurs est pratiquement impossible? — Et pourquoi impossible, sinon parce qu'une élite catholique nombreuse, compacte et organisée se montre partout résolue à une résistance tenace et vigoureuse? Voilà une preuve tangible de la force puissante que possède d'ores et déjà, en France, l'organisation catholique sur le terrain de l'action civique et de la politique religieuse.

De fait, à certains jours, on a vu l'image perceptible de cette force dans les mobilisations de la Fédération Nationale Catholique : 80 000 hommes à Nantes, le 1er mars 1925; 50 000 à Angers, le 8 mars 1925; 50 000 à Nancy, 13 avril 1925; 35 000 à Toulouse, le 19 avril 1925; 60 000 à Saint-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), le 5 octobre 1925; 100 000 à Landerneau (Finistère), le 28 janvier 1926; 40 000 à Pontchâteau (Loire-Inférieure), le 5 septembre 1926; 90 000 hommes à Lambersart, le 10 juillet 1927. Vraiment oui, des énergies insoupçonnées se réveillent après un long sommeil. Cette action militante des catholiques français constitue un fait nouveau et inédit dans l'histoire politique de notre temps.

En matière sociale, les divisions des catholiques français ont été moins profondes qu'en matière politique. Les résultats acquis sont plus généraux et plus consistants. L'Œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers, créée au lendemain des catastrophes de 1870 et 1871, détermina, dans les élites spirituelles et sociales, un mouvement d'études et d'idées, un mouvement d'œuvres et d'apostolat. Le mouvement d'études et d'idées eut pour expression l'école du catholicisme social dont le marquis de la Tour du Pin la Charce et le R. P. de Pascal

auront été les principaux docteurs. Le mouvement d'œuvres et d'apostolat, propagé par l'éloquence superbe du comte Albert de Mun, suscita des initiatives multiples et magnifiques. L'Association catholique de la Jeunesse française, sous l'impulsion d'Albert de Mun, consacra ses énergies à l'apostolat social, en même temps qu'à l'apostolat religieux. Plus récemment, l'Action populaire, des Jésuites de Reims, devint un centre puissant de documentation technique et d'informations doctrinales sur tous les problèmes touchant à l'ordre économique et social, à toutes les institutions d'organisation professionnelle, patronale et ouvrière, industrielle et agricole. Les Semaines sociales groupèrent une équipe de maîtres de première valeur qui donnèrent, chaque année, un enseignement méthodique et approfondi sur chacun des aspects de la doctrine sociale du catholicisme. Une élite de plus en plus considérable de membres du clergé, d'hommes et de femmes d'œuvres constitua l'auditoire permanent des Semaines sociales et en fit rayonner au loin l'enseignement et l'influence. De nombreux patrons chrétiens du Nord, de l'Ouest, du Sud-Est accomplirent un admirable effort dans le sens de la justice, de la charité, de l'instruction professionnelle, de la collaboration des classes. On leur doit surtout la création heureuse des caisses régionales par lesquelles fut réalisée, à l'avantage de la famille ouvrière, et sans aucun des abus que l'on redoutait jusqu'alors, la juste conception du sursalaire familial. Les influences catholiques sont incontestablement prépondérantes dans la florissante organisation des syndicats agricoles et des unions d'agriculteurs de France, dont l'influence se traduit par une œuvre efficace de paix et de concorde sociale. Enfin, dans le monde des employés, dans le monde ouvrier, masculin et féminin, le syndicalisme à recrutement et à inspiration catholique a pris, de nos jours, un développement considérable. La Confédération professionnelle des Travailleurs chrétiens est devenue l'une des grandes forces sociales de la France ouvrière. Elle y représente avec fierté la doctrine et l'influence du catholicisme.

Le succès du mouvement chrétien social, en France et en tous pays, constitue sans conteste l'une des gloires fécondes du catholicisme contemporain.

Plus remarquable encore est l'œuvre accomplie, depuis un quart de siècle, dans le domaine intellectuel. Nonobstant l'hostilité avérée des pouvoirs publics, nonobstant une législation scolaire dirigée ouvertement contre eux, les catholiques français ont fait tenir et prospérer un enseignement primaire, un enseignement secondaire et un enseignement supérieur, dont la confiance obstinée de milliers et de milliers de familles chrétiennes, appartenant à toutes les élites du pays, a reconnu et consacré la haute valeur sur le terrain de l'instruction et sur le terrain de l'éducation masculine et féminine. Les Universités catholiques et les Instituts religieux ont été, surtout depuis la crise moderniste et la réaction que celle-ci a engendrée, le foyer d'un mouvement important d'études et de publications dans chacun des domaines de l'activité intellectuelle, mais, avant tout, dans le domaine des sciences religieuses. Qu'il suffise de mentionner les grands dictionnaires et répertoires biblique, théologique, apologétique, liturgique, historique, canonique, ainsi que les multiples travaux de recherche scientifique et de haute vulgarisation concernant les origines chrétiennes, l'histoire des dogmes, l'histoire comparée des religions, la philosophie thomiste, la philosophie des sciences, la philosophie du droit public, national et international. Faute de pouvoir dresser décemment, ici, un palmarès, qui serait indiscret et déplacé, nous retiendrons seulement deux noms, entre beaucoup d'autres : celui de Mgr d'Hulst, dont la mémoire est indissolublement associée à la création de nos Universités catholiques et à tout le mouvement intellectuel dont elles auront été le foyer, et le nom du R. P. Léonce de Grandmaison, mort hier, en pleine force et en pleine influence, l'un des maîtres les plus profonds de l'apologétique chrétienne, qui, dans l'enseignement de la théologie fondamentale, dans la direction des *Études* et des *Recherches de Science religieuse*, dans la création des Semaines d'Ethnologie religieuse, fut l'un des guides les plus persuasifs de l'élite croyante dans la génération contemporaine.

L'influence intellectuelle du catholicisme romain nous conduit sans effort à prendre acte de son influence spirituelle et religieuse. Il y a un an, tous les membres de l'Académie des sciences, de Paris, étaient conviés à déclarer tout haut

s'ils voyaient une incompatibilité quelconque entre le progrès scientifique et le sentiment religieux, ou, plus exactement encore, entre les conclusions authentiques des diverses sciences contemporaines et la religion catholique. Or, pas un seul ne répondait qu'il eût conscience d'une incompatibilité de ce genre; pas un seul, alors que, pour tous les primaires de l'anticléricalisme, la contradiction entre la Science et la religion passe pour une évidence aveuglante et pour un dogme fondamental. Bien plus, le grand nombre des membres de l'Académie des Sciences affirmait positivement l'accord et l'harmonie de la vérité scientifique et de la vérité religieuse. Telle est, en effet, la conception qui s'affirme de plus en plus dans tous les milieux d'élite où l'on travaille et où l'on pense, particulièrement dans une phalange chaque jour grandissante de la jeunesse littéraire et artistique, de la jeunesse des grandes Écoles scientifiques, et je pourrais même ajouter dans une importante cohorte intellectuelle, masculine et féminine, de jeunes professeurs de l'enseignement d'État.

Pour faire discerner l'étendue et la profondeur du mouvement religieux dans la jeunesse intellectuelle de notre temps, il faudrait pouvoir décrire l'activité morale et spirituelle des groupements catholiques d'étude, de piété, de charité, d'apostolat, constitués parmi les élèves de chacune des grandes Écoles, parmi les membres de chacune des corporations studieuses. A la première Semaine des Écrivains catholiques, une séance publique fut consacrée, sous la présidence de l'un des Quarante de l'Académie française, devant un brillant auditoire d'hommes de lettres, de professeurs, de jeunes écrivains, à *la vie spirituelle de l'écrivain catholique.*

Sans causer aucun étonnement, le rapporteur parla de l'oraison mentale, de la communion fréquente, de la retraite fermée : visiblement, de telles pratiques étaient familières à une fraction importante de ses auditeurs, elles appartenaient au domaine des convictions et des sympathies de tous. Qu'une pareille atmosphère existât en pareil milieu, voilà le « signe des temps », voilà le symbole expressif de la puissance du renouveau religieux dans notre jeunesse littéraire, dans nos élites intellectuelles. Rien d'analogue n'eût été concevable il y a cent ans, il y a cinquante ans, il y a même vingt ans.

Et que dire de la démonstration imposante de foi religieuse, que constitue, chaque année, à Notre-Dame, à Saint-Étienne-du-Mont et en d'autres sanctuaires parisiens, comme en divers centres de province, la communion pascale des élèves catholiques de chacune des grandes Écoles scientifiques! La simple statistique des signatures publiques données par les élèves et anciens élèves à la lettre de convocation est un témoignage dont la valeur probante l'emporte sur celle des plus éloquents commentaires. Énumérons les chiffres de 1927. A Polytechnique, 2 455 signatures; à Centrale, 2 171; à Saint-Cyr, 1 323; aux Mines de Paris, 544; aux Arts et Métiers (Paris, Lille, Châlons, Angers, Aix, Cluny), 888; aux Ponts et Chaussées, 133; au Génie maritime, 119; aux Mines de Saint-Étienne, 281; à l'École centrale lyonnaise, 305; à l'École supérieure d'Électricité, 243; à l'Institut de Chimie appliquée, 222; à l'Institut de Physique et Chimie, 93; à l'École d'Aéronautique, 150; à l'Institut électro-technique de Grenoble, 235; à l'École de Mécanique et d'Électricité, 153; à l'École Bréguet, 79; à l'École supérieure de Commerce, 165. Au total, 9 574 signatures publiques sur les feuilles de convocation à la messe de communion pascale, École par École, Institut par Institut. Tel est le plébiscite actuel de la jeunesse scientifique de France en faveur de la religion catholique comme source de vérité, comme foyer *de vie spirituelle.*

Pourquoi donc, du protestantisme, du judaïsme, mais surtout du laïcisme et de la libre pensée, tant d'adhésions enviables, tant de conversions marquantes viennent-elles aujourd'hui au catholicisme romain, en France et dans tous les pays de l'univers contemporain?

Nous l'avons déjà dit, et nous croyons nécessaire de le redire. C'est à cause des deux caractères visibles que l'Église porte en elle-même. Elle est *chrétienne.* Elle est *catholique.*

Certains de nos contemporains d'élite sont conquis à l'Église surtout parce qu'elle est *chrétienne* : parce que la doctrine qu'elle professe répond à leur besoin de certitude et d'espérance, et parce que les sacrements qu'elle distribue, les institutions qu'elle favorise leur offrent un incomparable secours moral dans la conduite spirituelle de la vie et dans leur aspiration intime, profonde, généreuse à un idéal meilleur.

D'autres sont conquis à l'Église surtout parce qu'elle est *catholique* : parce que l'organisation sociale qu'elle possède, le principe d'unité et d'autorité doctrinale qu'elle incarne ici-bas porte l'empreinte du Dieu de miséricorde, remédiant à l'anarchie des sociétés par une institution organique et hiérarchique qui franchit les siècles et transmet à tous les peuples un trésor immortel.

Le caractère de société *chrétienne* est réductible à ce que les théologiens nomment la *note* de *sainteté* de l'Église.

Le caractère de société *catholique* est réductible aux trois *notes* d'*unité*, d'*apostolicité*, de *catholicité*.

Autant de raisons authentiques et légitimes de croire. Autant de signes divins, autant de voies ouvertes pour conduire les âmes à reconnaître la mission transcendante et divine d'une même Église, messagère de vie et de vérité, féconde en toutes sortes de bienfaits.

L'impression générale qui paraît se dégager de ce tableau, hâtif mais sincère, du catholicisme romain dans la troisième décade du XXe siècle, est l'impression d'une force immense, conquérante, riche des expériences du passé, renouvelant à chaque génération sa perpétuelle jeunesse, portant en soi-même un gage mystérieux d'immortel avenir.

En face du paganisme, en face des chrétientés dissidentes, en face du laïcisme universel, les obstacles à vaincre sont formidables pour l'Église catholique. L'heure présente abonde en épreuves douloureuses. Elle réclame partout un long et âpre labeur. Mais elle laisse voir des moissons nouvelles qui jaunissent au grand soleil d'été. Lorsque le jour décline, lorsque paraît s'éteindre le noble effort d'une ancienne génération, lorsque les prophètes de malheur parlent déjà du *crépuscule des dieux*, c'est la nuit elle-même qui devient lumineuse. Des signes d'espérance se dessinent dans les astres.

Avec une fierté sainte, les croyants de tous les siècles appliquent à la splendeur morale et spirituelle de l'Église la parole, toujours vérifiée, du Christ dans l'Évangile : *On ne peut pas la cacher, la cité construite au sommet de la montagne.*

YVES DE LA BRIÈRE,
Professeur à l'Institut catholique de Paris.

LA NUIT D'ORAGE[1]

VII

J'ai grand'honte à raconter la suite de cette histoire et ne m'y suis pas décidé sans débat. Je vais, en recourant aux mots, donner une existence définitive à mille pensées que je pourrais encore laisser sombrer dans un oubli préalable au néant. Si je ne parlais pas, je serais à peine sûr d'avoir formé de telles pensées. Les ai-je formées? Elles sont souvent bien informes. Je sens que, pour les amener jusqu'au verbe, force m'est de les parfaire, peut-être de les grossir ou de les dénaturer. Que si, voulant me rendre accessible, je m'efforce d'être clair, je risque d'être trop clair, peut-être maladroit, sûrement inexact, ce que je redoute plus que tout.

Pourtant, je ne veux pas me taire. Le venin de la pensée trouve aussi dans la parole quelque antidote. Mes rêves les plus douloureux, mes songes muets, que je les raconte, au réveil : ils perdent leur couleur tragique et deviennent doucement ridicules. Un jour, au mois de mars, en me penchant sur une mare, j'ai vu, dans la profondeur, des couples de crapauds qui s'étreignaient, parmi les feuilles mortes et la vase. Cette passion immobile, taciturne, et qui me fit courir un frisson froid sur la nuque, elle m'eût, épuisée en coassements, paru, somme toute, futile. De même toute douleur m'épouvante qui rampe et se tord dans le silence et dans l'ombre.

Je reprends mon récit. Nous étions revenus en France aux

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 décembre 1927.

premiers jours de mai. C'est vers le milieu de ce mois que commença, je crois, la maladie d'Élisabeth. Je dis « je crois », car, les premiers temps, j'avoue n'y avoir pas prêté trop d'attention. Il me souvient qu'un dimanche où nous recevions des amis, elle quitta la table avant tout le monde et se retira dans sa chambre. Le lendemain, nous allâmes à Paris, comme de coutume, pour y travailler. Au retour, dans la voiture, Élisabeth parut s'assoupir; elle ferma, du moins, les yeux. Le soir, elle prit, pour tout souper, deux ou trois comprimés d'aspirine, ce qui m'étonna fort, car elle méprisait les drogues.

— Qu'as-tu donc? — lui dis-je.

Elle répondit avec calme :

— La migraine, peut-être.

Cette migraine dura huit jours et je commençai de m'inquiéter. Élisabeth ne se plaignait pas : elle m'accompagnait à Paris, travaillait, mais semblait assez abattue, vers la fin de la journée.

— Où souffres-tu? — lui demandais-je.

Elle ébauchait un geste évasif.

— Je ne saurais dire au juste. C'est dans la tête.

— Mais encore? En quel point?

— Tu m'en demandes trop. Dans l'intérieur de la tête. Non, plus exactement, dans la face.

Quelques jours passèrent encore. Élisabeth n'allait pas mieux. Elle semblait préoccupée. Je revins à la charge.

— Tu souffres, Lise?

— Un peu, toujours un peu. Oh! ce n'est pas la peine d'en parler.

— Mais si, Lise, essaye de m'expliquer.

— Ce n'est pas facile.

— Est-ce une douleur connue, une douleur que tu aies éprouvée déjà?

Elle hocha la tête et parut hésiter.

— Eh bien, non! Surement, non. On dirait...

— Parle donc.

Elle prit soudain une mine gênée, un air de réticence et de pudeur.

— Il me semble, — dit-elle tout bas, — que ça se tient dans les os.

Elle s'efforçait de sourire, mais je partageais son malaise. Je me surpris faisant effort pour imaginer, sous cette carnation délicate, la terrible charpente minérale, le squelette durable et laid, et j'en ressentis un douloureux étonnement. C'est vrai, le squelette était là, sous la chair périssable. Il était là, tel qu'à jamais, anonyme déjà, tout prêt, attendant son règne.

J'avais, pendant la guerre, cent fois vu, de mes yeux, les puissances de destruction s'acharner sur l'homme et mettre au jour les terribles secrets de la mécanique vivante, ces merveilles intérieures qui ne doivent jamais braver le regard. Mais nous étions, depuis longtemps, sortis de l'enfer; nous étions revenus dans un monde loyal et harmonieux. Que me voulait cette froide et funèbre image?

Je pense que, dès que je m'applique, il est difficile de lire sur mes traits autre chose que ce que j'y veux bien laisser paraître. Toutes ces pensées se traduisirent donc par un sourire.

— Eh bien, nous irons voir Breton.

Élisabeth haussa les épaules.

— Non. En consultant un médecin, il me semble que je donnerais à ce malaise quelque chose comme le droit de cité.

Elle avait un air résolu. Nous fîmes effort pour changer de conversation.

Le lendemain, Élisabeth refusa de m'accompagner à Paris.

— C'est donc, — lui dis-je, — que tu ne vas pas mieux? Plus mal peut-être?

— Pas mieux, non, assurément.

Je la regardais en silence et me sentis non pas encore malheureux, mais vivement contrarié. Le visage d'Élisabeth me parut pâli, tiré. C'est alors qu'elle fit un sourire étrange et dit :

— Ce n'est d'ailleurs pas un médecin qu'il me faudrait voir.

— Vraiment? Et qui donc?

Elle hésitait encore.

— C'est curieux, — murmura-t-elle enfin. — On dirait bien que cela part d'une dent. Non. Si. Ah! je ne sais pas.

Une pensée me traversa soudainement l'esprit, une de ces

pensées que nous regardons sortir de nous-mêmes avec stupeur, avec colère. Mon premier mouvement fut d'anéantir cette pensée, de l'exposer au soleil qui tue les monstres. J'allais dire, pour préluder : « Que trouves-tu de curieux dans une chose aussi naturelle? » Si j'avais prononcé cette simple phrase, peut-être Élisabeth se fût-elle mise à rire. Peut-être m'eût-elle, ce jour-là, franchement avoué ce qui lui semblait curieux dans un fait aussi commun. Nous aurions tout de suite arraché nos rêveries au démon de la solitude. Mais cette phrase toute simple et logique, je ne la prononçai pas. Je mis beaucoup d'énergie à répondre :

— Eh bien, nous n'irons pas voir Breton, nous irons voir Dutrieux. Sois raisonnable, Lison, je t'emmène à Paris.

Elle y consentit.

Dutrieux est un excellent spécialiste. Il fit, sous mes yeux, un examen parfait et, d'ailleurs, sans résultat.

— Je ne vois rien, Madame, absolument rien. Je ne vous donne pas rendez-vous avant dix ans.

Nous le quittâmes sur ces mots.

— Eh bien, — dis-je, dans la voiture, comme nous sortions de Paris, — je pense, Lise, que te voilà rassurée.

Elle inclina la tête.

— Rassurée, certainement.

— Et soulagée sans doute aussi?

— Soulagée? Non. Je ne peux le dire.

Un peu plus tard, elle eut encore un mot mystérieux.

— En effet, pourquoi souffrirais-je d'une dent?

J'étais attentif à la route et ne répondis rien.

VIII

Deux jours de suite, Élisabeth refusa de m'accompagner à Paris et je pris le parti de n'y point aller non plus. Les heures passaient, dans un calme à mon gré trop profond. Élisabeth, contrairement à ses habitudes, car elle est fort active, restait allongée sur une chaise longue, tournant les pages d'un livre qu'elle ne lisait pas.

— C'est bien, — lui dis-je enfin, — nous irons voir Breton.

Elle eut un geste vague.

— Assurément non. Pourquoi?

— Tu es malade.

— Malade! C'est peut-être exagéré.

— Tu souffres, visiblement.

— Certes, je souffre un peu.

— Donc, tu es malade. C'est clair, Lise.

— Je ne sais pas. Ce n'est pas sûr.

— Lise, je ne comprends plus.

— Mais si, je souffre, mais je ne suis pas sûre d'être malade.

Je lui saisis les deux mains et les pressai doucement sur mes joues.

— Lise, Lison, ma chère Lisette, je ne t'ai fait aucune peine?

Elle eut un élan si chaleureux que les larmes me vinrent au bout des cils.

— Oh! — dit-elle, — je ne souffre pas de mon cœur, pas de toi, pas de nous.

— De quelque autre, alors?

— De personne.

— C'est donc tout simplement affaire de médecins. Nous irons voir Breton.

Lise parut réfléchir, puis répondit, cherchant ses mots :

— Je ne suis pas entêtée, François, tu le sais. Et, si tu le désires, nous irons voir Breton. Mais...

— Mais?

— Rien. Nous irons voir Breton, demain, après-demain, un de ces jours.

Elle retombait en rêverie. J'allumai ma pipe et fis quelques pas. Élisabeth me semblait la plus sensée des femmes. Je ne parvenais à comprendre ni son mal ni la répugnance qu'elle éprouvait à consulter un homme sûr, savant, et qu'elle connaissait, comme moi, de longue date.

— Lisbeth, — dis-je en revenant m'asseoir à côté de la chaise longue, — Lisbeth, nous avons été, tous deux, nourris du même lait. Nous admirons les mêmes hommes et respectons les mêmes lois.

— C'est vrai, — dit-elle, en faisant, du col, un gracieux salut. — Et que signifie ce préambule solennel?

— Oh! rien de grave, je t'assure. Mais nos maîtres nous ont appris à chercher la cause de tout phénomène et nous

savons bien que celui qui la cherche avec patience et méthode finit presque toujours par la trouver. Tu souffres. Nous chercherons la cause et, quand nous l'aurons trouvée, nous te guérirons.

Elle me regarda pendant quelques secondes et répondit enfin :

— C'est peut-être un préjugé que de prêter une cause à tout.

Quelques minutes plus tard, je suivais, d'un pas rapide, le chemin de la plaine. C'est là que j'ai, dès l'enfance, berger mélancolique, accoutumé de paître mes soucis, mes peines, mes angoisses. L'horizon, souligné de routes, s'enfuit sous un ciel sans mesure. Une lumière élémentaire attaque l'âme de toutes parts et les brises chargées de parfums rustiques l'assistent dans cette œuvre apaisante.

Ni l'espace ni la clarté ni le vent n'eurent, ce jour-là, raison de mon tourment. J'allais, tête basse, refusé d'avance aux séductions de la solitude. Je ne pouvais plus douter que, dans ma vie morale, quelque chose ne fût en train de se détraquer. Et quoi? Je ne parvenais pas à le concevoir avec précision, peut-être même n'avais-je aucune hâte de porter dans ce trouble l'acier du raisonnement.

Les paroles d'Élisabeth, sa mine, son regard et, plus encore que son malaise, l'étrange façon qu'elle avait de le considérer et de le subir, tout cela mettait en déroute des habitudes morales jusque-là victorieuses. Nous avions toujours, l'un et l'autre, — nos mutuelles confessions nous l'avaient maintes fois prouvé, — fait crédit à cette sagesse déterministe qui n'accepte les phénomènes que pour les éclaircir, les résoudre, leur assigner un rang dans l'enchaînement universel. Nulle place pour la fable dans nos esprits en ordre. Et voilà qu'il me semblait deviner autour de nous, sur nous, une présence fabuleuse. J'en éprouvais encore, à ce point de notre histoire, plus de gêne, plus de colère que d'inquiétude.

Je peux dire que, pendant tout le début de ma promenade, je rusai pour ne pas aborder de front certaine pensée encore somnolente au plus creux de ma conscience. Ainsi l'homme qui sent glisser sur sa nuque le premier frisson de la fièvre

affecte d'en négliger l'avertissement dans l'espoir de retarder, peut-être même de conjurer l'accès.

Il est une espèce de lâcheté qui finit par exiger des débauches de courage et, de même, une paresse qui suppose les plus laborieux stratagèmes. Je marchais vite, appliquant mon esprit à de petites besognes, m'efforçant de nommer les plantes que j'apercevais, ou de récapituler les arguments de ma thèse ou de recenser les auteurs que je venais d'étudier. Mon père m'avait dit souvent : « Penser n'est peut-être pas le propre de l'homme, ni même penser avec force, avec fruit. Le difficile, et ce dont nous devons faire notre étude, c'est de penser ce que nous voulons et comme nous le voulons. » Cette phrase me revint en mémoire au moment même où je m'aperçus que je ne parvenais à maîtriser qu'une part infime de mon âme. Le reste vagabondait au mépris de toute discipline.

J'avais, depuis longtemps, monté la côte et j'apercevais, tout autour de moi, sous un ciel crémeux, sans mélange, l'empire verdoyant des céréales. Deux couleurs pour tout l'univers. Une simplification presque schématique de la matière sensible. Et l'homme, au milieu de tout cela, l'homme incapable d'empoigner le timon et de se fixer un itinéraire.

Je me remis à marcher, très vite, les yeux au sol. Et j'aperçus, devant mes pas, une pensée, la fameuse pensée... Elle trottait comme un chien. Un moment, je pris la course et compris que la pensée courait, bondissait à mes côtés, tantôt à ma droite et tantôt à ma gauche. Alors je me remis au pas et m'efforçai de flâner, de fredonner, de respirer profondément. Je parvins ainsi jusqu'à l'un des tournants du chemin. La pensée m'y attendait, assise, obstinée, sûre de son destin.

Je m'arrêtai pour tout de bon et décidai, pour la première fois, de la regarder en face.

Je la reconnus tout de suite. C'était, exactement, celle que, deux jours plus tôt, j'avais vu surgir de moi-même, tel un renard de son terrier, pendant que je contemplais Élisabeth étendue sur la chaise longue.

Elle était là, cette pensée, face au grand jour qui ne tue pas toujours les monstres. Elle semblait me considérer avec une assurance narquoise.

Je pris mon temps pour la dévisager, sans faiblesse, et je me surpris à rire aux éclats.

C'est une chose singulière que de rire, tout seul, dans une grande plaine sans écho. Je trouvai, dans ce rire, un immense soulagement. Plus je riais et plus l'image extravagante pâlissait, se dissolvait dans la clarté. Elle finit par s'évanouir.

Je fis demi-tour et repris le chemin de la maison. En martelant les cailloux à coups de souliers, je me répétais avec force, comme les phrases d'un catéchisme : « Je suis un homme affranchi des vieilles terreurs. Je pense ce que je veux et comme je le veux. Je ne comprends pas encore tout, mais j'entends agir comme si je devais, un jour, tout comprendre et tout expliquer. »

Je me crus exorcisé. C'est d'un pas tranquille que j'entrai dans la grande chambre où nous nous tenons d'ordinaire.

Élisabeth, étendue sur la chaise longue, semblait dormir. Du moins ne fit-elle aucun mouvement lorsque j'ouvris la porte. Un cerne ambré, que je ne reconnaissais pas, pesait à ses paupières. Une expression de douleur ou peut-être de crainte tourmentait les commissures de sa bouche.

Je la contemplai longtemps, en silence. Puis je baissai les yeux jusqu'au tapis.

La pensée m'attendait là, roulée en rond, comme un chien, sur le tapis.

IX

Il me fallut huit longs jours pour admettre finalement l'intrus, le parasite, je veux dire cette pensée absurde.

Nous allâmes tout d'abord voir Breton. Élisabeth ne faisait plus aucune résistance et j'eus moi-même le sentiment assez peu explicable que nous accomplissions une sorte de formalité.

Breton, qui m'a vu naître, fut un grand ami de mon père. Ce n'est pas, malgré son âge, un médecin à l'ancienne mode. Il appartient à cette génération formée par les élèves directs de Trousseau, génération de bons observateurs, de cliniciens subtils qui n'ont pourtant pas laissé de s'instruire des méthodes

nouvelles et qui savent corriger les témoignages de l'expérience par les avis du laboratoire.

Il s'avança vers nous les mains tendues, son franc visage éclairé d'un sourire.

— J'espère, François, — me dit-il, — que tu viens me demander confirmation d'une bonne nouvelle.

Cette idée nous fit rougir; nous étions à cent lieues de là.

Élisabeth me laissa le soin, somme toute ardu, d'expliquer à notre vieil ami le mal dont elle souffrait. A peine si, de loin en loin, elle ajoutait un mot ou ponctuait d'un signe de tête. Malgré cela, je me jugeais à l'aise, du moins sur un terrain familier, en face d'un homme de science, d'un de ces maîtres à qui je me sentais redevable de mes méthodes, même de mon vocabulaire. Je ne suis pas médecin, mais j'ai, pendant toutes mes études, travaillé dans les marges de la médecine et j'ai des vues sur son terroir. J'éprouvais du soulagement à reposer tout le problème dans une clarté pure, sage. Breton m'écoutait en secouant la tête, à petits coups, sans quitter de l'œil le visage d'Élisabeth.

Il l'examina longuement, lui posa peu de questions. Enfin, se tournant vers moi :

— François, — me dit-il, — une tête humaine est quelque chose de bien complexe et que, de nos jours, plusieurs praticiens doivent se partager. Je ne peux rien te dire sans être, au préalable, en règle avec au moins deux spécialistes que je ne peux suppléer. Ta voiture est en bas? Bien. Tu vas aller chez Ledoux et chez Ferquigny. Je leur téléphone à l'instant pour annoncer ta visite. Au sortir de chez eux, revenez ici. Nous aviserons.

Loin de m'excéder, cette exigence me plut : je la savais raisonnable, conforme à l'idée que je m'étais toujours faite de la science. Puisque Élisabeth était malade, il nous fallait, avec ordre et persévérance, déployer toutes les ressources d'une technique éprouvée. Bien classer toutes les cartes et jouer serré. Je dois ajouter qu'Élisabeth me suivit sans marquer empressement ni humeur.

— Lisbeth, — lui dis-je en arrivant chez Ferquigny, — tu sembles si détachée de ce que nous faisons, mon cher

cœur, que tous ces savants, à m'entendre, vont se demander si ce n'est pas moi le malade.

Elle fit encore une réponse étonnante :

— Mais, François, qui dit que ce n'est pas toi?

Elle souriait un peu. Je me sentis désemparé. Nous entrâmes chez Ferquigny. De là nous passâmes chez Ledoux. Les deux spécialistes, à tour de rôle, mirent en œuvre les instruments de leur connaissance et me délivrèrent divers papiers couverts de notes, de chiffres et de formules. Je me hâtai de les porter à Breton dont le visage, en les parcourant, s'éclaircit :

— Tout est pour le mieux, — dit-il. — J'entends, mon enfant, que vous n'avez rien, que nous ne trouvons rien. J'ai donc lieu de penser qu'il s'agit là de troubles sans importance et qui, faute de cause, seront bien forcés de disparaître.

Nous prîmes congé. Pendant tout le voyage, il me sembla que Lisbeth, réconfortée par l'accomplissement du rite scientifique, allait mieux, souriait, plaisantait même. Nous regagnâmes Labbeville d'une traite : la course ne demande guère plus d'une heure. Le mois de juin était venu, le ciel éclatait, glorieux. A regarder furtivement, quand le soin de la mécanique n'exigeait pas ma vigilance, cette belle campagne toute neuve, je me sentais saisi d'une foi réconfortante dans le génie de l'espèce et dans les lois universelles que l'homme a su dégager et mettre à profit. Le mauvais rêve allait s'éloigner. Tout redevenait simple, et le merveilleux gisait en cette simplicité même. Le bruit de la machine, sous mes pieds, enchantait cette religion : pas d'eau dans l'essence; les étincelles jaillissaient à point nommé; les pièces, bien graissées, accomplissaient leur course dans le temps prévu. Ordre parfait. Sérénité mécanicienne de notre vie intelligente.

Nous arrivâmes pour dîner.

— Eh bien, — me dit Élisabeth en se dévêtant. — Eh bien, François, tu es content : nous avons vu Breton.

— Oui, mon cher cœur, oui, je suis content. Et je le serai tout à fait si je peux croire que, comme moi, tu as confiance.

— Oh! — fit-elle en haussant insensiblement les épaules, — j'ai confiance, bien sûr.

Elle eut une légère crispation du visage et dit encore :

— J'ai confiance, mais j'ai mal.

Notre dîner fut assez morose. Parfois, au milieu d'une phrase, Élisabeth s'arrêtait net.

— Qu'y a-t-il, Lisbeth?

Elle répondait à mi-voix :

— Une douleur qui passe, et que j'écoute.

Me voyant affligé, Lisbeth se hâtait de poursuivre :

— Mais c'est peu de chose, François, ne crains rien.

— Merci, — répondis-je. — C'est donc toi qui vas me rassurer maintenant.

Comme nous quittions la table, je pris entre mes mains le bel et doux visage et, mes doigts enfoncés dans l'épaisse chevelure noire, penché de si près qu'il me semblait percevoir l'humide fraîcheur du regard, je me pris à murmurer avec passion :

— Tu vas guérir, mon cœur, puisque tu n'as rien, puisque nous n'avons rien, puisque tout, en nous, est pur et calme. Et nous retrouverons notre grand bonheur, notre bonheur sans ombre, notre bonheur innocent qui n'est fait des souffrances de personne.

Les cils d'Élisabeth battirent, si près des miens que j'en sentis le frôlement, et son regard se déroba.

Le lendemain, dès le réveil, Élisabeth montrait un visage défait, à tel point que je n'eus pas le courage de lui demander des nouvelles de sa santé. Elle comprit mon angoisse et ses yeux, soudain, se remplirent de larmes :

— Ce n'est pas ma faute, François. Je voudrais tant ne plus souffrir, je voudrais tant guérir, pour toi. Patientons encore un peu.

Nous patientâmes, en effet. Et qu'aurions-nous pu faire? Nous patientâmes, plusieurs jours, en vain.

— Lise, — murmurai-je un matin, d'une voix incertaine, — retournons chez Breton.

Elle haussa les épaules.

— Souffrir est assez, — dit-elle, — n'ajoutons pas de ridicule.

Elle était, comme à son ordinaire maintenant, étendue sur une chaise longue qu'elle avait fait installer dans sa chambre.

Je la regardai longtemps, étonné de sentir mon chagrin dénaturé par une sorte d'irritation. Puis je gagnai la porte, sans répondre, et, de là, le jardin.

Dans les allées où je marchais, comptant mes pas et l'ombre des arbres, je compris soudain que l'hôte absurde, que la pensée parasite demeurait à mes trousses. J'allai jusqu'au bout de la prairie, m'assis sur un banc rustique à demi dévoré de lichen et là, je fis, pour moi-même, un résumé franc et précis de l'affaire : « Je ne sais pas si Lisbeth est malade. L'est-elle, je ne sais ce qu'elle a. Personne d'ailleurs ne le sait. Mais moi, je suis malade, voilà qui est net. Et je souffre d'un mal risible : je suis superstitieux. Nul doute : superstitieux comme un sauvage de la Papouasie. »

X

Quand mon père voyait une personne de son entourage accomplir quelque action extravagante ou simplement déraisonnable, il disait, avec un froid sourire : « Voilà le Papou qui remonte. » Il ajoutait parfois, pour nous, en remuant les sourcils : « Je ne méprise pas les sauvages de la Papouasie, mais j'ai fait, dans ma vie, quelques méritoires efforts pour m'éloigner d'eux, autant que possible. »

Il m'était arrivé souvent de sentir, en moi, « remonter le Papou ». Il me suffisait d'un sourire pour le rejeter à la fosse. J'eus, ce jour-là, le sentiment qu'il venait de se hisser jusqu'aux régions supérieures de ma conscience et qu'il n'allait pas être facile de l'en déloger.

Génie de l'habitude! Je résolus aussitôt d'appliquer une méthode rationnelle à l'examen de cette divagation. Le curieux est que je n'y trouvai pas d'obstacle immédiat : on peut raisonner de tout. « Élisabeth, pensais-je, ma femme, mon amie, celle que j'ai choisie pour la chérir et l'honorer, Élisabeth est malade. Les médecins déclarent ne rien comprendre à ce mal. Plus exactement, ils ne lui découvrent pas de cause, j'entends aucune de ces causes définies et classées par les médecins. Leur science est en défaut, ce qui ne signifie pas que la science soit en défaut. Point de phénomène sans cause. Celui qui m'intéresse en ce moment suppose donc une

cause que la médecine, jusqu'ici, se déclare incapable de mettre au clair. Quelle peut être cette cause? »

Je m'étais retiré dans le fond du parc où j'étais bien sûr que nul ne me viendrait relancer : le jardinier travaillait dans la serre, les servantes à la maison. J'étais libre dans la solitude, libre de marcher, de m'arrêter, de gesticuler même, et de penser sans témoin.

« Est-il possible qu'un objet ou qu'un événement porte malheur? » Je posai la question nettement, presque à voix haute, pour l'aborder avec plus de franchise.

La réponse vint par lambeaux : « Pourquoi non? Certaines dispositions morales entraînent, logiquement, toutes sortes de disgrâces. Tels vices, tels défauts, même véniels à première vue, portent des conséquences plus ou moins lointaines mais dont nous parvenons, par le raisonnement, à retrouver le principe et le mécanisme. Il est des habitudes ou des manies dont on peut dire qu'elles portent malheur en ce sens qu'elles portent en elles-mêmes tous les germes du désordre, c'est-à-dire de la souffrance. »

Jusqu'ici, tout allait assez bien, mais je n'étais pas dans le vif du problème. Je poursuivis mon avance avec circonspection : « Est-il possible que le fait de posséder un objet, d'accomplir un geste rituel ou de prononcer certaine parole puisse aussi porter malheur? — Pourquoi non? La connaissance des vertus attribuées à tel objet, à tel geste, à telle parole peut disposer une âme fragile à la souffrance comme au bien-être, la frapper de frayeur ou lui donner courage, l'incliner soit à la vaillance soit à la lâcheté. — Bien. Mais sommes-nous, Lisbeth et moi, de ces esprits débiles capables de faire un tel crédit au mystère? — Assurément non. Il faut chercher autre chose. »

Je cherchai donc et ne tardai pas à trouver : « Hors des phénomènes purement imaginatifs, n'est-il pas une foule de phénomènes soumis, comme tous les autres, à un déterminisme rigoureux, mais dont le jeu nous est encore secret? J'ai lu, dans une revue médicale, que les paysans périgourdins ont, depuis des siècles, accoutumé de porter dans leur poche un marron d'Inde pour conjurer les maladies veineuses. Or, depuis quelques années, les médecins prescrivent

le suc de marron d'Inde avec succès dans le traitement de ces mêmes maladies et cette pratique s'appuie sur des observations précises. Il se peut que la superstition ait, par hasard, orienté les recherches des savants. Il est également possible que les recherches des savants viennent sanctionner une donnée empirique en lui fournissant une base satisfaisante pour l'esprit. Toute hypothèse, avant de recevoir le sceau de l'expérience, est un acte arbitraire, presque un jeu de la fantaisie. Avant d'attribuer à la vapeur, c'est-à-dire au feu, les soubresauts du couvercle de sa marmite, qui me dit que Papin n'a pas formé trois ou quatre hypothèses dérisoires? Que la marmite était de cuivre, ou cylindrique, ou sans anses ou sans queue? Quand, pour la première fois, Charles Nicolle, par une illumination de génie, entrevit le rôle que pouvaient jouer les parasites dans la contagion du typhus, n'a-t-il pas, tout d'abord, trouvé cette supposition comique? N'a-t-il pas été tenté de la rejeter sans examen? »

J'étais redevenu parfaitement calme et lucide. L'usage d'une logique si froide me donnait un sentiment d'orgueil allègre. Je revins à mon point de départ et m'assis sur le vieux banc pour achever posément mon argumentation : « Somme toute, affirmer dès l'abord qu'il ne pouvait y avoir aucune relation entre certain objet déposé dans un tiroir de commode et la maladie dont souffrait Élisabeth, c'était faire preuve d'un mauvais esprit scientifique. Rien, jusqu'à nouvel ordre, ne me prouvait qu'une telle relation n'existât point. De nos jours, un ignorant seul songerait à nier la relation qui, sûrement, existe entre le petit tube de radium qu'une personne imprudente porte dans son gousset et l'ulcère qui se développe bientôt sur la peau, dans le voisinage immédiat. Se refuser à considérer de près un phénomène, c'est une autre forme de la crédulité. Oui, la superstition pure serait de rejeter une hypothèse avant de l'avoir soumise à la censure de l'expérimentation. En quoi devait constituer cette expérimentation? Rien de plus simple. Il me suffisait de faire disparaître l'objet en question, de le jeter, ou mieux de le détruire. Si la maladie de Lisbeth disparaissait, la cause était jugée, la logique sauve et, du même coup, le remède trouvé. Que si la suppression de l'objet n'entraînait aucune

amélioration, du moins l'obsédante pensée serait-elle anéantie et l'affaire demeurerait à débattre avec les médecins. »

Je me levai, fit quelques pas et me surpris à sourire. Il me parut que je venais de sauver en même temps et ma femme et ma foi. Le Papou retombait au plus noir de sa caverne. François Cros n'était pas superstitieux.

XI

Notre chambre, je veux dire celle de nos noces, Élisabeth l'occupait seule depuis déjà plus de deux semaines, car elle dormait mal, par bribes, entre les crises douloureuses. Je m'étais retiré dans une des autres pièces qui donnent sur le grand palier du premier étage. De ce palier, un escalier de pierre, à l'ancienne mode, descend jusqu'au vestibule du rez-de-chaussée. Mais il existe un autre escalier, dérobé celui-là, qui dessert le second étage, traverse la chambre contiguë à celle où je couchais et gagne directement la cuisine.

L'objet — j'en suis encore, après trois ans, à désigner de ce terme vague l'espèce de bijou barbare, d'amulette dont je ne sais ni le nom ni l'histoire et qui commençait alors de jouer dans mes pensées un rôle exorbitant — l'objet, dis-je, était toujours où je l'avais déposé, c'est-à-dire dans un des tiroirs supérieurs d'une vieille commode. Cette commode se trouvait elle-même dans une pièce du rez-de-chaussée que l'on ouvre les jours de visite, que les servantes appellent pompeusement le grand salon, mais où nous n'entrons presque jamais en temps ordinaire. Les persiennes en restent toujours fermées et les fauteuils y somnolent sous des housses d'indienne.

Il m'eût été facile d'entrer dans cette pièce en plein jour, aux heures pendant lesquelles Élisabeth se reposait, d'ouvrir le tiroir, de prendre « l'objet » et d'aller le perdre, le jeter, le détruire, ainsi que j'en avais formé le dessein... Je ne comprends pas encore très bien pourquoi j'imaginai toute une mise en scène mystérieuse. Il faut que mon esprit surexcité ait alors perdu le sens de la claire simplicité. Rien, d'ailleurs, ne me paraît limpide et net dans les pensées et les actes qu'il me fut donné de former ou d'accomplir pendant cette période.

Pour me cacher plus sûrement d'Élisabeth, je résolus

d'attendre la nuit. Me cacher! Me cacher! Je mesure, à narrer cet épisode, quelle part l'orgueil occupait alors dans ma vie. Faut-il avouer qu'après trois ans d'âpres débats et, somme toute, de continuelles défaites, cet orgueil n'a pas abdiqué. Je veux bien le reconnaître sans raison, non le désavouer. Armure dérisoire, il m'aide à me raidir et supplée la foi défaillante.

Me cacher d'Élisabeth, quoi de plus naturel, puisque j'en étais à me cacher de moi-même, puisque je m'appliquais à considérer comme une « expérimentation scientifique » un acte pusillanime, puisque j'affectais de méconnaître le Papou triomphant et de le traiter en docte magister.

Le soir venu, seul dans ma chambre et cependant que je passais mon pyjama de nuit, j'eus une minute de remords et la conscience d'une imposture. « Allons, avoue! Tu es un homme faible et crédule, comme les autres, comme tous les autres. Ne parle donc pas d'hypothèse et de méthode. Avoue ta peur. Regarde franchement le Papou et donne-lui satisfaction, soit! mais pour le mieux refouler après, pour le mieux maîtriser en toi. Jette l'objet, mais pas de bavardage. »

Je n'eus pas trop de peine à me fortifier contre cette franchise. Divers sophismes entrèrent en jeu. Que ne s'agit-il de moi, de ma propre santé, de ma vie même! Certes, je ne m'abaisserais jamais... Il s'agit d'Élisabeth et je ne peux pas, je ne dois pas... Au reste, pourquoi parler d'abaissement? Quand Pasteur, contre l'opinion générale, fit avaler à tout un troupeau de moutons... Des faits, des faits, il en faudrait citer mille. L'incrédulité systématique n'est pas le caractère d'un bon esprit. En pleine Académie des sciences, Bouillaud, savant honorable, se précipite sur l'inventeur du phonographe et lui saisit le nez à pleine main en criant : « Cet homme est ventriloque! » Lamentable aventure! Il ne faut pas craindre, n'est-ce pas? de regarder, d'intervenir...

Je m'étais étendu sur mon lit et, d'une main distraite, cherchais ma lecture, un roman de George Moore, *The brook Kerith*. Je l'avais ouvert par hasard, quelques jours auparavant, et, comme je ne lis jamais de romans, j'avais affecté tout d'abord, à mes propres yeux, de ne voir là qu'un exercice de version anglaise. Mais, page à page, l'étonnante fable m'avait

entraîné, vaincu. Elle se mêlait à mes pensées, à ma vie. Elle jetait sur mon drame personnel une lumière trouble. Car c'est la vertu des grands livres de nous toucher toujours au point vulnérable et de prêter résonance à nos inquiétudes majeures.

Le livre n'était pas à la place où je l'avais laissé. Ne le trouvant pas dans la chambre et ne voulant pas sortir avant l'heure que je m'étais fixée, je pris une revue qui traînait sur la table et me mis à la feuilleter.

La maison ne dormait pas encore. De la cuisine, montait un bruit de voix, de rires et de vaisselle remuée. Parfois aussi, de la chambre d'Élisabeth, arrivait, à travers les cloisons, un murmure amorti. Elle devait s'entretenir avec la femme de chambre en se préparant pour la nuit. Un peu plus tard, j'entendis quelques persiennes claquer, ici et là. Les verrous de la grande porte grincèrent; un glissement de pantoufles s'attarda longtemps dans l'escalier de service. Puis, quelque part, dans un lointain cotonneux, des toux paresseuses, un gargouillis d'eau. Le silence, enfin. Le silence vivant d'une maison qui s'endort et soupire. Et, par delà les stores, que j'avais baissés à cause des papillons de nuit, les mille bruits du jardin, de la campagne ténébreuse, de la nature végétale qui ne s'assoupit jamais.

Élisabeth avait le sommeil entrecoupé des malades; elle n'y cédait d'ailleurs que fort avant dans la nuit. Aussi j'avais résolu, pour ne pas la réveiller, l'intriguer, l'inquiéter même, de ne me mettre en route qu'aux approches de l'aube. Je soufflai ma lampe. Une heure passa, puis deux, et je pense que je perdis conscience. Du moins sombrai-je dans un rêve confus, hanté par le livre de Moore. Je voyais Joseph d'Arimathie portant sur ses épaules Jésus blessé mais encore vivant. Il s'arrêtait devant moi, posait son fardeau sur une pierre et me disait en levant l'index : « C'est une expérience, une simple expérience. »

Le cri d'un coq me tira de la torpeur. Les aiguilles phosphorescentes de ma montre — la montre que j'avais portée pendant toute la guerre — marquaient un peu plus de deux heures. Je sortis du lit en frissonnant, car, même au cœur de l'été, les nuits sont fraîches, dans notre vallée. Je n'allumai pas de lampe. Précaution certes superflue et qui me

paraît aujourd'hui bien mystérieuse pour une expérience « purement scientifique ». J'aime assez de me diriger à tâtons, la nuit, dans des lieux connus : j'éprouve l'acuité de mes sens et me plais, un instant, à m'imaginer un destin dans l'univers des aveugles. Sans faire craquer les parquets, sans laisser gémir une serrure, j'atteignis l'escalier dérobé dont j'ai parlé plus haut et, les mains au mur, j'en descendis tous les degrés jusqu'à la cuisine dont, par surcroît de précaution, je laissai la porte ouverte. De là, pieds nus sur les dalles, je gagnai le vestibule. J'y fis une pause et fus bien étonné de découvrir que je respirais à petits coups et que mon cœur battait vite. Pourtant, je n'étais pas un intrus, un larron! J'étais chez moi, dans ma maison, ou j'avais bien le droit de faire ce qui me plaisait. Au dessus de la porte, un œil de bœuf s'ouvrait sur la nuit d'été qui me parut presque lumineuse. Deux ou trois étoiles brillaient là, lumières glacées. Eh bien non, ce n'était pas la lumière radieuse du laboratoire. J'eus soudain honte de moi, de mes pieds nus, de mes mains tâtonnantes, des gouttes de sueur que je sentais perler à mes tempes. Il me parut que j'accomplissais, en proie à l'angoisse panique, les rites de quelque religion primitive et farouche. Il me fallait en finir le plus vite possible et je cherchais déjà le bouton de la porte quand, pour la première fois, je me demandai comment j'allais me débarrasser de l'objet. Nouvel arrêt, nouvelles hésitations. Le jeter dans le vieux puits? Mais il serait toujours là, chez nous. Mauvaise expérience. Le mettre au feu? Que pouvait le feu contre cet ivoire, contre ce métal? Le piler? Ah bien, oui! Mais la poudre même? Décidément, j'étais malade et stupide. Pourquoi ne pas le garder dans ma poche jusqu'à demain matin? Alors, vite, la voiture, et j'irais jeter la chose très loin, dans quelque rivière, au passage, peut-être même à la mer... Je calculais des distances, des vitesses.

Pour commencer, ouvrir la porte. Elle était garnie de bourrelets feutrés, comme dans beaucoup de maisons provinciales. Elle commença de pivoter sans bruit et j'allais relever la tête quand j'aperçus à mes pieds un angle lumineux. Tout de suite mes yeux allèrent fouiller la pièce éclairée : Élisabeth était assise devant la commode.

Elle me tournait le dos et ne bougea pas tout de suite, si bien que je pus la croire endormie. Une bougie, posée sur le meuble, auréolait Lisbeth d'une buée rousse. Elle était vêtue d'un léger peignoir et ses pieds, comme les miens, étaient nus. Je me sentis saisi d'un trouble si douloureux que j'eus envie de me sauver. Un pas, un seul pas en arrière, et je remontais en hâte, à tâtons, jusqu'à mon lit où j'aurais beau jeu de feindre le sommeil.

Mon hésitation, assez brève, fut encore trop longue. Élisabeth murmura, sans se retourner :

— C'est toi, François?

A ma grande confusion venait de succéder soudain une assurance parfaite. J'avais, en un éclair, compris que ma position personnelle demeurait — ô orgueil! — excellente.

— Oui, — fis-je d'une voix encore mal assurée. — Oui, j'ai cru t'entendre marcher et je me suis mis à ta recherche.

— Vraiment, — fit-elle, — tu m'as entendue, François? Et quand donc?

Elle parlait avec une lenteur, un calme qui firent aussitôt renaître mes frayeurs.

— Je ne saurais dire, Lisbeth. Dans le demi-sommeil, je n'ai pas mesuré le temps.

J'étais venu m'asseoir sur le bras de son fauteuil. Il m'était impossible ainsi de la regarder en face; mais je mis un bras autour de son col et, du bout des doigts, lui caressai doucement la joue.

— Lise, — fis-je alors d'une voix dont je ne cherchais plus même à dissimuler le tremblement, — Lise, il n'est pas sage de te promener ainsi, de nuit, nu-pieds, sur ces dalles froides.

Une seconde, elle abandonna sa tête au creux de mon poignet et j'eus l'espoir que tout allait enfin éclater entre nous. Oui, nous allions tomber en souriant dans les bras l'un de l'autre, nous avouer nos frayeurs puériles, dénoncer, immoler le Papou... Et j'attendis.

Qu'attendais-je donc? Attendais-je qu'Élisabeth fît la première ce que je ne voulais pas faire moi-même? Oh! comme il fallait que l'orgueil fût rude en nous deux! Je compris bientôt qu'Élisabeth attendait, aussi, comme moi. L'instant critique passa, l'instant pendant lequel il nous fut donné de tout

éclairer, de dissoudre les ombres. L'instant passa donc. Élisabeth revint la première au combat. Peut-être pensait-elle que j'allais l'interroger : elle prit les devants.

— Je ne parvenais pas à dormir, — dit-elle, — et je cherchais mon livre.

A mon tour, j'entrai dans le jeu :

— Quel livre, Lisbeth?

— Mon livre, le tien, celui que je t'ai pris, hier, ce roman anglais de Moore.

— C'est donc toi qui l'a pris, Lise?

— Oui, mais je ne sais où je l'ai laissé.

— Pas ici, certainement.

— Pourquoi pas ici?

— Tu n'y viens presque jamais.

Il y eut un léger silence.

— Si, j'y viens quelquefois, maintenant. Et toi?

Cette voix calme, basse, égale, voulait donc me tendre un piège. Pour n'y point tomber, je pris le parti du silence. Alors, au bout d'une minute :

— Le beau, l'étrange livre, — dit Lisbeth. — Et quelle sagesse mélancolique! Et quelle figure que celle de ce Jésus! Il va mourir, François. J'en suis au Golgotha. Rappelle-toi.

— Mais, — fis-je vivement, — il n'est pas mort. Il ne mourra pas, du moins tout de suite. Tu ne sais donc pas encore...

— Chut — dit Lisbeth. — Ne me dis pas la suite : laisse-moi la surprise.

Habileté des femmes! Je venais de me laisser prendre. Que faisions-nous là, tous deux, devant ce vieux meuble, nu-pieds, à peine vêtus, à cette heure de la nuit? Que nous voulait ce roman, cette fiction étrangère? Je compris que le fil de notre histoire à nous, de notre drame véritable, m'échappait, sans doute pour toujours, que jamais nous ne pourrions retrouver pareille chance d'un aveu, qu'à notre anxiété commune s'allait mêler un amer parfum de solitude et peut-être de ridicule. A ce point de mes réflexions, je vis qu'Élisabeth était saisie de frissons et qu'elle claquait des dents.

— Oh! — dis-je, soudain ému et presque furieux. — Oh! Lise, mon cœur, il nous convient bien de discourir ainsi, dans

l'humidité de la nuit, toi malade et moi fou, oui, fou, trois fois fou que je suis.

Je la saisis dans mes bras, brutalement, pour la réchauffer et l'emporter à la fois. Comme j'abordais les degrés, elle me dit à l'oreille :

— Écoute! Écoute! Il me semble entendre battre une porte dans la cuisine.

— J'irai la fermer plus tard.

— La porte du petit escalier. C'est donc par là, François, que tu es descendu?

— Oui, je ne voulais pas risquer de t'éveiller.

— Mais puisque tu me cherchais...

L'effort que je faisais pour soulever mon cher fardeau me dispensa de toute réponse. Je compris cependant que nous nous enfoncions, chacun de notre côté, dans une broussaille de mensonges et que tout cela n'était pas digne de nous.

Je mis Élisabeth au lit, la bordai comme un enfant, lui réchauffai les mains sous mes lèvres. A genoux auprès d'elle, je restais là, sans pouvoir m'en aller, en proie à de trists pensées.

— François, — dit-elle enfin, — va dormir. Il est grand temps. Voici le jour.

L'aube appelait, aux fenêtres.

Un peu plus tard, comme je m'engageais dans l'escalier, Lise cria faiblement :

— Où vas-tu, François?

— Éteindre ta bougie.

Je descendis quatre à quatre, pour qu'elle n'eût pas le temps de me retenir et, sitôt devant la commode, j'ouvris le tiroir. L'objet était là, sur un lit de vieux papiers.

Alors je refermai le tiroir, pris à la bougie une perle de cire molle et l'introduisis, comme un invisible sceau, entre le tiroir et le bois du meuble, dans l'angle, en bas, à droite. Que l'on ouvrît le tiroir, et la cire devait tomber.

Je regagnai ma chambre en toute hâte et non sans bruit.

XII

Mon lit, que je retrouve tout froid. Malaise. La nuit gâtée déjà, la nuit que, de minute en minute, le jour va délayer et

dissoudre. Oh! comme je voudrais me ressaisir, penser fermement pendant une heure. Je dis, avec les mots de l'âme, serrant mes muscles pour ne pas claquer des dents à mon tour, je dis des choses surprenantes : « Que la force me soit donnée! » Donnée? Par qui? Suis-je donc si malade?

« Va dormir! » Ce sont les paroles d'Élisabeth. Imagine-t-elle que je pourrai dormir? Dort-elle, toute seule dans notre grand lit? Hélas, non! Sûrement non! Elle veille et pense, comme moi. Nous pensons, tous deux, chacun de notre côté, nous pensons à la même chose et nous n'aurons jamais le courage d'en parler cœur à cœur. De quel secours nous serait le cœur? Notre intelligence elle-même, dont nous sommes pourtant si fiers, ne nous est ici de rien. Notre amour, notre confiance mutuelle... Je me demande parfois avec amertume ce que signifient ces mots et j'en voudrais pleurer, car j'aime, j'aime, j'aime. A quoi bon le répéter ainsi? Amour chétif, pour lequel je donnerais peut-être ma vie, mais qui ne parviendra pas à me délier la langue.

J'ai fait la guerre, et je ne suis pas dépourvu de courage. Je suis capable de braver avec sang-froid la colère des hommes ou des éléments. Alors, d'où me vient cette peur? Car j'ai peur. Ou plutôt... Oh! Comme je m'exprime mal! Dire que j'ai peur n'est pas exact. Je suis immergé dans la peur, c'est elle qui m'a, qui m'imprègne. Si je respire, je la respire. Si je bois, je la bois. Elle se mêle à la lumière et colore tout ce que je regarde. Elle dénature jusqu'aux sons, jusqu'aux parfums. Une frayeur sans nom pèse maintenant, comme une nuée, sur ma demeure. Je ne saurais définir cette frayeur, mais il me semble que je commence à comprendre ce que les anciens nommaient fatalité.

La maladie de Lisbeth, on dirait que parfois je l'oublie, elle disparaît au sein de cette frayeur universelle. J'en viens à redouter vaguement tout, à regarder avec défiance les murs qui pourraient s'écrouler soudain, le ciel qui pourrait s'entr'ouvrir et s'enflammer. Et je sais, depuis cette nuit, qu'Élisabeth nourrit les mêmes pensées. Sa présence, à deux heures du matin, devant ce vieux meuble! Nul doute. Élisabeth fut frappée la première. Que va-t-il m'arriver à moi-même?

Une chose est sûre : impossible de jeter l'objet. Non, je le répète, impossible! Lisbeth pouvait le jeter, le détruire elle-même. Que penserait-elle de moi si, tout à coup, elle découvrait que j'ai fait ce qu'elle ne consent pas à faire? Il me faut envisager une autre hypotèse : que Lise est de sang-froid et ne partage pas mon délire. Ce qu'elle surveillerait alors, ce ne serait pas l'objet, mais moi-même. Vais-je, par un acte, sanctionner à ses yeux une rêverie malsaine, dont j'ai la honte et l'horreur? Oui, ce qui me tourmente le plus, à l'heure actuelle, ce n'est pas la peur, c'est la honte de céder à cette peur.

Je ne céderai donc pas. Il faut que l'objet reste à sa place. Il le faut, pour le salut et l'honneur de ma raison. D'ailleurs, parlons net : ai-je pu, sérieusement, envisager comme une « expérience scientifique » un acte inspiré par la plus naïve lâcheté? Non, je le sais bien, nulle relation raisonnable entre cet objet et ... notre maladie. Et si j'y vois, à défaut de relation raisonnable, une relation mystérieuse, c'est que je suis un faible d'esprit, une âme primitive. Allons, acceptons l'évidence : je suis un pauvre homme superstitieux.

XIII

Cette secrète confession me soulagea. Reconnaître sa maladie, n'est-ce pas faire un pas vers le salut? J'acceptai donc de me mépriser un temps, dans le dessein de me guérir et, cessant de m'aveugler sur moi-même, je commençai de m'observer froidement et d'observer aussi les autres.

Les premiers résultats de cette méthode me jetèrent dans la consternation.

Au chevet d'Élisabeth, il y avait une petite cloche. Elle s'en servait, la nuit, pour m'appeler quand elle avait besoin de soins ou de remèdes. Elle était, à cet égard, d'une grande discrétion. Je ne m'en levais pas moins, chaque nuit, une ou deux fois. Nous traversions, malgré la saison, une période humide et fraîche. Dès que j'entendais la clochette, je sautais sur mes pieds, j'enfilais une robe de chambre et courais. De retour dans mon lit, j'avais beaucoup de mal à retrouver le sommeil et ne le retrouvais d'ailleurs qu'après avoir erré

parmi des songes difformes et malfaisants. Je pris l'habitude, au bout de quelques jours, de déposer soigneusement ma robe de chambre sur un fauteuil, pour ne pas avoir à la chercher dans l'ombre, et je pensais : « Du moment que ma robe de chambre est préparée, bien sûr, je ne serai pas dérangé cette nuit. C'est toujours quand j'ai négligé de sortir ma robe de chambre que j'entends la clochette. » A ruminer cette phrase ingénue, j'y découvris sans peine l'accent du Papou. « Quoi, pensai-je, vais-je donc croire que le seul fait d'oublier la robe de chambre suffirait à déterminer chez Lisbeth une crise douloureuse? » Je m'efforçais de sourire, mais n'en continuais pas moins à préparer la robe de chambre presque chaque soir et dans l'espérance que cette précaution serait inutile parce qu'elle était prise. Ce faisant, je m'aperçus que ce genre de réflexions n'était pas une nouveauté dans ma vie, que j'avais toujours dit ou pensé des choses analogues, bref que le Papou triomphait depuis longtemps.

Mettais-je un pantalon blanc dès le matin et le ciel venait-il à s'obscurcir, je me surprenais disant à ma femme : « J'ai mis un pantalon blanc. Alors, évidemment, il va pleuvoir. » Élisabeth ne relevait pas même d'un sourire cette phrase qui pouvait passer pour une expression d'humeur ou d'ironie, mais où je distinguais aussitôt la litanie rituelle du Papou.

Je découvris que, par l'usage même d'une foule de clichés, de lieux communs, j'attribuais à la fatalité des intentions, des méthodes, une malveillance et une intelligence humaines. Je disais : « La grêle a complètement haché vingt dahlias et, bien entendu, les vingt plus beaux. »

Je passais une partie du jour à me promener, seul, dans le jardin. D'une main distraite, j'arrachais les mauvaises herbes et, parfois, je m'arrêtais au moment de saisir quelque tige de séneçon et me perdais dans une rêverie confuse. « Non! Celle-là, je vais la laisser vivre. Peut-être que, si je l'arrache comme les autres, il m'arrivera quelque chose de pénible. » J'en avais détruit mille, pourquoi sauver juste celle-là? Même chose pour les parasites. J'écrasais les loches, les soirs de pluie, je les écrasais par douzaines et, soudain, j'en respectais une, avec le sentiment secret que cet acte de pitié me serait compté. En quoi? Où? Par qui?

Coupais-je les pages d'un livre? Je me laissais, pendant cette besogne mécanique, glisser à des supputations singulières : « Pourvu que je n'en aie pas oublié une! Si j'en ai oublié une seule, il va nous arriver quelque nouveau malheur. »

Un soir, en revenant à pied chez moi, je me pris à siffler. J'entendis, après quelques instants, que, sans y songer, je sifflais la marche funèbre de la troisième symphonie. J'en ressentis une gêne qui toucha vite à l'angoisse et pris le pas de course jusqu'à la maison, à la fois pour briser le rythme obsesseur et pour m'assurer que cette inspiration involontaire ne trahissait aucun pressentiment.

Je m'aperçus que, sous prétexte d'invoquer l'expérience, je prononçais vingt fois par jour toutes sortes de phrases telles que : « J'en étais sûr... C'est toujours ainsi... Ça n'arrive qu'à moi... Nous pouvions nous y attendre... » dont chacune cache en soi de secrètes précautions conjuratoires.

Mes parents, on le sait, ne m'avaient pas élevé dans la religion chrétienne et je me croyais insensible à certaines idées de compensation, de châtiment ou de rachat sur lesquelles repose le dynamisme même de cette religion puissante. Sans doute les avais-je, comme une poussière impalpable, respirées avec l'air même de ma patrie. Un jour que j'avais, témoin inefficace, vu Lisbeth souffrir d'une crise fort douloureuse, je m'entendis murmurer cette phrase étonnante : « Je suis trop orgueilleux, je serai puni. » Puni? Pourquoi? De quoi? Au nom de quoi?

Un autre jour que je récapitulais ma vie, mes épreuves, mes succès, j'eus soudain le sentiment que « ma chance me quittait ». Et de me cabrer aussitôt. Comment un esprit rationaliste pouvait-il, osait-il prononcer ce mot? Y avait-il donc, en moi, une puissance autre que moi et qui ne pouvait être analysée, déterminée?

Le sentiment même de la détermination s'altérait progressivement. Au moment d'accomplir un petit geste, une action sans importance, je lui prêtais des conséquences incalculables, démesurées : que cette action, par exemple, marquerait un tournant de ma vie, que tout en serait à jamais bouleversé.

J'assistais, pieds et poings liés, à la revanche du merveil-

leux. A m'évader dans le mystère, j'éprouvais parfois une sensation de vertige qui n'était pas tout à fait sans mélange de volupté.

Je sortais presque chaque jour en voiture, pour aller aux emplettes, ou me divertir, m'aérer. Je soumis à la plus froide analyse des gestes et des pensées que j'avais, jusque-là, laissés s'accomplir sans contrôle. Je savais bien que mon moteur, être de métal, n'obéissait qu'à des lois mécaniques et, cependant, j'employais à son sujet tout un vocabulaire anthropomorphiste. Je disais : « Il est nerveux. Il est fatigué. Il ne veut pas. » Et je comprenais alors que les images des poètes menacent de rejeter à la barbarie un monde qui s'élève si péniblement vers la clarté. Parfois, une panne véritable survenait. J'en cherchais la cause sans conviction ferme et si, tout de suite, elle ne me sautait pas aux yeux, j'avais un singulier penchant à la déclarer inexplicable. Je parlais de la chance comme j'eusse parlé des génies ou des démons.

Consulté, le mécanicien du village se montrait, beaucoup moins que moi, tourmenté par le Papou. C'était un homme sans imagination, certes, mais un homme. Il démontait la machine pièce à pièce, trouvait la lésion, la réparait et remettait tout en marche avec une sérénité parfaite. Mais, l'opération finie, comme nous allumions une cigarette en présence de son ouvrier, je voyais soudain mon homme repousser l'allumette avec un sourire : « Non! Jamais trois sur la même! » Ce rationaliste candide avait aussi son Papou.

J'évoquais alors les derniers nourrissons des temps raisonnables, ces aviateurs élevés dans l'usine austère, au milieu des chiffres et des appareils enregistreurs, et qui, chaque jour, confient leur âme à la déesse de l'acier, mais emportent fidèlement, avec eux, dans l'aventure, une patte de lapin, une main de vermeil, un nœud de ruban.

Pour ne plus quitter Lisbeth et continuer cependant mes recherches, je fis venir de Paris un matériel sommaire, — l'histologie n'est pas une science trop exigeante, — et j'installai dans une des chambres vides, un laboratoire qui me fut de quelque secours. J'avais d'abord espéré trouver du délassement dans les petites besognes manuelles que m'imposaient mes expériences. Espoir que je dus bien vite abandonner. Certain

goût de l'ordre et de la symétrie que j'avais manifesté dès le jeune âge m'apparut comme entaché de fétichisme. Je plaçais tel flacon toujours à ma gauche non parce que cela m'était plus commode, au principe, mais parce que j'étais intimement persuadé que, si je le plaçais à droite, ma préparation serait ratée. La succession même de mes gestes avait un rythme liturgique et j'en fus conduit à penser que la technique a partout emprunté les allures d'une superstition nouvelle; ainsi peut s'expliquer le crédit dont elle jouit chez les peuples qui viennent de briser leurs idoles, mais ne peuvent quand même se passer d'un cérémonial religieux.

Ces méditations n'allèrent pas sans entraîner de nouveaux troubles. J'avais, naturellement, un assez bon automatisme physique et moral. Mes réflexes étaient réguliers; mes associations d'idées avaient, jusque-là, procédé d'une saine logique animale. Tout commença de se brouiller. Je m'avisai de réfléchir avant chacun de mes gestes : cette indiscrète intervention de l'esprit faillit me conduire à des catastrophes. Deux fois de suite, je fis, en conduisant ma voiture, des fautes si graves et si mal intelligibles que je me trouvai bientôt assailli d'appréhensions dès que je touchais le volant. Les gestes que j'exécutais, depuis des années, avec une sorte de sérénité somnambulique furent dès lors entravés par d'autres gestes parasites. Avec une clairvoyante horreur je sentais ceux-ci jaillir tout à coup de mes muscles.

Les sons et les parfums que j'ai toujours chéris perdirent leurs vertus spontanées. Je commençai de leur attribuer des significations chimériques. Il arriva que l'odeur d'une plante que je froissais entre mes doigts, en revenant de promenade, me rendît triste jusqu'au soir. L'appel d'un oiseau, sous le couvert des bois, me semblait un avertissement. Je m'épuisais à le traduire.

Alors, rassemblant mes esprits, je m'efforçais, soudain, de faire front, de disperser les nuages et les fantômes. Pendant une minute entière, je recouvrais l'équilibre, la paix. Mais ce que je ne pouvais oublier, c'était le sentiment, chaque jour plus amer, de mon humiliation.

XIV

Ai-je parlé si longuement de moi sans donner à croire que j'oubliais Élisabeth? Et comment l'aurais-je oubliée? Elle était mon souci, mon chagrin de tous les instants. Revenant auprès d'elle, après mes plus brèves absences, j'avais, chaque fois, l'espoir que j'allais la voir sourire, la trouver miraculeusement guérie, que le mauvais rêve allait s'évanouir.

Sourire! Élisabeth ne souriait plus guère. Du moins, ne souriait-elle plus comme autrefois. Et quand, pour me rassurer, elle s'efforçait de tempérer l'expression presque sévère qui s'était, de jour en jour, étendue sur son visage, mon inquiétude, au lieu de s'en trouver adoucie, touchait au découragement.

J'aventurais, d'une voix incertaine, des propositions que je n'avais pas l'énergie de soutenir :

— Il faudrait revoir Breton. Nous devrions demander une consultation des maîtres les plus célèbres.

Élisabeth secouait la tête.

— A quoi bon?

— Il est, pourtant, inadmissible...

Je n'osais pas même poursuivre. Quelque ressort, en mon esprit, semblait détendu, détrempé, brisé peut-être. Alors, Élisabeth, à voix basse :

— Il faut attendre.

— Attendre quoi?

Elle répétait « attendre! » en ébauchant un geste de lassitude. Et nous attendions ainsi, de semaine en semaine, comme des bannis frustrés de leurs privilèges, de leurs droits.

Cette impuissance m'inclinait, par compensation, à des élans de tendresse dont je comprends, maintenant, la vanité, le ridicule. Je disais, presque chaque jour : « Lise, chère Lison, je voudrais souffrir à ta place, prendre ta douleur en moi, pour moi. »

Lisbeth me serrait la main sans répondre, ce qui me paraît l'effet d'une patience bien miséricordieuse. Alors, je revenais à la charge : « Oui, Lison, si je pouvais prendre ta douleur, je me sentirais quand même plus tranquille : elle me serait peut-être plus intelligible. Moi, je suis un homme, je suis fort... »

Élisabeth ne me répondait rien. Et je m'en allais, remâchant sincèrement ce souhait : « Souffrir pour elle! Être malade à sa place! »

Or, il arriva ceci : je fus, un matin, à demi réveillé non par la clochette de Lise, mais par la sensation confuse que l'on souffrait, quelque part dans le monde, qu'une douleur errait, de-ci, de-là, cherchant à se fixer. Petit à petit, la douleur vagabonde se rapprochait de moi, d'abord furtive, puis insistante, résolue. Elle me pénétrait, s'installait, essayait ses ruses, son art.

J'achevai brusquement de m'éveiller et me dressai sur mon lit : c'était bien moi qui souffrais. J'en fus, au même instant, et sûr et bouleversé.

J'avais été blessé deux fois pendant la guerre et n'étais pas absolument novice en la matière : j'essayai de comprendre et de définir mes sensations. Une chaleur pulsatile, une pesanteur sourde, continue, avec des éclats, d'aigres soubresauts. Et cela se tenait dans les os de la face, exactement du côté droit.

Pendant une heure entière, je feignis de croire à quelque pénible artifice de mon imagination et, quand la douleur semblait s'atténuer, j'étais près de m'écrier : « Il n'y a rien, rien! Je suis victime d'une peur grotesque. Ce serait à rire. »

Le grand jour venu, le doute n'était plus permis : la douleur était là, maîtresse de la place. Elle me faisait, par accès, grimacer.

Mes vieilles habitudes scientifiques jouèrent d'elles-mêmes. J'allai chercher un thermomètre et pris ma température : elle était tout à fait normale. Loin de modérer mon malaise, cette circonstance l'aggrava soudain : « Tout à fait comme Élisabeth! »

Je me promis de dissimuler autant que possible cette extraordinaire complication survenue dans notre aventure. Je voulais, tout d'abord, « étudier le phénomène ». A la réflexion, ce langage me fait sourire de pitié. J'étais en train de perdre toute espèce de foi dans nos études, nos méthodes, notre savoir, et je n'en continuais pas moins, avec un zèle de pie savante, à prononcer les mots consacrés auxquels pourtant je ne trouvais plus ni sens ni saveur.

Ma tentative de dissimulation ne fut pas trop heureuse. Je prenais mes repas dans la chambre d'où Lisbeth ne sortait plus guère. Les servantes nous installaient une table, à portée du lit ou de la chaise longue, et nous faisions là des dînettes mélancoliques. Élisabeth, ce jour-là, me regarda quelques instants d'un œil attentif et dit :

— Tu n'es pas bien, François.

Je protestai, c'est-à-dire que je mentis. Je n'en étais plus à compter les mensonges.

— Parfaitement bien, je t'assure.

Et que faire? Avouer que j'étais souffrant? Préciser la nature de cette souffrance? C'était rendre la bride à la déraison, nous précipiter, tête basse, en plein délire.

Pour prouver que j'allais bien, je fis quelques plaisanteries. Comme elles étaient déplacées, lugubres! Je redevins sombre, tout soucieux de contenir mes muscles et de ne pas grimacer.

Élisabeth somnolait quelque peu dans l'après-midi, ce qui me donna liberté de réfléchir. Il ne me semblait plus guère possible d'envisager comme une simple coïncidence le fait d'être, à mon tour, frappé. Je ne mettais même plus en question le merveilleux de l'affaire. Ce qui fixait mes soucis, c'était, petitement, les circonstances présentes et leurs conséquences prochaines. Cette espèce de souffrance m'était, à la lettre, intolérable; j'en imaginais d'autres et leur donnais sans débat la préférence.

Je pris, coup sur coup, plusieurs drogues qui m'irritèrent l'estomac. Presque tous mes autres sujets de tristesse cédèrent brusquement devant le désir de déloger cette douleur, de redevenir ce que j'étais la veille, de sauver au moins mon intégrité matérielle.

Je me laissais aller sur cette pente quand une pensée fort ironique bondit à la traverse : « N'as-tu pas souhaité prendre pour toi la douleur d'Élisabeth? N'as-tu pas demandé de connaître son mal, de souffrir pour elle? Eh bien, mon ami, nous y sommes. Voici le moment de mettre en œuvre tes discours. »

Des arguments spécieux m'aidèrent à celer ma honte : « Allions-nous donc être malades tous deux ensemble? Qui pourrait nous soigner convenablement? »

Parfois, j'abandonnais cette rhétorique, revenais à mon affaire personnelle et la considérais sans patience : « Cette douleur était intolérable. Pas d'autre mot. »

Vers le soir, j'acceptai, pour soulager ma conscience, une ingénieuse défaite : « Prendre le mal d'Élisabeth. Soit! Mais à condition qu'elle en fût délivrée. »

Au dîner, il me sembla qu'Élisabeth allait mieux. Elle ne m'en dit rien, mais elle paraissait allégée, ce que j'explique, après coup, parce que j'étais moi-même plus morose et plus taciturne. Je me sentis repris au piège de ma sophistique. Dois-je avouer que je roulai dans un chaos de pensées sans noblesse? J'avais la conviction d'être victime d'une erreur et d'une injustice, de m'être, enfin, sacrifié sans motif urgent. Je contemplais Élisabeth avec rancune.

Je n'ose décrire la nuit qui passa là-dessus. Son souvenir suffit pour modérer à jamais la bonne opinion que je pourrais encore me former de moi-même.

Je me levai, le matin, tout défait, tout meurtri, mais quand même plein d'espoir, car ma souffrance semblait se préciser et changer de nature. Élisabeth n'allait pas mieux, comme à tort je l'avais cru la veille. Je fus la voir et lui dis que mes affaires m'appelaient à Paris. Un quart d'heure plus tard, j'étais sur les routes et pressais furieusement la voiture.

J'arrivai chez Dutrieux pour l'ouverture de son cabinet. Il me rassura tout de suite et me garda près d'une heure : j'avais une dent gâtée. Je le quittai presque guéri. En arrivant à Labbeville, je ne sentais plus rien.

Cette douleur débusquée, l'autre, la grande, reprit son empire, alourdie d'une honte dont je ne me sens pas encore purifié. Pourtant, dans les semaines qui suivirent, il m'arrivait, regardant Élisabeth, de sentir monter à mes lèvres, malgré moi, dans un élan, les ferventes paroles de la compassion : « Je voudrais souffrir pour toi... Je voudrais... » Je les ravalais avec dégoût.

XV

Cet incident ouvrit carrière à mes réflexions. En ce qui me touche, le sentiment général est que je suis de mœurs

douces, prévenant, charitable, fidèle, somme toute ce que l'on appelle, selon les cas, un brave homme ou un homme bon. Image avantageuse et que j'agréais, autrefois, avec une certaine complaisance. Je n'avais fait de mal à personne, je rendais volontiers à mes parents, à mes amis, les services qu'ils attendaient de moi. La maturité venant, je m'appliquais à cultiver, à mériter la réputation qu'un heureux faisceau de circonstances m'avait ainsi procurée, à peu de frais.

Quoi qu'en disent les moralistes, la guerre ne put offrir à mon esprit de belles chances de retour et de recueillement. Ces grands phénomènes, dans leur cours torrentueux, meurtrissent, roulent, suffoquent les consciences moyennes et finissent par les frapper de stupidité. Au surplus, la misère, étant générale, perd ses propriétés révélatrices en même temps qu'une partie de son intérêt. Bref, si le respect que j'avais pour mon propre caractère est sorti sauf du bouleversement mondial, deux heures de méditation au chevet de ma femme l'ont compromis pour toujours.

J'aurais beau jeu pour m'excuser. Je ne m'y sens pas enclin et n'y prendrais nul plaisir. Autant élargir la plaie.

L'air qu'on respire dans les chambres de malades me déprime et m'avilit. Après avoir passé toute une heure à côté d'Élisabeth silencieuse, je me levais, faisais quelques pas et disais : « Je vais travailler. » J'aurais pu dire, loyalement : « Je vais me dégourdir les jambes, flairer le vent, admirer mes fleurs. Pardon, chère Lise, mais je suis bien portant, moi, je suis jeune encore, j'ai besoin de sentir le soleil me chauffer la peau, besoin de faire jouer mes muscles, de chercher, dans le vent, l'odeur des pins et des genêts. » Eh bien, non! Comment avouer sans impudeur ces simples vérités? Je prenais un air affairé, soucieux et disais : « Mon travail m'attend. »

Il m'attendait si peu que je devais moi-même l'attendre, et presque toujours en vain. Assis dans mon laboratoire, je supputais quelque belle inspiration qui ne se décidait pas. J'accomplissais diverses actions machinales pour me donner au moins le goût de l'activité. Je changeais les fioles de place, reportais sous le miscroscope des coupes qui n'avaient plus

rien à m'apprendre, je bâillais et finissais par allumer une cigarette. Les minutes s'ajoutaient aux minutes. L'inquiétude m'appelait dans la chambre d'Élisabeth. Je conservais, pour m'y rendre, ma blouse maculée de petites taches multicolores, pensant ainsi démontrer que je venais de m'interrompre en plein labeur.

Lisbeth me supportait auprès d'elle avec beaucoup de patience. Je lui tenais maints propos creux, jusqu'au moment où je l'entendais me dire : « Merci, François, tu es bon; mais je ne veux pas t'empêcher de travailler. »

Congédié de la sorte, je retournais à mes bouteilles, avec le vif désir de tout réduire en miettes. Mais quoi! Élisabeth ne voulait pas m'empêcher de travailler. Force m'était donc de travailler, pour qu'elle ne m'en empêchât point. Travailler ou faire semblant. Je rongeais mon frein, comptant les heures, comme un bureaucrate captif.

Vais-je laisser croire que je suis ce qu'on appelle un cœur sec, incapable de sympathie? Oh! bien certainement non. Mais je pus alors, à loisir, observer en moi la nature et les effets de cette sympathie, et je cessai, petit à petit, de l'honorer comme une vertu de premier rang. La vigueur de cette sympathie, pour moi, s'étend fort loin, jusqu'aux plantes, jusqu'à la terre. Que la sécheresse s'éternise, que les fleurs de mon jardin commencent à souffrir, et leur soif me gagne. Je mets tout en œuvre pour l'apaiser, car elle me gêne, personnellement, elle me tourmente dans ma propre chair. La pluie qui vient enfin soulager l'herbe pâmée, c'est moi-même qu'elle abreuve et nourrit. Voir souffrir les hommes, ce m'est odieux parce que mon imagination m'associe très péniblement à leur souffrance et, dans mon désir de les assister, je discerne le besoin de me soulager moi-même. Je sais que le mot sympathie dit, en somme, fort bien ce que j'explique ici trop longuement. Ce que je fus à même d'étudier, c'est la force animale, égoïste, de cette passion, ses exigences et ses calculs.

Parce que je suis capable de sympathie, les souffrances d'Élisabeth m'atteignaient dans ma propre vitalité, dans ma joie, dans ma liberté charnelle. Passée l'alerte singulière qu'il m'a fallu raconter tout à l'heure, je n'en gardais pas moins une sensation de gêne, de pesanteur, d'entrave à mon expan-

sion. J'avais d'abord admiré ce don presque physique et la perfection, chez moi, d'une telle aptitude. A la longue, je conçus le désir d'en être délivré. J'avais beau me dire que c'est là, peut-être, entre les hommes, un lien bien humble, mais encore le plus sûr et salutaire, je n'en supportais pas toujours l'étreinte avec allégresse. Je souhaitais la guérison d'Élisabeth, et pour elle, et pour nous, et pour moi. A certaines heures, pour moi surtout. Comme cette guérison ne survenait pas, ne se laissait pas même prévoir, j'en concevais de l'impatience et de l'irritation. Je ne suis pas sûr de n'avoir pas laissé transparaître des sentiments aussi bas. L'idée même que je ne pouvais plus les maîtriser ajoutait à leur laideur. Alors, réfrénant mon impatience, je songeais amèrement : « Si tel est un homme bon, ce qu'on appelle un homme bon, que peut donc être un méchant? »

Je pense bien que mes sentiments eussent pris une couleur moins vénéneuse si nous avions traversé des circonstances moins exceptionnelles. Il est bien évident que j'envisage ici les circonstances morales de notre vie. Pour le reste, il n'y aurait rien à dire, ou si peu. Je viens de passer un long moment à confesser des désordres accessoires, ce qui ne suppose pas une rémission, une suspension du drame essentiel. Il se déroulait avec la torpide lenteur des cauchemars. Chaque jour, sur moi — je n'ai quand même pas le droit de dire sur nous — pesait plus lourdement cette frayeur que, faute de meilleure épithète, il me faudrait appeler frayeur sacrée. Notre obstination semblait l'entretenir et l'exalter. Chaque jour, je passais au salon, sous quelque prétexte, avec les dérisoires précautions d'un cambrioleur, et je lançais, de loin, un regard à la vieille commode : la perle de cire était toujours en place. Assurément, Élisabeth ne se risquerait plus à toucher au tiroir, crainte de s'y trouver surprise, de nouveau.

Tout contribuait à nous replier dans l'angoisse. Et d'abord notre grande solitude. L'été s'achevait. La plupart de nos amis et parents voyageaient au loin. Ceux qui demeuraient à Paris et marquaient quelque désir de nous voir, je prenais soin de les décourager en invoquant l'état d'Élisabeth. Je recevais, à ce sujet, des lettres auxquelles je répondais de manière brève et confuse. Que dire? Comme il eût été simple

de pouvoir alléguer une maladie franche, un accident : fluxion de poitrine, jambe cassée. Mais non! Il me fallait parler, en termes vagues, de migraine. Le plus souvent, je ne donnais aucun détail et trépignais d'agacement : « Que vont-ils imaginer! »

Un jour, Élisabeth se fit apporter ses robes de jeune fille. Elle venait d'en passer une quand j'entrai dans la chambre. Elle ne dit rien, mais je vis que son regard me fuyait. Dans la robe, ajustée naguère, le corps de Lisbeth flottait, si cruellement amaigri qu'elle en semblait honteuse. Je sortis de la pièce, sans un mot. Pour la première fois, il m'apparut que la menace prenait une allure grave, urgente, et que la vie de ma jeune femme était en danger.

J'eus un sursaut de colère et, tout aussitôt, de raison. Avais-je pu laisser couler trois longs mois dans cette inertie? Ma faiblesse, ma lâcheté, mon abaissement devaient se lire sur mon visage. Qu'eût dit mon père si, vivant encore, il avait pu comprendre à quelles rêveries je m'abandonnais? Allais-je donc, à peine conquise, livrer ainsi sans combat la femme que je m'étais choisie? Cette prodigieuse science des hommes ne pouvait pas être vaine. J'avais consulté des hommes faillibles, certes. Il me fallait mieux tomber, je devais mieux choisir. D'un pas ferme, je regagnai la chambre d'Élisabeth.

— Lise, — dis-je en m'agenouillant auprès d'elle et en lui prenant les mains, — je vais te demander un grand effort, un grand service et une preuve de confiance. Lise, je suis très malheureux. Je ne peux consentir à te voir souffrir plus longtemps sans en appeler, une fois encore, à ceux qui savent et qui peuvent guérir. Il y aura, demain même, un an que nous nous sommes épousés...

Elle avait dégagé l'une de ses mains et me la posa doucement sur la tête.

— François, — dit-elle, — cher ami, pauvre ami! Mais tu sais bien que je ferai tout ce que tu voudras.

Je ne pris la peine d'analyser ni ces paroles, ni leur accent. Je bondis sur mes pieds. Une fois de plus, il me semblait que tout était sauvé, que la foi tutélaire m'était enfin rendue. Je descendis l'escalier en sifflant à pleines lèvres et courus au téléphone. Tout, ce jour-là, m'était propice : je demandai

Breton, il était par bonheur à Paris et vint lui-même à l'appareil. Je lui déclarai tout net qu'Élisabeth était plus malade que jamais et le priai d'obtenir une consultation de tel spécialiste des maladies nerveuses qui fût, à son regard, un maître incontestable. Au silence qui suivit, je compris que Breton réfléchissait et j'eus peur de l'avoir blessé. Mais c'est un homme sans détour, indulgent, blanchi dans la pratique. Il me dit enfin que Tessart venait de rentrer à Paris, qu'on allait tâcher de l'atteindre et qu'il me ferait savoir le résultat de leur entretien.

Je passai l'après-midi dans une fièvre trépidante. Après quatre mois d'atermoiements, les minutes me pesaient. La réponse vint pendant notre dîner : Breton nous attendrait le lendemain, dans l'après-midi, pour nous conduire lui-même chez Tessart.

Je dormis, cette nuit-là, d'un sommeil pur et léger. La peur s'éloignait : notre cause était remise aux mains du chevalier.

Le lendemain, dans la voiture, l'œil net, les réflexes vifs et prompts, il me parut que j'avais retrouvé ma vigueur, regagné ma voie. Je ne connaissais pas Tessart, sinon de réputation. Je me plus à l'imaginer. Moi qui sais ce qu'est la science, comment elle se forme et comment elle agit, moi qui, dès l'enfance, ai vécu parmi les savants et qui les ai vus lutter patiemment, humainement, pouce à pouce, je fus soudain saisi d'un espoir chimérique, celui d'une intervention surnaturelle : cet homme illustre, nouveau dans notre histoire, savait peut-être plus de choses que les autres hommes, il avait peut-être des pouvoirs secrets.

Nous passâmes prendre Breton. Il regarda Lisbeth d'un œil attentif et, sans rien dire de notable, nous conduisit chez Tessart. Nous attendîmes près d'une heure dans un salon poudreux, bondé de bibelots pareils à des offrandes votives. Je me sentais un peu déçu, presque ébranlé. Nous fûmes introduits enfin dans le cabinet du maître.

C'est une pièce longue, étroite, éclairée, d'un bout, par une seule fenêtre. Une grande table noire, peu de papiers, un de ces petits encriers de verre qui valaient deux sous autrefois. Tessart était là, pesamment assis dans un fauteuil de

cuir. Il se leva, non sans peine, à notre approche. Un vieillard trapu, courtaud, aux épaisses mains velues. La tête énorme, léonine, couverte d'un dur poil gris. Le tout assez vulgaire, et vulgaire aussi, grasse, un peu rauque, la voix dont il nous salua. Mais le regard m'attacha, me retint, avivant en même temps mon espérance et je ne sais quelle inquiétude. Un regard où passaient, tour à tour, des lueurs de génie et des nuages de fatigue.

Le vieil homme nous fit asseoir. Il semblait tourmenté par des rhumatismes, peut-être aussi quelque catarrhe, car il se remuait malaisément et sa respiration était sifflante.

Il nous pria de lui raconter notre histoire. Comme Breton allait ouvrir la bouche, le vieux médecin fit un geste de sa main flétrie.

— Non, — dit-il, — cher ami. Laissez-les parler.

Je dois avouer que le ton de ces simples mots me troubla beaucoup. Tessart n'avait pas dit : « Laissez-la », mais : « Laissez-les », comme s'il eût tenu sous ses yeux deux malades à juger ensemble, un couple indissociable.

Élisabeth ne soufflant mot, je pris le parti de parler à sa place. La chose n'allait pas sans difficulté, je m'en aperçus tout de suite. Tessart m'écoutait en silence. Par éclairs, son regard luisait; mais, tout aussitôt, il avait l'air de retomber dans un demi-sommeil. Un moment, je pris Lisbeth à témoin, la priant de s'expliquer elle-même. L'œil du vieillard s'alluma :

— Non, — dit-il, — non! Vous! Continuez.

Cette simple phrase me fit perdre contenance. J'eus soudain l'idée que cet extraordinaire vieil homme devinait tout, comprenait tout, que, mieux que nous-mêmes, il voyait clair en nos âmes faibles et tourmentées. J'en ressentis une grande confusion mêlée de confiance. Pas à pas, je poursuivis mon récit, c'est-à-dire l'histoire de la maladie dont souffrait Élisabeth, car, autant qu'il m'en souvienne, je ne dis rien d'autre et rien surtout me concernant. Enfin je m'arrêtai. Il y eut un grand silence.

Tessart semblait réfléchir, le menton contre la poitrine, une main perdue dans les poils de sa barbe. Mais je vis qu'il m'épiait à travers ses gros sourcils et, tout à coup, il me posa cette question singulière :

— Êtes-vous religieux? Non, vraiment? Je veux dire, avez-vous une croyance? Observez-vous des pratiques?

Le regard fixe brasillait entre les poils gris.

— François Cros, — dit Breton doucement, — est le fils d'Antonin-Philibert Cros...

— N'importe, — répondit Tessart d'un air contrarié.

Je me sentis rougir. Nous étions au point culminant de l'entretien. Il me sembla que le vieil homme allait soudain, comme un devin tranquille, poser son gros doigt sur le mal. J'étais prêt à tout avouer, à raconter, là, devant ces étrangers, tout ce dont je n'avais jamais soufflé mot à Lisbeth, tout ce que je n'osais me dire à moi-même. J'attendais l'ordre.

Il ne vint pas. La flamme s'éteignit de nouveau. Je vis distinctement le génie vaciller et s'endormir dans le regard usé. La fatigue s'installait à sa place. Je compris que le médecin abandonnait la partie, qu'il était, tout à coup, trop vieux, trop las, qu'il allait terminer par du métier pur.

Et c'est, hélas! ce qui se passa. Le maître, soufflant et reniflant, se leva, d'un air ennuyé.

— Voyons la malade.

Pendant qu'il examinait Élisabeth, je me reprenais, à l'écart, j'échappais à l'enchantement. Je songeais : « Dix ans de moins et il aurait fait l'effort nécessaire. »

Il ne s'appesantit guère sur son examen qui ne devait pas lui paraître chose d'importance. Puis il s'entretint à voix basse avec Breton. J'attrapais des bouts de phrases : « Pas de chirurgiens, surtout, n'est-ce pas, mon cher? Ils sont terribles avec leurs délabrements. Non. Patientez! Et puis, envoyez-la donc quelque part... A Neris, par exemple. Et seule, n'est-ce pas? »

J'avais compris. Je fis un pas et murmurai :

— Seule, dites-vous, docteur?

Il répondit, me regardant à peine :

— Oui, j'ai dit seule.

GEORGES DUHAMEL

(La fin dans le prochain numéro.)

DE QUELQUES ASPECTS DU THÉÂTRE

EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

I

Le Théâtre actuel en Russie soviétique apparaît comme le symbole vivant du régime. Il est le miroir du bolchévisme dont il a hérité tous les nombreux vices et les rares qualités, si l'on peut appliquer ce dernier terme à cette recherche angoissée de formules nouvelles, à cette « toska » de l'inédit dont de récentes représentations du *Kamerni Theatre* et de *l'Artistique* de Moscou ont pu donner quelque idée au public parisien.

Mais, mises à part cette modernisation de la technique théâtrale, cette disposition de la scène par plans différents dont se réclame, non sans quelque suffisance, l'école d'un Meyerhold et qui n'est que l'adoption des principes d'un Gémier ou d'un Reinhardt, le théâtre en Russie bolchevique reflète pieusement toutes les tares du régime. Il en a l'iconoclastie, la folie propagandiste, la mystique primaire, l'amour du mensonge, le goût de la laideur et du caricatural.

Devant ces décors d'un cubisme outrancier, curieux à l'œil, satisfaisants pour l'intelligence, mais d'où sont délibérément bannis tout charme, toute grâce, toute douceur, il pèse un peu de cette mortelle tristesse que le communisme a jetée comme un voile étouffant sur la vieille Russie. Décors dignes d'intellectuels forcenés avec une touche de démence, ils s'adaptent étrangement aux élucubrations baroques que la Russie soviétique propose à l'admiration des spectateurs et

dans lesquelles le théâtre ancien, déformé, démarqué, remanié au goût du jour dans un but d'inlassable propagande, se mêle aux créations d'un répertoire moderne qui doit ravir d'aise tous les messieurs Homais de l' U. R. S. S.

II

Le théâtre bolchevik est né avec la révolution et s'est adapté servilement à elle, évoluant dans le même sens que l'ordre social nouveau.

Au début, naturellement, ce fut le chaos, la période du communisme intégral, du marxisme pur dans toute son horreur démagogique.

Qu'on imagine plutôt l'aspect d'une salle livrée gratuitement à un prolétariat en effervescence. C'est l'époque où tout, d'ailleurs, est gratuit en Russie par application d'un principe d'égalité qui avantage les forts au détriment des faibles, jette sur le pavé les femmes, les éclopés et les vieillards pour peupler les tramways d'ouvriers, de soldats et de matelots.

L'ignoble ici se mêle au comique. Tandis que, sous la menace du fusil, les gardes-rouges traînent de Petrograd à Cronstadt des acteurs affamés et récalcitrants, un public innommable envahit ces salles de spectacle où demeure encore un peu du luxe de l'ancien régime. Une « baba » sordide, et qui de mémoire d'homme n'a jamais mis les pieds dans un théâtre, s'indigne de n'être placée qu'au parterre. Elle déclare qu'elle est habituée à plus de déférence et réclame à grands cris un orchestre de premier rang! Dans les loges tendues de velours, où quelques mois plus tôt venaient s'asseoir les représentants les plus marquants de la vieille noblesse, des familles d'ouvriers s'installent, fument, mangent, boivent, souillent les draperies et les tapis, transformant l'édifice en une telle écurie d'Augias, que l'on doit relâcher certains soirs pour procéder à une désinfection sommaire. On peut alors admirer à son œuvre le passage du peuple-roi. Les rideaux ont été arrachés, les chaises emportées comme bois de chauffage, les fauteuils sevrés de leur cuir, inappréciable — semble-t-il — pour la fabrication des bottes.

Certes tout ceci est fort douloureux, mais « Communisme

exige » et non contents de livrer à la racaille les somptueux théâtres du tzarisme, les régisseurs de la première heure tentent de donner à ce public une pâture digne de lui. Comme, dans la fièvre des premiers mois, le temps a manqué pour constituer un répertoire maximaliste, ils se rabattent sur les productions d'intellectuels faméliques ou l'inspiration de braves écrivains d'un communisme éprouvé et qui ne regardent pas à une pasquinade ou à un anachronisme près pour semer la bonne parole. L'émeute commencée dans la rue continue sur la scène et les plus invraisemblables mélos ont les honneurs de la rampe. C'est ainsi que se jouent à Pétersbourg ou à Cronstadt la *Noce Révolutionnaire* et les *Derniers jours de la Commune de Paris*. Le régisseur de cette pièce avait, soit dit en passant, habillé ses fédérés avec des défroques de Rigoletto. Il ne connaissait que vaguement les annales françaises et ne situait pas un drame historique en dehors du règne de François Ier. On imagine aisément la pauvreté de pareilles exhibitions, si lamentables que les spectateurs eux-mêmes réclament le retour au vieux répertoire.

III

Tels furent les débuts! Débuts lamentables, on le voit, mais qui demeuraient du moins dans la logique de la Révolution. A tant faire que de proclamer dans un pays la dictature prolétarienne, on se doit de rester jusqu'au bout prolétaires et de ne pas couvrir d'un masque de Nouvelle Politique Économique le capitalisme le plus tyrannique et l'impérialisme le plus sournois.

Dès 1922, avec l'instauration de la Nep[1], le théâtre russe a donc cessé d'abriter gratuitement la canaille pour s'ouvrir au public payant. Et comme, entre temps, des talents avaient surgi, que d'anciens dramaturges ralliés par nécessité au communisme s'étaient remis au travail, que des régisseurs non dépourvus d'audace et d'imagination avaient combiné une technique nouvelle, un théâtre moderne s'est formé, odieux et monstrueux par endroits, mais intéressant par

1. Nouvelle politique économique (Novaïa Ekonomitscheskaïa Politika).

ce qu'il infuse de sang nouveau aux formules désuètes et ce qu'il inaugure de hardi et d'imprévu dans le moule des concepts périmés.

Cette transformation du théâtre russe sous le régime bolchevik s'est opérée de deux façons : par l'adaptation à l'esprit moderne — entendez ici à l'esprit révolutionnaire — des chefs-d'œuvre du théâtre ancien, par la création de pièces nouvelles qui ne sont pas absolument dépourvues de valeur littéraire, mais n'en demeurent pas moins insupportables par leur intention propagandiste.

Dans l'établissement d'un théâtre renouvelé, il fallait, avant tout, tenir compte de deux facteurs. Le premier était l'esprit réactionnaire du public, le second la nécessité d'une mystique révolutionnaire. Tout surprenant qu'il paraisse, le mot d'esprit réactionnaire est pourtant celui qui convient dans le premier cas, car l'homme est ainsi fait qu'il admet beaucoup plus aisément les révolutions dans le monde réel que dans celui de la fiction et qu'il accepte avec moins de répugnance les bouleversements de sa vie sociale que ceux de sa vie imaginaire.

Ce conservatisme théâtral, les matelots de Cronstadt l'avaient manifesté déjà, lorsqu'en 1918, ils sifflaient copieusement les *Derniers jours de la Commune.* Il s'est affirmé depuis avec plus d'intensité devant les exigences du public payant. J'ai sous les yeux le programme des spectacles à Moscou dans les *Izvestia* du 8 janvier 1927. La liste seule des pièces représentées se passe de tout commentaire.

Grand Théâtre : *Sadko.*
Théâtre Expérimental : *Le Barbier de Séville.*
Théâtre Safonoff : *Le Verre d'eau* (de Scribe!)
Kamerni Théâtre : *Le Jour et la nuit.*
Théâtre Académique : *Marion de Lorme.*
Théâtre Meyerhold : *Le Revisor,* de Gogol...

et plus loin, *La Perichole, La Fille du Tzar, Eugène Onéguine,* etc... Seul *Le Trouhadec* de Jules Romains rompt cette monotonie bourgeoise et met un peu de rose dans ces ternes blancheurs d'un vrai Paris louis-philippard!...

A ne considérer que cette liste de spectacles, on pourrait

donc se croire ramenés aux meilleurs jours d'autrefois. Mais ne nous y trompons pas, car, cette concession apparente faite au goût du public (dans l'impossibilité surtout où se trouve le nouvel art dramatique de rivaliser avec le théâtre ancien), l'esprit bolchevique a repris ses droits.

C'est ici que nous assistons à la mise en application de cette folie propagandiste dont sont irrémédiablement entachées toutes les productions de l'art russe actuel.

On a donc bien fait retour au théâtre classique, mais en ne conservant le plus souvent des pièces représentées que le titre et en modifiant avec tant de sans-gêne l'intrigue et la contexture, que, si Gogol ou Ostrowski assistaient, l'un à la représentation de son *Revisor* transformé par Meyerhold, l'autre à celle de sa *Forêt*, les infortunés auteurs se demanderaient ingénument de qui peuvent bien être ces élucubrations bizarres, jouées dans de vrais décors d'ivresse slave, confinant au cauchemar.

Le *Revisor* meyerholdien est à cet égard significatif des mutilations opérées par la Russie bolcheviste dans son meilleur répertoire classique.

Tout le monde connaît cette exquise et si profonde satire de la Russie du siècle dernier que fut le *Revisor* de Gogol, comédie où l'auteur a mis en scène un jeune employé, qui, voyageant pour son agrément, est pris pour un revisor, un inspecteur d'État, et voit défiler devant lui toute une série de fonctionnaires qui emploient tous les moyens pour le corrompre.

Avec humour, avec tact, finement, en aristocrate, Gogol avait, comme en se jouant, touché du doigt les tares d'un régime certainement peu exemplaire, mais qui, pour despotique et arbitraire qu'on veuille nous le représenter aujourd'hui, savait plus libéralement accepter la satire que les maîtres actuels de l' U. R. S. S.

N'est-ce pas à l'intervention de l'empereur Nicolas Ier lui-même, que le *Revisor* dut d'être joué? Bref, ainsi conçu, représenté jusqu'à la Révolution dans son décor rococo de petite ville provinciale, avec ses types immortels de Xlestakov, d'Ossip, de Zemlianik et d'Anna Andreïevna, le *Revisor* avait, durant trois quarts de siècle, fait les délices du public russe et élevé son auteur à la dignité d'un Molière de la Volga.

En bonne logique, il semblait donc que le théâtre bolchevik n'eût point à se montrer plus loyaliste que le tzar et qu'il pouvait accueillir, sans y changer une virgule, ce spirituel réquisitoire contre les abus d'un régime exécré. Mais c'eût été là trop compter sur la discrétion de ces parvenus, d'autant, il est vrai, que l'expérience propagandiste eût risqué de faire fiasco en opposant la paille d'hier à la poutre d'aujourd'hui.

Mais la raison profonde de cette transformation est ailleurs, elle réside avant tout dans l'irrémédiable tare de toute organisation démagogique, dans son stupide esprit primaire. Je ne doute pas que, dans une France bolchevisée et dont la direction théâtrale serait confiée à des instituteurs, on ne dramatise aussitôt, pour l'éducation du peuple, les comédies d'un Robert de Flers, d'un Lavedan ou d'un Tristan Bernard, stigmates de nos turpitudes bourgeoises, ou qu'on n'y fasse servir à des fins de propagande antimilitariste le Courteline du *Train de* 8 *heures* 47!

C'est exactement ce qui s'est passé en Russie avec le *Revisor*. Dans l'œuvre exquise de Gogol, Meyerhold a promené ses piétinements d'éléphant pédantesque, transformé en quinze épisodes les cinq actes du texte original, enfourné le tout dans un décor cubiste, avec adjonction de chœurs et leit-motiv bolchevik. Un des traits de génie de ce complément musical est, paraît-il, celui-ci. Au hasard d'une réplique, Xlestakov demandait jadis : « Quel est ce poisson? » et les assistants lui répondaient : « De la morue salée ». Dans la version bolchevik Xlestakov pose encore la même question : « Quel est ce poisson? », mais, cette fois, il est besoin de tout un soviet de choristes pour répéter à plusieurs reprises : « De la morue salée, de la morue salée! » qui devient une phrase musicale, d'où émerge enfin sur un ton nasillard la voix de Zemlianik reprenant : « De la morue salée... de la morue salée! »

Le plus triste est que cet inoffensif aliment devient ici une trouvaille de grand style et que, dans l'esprit d'un Meyerhold, cette « morue salée » représente une « forme monumentale du théâtre », une « interprétation de l'œuvre créatrice de Gogol », une synthèse, « un symbole »! Ainsi on a fait passer au Guépéou ce doux Nicolas Vassilievitch et revisé le *Revisor*! Mais ce qui ne serait qu'un crime lorsqu'on appré-

cie à sa juste valeur le chef-d'œuvre de Gogol, devient une monstruosité lorsqu'on apprend les raisons esthétiques de cette mutilation. Voilà où l'esprit primaire reprend ses droits, même chez un Meyerhold, qui a pourtant d'indiscutables qualités d'auteur dramatique et de metteur en scène.

Dans un numéro du *Novi Zritielj* du 21 décembre 1926, le camarade Schelché, s'inspirant des transformations infligées au *Revisor*, juge ainsi l'apport artistique de Meyerhold. Sa prose est un parfait monument de sottise et rappelle, à s'y méprendre, les pires déclamations du théâtre révolutionnaire en France et les préfaces les plus échevelées du romantisme débutant.

Un grand danger — écrit Schelché — menace le théâtre de la Révolution et de la dramaturgie révolutionnaire : le danger de l'émiettement, de l'éparpillement. Plus nous allons, plus se manifeste une aversion marquée pour la pièce sérieuse et un goût croissant pour la revue, la chronique, l'attraction. Ce sont là pourtant les rôles différents du théâtre et du music-hall : la différence entre le rôle du géant et le rôle du nain. Pour réaliser l'établissement socialiste de notre théâtre sur des bases solides, il faut donc et il faudra recourir à des formes monumentales : tragédie, comédie, drame et même à la synthèse de toutes les grandes formes du théâtre, et, dans un spectacle, à la synthèse de toutes les formes de l'art. Meyerhold dessine déjà les traits essentiels de ce théâtre nouveau dont la réalisation sera longue et demandera une lutte tenace et d'opiniâtres efforts!

C'est en s'appuyant sur cette idée de formes monumentales, de synthèse et d'interprétation de l'œuvre créatrice, que Meyerhold a adjoint au *Revisor* les choristes de la morue salée, qu'il a intercalé dans la comédie de Gogol des épisodes pris aux *Ames mortes*, et que, s'inspirant d'une phrase de l'auteur, qui voulait « rassembler en tas dans sa pièce tout le mal de la Russie» (*Sobratj v Koutschou fcio dournojé v Rossii*), il a laborieusement, pieusement et surtout, ne nous y trompons pas, *ad majorem Lenini gloriam*, entassé, dans son *Revisor* en quinze épisodes et musique, tout le mal de la Russie, *toute l'abjection de la Russie nicolaïenne de l'ancien régime*[1].

« *Et si cette exhibition de vilenies, si ces « figures de porcs » de bureaucrates produisent une impression pénible, il ne faut*

1. Gvosdeff. *Théâtre de Meyerhold*, Leningrad, 1927.

point voir là-dedans un penchant du régisseur pour la mystique, mais une simple réaction du spectateur contre ce tableau de l'hygiène sociale de la Russie de Nicolas que Meyerhold a courageusement dévoilée[1]. »

On pourrait ainsi citer un nombre respectable de pièces de l'ancien répertoire déformées et remaniées jusqu'à être rendues méconnaissables. La *Forêt* d'Ostrowski dont nous évoquions plus haut le nom et qui représentait la vie russe campagnarde au début du siècle dernier est rapportée, toujours pour des fins identiques, aux jours les plus durs du servage : Eugène Oneguine, interdit jusqu'à ces temps derniers, ne ressemble que vaguement à la délicieuse silhouette qu'en avait dessinée Pouschkine. Enfin, pour ne mentionner que ceux-ci, avec des moyens plus simple, et dans un genre moins parfait, *Sa vie pour le Tzar* est devenue *Sa vie pour les Soviets* et les *Huguenots*, les bons *Huguenots* d'autrefois, se sont réveillés « Dekabristi » (Révolutionnaires de décembre), étonnés sans doute de trouver le monde aussi cruel, surtout plus stupide encore, qu'au soir de la Saint-Barthélemy.

IV

De quelque nom pompeux que l'on parât cette transformation des pièces de l'ancien répertoire et qui n'est au fond qu'une forme d'agitation révolutionnaire, on s'en tenait à des essais de propagande théorique, spéculative. Il fallait, pour passer à l'agitation réelle, à la propagande effective, instaurer désormais un théâtre moderne, surtout un théâtre actuel, où la mystique bolcheviste se donnerait enfin libre cours. Il est bien difficile, dans un pays où l'agitation est la base de tout programme gouvernemental, où la vie même de l'État est subordonnée à l'application exclusive de la terreur et de la propagande, d'offrir autre chose au public que des divertissements éducateurs. Tous les « bons théâtres » se ressemblent à ce point de vue. Les pires nigauderies des pensionnats pour jeunes filles rejoignent ainsi les drames propagandistes de la Russie des Soviets. Seuls les mots diffèrent, la bêtise humaine

1. Gvosdeff, *Théâtre de Meyerhold*, p. 52.

reste immuable. Le bon vieillard des patronages dont les conclusions sont toujours pleines de sens devient en U. R. S. S. le jeune communiste aux déductions irréfutables, le dévoyé utopiste du théâtre bourgeois, la ganache réactionnaire des scènes bolchéviques. L'écueil était inévitable; le théâtre bolchevik a donné dessus aveuglément. Toutes les fois que l'art d'un pays s'inspirera de préoccupations étrangères à lui-même, il tombera irrémédiablement dans l'actualité, c'est-à-dire dans ce qu'il y a de plus éphémère, de moins vivant. Voilà pourquoi, en dépit de laborieux efforts pour créer une technique théâtrale nouvelle, instaurer un art théâtral inédit, le théâtre bolchevik est dans un avenir plus ou moins proche voué à la faillite. C'est tout au plus si ses productions médiocres iront enrichir, comme pièces curieuses, quelque Carnavalet des planches, quelque Musée Grévin de la Révolution.

Le cycle de ce théâtre essentiellement, uniquement bolchevik et propagandiste jusqu'à l'obsession, a commencé dès 1920 avec une pièce intitulée « Zori » « l'Aurore », et qui, en sa qualité d'ancêtre, semble jusqu'aujourd'hui avoir donné le ton aux productions soviétiques.

Pour éviter toute accusation de partialité et communiquer, si possible, l'ambiance de pareils spectacles, contentons-nous de traduire, dans l'étude que Gvosdeff a consacrée à Meyerhold, ses impressions de première. Gvosdeff écrit :

Lorsque, après la première de *Zori*, le public sortit du théâtre et que l'on commençait déjà d'éteindre les lumières, je remarquai parmi les fauteuils une des mille proclamations que l'on avait jetées de la scène et des galeries dans la salle, au cours de la représentation. Je l'ai encore sous les yeux : « Travailleurs du monde entier! Les maudites frontières des états capitalistes vous étouffent, vous désunissent, affaiblissent votre volonté dans la victoire! Conjuguez vos efforts pour les renverser, établissez les Soviets! Vive la commune mondiale du travail! » Ces lignes, qui faisaient partie intégrante du spectacle et de la pièce de Werharn, nous ramènent d'emblée aux mises en scène de 1920, lorsque les premières représentations du théâtre R. S. F. S. R., (Fédération russe soviétique des républiques socialistes [1]), données à l'occasion du troisième anniversaire de la révolution d'octobre, divisaient en deux camps le public. Une partie des spectateurs se montrait

1. Rossiskaja Soviestskaïa Federatzia Sozialisticheskir Respoublikof.

en effet mécontente que la Révolution les poursuivît jusqu'au théâtre et que la « rue » envahît « l'asile de l'art sacré ». L'autre, la majorité, formée d'ouvriers, de gardes rouges, d'employés et de travailleurs soviétiques, acclamait en troupe serrée le théâtre de la Fédération, se joignait à l'action théâtrale, lisait les proclamations et les manifestes placardés sur les murs des couloirs, achetait des brochures révolutionnaires, et éclata enfin d'une joie bruyante, lorsqu'au milieu de la représentation on lui lut la nouvelle de la prise de Perekop. Puis une troupe des matelots de la marine rouge monta sur la scène, leurs drapeaux se marièrent aux drapeaux agités sur le théâtre et leur fanfare à la musique de l'orchestre.

Il est heureux, pour la calme compréhension des pièces nouvelles, que ces idylles de la salle et du tréteau n'aient point continué, mais le ton avait été donné au théâtre bolchevik, et depuis lors pas une des pièces représentées n'a pu se défaire de cette odieuse manie propagandiste, qui, toute opinion politique mise à part, demeure sa tare inhérente.

Lounatcharsky, commissaire du peuple, — *Narkom*[1] ainsi qu'on dit là-bas, avec cette manie d'abréviation qui sévit en Russie communiste comme en Amérique capitaliste, — tient la tête de cette phalange d'auteurs dramatiques, prosélytes de l'esprit bolchevik. On a représenté de lui de nombreuses pièces dont *Le Barbier du Roi* et *Don Quichotte.*

Meyerhold, dont l'activité débordante d'adaptateur, de metteur en scène et d'auteur dramatique supplante peu à peu celle de Lounatcharsky, s'est, avec sa fameuse adaptation de *Revisor*, et une mise en scène vraiment délirante du « Cocu Magnifique », imposé surtout au public par deux pièces dont les noms seuls suffiront à édifier le lecteur « *Donne-nous l'Europe* (*Daiesch Evropou*) ou mieux « *D. E.* », car on en est aux initiales jusque dans les titres, et *Gronde, Chine* (*Ritchi, Kitai*).

La première, qui est d'ailleurs une laborieuse compilation des romans d'Erenbourg, Hamp, Kellermann et Sinclair, a pour sujet la lutte d'un formidable trust capitaliste américain avec le « radio-trust » de la République des Soviets. Quant à *Gronde, Chine!* c'est naturellement l'éveil à la liberté des infortunés coolies contre l'impérialisme britannique!

1. Narodni Komissar.

Rien ne manque au tableau, ni l'Anglais infernal, bourgeois et marchands d'esclaves; ni le missionnaire odieux, ni l'officier brutal, ni surtout le coolie sympathique, doux, héroïque et communiste, et dûment torturé par ces sauvages occidentaux.

On frémit devant de telles pièces en songeant à quelles sottises peuvent conduire une foi trop ardente et surtout un opportunisme trop réfléchi; car, enfin, supposons le théâtre français uniquement inspiré de 1871 à 1914 de drames patriotiques sur l'Alsace-Lorraine (nous en avons eu quelques spécimens malheureux), ou le théâtre allemand cantonné dans son horreur de la légion étrangère (je pense à une pièce d'Erwin Rosen, intitulée *Cafard*), quels rugissements de sainte colère n'eussent-ils pas arrachés à ces libres esprits d'avant la Révolution, à ces protagonistes de l'art pour l'art qui se révèlent aujourd'hui les plus poncifs chauvins de l'internationalisme et les pires bigots de l'irréligion[1]!...

Le drame d'ailleurs n'a pas suffi aux apôtres de l'idée rouge, ils ont tâté aussi de la comédie, du vaudeville ou plus simplement de la bouffonnerie.

Or, quoi qu'il en dise, le Russe n'est pas ironiste. Il avait avant la Révolution, et tant qu'il s'en tenait à certaines plaisanteries locales, naïvetés de moujicks, anecdotes juives et surtout finesses d'aristocrates imbus d'esprit français et pénétrés de culture occidentale, une ironie souple ou bonne enfant, charmante en tous cas comme ses plus délicieux défauts. Mais sa satire politique a toujours été lourde, empâtée de grossièreté germanique.

C'est la rançon de son génie et de ses déterminants ethniques. Les grands rêveurs ne brillent guère dans un salon et la steppe se prête mal à une fantaisie qui a besoin pour éclore de paysages plus classiques, et d'une vie facile mieux disposée pour l'intelligence que pour les sentiments. Ajoutez à ceci que l'esprit ne court pas les rues lorsqu'y

1. Il faut ajouter à ces pièces la série des drames révolutionnaires, chroniques de 1905 et théâtre symbolique toujours inspirés du même esprit; Comte Alexandre Tolstoï : *La conjuration de l'Impératrice, Azeff, Pougatcheff et Catherine II*; *Le baromètre est à l'orage*, de Nassimovitch; *le Frère du Commissaire du peuple*, de Lerner; *Zagmuk*, de Gleboï, etc.

règne l'émeute et que le peuple, comme l'enfant, ne comprend guère l'ironie. La comédie d'une république socialiste soviétique était donc irrémédiablement vouée à dégénérer en pantalonnade. C'est ce qu'elle a fait; grossières injures à l'adresse des vaincus de la veille, attaques contre la religion, la bourgeoisie, les « Bifschié lioudi », — les gens qui ont cessé d'être, — les morts vivants de la nouvelle société, auxquels on a pris leur fortune, leur honneur, jusqu'aux êtres qu'ils aimaient, et qui se demandent avec tristesse : « De quoi allons-nous vivre maintenant? » voilà ce que nous trouvons dans les vaudevilles qui ont nom *Le Maître d'Ecole Boubouss, Mandat* ou *Mysteria-Bouffes.*

Les foules bolcheviques rient de grand cœur à ces turpitudes; elles les acueillent avec autant d'enthousiasme que la bourgeoisie compatissante acclamait en 1911 les infortunés nihilistes du *Grand Soir!*

V

Est-ce à dire que le bolchevisme n'ait rien fait pour le théâtre? Il serait aussi ridicule de le nier que de voir en lui, ainsi que le prétendent ses protagonistes, le rénovateur de l'art scénique et de la technique théâtrale.

Reste à savoir, en attendant, si cette modernisation ne sera pas aussi éphémère que l'actualité du répertoire propagandiste et ne paraîtra pas dans dix ans infiniment plus rococo aux spectateurs de 1937 que les vieux décors conventionnels du théâtre bourgeois. Nous avons connu en France ces mêmes excès, environ 1880, quand, par réaction contre Antoine et le théâtre réaliste, Paul Fort fondait le théâtre d'Art. Se souvient-on encore de la profession de foi de Pierre Quillard dans la *Revue dramatique* du 1er mai 1891, qui, n'en déplaise aux Russes, prouve qu'ils n'ont pas autant qu'ils le croient innové en la matière.

Le naturalisme, — écrivait Pierre Quillard, — c'est-à-dire la mise en œuvre du fait particulier, du document minime et accidentel, est le contraire même du théâtre. Toute œuvre dramatique est avant tout une synthèse. Prométhée, Oreste, Œdipe, Hamlet, Don Juan, sont des êtres d'humanité générale. Revêtez-les de souquenilles en lambeaux, ils seront rois si Eschyle ou Shakespeare les a couronnés

et la pourpre absente de leurs épaules y éclatera joyeusement si elle rutile dans le vers. Un univers se déploie autour d'eux, plus triste ou plus magnifique que celui où nous vivons, et les toiles ridicules des parades foraines deviennent pour les spectateurs complices les architectures de rêve qu'il plaît au poète de leur suggérer. La parole crée le décor comme le reste.

A quoi se réduira donc le rôle du machiniste? Il suffit que la mise en scène ne trouble pas l'illusion et il importe pour cela qu'elle soit très simple.

Le décor doit être une pure fiction ornementale qui complète l'illusion par des analogies de couleurs et de lignes avec le drame.

C'est là, à peu de chose près, le principe de rénovation théâtrale que Meyerhold a appliqué en Russie. Le décor, si l'on peut qualifier de ce nom le vague échafaudage étagé sur la scène, représente moins tel lieu, rue, salon, ou jardin, que l'idée schématique de la pièce. Quand dans « Le Cocu Magnifique » nous voyons, au lieu de l'intérieur figuré au « Théâtre de l'Œuvre », une sorte de tremplin au-dessus duquel tournent des sphères ou des roues de moulin, n'oublions pas que l'idée synthétique de la pièce étant la jalousie, l'ambiance jalousie doit commander le décor et non l'ambiance chambre. Il est donc plus dans l'esprit du sujet de laisser tourner plus ou moins rapidement ces roues et ces sphères, selon le plus ou moins d'intensité des sentiments du jaloux, que de figurer une porte s'ouvrant sur la campagne, une table ou une cheminée.

De même, dans la pièce intitulée *Mandat*, exprimant la peur de bourgeois traqués par la Révolution, la fuite d'une bonne demoiselle devant la perquisition des gardes-rouges, la sensation de peur, la sensation de fuite sont données par la rotation intensive de cercles concentriques qui entraînent dans un rythme égal les objets et les personnages.

L'idée est discutable, du moins intéressante, et présente surtout l'avantage de laisser le champ libre à l'invention du metteur en scène; car, une fois entré dans la synthèse, on peut synthétiser et resynthétiser, raffiner sur une élucubration et honorer grandement l'assistance en lui présentant des trouvailles de génie correspondant aux hallucinations du délirium tremens.

Dans la farce, bien inférieure pourtant, du *Maître d'école Boubouss* de Faïko, et que Cluny et Déjazet refuseraient chez

nous, Meyerhold a imaginé de joindre à la pasquinade un accompagnement de musique lyrique. Un pianiste occupait une estrade au beau milieu de la scène et jouait, au cours des trois actes, quarante-six morceaux de Chopin et de Liszt. La voix des acteurs sur ce fond musical formait ainsi une sorte de récitatif et agissait un peu à la façon d'instruments séparés faisant partie de cet ensemble symphonique.

Quant aux objets, ils participaient eux aussi à la synthèse lyrique imaginée par Meyerhold. La scène disposée en hémicycle communiquait en effet avec les coulisses par des ouvertures où un assemblage de bambous formait rideau. Ces bambous de grosseur inégale résonnaient donc au passage des acteurs en gamme différente et le son produit synthétisait encore l'opposition des caractères développés dans la pièce, bambous timides quand les frôlait un bourgeois effrayé, bambous sonores et majestueux quand, dans le final, ils laissent entrer les délégués des conseils d'ouvriers et de soldats.

La conception, nous le disions plus haut, est curieuse et peut prêter à réfléchir à nos metteurs en scène, esclaves encore du pan coupé et du mauvais décor en trompe-l'œil. Mais vraiment toutes ces subtilités, toutes ces bizarreries sont-elles nécessaires? C'est la parole qui crée le décor, comme le reste, écrivait Pierre Quillard, et tant d'intellectualité dépensée rachète-t-elle la médiocrité des œuvres dues au génie bolchevik?

Lorsque Copeau a expérimenté chez nous ses procédés d'un nouvel art scénique au Vieux Colombier, il a plus simplement fait choix d'un tréteau nu, mais c'était pour y jouer Scapin, d'un escalier et de quelques toiles, mais il y célébrait *La Nuit des Rois*. Je ne sache pas qu'il se soit révélé inférieur à Meyerhold, même sans cercles concentriques, sans pianiste et sans bambous chanteurs, et toute rétrograde que cette conclusion puisse paraître, je crois qu'il y a décidément plus d'art, plus de vérité et surtout plus d'humanité dans Shakespeare et Molière, que dans Lounatscharski, Meyerhold ou Faïko.

GEORGES IMANN-GIGANDET

DÉBUTS DE MIRABEAU DANS LE MONDE

En mars 1771, le comte Gabriel Riqueti de Mirabeau fut admis à l'honneur de la présentation.

Il arriva, ce matin-là, à Versailles, fier de ses vingt-deux ans, de son costume de velours puce, de ses rubans de soie bleu de ciel, décidé à conquérir la Cour, Madame du Barry incluse, à étonner le roi par l'ampleur de ses conceptions militaires, à obtenir pour le moins un régiment à la tête duquel il se voyait déjà, remportant des victoires. Trois autres gentilshommes devaient être présentés en même temps que lui. Par rang d'âge, il se vit placé le dernier. L'attente fut longue. Il observa qu'on gelait dans ce palais et qu'il n'y avait pas moyen de s'asseoir. Cependant la foule des seigneurs et des dames devenait plus dense d'instant en instant. Tous ces gens se confiaient de bouche à oreille un secret que le nouveau venu cherchait vainement à percevoir.

— Sommes-nous à la messe? — demanda-t-il à son voisin.

Au son de sa voix, des groupes se retournèrent, scandalisés. Le maréchal de Richelieu s'approcha avec une courtoisie apitoyée :

— Félicitons-nous, Monsieur, — souffla-t-il, — qu'aujourd'hui l'on parle bas à la Cour. Du temps du feu roi, on n'y parlait pas du tout.

— J'aurais dû attendre le prochain règne, — murmura Mirabeau.

Le Maréchal sourit et fut répéter le mot à vingt personnes, toujours en confidence. On commença de regarder l'insolent avec une curiosité à laquelle le jeune homme répondit par des clins d'œil et des signes de tête prodigieusement familiers. Mais un remous dans le public annonçait l'entrée de madame du Barry. Mirabeau haussa le col afin de la regarder venir et la salua, quand elle fut proche, d'une manière qu'il jugea fort noble.

En seule réponse, la favorite prit son air le plus mutin pour dire à son frère le surintendant :

— Que Sa Majesté est bonne de recevoir maintenant des paysans à la Cour!

Tandis qu'elle s'éloignait, Mirabeau se sentit soudain lourd, gauche, tel enfin qu'il était, et souhaita retourner en Limousin.

Le duc de Nivernais, qui avait vu la scène, jugea nécessaire de consoler le fils de son ami :

— La comtesse ne vous connaît pas encore...

— Oh, — fit le jeune homme qu'un désir de vengeance étranglait, — cela ne m'empêchera pas de lui consacrer l'ouvrage que je prépare, pour faire suite à ceux de mon père.

— Et qui s'intitulera? — demanda aimablement le duc...

— L'amie des hommes, naturellement.

Le vieux courtisan, dont le courage n'était pas la vertu essentielle, recula, comme s'il eût marché par inadvertance sur la patte d'un tigre.

Enfin le roi parut, entouré de sa famille et d'un nombreux cortège.

Mirabeau eut chaud, se répéta très vite et plusieurs fois le petit discours qu'il avait soigneusement préparé.

Sa Majesté fit lentement le tour de la pièce, où les hommes et les femmes se poussaient pour obtenir un regard d'elle. Le moment venu de lui présenter les quatre impétrants, elle les toisa tour à tour de la tête aux pieds, ainsi qu'elle eût fait pour des chevaux, et passa, sans dire un mot, d'un grand air dégoûté.

Adieu, discours, faveurs, régiment, victoires! Le jeune homme crut revoir ses débuts à la pension Choquard, sous

les brimades de ses petits condisciples. D'ailleurs, ce souvenir le réconforta : il n'avait qu'à gagner les courtisans, comme il avait fait jadis de ses camarades.

Le voilà entrant dans les conversations, d'autorité, poussant des boutades aussi libres qu'au régiment jusqu'à l'heure où, admis à regarder dîner Louis XV, il se mêle aux gentilshommes servants effarés, et glisse à l'un d'eux qui vient de faire, suivant la coutume, l'essai d'un plat avant le roi :

— Sa Majesté est bien heureuse, Monsieur, de manger vos restes.

Madame de Durfort dit le lendemain au marquis de Mirabeau :

— Votre fils démonterait la dignité de toutes les cours, mais c'est qu'il est plus spirituel à lui seul que toute la cour.

A ce mot, le marquis juge son fils perdu auprès du roi. Habitué à l'exquise politesse du temps, il en entend les expressions à demi-mot, et sait mieux qu'un autre le danger de montrer trop d'esprit. Cependant Gabriel continue glorieusement de passer trois jours par semaines à Versailles, assiste au bal, au spectacle, au jeu, gagne cent livres dans une nuit où M. de Francueil en perd cinq cent mille, apprend que l'art de vivre se confond avec celui d'emprunter, que la princesse de Guéméné, à laquelle il est particulièrement recommandé aurait moins de crédit si elle ne devait pas 60 000 livres à son cordonnier, M. Montmorin moins d'amis s'il ne devait pas 180 000 livres à son tailleur, que le duc de Lauzun ne serait plus Lauzun s'il n'avait pas deux millions de dettes et que le roi lui-même perdrait de son prestige souverain s'il n'avait pas un arriéré chez le boulanger et le boucher.

Avant de mettre à profit cette excellente éducation, ce qui ne tardera pas, le jeune homme se repose de Versailles pendant une moitié de la semaine, en courant, le jour, les bibliothèques de Paris avec M. Lefranc de Pompignan, dont son père goûte la poésie solennelle, et en courant, la nuit, les filles avec des compagnons moins pompeux. Certain petit matin, comme il rentre vers quatre heures, en fiacre, à l'hôtel paternel, rue de Vaugirard, il s'entend héler, tout près de là, rue du

Pot-de-Fer[1], par un jeune séminariste claudicant qui lui demande de s'arrêter un instant et de lui prêter le toit du fiacre afin de pouvoir regagner, par là, le haut mur de Saint-Sulpice qu'il a sauté la veille au soir, pour rejoindre sa petite amie de la rue Férou. Ce fut le premier service que Mirabeau rendit à Talleyrand.

Pendant ce temps, l'ami des hommes se dépensait en inutiles efforts pour trouver un chef auquel attacher son fils, en Flandre, en Corse ou en Hongrie. Chacun se récusait avec effroi devant le risque d'avoir à commander celui que le marquis présentait, suivant les jours, sous les noms de monsieur l'Ouragan, ou, plus noblement, de monsieur le Comte de la Bourrasque.

L'été survint sans voir réalisées les ambitions, ni du père, ni du fils. Celui-ci reconnut de bonne grâce l'air de la province pour beaucoup plus favorable que celui de la cour, et regagna gaiement le Limousin dont le tira, l'hiver, le soulèvement des paysans de la seigneurie de Mirabeau, en Provence.

Le marquis de Mirabeau n'avait pas hésité à recourir aux commodités de la justice la plus féodale pour mettre la main sur les biens communaux que se disputaient depuis le XVIe siècle les paysans et les seigneurs de Mirabeau. De là un véritable mouvement agraire à la tête duquel se trouvait, comme toujours, un homme de loi, M. Mottet, procureur d'Aix.

Mirabeau, chargé d'y mettre fin, rentre en maître, au mois de décembre 1771, dans cet orgueilleux château où il a eu tant de peine, l'année précédente, à se faire recevoir en invité! Il a vingt-deux ans, âge où l'on ne connaît pas d'obstacle. Il est sans conseil, le bailli ayant quitté la Provence pour aller vivre entre le Bignon et Paris. Il a gagné en Corse une certaine rudesse militaire et, à la Cour, tous les préjugés aristocratiques. De sa citadelle, il regarde de haut en bas le pays. Il se sent furieusement décidé à remplir le mandat que lui a donné le marquis « d'aviser aux bêtises populaires ». Enfin, à considérer l'intérêt général, il croit

1. L'actuelle rue Bonaparte.

avoir et a peut-être en effet raison, car il s'agit, pour protéger le sol des inondations, de sauver les arbres que dévastent imprudemment, sur les terrains communaux, les troupeaux de chèvres, et les coupes désordonnées des villageois. Son plan est simple et clair : s'efforcer avant tout de se faire comprendre et, si c'est impossible, de se faire craindre.

Mais le temps est venu où le peuple de Provence, et d'ailleurs, a cessé de comprendre des maîtres qu'il a cessé de voir. Leur longue absence a usé jusqu'à la peur même des paysans désormais soutenus par la complicité du Tiers-État maître de tous les postes utiles.

En Provence, la conjuration contre la noblesse a trouvé en outre un puissant secours dans l'Assemblée des Communautés formée de représentants élus dans chaque viguerie. Déjà les institutions parlementaires recouvrent, étouffent l'institution féodale. La Révolution s'annonce par un universel procès. « Il n'y a plus six seigneurs en Provence, écrit le bailli de Mirabeau, qui ne plaident à présent avec leurs communautés. » Quand le comte appelle à Mirabeau les meneurs du mouvement, ils ne viennent pas. Quand il menace, on lui tourne le dos sans répondre. Lieutenants de juge, greffiers, procureurs juridictionnels, qui tiennent leurs charges du seigneur, les abandonnent plutôt que d'obéir. Des élections communales ont lieu au début de 1772 à Mirabeau, à Beaumont, village voisin. Dans les deux bourgs le chef de l'opposition, M. Mottet, est élu consul. Mirabeau ne trouve, pour le soutenir, que les prêtres, et il les a en horreur. Il mesure sa solitude, et bientôt son impuissance. Passant un jour auprès d'un de ses anciens lieutenants de juge, nommé Boyer, qui ne le salue même pas, il jette à terre le chapeau de l'homme. Celui-ci se recoiffe et défie le comte de recommencer. Des paysans se montrent sur le pas des portes. D'autres vont chercher des fourches. Un geste de plus, et Mirabeau va déchaîner la révolte. M. le comte de la Bourrasque rappelle à lui son sang-froid et passe. L'incident est partout répété, grossi. On raconte que Mirabeau s'est laissé rosser.

— On n'aurait jamais cru, — disent les nobles d'Aix, — que du sang de macreuse coulât dans les veines d'un Mirabeau.

Le lieutenant criminel est informé, enquête, trouve des témoins qui confirment l'attentat. Mirabeau, par une déclaration publique, arrête l'instruction et sauve Boyer. Il a beaucoup appris en ces quelques semaines. Il a senti sur son visage le souffle de la haine populaire, découvert la fragilité des privilèges que ne balancent plus les services rendus, et la faiblesse des châteaux devenus le danger des villages dont ils furent jadis l'abri. De loin, Versailles lui apparaît maintenant comme un beau vaisseau pavoisé, perdu sur la haute mer, où meurt le bruit d'une fête, autour d'un pilote endormi, et sur lequel accourt l'orage qui tout à l'heure arrachera les mâts et dispersera dans le vent les oriflammes. Il voudrait du moins sauver l'esquif qui lui fut confié, en rassemblant autour de lui les hommes dont sa naissance l'a fait le chef naturel. Il est trop tard, pour lui comme pour toute sa caste. Pendant trois ans, il se débattra dans son coin de Provence, essayant de tout, des grands travaux, des fêtes, des distributions de grains, saisi d'élans de générosité et de brusques retours de colère, et sentant se rapprocher la catastrophe à laquelle il finira par s'abandonner, sacrifiant au jour ce lendemain en lequel il n'a plus foi.

De tels pressentiments ne l'empêchent naturellement pas de rechercher les distractions dont a besoin sa jeunesse impétueuse. Il les trouve parfois à Aix, parfois dans ce glorieux château de Tourves où Horace de Valbelle réunit des poètes, des artistes, des femmes, et tient une véritable cour d'amour.

La mode était, cette année-là, d'épouser mademoiselle de Marignane. Celle-ci passait pour la plus riche héritière de Provence, et son père ne demandait qu'à se débarrasser d'elle, afin de continuer à lire tranquillement le *Mercure*, auprès de madame de Croze, qui lui était douce. Aussi toute la noblesse de Provence se trouvait-elle sur les rangs; le vicomte de Chabrillan, le marquis de Grammont, M. d'Albertas, fils du premier président au Parlement, M. de Valbelle lui-même, poussé par sa mère, mais retenu, il est vrai, par sa maîtresse favorite, madame des Rolands, jeune femme d'un mari de quatre-vingts ans. Les maîtresses s'étaient liguées pour gagner le père à la cause d'un certain M. de la Valette, particulièrement inoffensif.

Quant à la jeune fille, personne ne s'en préoccupait. On la savait prête à dire oui à tout le monde, tant elle s'ennuyait chez sa grand'mère où son père l'eût oubliée, sans tous ces prétendants obstinés à la lui rappeler. Les choses en étaient là quand Mirabeau prit sa course.

La province n'est pas faite pour l'homme seul. Gabriel en avait acquis la forte conviction, au cours des longues soirées dans la grande salle de Mirabeau. Par ailleurs il pensait que le mariage est la liberté de l'homme et qu'il n'existe pas, pour un noble, d'autre manière de s'enrichir. Ces réflexions n'étaient pas fort élevées. Pourtant elles le décidèrent.

Une idée originale lui vint, celle de séduire la jeune fille. Avec le physique qu'on lui connaît, cela pouvait passer pour de la forfanterie. Mais diverses expériences l'avaient rassuré sur sa laideur. Il écrira plus tard à Sophie de Monnier : « Autrefois je disais, comme Duguesclin, au moins aussi laid que moi : « Jamais je ne serai aimé, ni bien venu, ainsçoi serai des dames toujours très éconduit, car bien sais que je suis bien laid et mal *fettis*. Mais puisque je suis bien laid, être veux bien hardi. » Il ajoutera d'ailleurs : « En vivant, je n'eus plus si peur de moi-même; je m'aperçus que les dames étaien si bonnes, que les laids en avaient au moins autant que les beaux. »

En l'occasion il se montra « bien hardi », à la façon de Duguesclin; séduire la jeune fille, conquérir la grand'mère, tout cela ne demanda pas huit jours à M. le comte de la Bourrasque. Il ne prit pas le temps de se demander si mademoiselle de Marignane était jolie, en quoi il fit prudemment, car elle ne l'était pas. Au moins possédait-elle une voix charmante. La musique leur fut un lien; le jeune homme, pour complaire à la vieille madame de Marignane, consentit à chanter la française, qu'il n'aimait pas. La grand'mère sourit au duo qui se prolongea longtemps après que la vieille dame fut endormie, car les voisins, en se réveillant, aperçurent au matin, dans la rue, la voiture de Mirabeau qui attendait là depuis la veille.

Il venait d'avancer à ce point ses affaires lorsque survint une étonnante lettre du marquis de Mirabeau, enjoignant à

son fils de quitter Aix sur l'heure, « à faute de quoi » il devait être « conduit publiquement par la maréchaussée, aux Iles Sainte-Marguerite ».

« Voilà comment on m'encourage, la première fois que je fais une opération raisonnable », songea Mirabeau.

Mais il se garda d'obéir, montra la lettre à tous ceux qu'elle pouvait indigner, et ne hâta que davantage les événements. Tout dut céder devant cet « ouragan ». M. de la Valette en dépit des engagements pris, M. de Grammont en dépit de son beau nom et de sa belle figure, MM. de Chabrillant et de Caumont en dépit de leur fortune, le marquis de Marignane en dépit de madame de Croze et le marquis de Mirabeau, en dépit de sa fureur.

Le mariage fut célébré le 23 juin 1772 à Aix, au milieu de la plus grande pompe. Tous ceux qui vinrent à la noce reçurent des présents. L'hôtel de Marignane « ne désemplit pas pendant huit jours ». Le neuvième jour, Mirabeau fit ses comptes. Il n'avait que des dettes.

Ce n'était pas, cette fois, la faute de son père. Celui-ci avait donné le château de Mirabeau et 6 000 livres de rente qui devaient être portées à 8 500 en cinq ans. Il ne pouvait davantage. Mais la grande héritière n'apportait pour le moment que 3 000 livres de rente sur lesquelles il en fallait verser 2 400 à la grand'mère. « J'avais donc, écrira de Vincennes Mirabeau, quelques années plus tard, 6 000 livres pour subvenir aux frais de noces, qu'il n'avait pas tenu à moi de m'éviter, pour habiller, moi, ma femme et mes gens, pour payer les intérêts de mes dettes, pour faire les présents d'usage dans les communautés de madame de Marignane, et pour vivre une année. »

Dès qu'il a fait ce calcul rigoureusement exact, le nouvel époux en tire les conclusions. N'ayant pas de quoi vivre, il a de quoi emprunter. Si la dot de sa femme est petite, les espérances sont grandes, et l'on ne sait pas encore en Provence à quel point la fortune du marquis et de la marquise de Mirabeau est compromise. Gabriel ne le sait pas mieux. Riche d'avenir, il le dépense. Ses premiers exercices de comptabilité ayant failli l'attrister, il y renonce. Il court les Juifs et ne sort de chez eux que pour faire des commandes aux artistes, aux

libraires, aux entrepreneurs, acheter pour sa femme des robes et des bijoux, commander des boiseries de 20 000 livres, tailler des avenues dans le roc. La toilette féminine, l'ameublement, l'architecture, les routes, tout le passionne, tout le ruine. Pendant ce temps la comtesse de Mirabeau écrit mignonnement à son beau-père : « Nous courons après l'ordre, et j'espère que nous l'attraperons. » Sans doute courent-ils trop vite, car au mois d'octobre 1773, au moment où leur naît un fils qu'ils baptisent du nom de Victor, comme l'ami des hommes, ils doivent plus de 150 000 livres.

Les derniers sons du *Te Deum* chanté à l'occasion de cette naissance dans l'église du Bignon sont à peine éteints que le marquis, édifié par des lettres de M. de Marignane, commence une autre sorte de musique et revient à son leit-motiv favori : la lettre de cachet.

Au mois de décembre 1773 un ordre du roi condamne Mirabeau à ne plus sortir de son château : procédé ingénieux qui offre l'avantage, sinon de régler les dettes du comte, du moins de le soustraire à leurs conséquences, puisque, une fois « sous la main du roi », il échappe à la contrainte par corps. Mais en mars 1774 le château Mirabeau lui est fermé. Ordre d'exil à Manosque, petite ville proche. Enfin, en juin tombe le coup qu'il a raison de trouver « terrible ». Une ordonnance, rendue sur l'avis conforme d'un conseil de famille par le lieutenant civil du Châtelet de Paris, le range pour toujours au nombre des interdits.

Il y a de mauvaises séries dans l'existence. Le mois précédent, Mirabeau venait de subir une tristesse d'un autre ordre. Un joli mousquetaire, de ses amis naturellement, chez les parents duquel les exilés logeaient à Manosque, M. de Gassaud, ayant fait la cour à la comtesse Mirabeau, celle-ci s'était laissée aller dans ses bras aussi vite et aussi loin que possible. Puis le jeune homme avait regagné sa garnison, l'âme légère, et madame de Mirabeau avait laissé traîner une lettre d'amour.

Quand, dans la petite maison de Manosque, la comtesse vit venir sur elle son mari, le sang au visage, la démence aux yeux, et cette lettre en main, elle crut qu'elle allait mourir. L'idée ne lui vint pas une minute de le braver; elle se jeta à ses pieds, rampa, demanda pitié, pardon, invoqua son

enfant, renia son amant, montra une lâcheté si totale, traîna une supplication si longue, jura si fort ne pas l'avoir fait exprès, que Mirabeau se sentit soudain faible devant tant de faiblesse. Il ajourna sa résolution à quelques jours, comme il faisait dans les moments où il avait peur de lui-même, et demanda conseil à la seule femme auprès de laquelle il eût trouvé un sentiment qui ressemblait à de la tendresse maternelle, — la comtesse de Vence. Celle-ci le raisonna doucement, suivant les meilleurs principes du XVIIIe siècle.

— Il en est arrivé, — dit-elle, — ce qui arrive aux trois quarts des femmes qui ne diffèrent de madame de Mirabeau que par moins d'imprudence. Mais je sens qu'il est affreux d'en avoir la certitude et de ne pouvoir se dissimuler ce que tant d'autres font semblant d'ignorer. Ce dernier malheur vous était réservé, mais songez que vous travailleriez encore à l'augmenter si vous faisiez celui de votre femme. Ne voyez en elle que la mère de votre fils qui emploiera tous les moments de sa vie à vous faire oublier sa faute. Je ne prétends pas la diminuer. Faites cependant, je vous prie, un peu de réflexion sur le peu d'égalité que le préjugé a mis entre le mari et la femme, et combien il est peu dans la nature que ce qui est permis à l'homme soit si rigoureusement puni chez la femme, qui ne fait souvent que suivre l'exemple que son mari lui a donné.

Ces conseils, où ne manquaient ni les nuances, ni les allusions, furent reçus par une âme adoucie. Madame de Mirabeau avait appelé au secours ses hôtes, le père et la mère de son amant. Dans sa plaidoirie devant la grand'chambre du Parlement d'Aix, Mirabeau racontera la scène : « Son père (M. de Gassaud) me demanda à genoux la vie de son fils. Sa mère baigna mes mains de larmes. Je faillis mourir de honte de voir à mes pieds des cheveux blancs. Je pardonnai. Je pardonnai sans réserve et sans retour. »

Il apporta même, en sa clémence, cet excès qui était chez lui la rançon de la grandeur. Les parents du mousquetaire redoutant la rupture d'un mariage qu'ils avaient longtemps rêvé pour leur fils, avec la fille du marquis des Tourrettes, Mirabeau leur promit de s'entremettre, et tandis qu'il envoyait la comtesse au Bignon, avec la mission de le réconcilier avec

les siens, lui-même, pour plaider et gagner la cause de celui qui l'avait trompé, trouva beau de quitter Manosque, en dépit des défenses royales.

Son malheur voulut que le château des Tourrettes se trouvât près de Grasse. Comment, après avoir réussi sa surprenante négociation, ne se fût-il pas arrêté un instant dans ce Petit Trianon que venait de faire construire à Grasse la marquise de Cabris? Il y fut le 4 août. Sa dangereuse sœur se trouvait précisément en guerre avec presque toute la ville. Le méchant fou qui lui servait encore de mari avait osé quelques mois auparavant l'infâme plaisanterie de faire afficher une nuit, sur tous les murs, une poésie obscène de sa composition qui contenait les allusions les moins voilées aux mœurs exactes ou supposées de chacune des dames de la société. Une seule avait été oubliée dans cet almanach de la diffamation, Louise de Cabris. Une si extraordinaire omission avait frappé tout le monde et dénoncé l'auteur qui se trouvait sous le coup d'une instruction criminelle.

Bien entendu, tout Grasse regardait madame de Cabris comme la complice de son mari, et menait contre elle une cabale que dirigeait un M. de Villeneuve-Mouans. Louise de Cabris ne laissa rien ignorer à son frère de cette histoire, ni de ses rancœurs. Puis elle lui proposa de le mener chez une amie fort agréable, qui habitait à deux lieues, parmi les oliviers, le pavillon des Indes; madame de la Tour-Roumoules. Mirabeau résistait mal à ce genre de tentations.

Le lendemain, tandis que le jeune comte, après dîner, goûte au soleil la douceur de vivre auprès de madame de la Tour et de sa fille, et que madame de Cabris écoute les galanteries d'un officier du Royal-Roussillon, M. de Briançon, M. de Villeneuve vient à passer. On le montre à Mirabeau qui court après, l'insulte, saisit l'ombrelle que porte M. de Villeneuve et la lui casse sur le dos. Rixe, coups. Les deux hommes tombent, Mirabeau par dessus; l'ennemi de Louise de Cabris reçoit, aux rires de celle-ci, une magistrale volée à laquelle l'arrache enfin l'arrivée de ses paysans.

Cette journée devait coûter cher à Mirabeau. M. de Villeneuve-Mouans ne s'était relevé que pour aller déposer, contre son agresseur et ses complices, une plainte en assassinat,

fort exagérée par elle-même, mais qui révélait avec éclat la désobéissance de l'exilé à l'ordre d'exil. Le 22 août 1774, Mirabeau était l'objet d'un décret de prise par corps. Pour le soustraire à la justice, il n'y avait plus d'autre ressource qu'un « emprisonnement par lettre de cachet avant que le décret de prise par corps fût porté à la connaissance des ministres ».

Ce fut tout au moins l'opinion du marquis de Mirabeau, qui commençait à être expert en la matière.

L'exempt de la Maréchaussée qui vint à Manosque arrêter Mirabeau, le trouva achevant d'écrire un *Essai sur le despotisme.*

Le 20 septembre 1774 les lourdes portes du château d'If se refermèrent sur un jeune homme de vingt-cinq ans, d'un beau nom et d'un plus beau génie, qui, après avoir triomphé de tous les grands seigneurs de son âge auprès de la riche mademoiselle de Marignane, se retrouvait, deux ans plus tard, ayant perdu son château, sa fortune et sa femme, au fond d'une prison, interdit et inculpé d'assassinat.

HENRI DE JOUVENEL

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

DE M. BRIAND

M. Briand, comme M. Poincaré, se refuse, lorsqu'il est au pouvoir, à des déclarations directes, dont l'interprétation ou les traductions peuvent fausser le sens et la portée. Les pages qui suivent ne sont donc pas une transcription immédiate de vues exposées par M. Briand, mais elles sont le reflet de sa politique dans la mesure où il a bien voulu, au cours d'entretiens divers que nous avons pu avoir avec lui depuis plusieurs années, nous aider à en dégager les grandes lignes. Il estime que son œuvre est un tout, et que l'on risquerait de se méprendre sur ses buts, si l'on se bornait à considérer l'actualité sans exposer les origines et les principes qui l'ont guidé. C'est pourquoi, avant d'aborder les problèmes délicats que pose la conclusion des tout récents traités, nous avons voulu évoquer le réseau de pactes par lequel les négociateurs de Locarno se proposent de restaurer une Europe pacifique.

***

M. Briand est optimiste mais ne fait aucune difficulté pour reconnaître que la situation générale offre quelques raisons d'être soucieux. C'est une raison de plus, pense-t-il, pour persister dans la politique que poursuit la France et qui consiste à maintenir, à organiser la paix. De grands pro-

grès ont été accomplis dans ce sens et, si M Briand reste convaincu qu'il vaincra les difficultés du moment, comme il a naguère franchi certains obstacles, c'est parce qu'il existe un tribunal international, devant lequel, malgré ses imperfections, il est possible de plaider la cause de la paix avec quelques chances de succès.

Exemple : les accords de Locarno, enregistrés, entérinés par la Société des Nations et qui demeurent la base de l'édifice. Mais sait-on bien ce que sont les accords de Locarno? Essayons de l'expliquer.

A la veille de la conférence de Cannes, le système des alliances prévues par le traité de Versailles était ruiné par la carence de l'Amérique et, conséquemment, par l'abstention anglaise; il ne restait à la sécurité française que la nécessaire précaution de l'occupation rhénane, qu'André Tardieu avait fort heureusement fait figurer dans les traités.

Après, c'était le néant. C'est de ce néant que M. Aristide Briand s'efforce, dès la conférence de Cannes, de faire surgir un système de garanties internationales en cas d'agression. Les États-Unis s'étant récusés, c'est sur la politique envers l'Angleterre qu'il appuie son principal effort.

La France est internationale, dit-il. Son prestige, l'attraction qu'elle exerce au dehors lui imposent dans le domaine moral le sort de conductrice. Pendant la guerre, si les peuples vinrent se ranger sous son drapeau, c'est que la France leur apparaissait comme le symbole de leurs aspirations; c'est donc internationalement qu'il faut envisager le règlement du problème des réparations et de la sécurité.

Ce fut la politique de M. Briand au gouvernement; on sait qu'il ébauchait à Cannes, avec M. Lloyd George, un pacte de garantie, dont l'alliance franco-anglaise devait former le nœud essentiel, quand il fut impérieusement rappelé à Paris et « démissionné ».

Le pacte que nous offrait M. Lloyd George pouvait apparaître aux esprits prévoyants comme l'expression d'une politique de sagesse; mais l'opinion publique n'était favorable, au début de 1922, ni aux solutions pacifiques ni aux transactions de bon sens. On critiquait le traité de Versailles et on ne cessait d'espérer davantage; quelques ambitieux ne

rêvaient-ils pas d'imposer à l'Allemagne de nouvelles conditions qui ne devaient être dictées qu'à Berlin?

***

Au lendemain de Cannes nous n'avions plus ni l'Angleterre, ni l'Amérique, ni la rive gauche du Rhin, puisque le projet de *démilitarisation* et de neutralisation après la fin de l'occupation, était abandonné, en même temps que le pacte de garantie franco-britannique.

Pourtant Cannes contenait en germe le *protocole de Genève* — protocole qui subit de multiples avatars, mais dont l'idée maîtresse demeure intangible; il s'agit en effet de « subordonner la réduction des dépenses militaires à la conclusion de pactes réciproques et par là d'orienter l'Europe dans la voie des groupements solidaires et des contre-assurances ».

Ces lignes aident à comprendre les modifications diverses et nécessaires que l'on fit subir au premier texte de lord Robert Cecil, chargé par la Société des Nations de rédiger le document. Tel que l'avait conçu l'homme d'État britannique, le futur traité était inopérant : 1° il ne dénonçait l'agresseur que quatre jours après l'agression; 2° il subordonnait la garantie juridique à la réduction préalable des armements; 3° il interdisait à côté du traité général les traités particuliers de garanties prévus par la motion de l'Assemblée de Genève en septembre 1922; 4° enfin, il ne déclarait le traité valable que par la signature des grandes puissances.

Si le mépris du lord anglais pour les petites nations était pour le moins surprenant, la France y gagna un renouveau de sympathies; c'est elle qui, au nom de l'expérience, et de la justice, fut chargée de reviser le document de lord Robert Cecil.

Dressé à Londres, le 20 juillet 1923, et adopté par l'Assemblée, le 29 septembre de la même année, le nouveau protocole ne contenait plus qu'un article inquiétant : l'article 13, qui assurait les avantages du pacte aux États qui se déroberaient aux charges de la Société des Nations. Mais l'article 6 articulait déjà les pactes de garantie individuelle, comme les membres d'un même corps. Nous chevauchions sur la route

de Locarno. La France pouvait introduire dans le cadre général les accords passés avec la Pologne en 1920 par M. Briand, et par M. Poincaré en 1923 avec la Tchéco-Slovaquie.

Mais le jeu de la politique intérieure anglaise fit que le gouvernement travailliste de M. Ramsay Mac Donald rejeta le 5 juillet 1924 le texte que lord Robert Cecil avait accepté comme base de discussion, parce qu'il n'y trouvait pas, disait-il, la garantie promise de désarmement, mais, au contraire, des causes nouvelles de conflit. Les diverses étapes de l'évolution vers Locarno ont de curieux aspects : c'est, avec le traité de Versailles rejeté par l'Amérique, l'Angleterre et la France qui devront rechercher seules les conditions de la sécurité européenne; c'est, avec la tentative de Cannes, la France qui rejette les offres de l'Angleterre; c'est, avec le protocole de Genève, l'Angleterre qui rejette le texte de la Société des Nations. Convenons que, là encore, dans cette obsédante question de la sécurité, le destin de M. Herriot fut singulier. C'est un gouvernement travailliste qui a rejeté, sans égards, le premier statut dont quarante-cinq nations, réunies à Genève, avaient espéré doter la sécurité européenne.

M. Briand, quand il arrivera au pouvoir, et qu'il mettra tous ses soins à poursuivre la tâche à laquelle il a voué naguère ses activités diplomatiques, en retiendra l'idée essentielle : réaliser un pacte dans le cadre de la Société des Nations. Mais il sait que la clé de voûte du succès, c'est l'accord franco-anglais. C'est une entente solide et loyale avec l'Angleterre. Et le départ de M. Ramsay Mac Donald ne lui semblera pas un obstacle pour se concilier des sympathies à Londres.

Dans les bagages du cabinet Herriot, M. Briand a trouvé les propositions allemandes de février 1925. Elles contiennent les éléments d'un pacte de garantie mutuelle à trois : France, Allemagne, Angleterre; l'engagement de renoncer à la guerre pour résoudre les conflits; *un statut de la zone démilitarisée du Rhin tel qu'il a été fixé par le traité de Versailles.* On trouvera les termes de la réponse que M. Herriot fit au memorandum allemand dans le Document bleu.

M. Briand s'entend avec les Anglais et répond aux Allemands; puis il prend ses dispositions pour que le travail de

préparation technique ne souffre aucun retard; menée tambour battant par les techniciens, la question se trouve peu à peu canalisée, réduite à ses proportions essentielles.

Alors que le jeu des négociations avait presque toujours eu pour résultat de découvrir une fissure entre les Alliés, un désaccord de détail ou certaines fragilités dans les sympathies, voici que l'Allemagne trouve devant elle, pour la première fois depuis le traité de Versailles, et grâce à la stratégie des techniciens, un bloc compact inentamable. Elle est, en quelque sorte, prise dans un laminoir; la ressource essentielle de sa diplomatie lui échappe; il ne lui est plus permis de spéculer sur les divisions entre alliés. Ses propositions ont été prises au sérieux, elles ont été étudiées et ce sont ses propres vœux qu'on lui offre de réaliser immédiatement. La difficulté est pour elle, maintenant, de trouver un gouvernement assez audacieux et assez loyal pour aller jusqu'au bout de la tentative de paix, dont elle n'avait peut-être pas, tout au fond d'elle-même, espéré un succès aussi rapide.

Or, il apparut à certains, que la fonction et l'expérience protègent habituellement contre les surprises d'un jugement hâtif, que MM. Luther et Stresemann avaient le sentiment, qu'au delà des limites d'un petit accord quelconque, une occasion naissait enfin pour la France et l'Allemagne de collaborer et de renoncer à leurs vieilles querelles. Ne donnaient-ils pas l'impression de vivre comme nous-mêmes sous la hantise d'une catastrophe économique et financière avec, au bout, la perspective d'une Amérique prenant en Europe des hypothèques?

***

Entre temps, les coquetteries des bolchevistes à l'égard des Allemands avaient restitué au vieux rêve bismarckien un éclat nouveau. Tchitchérine, avant la conférence de Locarno, avait sans doute jugé bon d'assombrir les auspices sous lesquels s'ouvraient les négociations du pacte.

***

Dans cette espèce de dissociation de l'Europe, les Bolcheviks n'étaient pas en peine de trouver des éléments qui leur fussent

favorables. M. Briand, qui l'avait compris, para le coup dès les premières prises de contact.

— Vous avez, — dit-il aux Allemands, — le choix entre deux conceptions : celle de la solidarité avec la communauté européenne, et celle de la complicité avec les Soviets, c'est-à-dire l'isolement de l'Allemagne du côté occidental; réfléchissez, vous êtes comme Hercule au carrefour du vice et de la vertu. D'une part vous êtes assurés du désarmement moral puisqu'il y a nécessité d'union, d'autre part vous glissez au bas de la collectivité européenne, et vous accumulez les menaces sur votre tête.

On voit tout l'intérêt d'un tel langage; il correspond au goût d'ordre et de discipline qui est dans l'esprit allemand. Le souci de préservation sociale devait l'emporter sur les avantages de la politique préconisée par Bismarck à l'égard de la Russie, « la grande fiancée ».

L'erreur principale de la politique des Soviets à l'égard de l'Allemagne était de ne pas croire que celle-ci ferait un jour partie de la Société des Nations. Quand ils ont vu qu'elle s'acclimatait aux conceptions occidentales de Locarno, quand ils ont appris que M. Mussolini lui-même avait apposé au bas des pactes la garantie italienne, ils ont renoncé à leurs efforts pour dissocier l'Europe.

Et ils se sont demandé si la politique de Locarno n'allait pas brutalement dresser contre eux le bloc des nations occidentales? Si bien qu'on peut aujourd'hui envisager qu'ils nourrissent le secret espoir d'être un jour admis dans l'Assemblée de Genève. Et la menace contre les Soviets est si peu dans l'esprit des pactes signés qu'on se féliciterait au contraire qu'ils aient eu pour résultat de ramener la Russie vers la collectivité européenne, fidèle, elle, à certaines traditions et à un certain idéal de civilisation.

L'écueil russe étant ainsi évité, efforçons-nous de dresser le bilan des avantages que les accords de Locarno offrent à chaque nation participante :

a) *Du point de vue français.*

Le pacte contient les éléments essentiels de la solution du problème qui préoccupe notre vie nationale depuis la fin

de la guerre. Il internationalise la frontière du Rhin qui se trouve garantie par l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique et l'Italie. Notons que nous retrouvons enfin cette garantie anglaise qui nous avait échappé quand l'Amérique refusa de ratifier le traité de Versailles. On retrouve également la garantie de l'Italie, et on conviendra qu'elle a tout de même plus de valeur dans le jeu continental à concerter immédiatement, que l'appui loyal, sans doute, mais si lointain de l'Amérique.

La venue de Mussolini tenant à parapher lui même les documents de Locarno n'ajoutait-elle pas à l'éclat des négociations? Et M. Briand, qui est en relations avec l'homme d'État italien depuis longtemps, n'interprétait-il pas ce geste comme un nouveau succès de la politique de paix qu'il s'attache à pratiquer? Souvenons-nous, quelques semaines avant Locarno, des rumeurs qui couraient à travers l'Europe. Les deux dictatures de l'Europe, celle d'extrême-gauche et celle d'extrême-droite, celle de Moscou et celle de Rome, se rejoignant par-dessus les doctrines, les conceptions, les idéals divergents et scellant une alliance politique, à laquelle l'Allemagne serait conviée! Eh bien, la présence de Mussolini à Locarno, c'était, comme celles de Luther et de Stresemann, le démenti le plus catégorique à ces rumeurs. Il est regrettable que certains à qui il appartenait de composer une opinion internationale ne l'aient pas compris, qu'ils aient risqué d'affaiblir dans la presse, par un mouvement de mauvaise humeur, la portée de cet événement, qu'ils se soient prêtés à une manœuvre dont ils ne pouvaient être que les dupes, qu'ils aient voulu traiter d'égal à égal, eux, la presse, avec lui, le dictateur.

Reprenons notre bilan. Le traité de garantie mutuelle est, sur la frontière du Rhin, complété par une chaîne de traités d'arbitrage entre les pays de l'Est : Pologne, Tchéco-Slovaquie et Allemagne. Or, M. Briand a signé avec la Pologne (en juillet 1920) un traité d'alliance et, en 1923, un traité analogue a été signé avec la Tchéco-Slovaquie. D'autre part, notre liberté d'action entre nos alliés de l'Est, en cas de conflit, est sauvegardée par la garantie internationale du Rhin; nos disponibilités en hommes, en munitions, en maté-

riel, s'augmentent d'autant pour les secourir. Du reste, l'article 16 du pacte de la Société des Nations, dont le pacte rhénan évoque à son profit les dispositions, réserve notre pleine liberté d'intervention en faveur de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie, en cas d'agression allemande contre ces deux pays. Cet article dit en substance que « toute puissance entrant en guerre contre un état membre de la Société des Nations sera considérée comme étant en guerre avec toutes les puissances ».

Or, la Belgique, l'Allemagne et la France renoncent à se faire la guerre, sauf en certains cas — ceux précisément où doit jouer l'article 16.

Ainsi se développe le vaste circuit dont la France reste la principale bénéficiaire. Ce circuit est extensible. Il peut un jour comprendre la Russie, nous l'avons envisagé plus haut; il peut intéresser les Puissances balkaniques et la Turquie elle-même; il peut séduire l'Espagne qui ne pourra indéfiniment demeurer en dehors de la collectivité européenne et qui y sera un jour amenée par les intérêts vitaux qu'elle doit gérer à côté des nôtres en Afrique. La France a ainsi déroulé les liens d'une vaste solidarité complémentaire en dehors du pacte rhénan; elle a réalisé une habile synthèse de deux politiques entre lesquelles, au cours de son histoire, elle dut toujours faire un choix : politique d'entente avec les grandes puissances et politique de groupement des petites puissances.

Enregistrons aussi la renonciation définitive de l'Allemagne à l'Alsace et à la Lorraine — renonciation expressément signifiée dans les accords de Locarno. Si l'on veut mesurer l'importance de l'événement, imaginons après 1871 la France renonçant à ces deux provinces sous la forme positive d'un traité offert par l'Allemagne victorieuse.

La chose eût été jugée impossible; c'est pourtant cela qui a été obtenu à Locarno et ainsi se trouve vérifiée la pensée de Michelet : *L'irrédentisme finit avec l'abdication.* Locarno, c'est l'abdication définitive de l'Allemagne sur les positions dressées par le traité de Versailles. De ce traité, du reste, rien n'est sacrifié, au point de vue français; on n'y a ajouté qu'un peu plus de substance. Enfin, il convient d'envisager au point de vue français l'allègement futur de nos charges —

allègement au sujet duquel aucune promesse n'a été faite à l'Allemagne. Quand ses négociateurs ont demandé là-dessus quelques précisions, il leur a été répondu qu'une telle question était étrangère au pacte, mais qu'elle se poserait d'elle-même, si le pacte jouait à plein rendement, avec désarmement moral à la base.

En résumé, la France a obtenu ce qu'elle désirait : le minimum qu'elle pouvait attendre de Locarno était que nos aspirations nationales fussent satisfaites; elles l'ont été sans la moindre concession de notre part, sans la plus insignifiante monnaie d'échange.

b) *Au point de vue européen.*

Locarno a consacré une tentative d'organisation européenne, dans l'ordre économique; on a souri des États-Unis d'Europe; l'idée, pourtant, y est. On a vu pour la première fois, dans un règlement diplomatique, apparaître chez chaque négociateur des préoccupations européennes. Les Allemands eux-mêmes ont eu cette arrière-pensée européenne.

Or, le mécanisme qui peut permettre à cette politique de passer à la vie, c'est la Société des Nations. M. Briand ne s'est pas séparé une minute de ce grandiose espoir. Son pacte est toujours demeuré dans le cadre de l'Assemblée de Genève. Et il n'a pas cessé de considérer que le traité rhénan était une garantie supplémentaire pour les puissances, en attendant que la Société des Nations fût en mesure de fournir à ses adhérents une protection effective. Le pacte rhénan va plus loin dans le devoir et les droits qu'il implique, que le Covenant de la Société des Nations; c'est, qu'en effet, il est appelé à jouer un rôle, aussi longtemps que l'Assemblée de Genève n'aura pas pris corps et qu'elle restera impuissante à fournir ce que l'on est obligé de rechercher dans un acte spécial. Pourtant, le fait que ce pacte rhénan devient une articulation de la Société des Nations, est à retenir. M. Briand lui a emprunté ces conceptions; il lui restitue aujourd'hui un acte en échange d'une idée, et, ce faisant, il lui insuffle une vigueur nouvelle et des réserves de santé. Bel exemple d'évolution créatrice.

c) *Au point de vue mondial.*

Le continent s'homogénise, il s'aménage. Il devient un vaste corps où la vie circule : une interpénétration des grandes industries s'instaure entre la France et l'Allemagne; qui ne voit la répercussion au delà de l'Atlantique?

L'Amérique a, jusqu'ici, spéculé sur les divisions européennes, sur nos rivalités et nos conflits. Ses hommes d'État disaient : « Les États-Unis ne sauraient s'intéresser à une Europe incapable de se gouverner. » Et ils ne s'y intéressaient, en effet, que dans la mesure où leurs intérêts étaient à défendre.

Disons quelques mots de l'attitude de nos alliés à Locarno et de celle des interlocuteurs de M. Briand. Nous avons relevé l'empressement avec lequel le ministre des affaires étrangères se préoccupa, dès son arrivée au pouvoir, de resserrer les liens avec l'Angleterre. Considérant ces liens comme les principaux éléments de toute politique européenne, M. Briand s'assura à Locarno de présenter aux Allemands un front franco-anglais, sans fissures, un bloc inentamable. Il y fut plus qu'aidé par M. Chamberlain, dont les amicales dispositions à l'égard de la France étaient déjà connues, mais n'avaient pas encore eu l'occasion de s'affirmer avec autant d'éclat. Il a travaillé à cette œuvre de paix comme à son œuvre propre, sans penser un instant à prendre ombrage d'une situation qui portait moralement la France au premier plan, lui assurant une situation privilégiée, puisqu'elle avait été le fil conducteur dans l'élaboration des accords. Avec une grande noblesse, il ne pensa qu'à l'œuvre commune, qu'à la défense des intérêts en présence.

Un exemple : le traité de Versailles et les accords de Washington avaient été rédigés en anglais et en français; les accords de Locarno l'ont été seulement en français; de même tous les débats ont eu lieu en français, Sir Austen Chamberlain donnant l'exemple; autre exemple : au nom de son pays, Sir Austen Chamberlain souscrivit de lourdes obligations envers la France; en échange, il ne demanda rien.

Il n'est pas inutile de souligner ces faits; ils indiquent des courants nouveaux indiscutables et soulignent l'erreur, com-

mise par certains, qui ne mettaient leur foi que dans l'internationale des partis.

L'événement qui a déterminé une heureuse évolution des négociations fut la rencontre désormais célèbre et historique d'Ascona. Briand sentait chez Luther, depuis la prise de contact, un souci, une hésitation, peut-être un besoin d'épanchement; son intuition ne le trompait pas; le chancelier allemand souhaitait un tête-à-tête, où toutes les questions, escortées de leur sentimentalisme, seraient vidées loyalement. Ainsi fut fait : d'abord on songea à fixer le lieu de la rencontre à Madona del Sasso, petit village au-dessus de Locarno, et qui est un lieu de pèlerinage. L'endroit eût été mal choisi. Un grand nombre de journalistes s'étaient réfugiés sous la protection de la Madone; c'est alors qu'on songea à Ascona. En une demi-heure tout fut décidé et réglé. Une auberge discrète, sous les glycines escaladant la pierre grise; une terrasse romantique sous un rideau de verdure bordant la route. Dans la solitude matinale que ne troublent encore les pas d'aucun touriste, en compagnie de la chatte du lieu, deux Messieurs causent face à face, accoudés à une table modeste où sont servis des fruits. Nul ne soupçonne leur identité. Là-bas, à Locarno, la curiosité des journalistes continue de s'égarer aux portes des hôtels occupés par les délégations étrangères.

L'entretien durait depuis une demi-heure, quand des touristes, quelques peintres, pénètrèrent dans l'auberge; d'abord, ils ne se rendirent compte de rien; mais le murmure qui montait vers eux, avec le mouvement des feuilles, attira leur attention. L'un d'eux se détacha de la table où il buvait; de loin, il observa les mystérieux interlocuteurs, puis il glissa quelques mots à l'oreille de son compagnon et disparut.

Quelques minutes plus tard, il revenait accompagné d'un superbe appareil photographique. C'en était fait de l'incognito des deux hommes d'État. M. Briand avait été reconnu. Tout Ascona savait que lui et M. Luther étaient là; il fallut brusquer le départ. M. Briand de son côté et M. Luther du sien regagnèrent Locarno, rapidement. Ils y arrivèrent au moment où commençait à se répandre la nouvelle de l'entrevue.

Entrevue qui décida de tout, dont il n'est pas excessif

de dire qu'elle détermina le sort de la politique allemande, jusque-là oscillante entre l'Orient et l'Occident. Selon son principe, M. Briand, une fois de plus, s'était mis dans la peau de son interlocuteur, il avait pris conscience des limites possibles du côté allemand, en face d'une opinion publique exigeante; il avait lui-même exposé devant M. Luther les points sur lesquels le compromis semblait possible et ceux sur lesquels aucune transaction n'était à envisager. A Ascona, on avait déblayé et éliminé. A Locarno, on rassembla les bons matériaux et on construisit.

Il était temps que l'on crût enfin aux possibilités de la paix.

***

Et maintenant? On a dit dans la presse et à la tribune de la Chambre : pourquoi M. Briand a-t-il signé le traité yougoslave?

N'est-ce pas une sorte de représaille, une réponse à une visite de bateau? N'en est-il pas résulté une polémique qui a envenimé les rapports entre la France et l'Italie?

M. Briand est, personnellement, un grand ami de l'Italie. Il ne peut pas oublier que l'homme qui est à la tête de son gouvernement, et qu'il a eu l'honneur de connaître personnellement, a été pendant la guerre un grand artisan de la collaboration franco-italienne. Il défend les intérêts de son pays. Son pays a des désirs étendus. Le chef du gouvernement italien ne les cache pas. Il est légitime qu'il les fasse connaître. Peut-être l'a-t-il fait parfois avec une certaine rigueur, mais il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter devant certaines paroles. Les mots, après tout, ne sont que des mots; ils se succèdent rapidement et, quand l'un d'eux a été peu agréable, on peut s'attendre à ce qu'un autre plus agréable lui fasse suite.

Une des questions les plus fréquentes que l'on pose à M. Briand est celle-ci : pourquoi n'avez-vous pas engagé de conversations avec l'Italie? Mais ne fut-il pas à tous moments disposé à le faire?

Il a rencontré M. Mussolini à Rome. Il avait d'ailleurs été un de ceux qui avaient préconisé la réunion du conseil dans cette ville. Et, comme nous le rappelons plus haut, ils

se sont ensuite rencontrés à Locarno. Ils ont participé à un acte que M. Briand considère comme très important. Il le verra demain avec plaisir. Il est préparé — le gouvernement tout entier est orienté vers cette politique — à examiner toutes les propositions d'accord pour des pactes d'amitié et d'arbitrage qui rapprocheraient les deux pays et qui sont dans l'esprit même de Locarno. A aucun moment il n'a été opposé à une telle politique, bien loin de là, et il a toujours saisi l'occasion de le faire sentir clairement à Rome. Il a la conviction très nette que, malgré toutes les poussées passagères de l'opinion et de la presse, l'accord se fera, qu'il ne peut pas ne pas se faire.

En raison de l'opinion éveillée des peuples, il n'y a pas de pays qui puisse penser à la guerre. En Italie, comme en France, malgré certains propos, malgré certains articles, si un événement risquait de jeter l'un contre l'autre les deux peuples, il y aurait un immense cri de réprobation.

Les choses ne peuvent donc pas ne pas s'arranger. Mais on a dit : « Le traité franco-yougoslave ne favorise pas cet arrangement. »

Il est donc nécessaire que l'on sache comment le traité franco-yougoslave a été signé.

Il procède de la politique d'ensemble de Locarno, de la politique de paix qui tend à substituer les solutions juridiques aux solutions de force. Cette politique a conduit la France, à défaut du protocole, à rechercher des accords ou régionaux, les meilleurs, ou séparés, quand on ne peut pas en faire de régionaux. En cela on n'a fait que répondre aux suggestions diverses de l'avant-dernière et de la dernière assemblée des nations.

Tout naturellement la France traite avec les pays qui sont ses amis : la première chose dans la vie, quels que soient les intérêts, quelles que soient les préoccupations qu'on peut avoir, c'est de ne pas être infidèle à ses amitiés.

M. Briand n'a pas découvert la Yougoslavie le jour où des bateaux italiens s'arrêtèrent à Tanger. Ce nom de Yougoslavie correspond à quelque chose dans le souvenir des Français. Elle a été à nos côtés dans les moments les plus difficiles; elle a été une amie fidèle et loyale.

Et voilà maintenant la genèse des accords yougoslaves.

Dès 1923, immédiatement après la guerre, l'Italie s'efforça de régler ses affaires avec la Yougoslavie. Elle essaya de conclure avec elle un traité d'amitié, comme elle en conclura très probablement un dans l'avenir. M. Briand lui-même avait pensé à consacrer par un accord d'amitié la situation de fait existant entre les deux pays et nous l'avons dit à l'Italie.

Un peu plus tard, le gouvernement italien suggéra de faire, au lieu de deux accords séparés, un accord tripartite. Entrant dans ses vues, nous avons immédiatement accepté.

Pourquoi cette suggestion n'a-t-elle pas abouti? L'Italie, en tout cas, en 1924, a signé un accord politique avec la Yougoslavie. Le quai d'Orsay a trouvé cette procédure parfaitement naturelle et n'a pas récriminé. Il a fait seulement savoir à Rome qu'il continuait de négocier avec Belgrade.

On parle toujours du côté politique de ce traité. Or les précautions prises pour nous tenir dans les limites du pacte de la Société des Nations, et aussi celles qui protègent la France contre certains entraînements, y figurent explicitement.

Mais cet accord n'est pas seulement politique; il entre dans le cadre général de la politique de Locarno; il comporte, en même temps, un traité d'arbitrage. Sa partie politique n'est autre chose que le préambule du traité d'arbitrage et il est du même genre que d'autres traités approuvés par les Chambres.

Sur ces entrefaites, des négociations avaient été engagées entre l'Italie et la Yougoslavie pour élargir le premier traité. On a dit que ce serait un geste amical de notre part d'ajourner quelque peu la signature du nôtre pour permettre que ce nouvel acte entre l'Italie et la Yougoslavie fût rédigé et signé. La France a répondu affirmativement. Nous avons été d'accord, la Yougoslavie et nous, pour un ajournement de six mois. A l'expiration de ce délai, la situation n'était pas encore réglée; nouvelle prolongation de six mois.

A ce moment encore, il survint un autre petit conflit. Il parut qu'il valait mieux ne pas signer et ajourner la signature de six mois.

L'échéance arrivait à la date même où les représentants

de la France et de la Yougoslavie ont signé. M. Marinkovitch venait à Paris non seulement pour cette affaire, mais aussi pour en régler d'autres, l'ordre financier, et pour un traité de commerce.

Le traité a donc été signé.

Un mois et demi plus tôt, le gouvernement français avait pris le soin de faire connaître ses intentions à Rome et sa déclaration avait été accueillie sans aucune protestation.

Mais, quand on prétend que cette signature a créé un état de choses tout à fait grave entre l'Italie et la France, M. Briand a le droit de se montrer surpris. L'enchaînement des faits montre à quel point la France a été animée d'un esprit amical et combien elle a pris de précautions pour ne créer aucune difficulté entre elle et sa voisine.

Depuis, des journaux ont commenté l'événement avec quelque violence. D'autres ont eu une attitude très différente et la majorité des journaux a interprété le traité comme le gouvernement lui-même.

MM. Marinkovitch et Briand, après avoir signé, ont indiqué à la presse le véritable caractère du traité et ont montré qu'il n'était dirigé contre qui que ce soit. On peut d'ailleurs s'en convaincre à la lecture.

M. Marinkovitch, devant le Parlement yougoslave, a fait les déclarations les plus amicales.

Depuis, tous les efforts de M. Briand n'ont eut qu'un but : conseiller à nos amis yougoslaves l'attitude la plus pacifique. Il y a lieu d'espérer qu'ils finiront par signer avec l'Italie un traité, qui aplanira toutes les difficultés actuelles et qui apportera en Europe des conditions de paix renforcées.

Voilà l'historique de la question.

Le traité n'est dirigé, en aucune façon, contre personne. Il est conforme en tous points aux principes de la Société des Nations et, restant ouvert à toutes les bonnes volontés, il peut être le germe de quelque nouveau Locarno.

***

Dans le conflit polono-lithuanien que le Conseil de la Société des Nations vient de résoudre, M. Valdemaras a fourni à

M. Briand l'occasion de préparer l'extension, en Europe orientale, de la politique consacrée une première fois à Locarno.

Dans la dernière session de Genève, il a été, en effet, fort peu question des minorités et des écoles lithuaniennes de Pologne qui avaient été cependant l'occasion de la démarche lithuanienne, et l'on s'est borné à en saisir un Comité formé de trois membres du Conseil; par contre, il a été beaucoup question des relations générales des deux pays et un pas sérieux a été réalisé pour amener entre eux la détente qui doit elle-même conduire à une entente.

Depuis l'échec de l'offensive bolchevique contre la Pologne et particulièrement depuis que la Conférence des Ambassadeurs, agissant dans la limite des pouvoirs que lui a reconnus le Traité de Versailles, a fixé la frontière lithuanienne dans la région de Vilna (15 mars 1923), la Lithuanie se considère comme en état de guerre avec la Pologne. On n'échange pas de coups de canon et on ne tire pas de coups de fusil; mais la frontière est barrée, aucune relation postale, télégraphique ou ferroviaire n'est possible, le trafic sur le Niemen est interrompu et, si quelques isolés passent, de temps à autre, les avant-postes, c'est toujours au péril de leur vie. Situation anormale dont se plaignait à bon droit la Pologne et qui, d'ailleurs, est une cause de ruine pour la Lithuanie et notamment pour son port de Memel, qui ne peut vivre que du commerce de l'hinterland polonais.

Qu'a-t-on fait à Genève? On a — et ce n'est pas trahir le secret des délibérations qui se poursuivirent pendant une semaine à huis-clos de dire que M. Briand définit, dès l'origine, le but à atteindre — fait comprendre au gouvernement lithuanien que cette situation absurde ne pouvait durer. Si la Lithuanie se considérait comme en état de guerre avec la Pologne, celle-ci avait le droit de recourir à la force des armes; et qui pouvait dire, alors, quelles complications surgiraient? Avant tout, l'état de guerre devait donc disparaître. Ce résultat a été atteint; pour maintenir l'état de guerre, la Lithuanie faisait valoir qu'y renoncer serait abandonner les revendications qu'elle croit avoir à faire valoir sur Vilna; on lui a permis de faire sur ce point une réserve que le Conseil — quoi qu'on en ait dit parfois — s'est d'ailleurs bien gardé

de prendre à son compte. Restait à préparer la reprise entre les deux pays de relations normales. Le Conseil de la Société des Nations aurait pu prendre l'initiative des pourparlers; il a préféré laisser les deux parties en tête-à-tête en leur rappelant discrètement que, éventuellement, ses bons offices seraient à leur disposition. Mais c'est déjà un immense progrès que les deux adversaires qui, à diverses reprises, avaient cherché vainement à engager la conversation, reconnaissent aujourd'hui que cette conversation est possible et soient décidés à l'entreprendre sans délai.

Les résultats de cette session de Genève ne sont pas, il est vrai, de ceux qui se révèlent en un jour, mais ils ne sont pas pour cela moins importants. Du jour où la Lithuanie et la Pologne cesseront de se considérer en ennemis, ces deux pays que tant de liens rattachent et qui se sont si souvent appuyés l'un sur l'autre seront près de s'entendre, ce jour-là, il deviendra possible de concevoir entre tous les États des confins orientaux de l'Europe des pactes d'entente mutuelle et de non-agression. Ce jour-là, les relations entre l'Allemagne et la Pologne deviendront plus faciles et la Russie même devra comprendre que, si elle veut reprendre sa place dans la communauté européenne, elle ne le peut qu'en s'associant à cette œuvre de pacification et en prenant, elle aussi, à l'égard de ses voisins, des engagements de non-agression.

Tel est le but vers lequel doit logiquement nous acheminer la détente polono-lithuanienne. Le résultat obtenu marque, pour la Société des Nations, un nouveau succès; il en évoque un aussi pour la politique française. Les membres du Conseil à Genève ne se cachaient pas pour dire que ce résultat n'eût pu être atteint sans l'intervention personnelle de M. Briand.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'œuvre réalisée par M. Briand; on peut critiquer ou approuver sa politique. On ne peut nier ses résultats. Répondront-ils un jour aux espoirs de la France et des peuples? Seul, un avenir encore lointain pourra en témoigner.

GEORGES SUAREZ

LES RICHESSES DE L'ÉTAT FRANÇAIS

L'OFFICE INDUSTRIEL

I

Les hommes que nous avons trouvé devant nous, dans notre campagne pour l'utilisation des richesses improductives ou moins productives de l'État français, n'ont pas nié — l'auraient-ils pu sans nier l'évidence? — que tout n'allait peut-être pas pour le mieux de ce côté. Mais au gré des partisans, c'est-à-dire des profiteurs, de l'État industriel, le principe de l'étatisme n'avait éprouvé aucune atteinte, du fait de nos critiques. C'est à leur avis une porte ouverte que nous avons enfoncée à grand fracas, en prenant à partie un mode de gestion vicieux mais temporaire, non inhérent à la nature de l'État, et, dans tous les cas, aisé à redresser.

On nous concède que l'État actuel a ses défauts et ses infirmités. On ne les conteste pas. Mais il faut prendre garde que nous avons affaire à un État bourgeois, insuffisamment « évolué » encore, mal débarbouillé de la crasse réactionnaire. L'État de demain, l'État en devenir, l'État collectiviste et soviétique échappera aisément à nos reproches. Dès qu'il se sera perfectionné, il n'éprouvera aucune peine à manifester son incontestable supériorité sur l'économie privée.

Demain, sous ses incarnations nouvelles, l'État de la Nationalisation industrialisée chère à M. Léon Jouhaux, l'État

des offices industriels, répandrait des torrents de lumière sur ses obscurs blasphémateurs en même temps qu'appuyé sur son urne penchante, il ferait couler un pactole intarissable, qui, se subdivisant en deux courants, inonderait, d'une part, la caisse publique, et, d'autre part, l'escarcelle des consommateurs.

La Nationalisation industrialisée de la C. G. T. rencontrait, les années précédentes, quelques sceptiques, en petit nombre d'ailleurs, au Parlement. Mais, l'office industriel n'y comptait pas, que nous sachions, d'hérétiques. Il y réalisait, dans le plus vif de la querelle entre le Bloc National et le Cartel des Gauches, une sorte d'unité morale. C'est lui qui les réconciliait.

Mais qu'est-ce qu'un office industriel?

On nous permettra d'en reproduire, d'après un document sénatorial, la définition que nous avions donnée à cette place même :

C'est une société anonyme dans laquelle l'Etat représente les actionnaires et tous les droits de ces derniers.

A la date du 1er décembre 1927, le Sénat, sauf rectification prob ble de la Chambre, vient d'appliquer ce système à l'exploitation du gisement de potasse alsacien, laquelle sera, en conséquence, dirigée par un Conseil d'administration, composé de dix-huit membres, le directeur général de l'office et l'agent comptable étant à la nomination du Ministre.

Témoins du prodigieux développement pris par les sociétés anonymes, et des grandes réussites industrielles connues par quelques entreprises de ce type, les étatistes en ont conclu que rien ne s'opposait à ce que l'État leur dérobât, pour la gestion de son patrimoine, le secret de leur prospérité. Étant donné que le moteur essentiel de la société anonyme, c'est le conseil d'administration, assimilons l'État, puisqu'il apporte des capitaux, à l'ensemble des actionnaires, faisons en sorte que, cessant d'exercer une prérogative par l'intermédiaire de fonctionnaires, il s'en dessaisisse en faveur d'un conseil d'administration judicieusement recruté. Adoptons en un mot, pour l'entreprise d'État, les us et coutumes de la société anonyme, et l'étatisme prendra une face nouvelle.

La simplicité sommaire de ce sophisme par analogie a quelque chose de navrant. Comme s'il existait dans l'infini variété des entreprises un absolu appelé société anonyme, sur lequel il suffirait de modeler la gestion des manufactures d'État pour en détruire le vice originel! Dans la réalité il y a des sociétés anonymes qui, sous le voile de l'uniformité légale, diffèrent du tout au tout les unes des autres. On en sait dont le conseil d'administration n'existe pour ainsi dire que sur le papier et dont la prospérité tient à la capacité et à l'énergie d'un animateur exceptionnel. D'autres dissimulent une famille qui s'est avisée de cet expédient pour assurer, envers et contre nos déplorables lois successorales, la continuité de l'œuvre fondée par les ancêtres. Et ainsi du reste. Nous avons donné, en leur temps, les motifs de notre incrédulité à l'égard de la société anonyme-type, administrée par des créatures de l'État, des privilégiés qui ne sont en réalité que des fonctionnaires camouflés.

Et nous ajoutions ces lignes, auxquelles un événement récent vient de communiquer un regain d'actualité et de saveur :

« On invoque, au Sénat, à titre de précédent victorieux, l'Office déjà créé pour l'exploitation de l'usine d'ammoniaque synthétique de Toulouse. A quoi nous répondons : laissez d'abord grandir cet enfant au maillot avant de l'appeler en témoignage. Il a déjà absorbé un nombre coquet de millions dont il est difficile de savoir le compte. Aux dernières nouvelles il en demandait encore soixante, moyennant lesquels il donnerait des résultats au cours de 1927. »

Or, l'enfant a grandi, car il est, sinon espagnol, du moins très voisin de la frontière d'Espagne. Il a même grandi très vite. Bien qu'il n'ait pas l'âge encore de prêter serment devant un tribunal, il fournit, dans l'affaire des offices industriels, une de ces dépositions dont les habitués du Palais disent qu'elle emporterait le morceau.

Aujourd'hui la politique expérimentale possède, quant à l'aptitude de l'État industriel à se transformer avec succès en office, un document écrasant.

II

Au cours de la seconde séance du 8 novembre 1927, consacrée à la discussion du budget des Travaux publics, la Chambre a été saisie épisodiquement de ce que le souci seul de la convenance et de la justesse dans l'expression nous oblige à appeler le *Scandale de la Poudrerie de Toulouse.*

Jusqu'en 1923, l'histoire de la Poudrerie de Toulouse ressemble à celle de toutes les entreprises d'État contemporaines de la guerre et dont l'arsenal de Roanne reste le prototype. Il fallait coûte que coûte ravitailler en explosifs l'armée française, puis l'armée américaine. L'État estima qu'il n'y parviendrait pas à moins de construire une poudrerie à sa façon. C'est une question de savoir si cette initiative a procédé, chez les personnages consulaires qui s'en sont avisés, d'une arrière-pensée socialiste plutôt que d'un soin éclairé des nécessités de la défense nationale. Il serait oiseux aujourd'hui de chercher à démêler les vrais motifs qui ont engendré la Poudrerie de Toulouse. Plus intéressant serait-il de connaître exactement le prix de sa construction et les résultats de ses fabrications de guerre. Il faut nous résigner à les ignorer jusqu'à ce que, dans la vallée de Josaphat, le jugement dernier fasse la lumière sur les comptes de l'État industriel.

Quoi qu'il en soit, au retour de la Paix, la Poudrerie de Toulouse représentait un élément de notre actif national, dont il importait beaucoup de tirer parti. Et c'est alors, qu'un commissaire de l'inventaire, avec les pouvoirs et la mission que nous voulions lui assigner, eût manifesté victorieusement son utilité financière et sociale en effectuant la prisée de cet établissement et en statuant, au vu des chiffres et des renseignements recueillis, sur sa meilleure destination. Cela simplement pour mémoire. Nous n'avons jamais nourri l'illusion, étant donné la parfaite communauté de doctrine professée par la Chambre du 16 novembre, dite du Bloc National, et par celle du 11 mai, dite du Cartel des Gauches, que l'État consentirait à se dessaisir, pour l'utiliser à des fins productives, de la Poudrerie de Toulouse, non plus que de toute autre institution similaire. La supériorité de l'État sur les particuliers tant pour gérer une industrie que pour faire

valoir les capitaux a toute la valeur d'un dogme en France. Notre unité nationale est faite de la croyance à ce dogme, qui est au fondement du collectivisme marxiste. En conséquence de quoi, plus s'accroît le domaine industriel de l'État, plus s'accélère le transfert des richesses privées dans la caisse publique, et plus nous nous avançons dans les voies du parti démocratique et social.

Que ferait-on de la Poudrerie de Toulouse? L'incertitude à cet égard ne cessa qu'en 1923. A cette époque notre École dirigeante eut un trait de génie. Fatiguée, épuisée, la vieille terre de France manquait d'engrais régénérateurs à bon marché, capables de lui communiquer une productivité nouvelle, d'où résulteraient, à brève échéance, un abaissement notable du prix de la vie et une amélioration certaine des changes. Justement, par le traité de Versailles, les négociateurs français s'étaient portés acquéreurs du procédé Haber qui avait permis à l'Empire allemand de fabriquer l'azote de synthèse et de prolonger ainsi sa résistance. Depuis la cessation des hostilités, l'Allemagne avait quadruplé sa production azotique ainsi élevée de 110 000 à 500 000 tonnes. D'où une majoration considérable du coefficient de fertilité et un stimulant de premier ordre à la prospérité agricole outre-Rhin. L'hésitation n'était pas permise. La poudrerie de Toulouse fut placée, gracieusement bien entendu, à la disposition d'un certain office national industriel de l'Azote, par abréviation l'O. N. I. A. Les journaux ne manquèrent pas de mettre leurs dithyrambes à la hauteur de ce prodigieux événement, qui préludait à l'ouverture de l'ère nouvelle et à l'entrée dans les temps nouveaux. C'est une véritable débauche d'azote à bon compte qui allait s'abattre sur notre trop fortunée contrée et y déterminer une luxuriance de végétation, dont on ne pourrait retrouver l'égale que sous les tropiques. Les préfets et les directeurs des services départementaux furent invités à emboucher la trompette. Ils ne s'en firent pas faute. Le paysan de France se forgea une félicité qui d'avance, comme dans l'apologue connu, le faisait pleurer de tendresse. Des perspectives illimitées de progrès agronomiques s'ouvrirent devant lui. Mais le plus étonnant de l'affaire, c'est qu'après tant de fiascos et de déceptions, aucun doute n'effleurait la robuste

confiance des intéressés dans l'accomplissement du miracle étatiste promis à la démocratie. La nouvelle idole, l'azote d'État, n'eut pas d'incrédules.

Il est vrai que l'industrie d'État venait de subir un avatar propre à duper les gens qui n'y regardaient pas de trop près. Cela s'appelait un Office National. Or, une propriété presque magique s'attachait à cette étiquette. On ne contestait pas que, dans le passé, l'État exploitant n'eût donné prise à des critiques bien fondées. Mais ces critiques, très exagérées, disait-on, par l'esprit de parti, ne touchaient en rien au principe. Dans les choses humaines il faut distinguer le permanent de l'accidentel. Le permanent, en l'espèce, n'était-ce pas l'aptitude certaine de l'État à se placer au point de vue de l'intérêt général? Quant à l'accidentel, il se rencontrait dans de certains modes vicieux d'exploitation et de gestion, très aisés à rectifier, d'après les données de l'expérience. Il suffisait de confier la fabrication de l'azote synthétique à un Office, pour que l'étatisme se mît aussitôt à porter ses fruits d'abondance et de prospérité. Ainsi serait confondue la mauvaise foi des contempteurs du socialisme qui dénient à l'État la faculté de s'adapter avec une souplesse et une plasticité incomparables aux circonstances mouvantes de l'évolution industrielle. Mais qu'est-ce qu'un Office? Au rebours de la définition sénatoriale citée plus haut, c'est une entreprise d'État, qui, au lieu d'être dirigée directement par le ministre et ses fonctionnaires, comme dans le cas des monopoles des tabacs et des allumettes, admet l'interposition entre le ministre et le personnel d'un conseil d'administration recruté d'une façon d'ailleurs arbitraire parmi les catégories administratives et sociales plus ou moins impliquées dans l'entreprise. Ce corps intermédiaire, si nous devons en croire les docteurs du socialisme, doit nécessairement redresser et corriger les menus inconvénients inhérents aux entreprises d'État. Or, pour se ranger *a priori* à une vue aussi optimiste, il faut, de deux choses l'une, ou une capacité d'attention et d'analyse extrêmement faible, ou la soumission étroite aux entraînements d'un mysticisme qui ne raisonne pas. Qu'est-ce, en effet, qui caractérise les entreprises d'État? C'est, en premier lieu, l'insouciance quant à la conservation et à la rémunération

d'un capital qu'on a juste la peine de prendre à la Caisse publique pratiquement inépuisable. C'est, en second lieu, l'absence de toute responsabilité quant aux suites d'une gestion maladroite ou coupable. C'est enfin l'indiscipline et le moindre effort du personnel employé qui, sous un régime électif, échappe aux prises de ses supérieurs et n'obéit qu'à son syn icat. Avec la meilleure volonté du monde, comment escompter qu'un conseil d'administration, en état de régie totalement désintéressée, déploiera dans la gestion de l'entreprise, plus de zèle, de compétence et de vigueur que des fonctionnaires?

Mais qu'avons-nous besoin de raisonner dans l'abstraction? Les faits ont parlé. Le malheur des contribuables et des agriculteurs français passe leurs espérances. L'O. N. I. A., avec son conseil d'administration, nous donne sujet de regretter l'ancien système de la gestion directe. Avec celle-ci le désastre eût été moins complet. Après trois années, l'O. N. I. A. installé à la poudrerie de Toulouse aboutit à une catastrophe, doublée d'un scandale.

III

C'est avec un sentiment de stupeur que les résultats de cette lamentable expérience, tels qu'ils ont été révélés, le 8 novembre dernier, ont été accueillis par les gens de métier.

Le réquisitoire prononcé contre l'O. N. I. A. empruntait un surcroît de saveur à la personnalité de son auteur, M. Marius Moutet, rapporteur du budget des Travaux publics, député collectiviste du Rhône. Un rapporteur pris dans l'opinion libérale et modérée eût été suspect de partialité, à cause de son étiquette politique. Le moyen de mettre en doute la parole d'un législateur qui, le cas échéant, eût célébré avec des accents de triomphe, dans les succès de l'O. N. I. A., le succès de sa propre doctrine?

Dès que, et il faut le proclamer à voix sonore, par *le touchant accord de tous les groupes politiques du Parlement, sans exception*, la transformation de la poudrerie de Toulouse en fabrique d'azote d'État, eut été résolue, des ingénieurs chimistes français furent, avec l'agrément du gouvernement

allemand, envoyés à Ludwigshafen pour y étudier dans les usines de la Badische-Anilin les détails d'application du procédé Haber. Ils eurent tôt fait, on le croira sans peine, de s'en rendre maîtres. Ainsi munis, ils revinrent à Toulouse, et l'on s'occupa de constituer un état-major aussi nombreux que brillant : directeur général, directeurs-adjoints, sous-directeurs, chefs et sous-chefs de service, plus ou moins qualifiés, mais suppléant quand il le fallait à la déficience de leurs capacités techniques par le poids de recommandations parlementaires. Bientôt, cet état-major eut sous ses ordres une armée de 2 000 ouvriers syndiqués, bénéficiant du régime de travail en vigueur dans les manufactures des tabacs et des allumettes, sous la surveillance lointaine d'un conseil d'administration siégeant à Paris. Sur ce régime les lecteurs de la *Revue de Paris* n'ont plus rien à apprendre après la lecture de notre article *l'Administration des tabacs jugée par ses agents.*

On avait promis, pour commencer, aux agriculteurs français, une production quotidienne de cent tonnes d'azote en attendant beaucoup mieux. Les mois ont succédé aux mois sans que la promesse reçût seulement un commencement d'exécution.

Que se passait-il donc à la poudrerie de Toulouse?

Des choses étranges et inexplicables.

L'exploitation du procédé Haber était la raison d'être de l'entreprise. Or, pour des motifs d'on ne sait quel ordre, le procédé Haber avait été mis au rancart. On l'avait remplacé par un certain procédé Patart et l'on devine, sans être grand clerc en chimie industrielle, que cette substitution n'avait pas laissé d'entraîner de dispendieux changements d'outillage, sans parler du manque à produire et à gagner.

De ces dépenses surérogatoires et de ce retard dommageable, on aurait peut-être pu se consoler, si, le procédé Patart une fois mis en train, on avait vu sortir de l'usine les prodigieuses quantités d'azote promises à la démocratie rurale.

Malheureusement, pour des causes obscures dont le mystère est resté entre le conseil d'administration et l'état-major de l'O. N. I. A., le procédé Patart dut être abandonné à son tour et céder la place au procédé Damiens, cependant que les frais généraux de l'entreprise continuaient à courir

et qu'un second et non moins dispendieux bouleversement de tout l'outillage s'imposait. Le procédé Damiens est-il le bon, le définitif? C'est de quoi nous ne sommes rien moins qu'assurés. Faudrait-il rééquiper une quatrième fois la Poudrerie de Toulouse? Il n'est pas chimérique de le craindre, étant donnée la faiblesse de la production d'azote synthétique par le moyen du procédé Damiens. « *Personne*, et ce sont les paroles mêmes de M. André Tardieu, ministre des Travaux publics, intervenant sur un ton mélancolique et désabusé dans le débat, *personne ne fabrique de l'azote aussi cher que l'Etat français dans l'usine de Toulouse.* »

Et c'est ici que le scandale tourne à une sorte de bouffonnerie grandiose.

Essayons de nous mettre dans l'état d'esprit d'un député collectiviste, en présence de tels faits, dont il est réduit à passer lui-même l'aveu et dont l'incidence pèse si lourdement sur la cause qu'il défend et la doctrine qu'il prêche. Reportons-nous surtout aux articles enthousiastes, qui, dans la presse démagogique, avaient salué la naissance de l'O. N. I. A. Enfin, grâce à l'Azote d'État, les paysans de France, depuis si longtemps tributaires des « requins de la finance » et des « magnats de l'engrais » leurs complices, les paysans de France, tristes victimes des trusts et des cartels, allaient connaître les joies de la libération. Qu'est-ce que l'azote, sinon le pain de l'agriculture? On devine quels développements il est aisé d'improviser sur ce thème. Et la gratitude de la France rurale n'allait-elle pas monter, ardente, vers les protagonistes de cette doctrine collectiviste, qui, se résolvant par d'aussi évidents bienfaits, s'imposait même, dans la pratique, à l'adhésion de ses adversaires.

Or, l'État, fabricant d'azote, incapable de le produire en abondance et à bon marché, et, tombé ainsi dans l'impossibilité d'organiser commercialement la vente d'une production réduite et insignifiante, a fini par s'aboucher avec les trusteurs dont il devait, comme l'on dit en style communiste, abolir le règne et anéantir la tyrannie.

A ce spectacle dérisoire, le monde socialiste a été comme soulevé par une vague de colère.

M. Marius Moutet n'a pu contenir son indignation en révé-

lant à la Chambre que l'O. N. I. A. « avait passé, pour la vente, une convention avec le Comptoir Français de l'Azote. C'est avec le Consortium dont les prix abusifs rançonnaient l'agriculture que l'Office a traité pour la vente des engrais fabriqués par l'État pour être mis à la disposition de l'Agriculture au prix de revient. C'est à ses concurrents que l'État a confié le soin de lui créer une clientèle. »

Remarquons en passant que l'État fabricant d'allumettes agit d'une manière identique lorsqu'il achète en Suède les allumettes qu'il est incapable de fabriquer lui-même!

La douleur des collectivistes se comprend. Mais, au fond, ils sont plus sensibles au tort grave que le scandale de Toulouse a causé à leurs théories, qu'au trou accusé aux flancs du budget par une gestion dont l'ineptie le dispute à la fantaisie.

M. Moutet a omis d'ajouter, et il nous permettra de réparer cette omission, qu'on a envisagé et qu'on envisage peut-être sérieusement encore, dans les milieux officiels, le projet de frapper tous les engrais étrangers d'un droit de 15 p. 100 *ad valorem* à l'entrée, afin de créer un milieu économique favorable aux opérations de l'O. N. I. A. A la vérité la perception de ce droit de douane serait mitigée par l'octroi d'une ristourne aux consommateurs d'engrais, mais on sait que, dans la pratique, toute ristourne de ce genre n'est jamais payée aux ayants droit. Si un pareil article était jamais inscrit dans un tarif douanier, on serait fondé à écrire de l'étatisme qu'il aurait bouclé sa boucle avec une perfection de rigueur et de logique dont on n'aurait pas eu encore d'exemple. Créé apparemment pour « intensifier » la production agricole par le moyen de l'azote d'État à vil prix, l'O. N. I. A. serait-il finalement destiné, pour prolonger sa misérable existence, à mettre l'agriculture française au régime de l'engrais plus cher?

Quoi qu'il en soit, pour arriver à ce résultat lamentable, l'État a versé, depuis trois ans, à l'O. N. I. A. deux cent cinquante millions, qu'on peut considérer comme perdus. L'usine de Toulouse ne produit pas de quoi amortir ses frais généraux. Et M. André Tardieu, avec une franchise dont il faut lui savoir gré, reconnait que cette entreprise est incapable de repartir, à moins qu'on ne la finance encore, pendant

un délai et dans des proportions impossibles à fixer avec quelque précision.

IV

Qu'est-ce encore qu'un Office industriel?

Tranchons le mot. Le système de l'officiat, c'est de l'Étatisme camouflé et mal camouflé, sans qu'il y ait rien de changé au fond des choses.

En 1923, à titre de précédent victorieux, pour justifier à l'avance l'application du même système aux potasses alsaciennes, on invoquait l'O. N. I. A., dont personne ne mettait en doute les glorieuses destinées. Quatre ans ont passé. Deux cent cinquante millions ont disparu dans le gouffre de l'Étatisme.

L'échéance de 1927 est venue. Les résultats aussi. Ils sont concluants. Ils tendent à démontrer que l'Étatisme camouflé est pire que l'Étatisme direct et offre encore moins de garanties aux contribuables et aux consommateurs.

Supposons qu'on eût fait, à un ingénieur de moyenne capacité, ce triple et somptueux cadeau prélevé sur les richesses de l'État français :

1° Le procédé Haber;

2° Les bâtiments et l'outillage de la poudrerie de Toulouse;

3° Un copieux fond de roulement.

Toutes chances seraient pour que cet ingénieur, tout en édifiant rapidement sa propre fortune, servît mieux l'intérêt public que l'O. N. I. A. en mettant à la disposition de l'agriculture française des quantités considérables d'azote et se faisant le régulateur du marché des engrais. L'entreprise dans laquelle eût réussi le premier venu, l'office industriel étatiste y a échoué lamentablement. Il n'est parvenu qu'à dilapider les deniers publics dans une indicible gabegie et à créer de la hausse et de la cherté. L'impuissance de l'État à faire valoir ses richesses se révèle décidément congénitale et irrémédiable.

Mais l'erreur serait de croire que les socialistes et les socialisants aient vu leur conviction chanceler sous ce rude coup de l'expérience. Ils n'en sont que plus obstinés dans leur foi

aveugle en la parole du nabi Karl Marx. Loin de renoncer à la partie, ils souhaitent la reprendre sans tarder.

Et, considérant que l'État vient de se montrer à Toulouse le sinistre imbécile dont parlait M. Stéphane Lauzanne, M. Chastanet, député collectiviste de l'Isère, propose à ses collègues de déférer à l'État non plus seulement la fabrication de l'azote synthétique, mais le monopole de tout ce qui regarde l'extraction, la fabrication, la vente, et l'importation de tous les engrais.

Ni M. Marius Moutet, qui a dénoncé le scandale de Toulouse, ni son collègue collectiviste, M. Vincent Auriol, intervenu dans le débat en sa qualité de député de la Haute-Garonne, n'incriminent en l'occurrence l'infirmité de l'État. Pour M. Vincent Auriol, le mal est venu tout simplement d'une erreur commise par le Sénat, rectifiant la décision première de la Chambre, dans la composition du conseil d'administration de l'O. N. I. A. Cet argument paraît avoir quelque peu stupéfié le ministre. « Je ne comprends pas! » s'est écrié M. André Tardieu. Il n'y a en effet, dans ce conseil qui comprend seize membres, qu'un seul représentant des producteurs, c'est-à-dire de la catégorie sociale qu'on pourrait, à la rigueur, suspecter d'avoir un intérêt personnel à la mauvaise marche de l'affaire.

M. André Tardieu ne comprend pas. Mais les collectivistes, eux, jouissent, par grâce spéciale, d'illuminations qui leur permettent de voir clair là où la vive intelligence de M. le Ministre des Travaux publics est mise en défaut. M. Vincent Auriol ne doute pas que, la composition du conseil d'administration de l'O. N. I. A. ayant été modifiée dans un sens démagogique, la Poudrerie de Toulouse ne répare brillamment les déceptions qu'elle a causées aux contribuables, aux paysans et même aux collectivistes qui l'ont inventée.

Nous serions plutôt enclins à croire le contraire et à prévoir l'aggravation d'une gabegie, qui, dans les circonstances actuelles insulte à la misère du Trésor public et à la détresse des contribuables. Le Scandale de Toulouse pose devant l'opinion publique une question impossible désormais à éluder.

Les richesses de l'État français, qu'on n'a voulu ni inven-

torier ni appliquer à la diminution de la dette publique comme au soulagement des contribuables, seront-elles indéfiniment gâchées pour la satisfaction de doctrinaires impénitents, rebelles à la leçon continue des faits, dans de coûteuses expériences de collectivisme pratique? Ici nous ne sommes plus seulement en présence d'un parti pris de stériliser les richesses nationales, mais de les faire concourir à un accroissement de notre passif, au profit de la nouvelle classe de privilégiés qui forme la clientèle électorale des partis d'extrême-gauche.

Sur le scandale de Toulouse, ni la Chambre, ni le Ministre n'ont conclu. Il n'était pas au surplus deux façons de conclure. Le simple bon sens commandait de finir par où l'on aurait dû commencer, c'est-à-dire d'arrêter les frais et de liquider une entreprise néfaste. Personne n'a osé préconiser cette solution. Personne, il est vrai, n'a osé davantage proposer d'inscrire cette année l'O. N. I. A., au budget de 1928, pour une cinquantaine de nouveaux millions. Et c'est bien notre plus grand sujet d'inquiétude. L'O. N. I. A., avec son formidable personnel, ne produit que des quantités relativement minimes d'azote. Suivant l'expression consacrée, il « mange de l'argent » tous les jours. Où trouve-t-il du crédit? Qui lui fait des avances? Quelle formidable carte à payer se dissimule dans l'ombre, dont les Chambres ne seront saisies qu'après les élections? Aucun représentant du peuple n'a éprouvé la curiosité pourtant légitime de le demander. M. André Tardieu a bien dit qu'il ne ressentait aucune fierté de l'usine rattachée à son département; mais, en somme, il a admis implicitement que les choses suivissent leur cours à Toulouse jusqu'après les élections. En plein travail de redressement financier, à l'heure où les surcharges budgétaires font ployer les reins du payant et où l'excès de fiscalité risque de déterminer une crise économique, le gouvernement et le parlement laissent ouvert un gouffre où les millions disparaissent par centaines sans laisser de trace. Sur quoi se fonde cette conduite inexplicable? Sur le vague espoir qu'un remaniement dans le conseil d'administration de l'O. N. I. A. suffira à conjurer, du jour au lendemain, la fatalité de son origine étatiste. Le contribuable français devient ainsi

l'anima vilis sur laquelle la IIe Internationale est autorisée à redoubler, même après les avoir manquées outrageusement, ses plus aventureuses expérimentations. Et, plutôt que d'en avoir le dernier mot, plutôt que de mettre fin au scandale de Toulouse, elle exigera, à la face des partis modérés, désolés mais inertes, et dût l'agriculture française payer ses engrais chimiques, comme elle paie son tabac et ses allumettes, à des prix plus fiscaux que commerciaux, elle exigera qu'une prohibition douanière et un monopole intégral sauvent l'O. N. I. A. d'une déchéance qui devrait être, dès aujourd'hui, un fait accompli.

A cette politique néfaste opposons sans nous lasser, si l'instinct de conservation n'est pas entièrement oblitéré chez les contribuables français, la politique de l'Inventaire des Richesses de l'État. Cette politique seule pouvait fournir au parti qui l'eût adopté la plate-forme électorale permettant de triompher de l'apathie de la plupart des électeurs.

FELS

LES LIVRES D'HISTOIRE

Faut-il réhabiliter Louis XI. — Ceux qu'on ne réhabilite pas : les Borgia. — Transformations économiques du temps présent.

C'est à qui réhabilitera un roi. M. Louis Bertrand a effectué cette bonne œuvre en faveur de Louis XIV avec un succès personnel incomparable. Aujourd'hui, M. Pierre Champion entreprend la même tâche à l'égard de *Louis XI* (Champion). Il ne semblait pas que Louis XIV eût tant besoin de défenseur : il jouit d'un prestige dont beaucoup de souverains de sa valeur se contenteraient. Quant à Louis XI, il n'est pas non plus méconnu. Aucun historien ne conteste ni n'amoindrit les services qu'il a rendus : si la sympathie ne s'attache pas spécialement à sa personne, c'est qu'il n'a jamais lui-même abusé du sentiment. Il est difficile de voir en lui un bon fils et un bon époux, suivant la formule funéraire chère à nos pères. Ses procédés de justicier sont légitimés le plus souvent par l'indignité de ses victimes et par les mœurs du temps, mais ils ne rappellent tout de même pas ceux de Saint-Louis; sa dévotion est aussi de l'époque, s'affiche par de petites pratiques qui peuvent aujourd'hui paraître mesquines, mais qui étaient monnaie courante alors; il abuse, pour lui et pour les autres, des serments et reliques, comme il arrive quand on a « plus de foi que de bonne foi »; enfin il pousse la défiance à un degré qui nous paraît puéril, mais qui n'a rien d'excessif quand on pense au manque de scrupule qui caractérise les princes au temps de Machiavel, le sien.

Que les romantiques, Walter Scott dans *Quentin Durward*,

Hugo dans *Notre-Dame de Paris*, Casimir Delavigne dans sa tragédie de *Louis XI*, aient donné le coup de pouce, c'est bien certain, mais le romantisme ne trompe personne, sa truculence éclate à tous les yeux. D'ailleurs, les faits ne sont pas inventés. M. Champion, dans sa piquante introduction qui est un plaidoyer, proteste contre « l'horrible figure qui fait peur aux petits enfants et dont certains hommes, demeurés des enfants, se sont épouvantés. Car il n'y a ici ni monstre, ni cages de fer, ni pendus, ni Plessis sinistre, ni un odieux hypocrite en prières devant les saints et la Vierge pour donner à lui-même et aux autres le change sur ses crimes ». Mais les cages de fer, les pendus, la garde qui défend Plessis-lès-Tours, n'est-ce que de la légende?

Le cardinal Balue n'a peut-être pas été enfermé dans la cage de fer qu'on montrait à Loches et que la Révolution a fait détruire, mais d'autres en ont « tâté », suivant le mot de Commynes. On ne les y enfermait que la nuit pour éviter les évasions. Peut-être. Pourtant le jeune duc René d'Alençon y resta bien trois mois d'hiver à Chinon en 1481. Quingey, échanson du duc de Bourgogne, en goûta à Tours. Il n'y resta pas parce que ses fers l'avaient blessé. Ce qui est plus à la décharge de Louis XI, c'est que cet usage des cages de fer ne lui est pas particulier. C'est sous la minorité de Charles VIII que Commynes y passa cinq mois, qui lui parurent longs, car, dans ses *Mémoires*, il les compte pour huit. De même Walter Scott abuse des herses, des fossés, des trappes, des pièges et des pendus à Plessis-lès-Tours; il n'en est pas moins vrai que, tout au moins à la fin de sa vie, Louis XI s'y enferme comme dans un réduit inaccessible. Commynes nous peint la grille de gros barreaux de fer qui entourent le domaine; il nous montre, sur la crête des murailles, des broches de métal et quatre guérites pour les gardes. Quarante arbalétriers y veillent avec consigne de tirer sur quiconque approche la nuit. L'envoyé milanais Visconti écrit : « Sa dite Majesté a fait fabriquer un grand nombre de chausse-trapes très pointues qu'elle a fait semer tout le long des chemins qui aboutissent à sa retraite, sauf une route très étroite et fort incommode où se tiennent ses gardes afin que personne ne puisse approcher. »

Il ne manque au paysage que le chêne des pendus. On le

trouve dans Claude de Seyssel, ambassadeur sous Louis XII et plus tard évêque de Marseille, qui écrivit « Les Louenges du bon roy de France Loys XIIe de ce nom, dit Père du peuple, et de la félicité de son règne », longue diatribe contre Louis XI, destinée à faire ressortir le panégyrique de Louis XII. Le témoignage est suspect, mais il y avait des pendus, car Louis XI est pour la justice expéditive. Une rébellion ayant éclaté dans la Marche, le chancelier parle d'en confier la répression au Grand Conseil. « Je veux, écrit le roi, que la pugnition en soit incontinent faite et sur les lieux, et que ceux du Grand Conseil ne de la cour de Parlement n'en aient aucune congnaissance. »

C'est peut-être sur ses compères, sur son entourage, que la légende a le plus brodé. Qui ne connaît Tristan l'Hermite? Bourreau sans entrailles, juge sans conscience! En réalité, c'est le prévôt des maréchaux, brave, intelligent, instruit, qui était déjà en fonctions du temps de Charles VII et qui s'acquitte de sa charge sans excès de zèle. Messire Olivier le Daim n'est peut-être pas non plus si noir. C'est un Flamand, un homme à tout faire comme l'est un barbier de ce temps-là, à demi-chirurgien qui rase et saigne. Les barbiers de France lui doivent leurs statuts (1465), et ils sont intelligents, préconisent la propreté, la connaissance anatomique des veines. Son procès après la mort de Louis XI ne prouve rien. Il affronta courageusement le gibet, demandant seulement qu'on payât ses dettes, et on lui accorda les honneurs funèbres. On tenait surtout à confisquer ses biens que le duc d'Orléans, le futur Louis XII, recueillit. Coitier ou Coictier est avare, dur, mais non ignare. Il a été président de la Chambre des Comptes, sa correspondance nous montre un homme sage et prudent. Il passait pour une lumière en médecine, mais Louis XI ne croit pas aux médecins. Il croit plus aux astrologues et aussi à ses propres lumières en hygiène. Coitier était de bon conseil. Il a surtout contre lui Commynes : c'est du reste beaucoup.

Les côtés les plus sympathiques de Louis XI ne sont pas de ceux qui rendent populaire. Louis XI n'aime pas la guerre. Faire de lui un sentimental à qui elle répugne pour ses horreurs serait un non-sens. Elle lui répugne à cause du hasard

qui en est inséparable. Il préfère la diplomatie. Il accueille avec faveur un projet du pape concernant la fondation d'une « confrairie de la paix universelle ». Il écrit à son Conseil que la proposition est « de grand bien et conséquence » et qu'il souhaite « icelle sortir et avoir son plain effet ». Il fait peu de cas de la gloire chevaleresque. Il compte sur sa tête plus que sur son bras. Il est instruit utilement pour un roi de son temps, connaît l'histoire, sait et parle le latin et l'italien. Il combine sans cesse. Son défaut est de trop entreprendre à la fois; il a pour principe qu'il faut beaucoup essayer parce qu'on ne sait jamais ce qui arrivera. On ne réussit pas toujours un coup bien préparé et parfois on profite d'un raccroc. Il croit au raccroc, à la chance, au miracle, il compte sur la collaboration de Notre-Dame et des saints. Sa dévotion n'est pas de l'hypocrisie, c'est de la diplomatie. Il s'assure par des dons, des fondations pieuses, des partisans célestes. Sa dévotion est sincère, mais intéressée : il aurait aimé le tronc de saint Antoine de Padoue : donnant, donnant.

Un mérite éminent de Louis XI, c'est de voir les choses et les gens par lui-même. Il veut diriger, il veut gouverner à bon escient. Il n'a pas de ministres au sens moderne du mot, il n'a que des « sous-ordres », des agents d'exécution, auxquels il demande la fidélité, qu'il récompense largement quand ils « charrient droit », pour lesquels il est impitoyable s'ils trahissent sa confiance. Son désir de se rendre compte le met parfois en péril. Cet homme prudent est imprudent quand sa curiosité est en cause. Un jour, sur la Gironde, étant en petit bateau, il risque de se faire prendre par un bateau anglais aventuré dans ces parages. Il dut se cacher dans les roseaux de la rive. Dans le préambule d'une de ses ordonnances, il explique son dessein de tout voir : « Comme après notre advènement à la couronne et au royaume, et que nous avons visité la plupart d'icelluy pour mieux cognoistre et sçavoir l'estat, police, et gouvernement de chascune des parties d'icelluy notre royaume, et aussi des affaires de noz subjects y demourans, afin de subvenir et pourveoir aux deffaultes et nécessités qui y pourraient estre subvenues au détriment d'iceux et de la chose publique de nostre dict royaume... » Les ordonnances ont d'ordinaire un tour solennel et imper-

sonnel, les siennes portent son empreinte. Comme ses lettres, on sent qu'il les a dictées, qu'il en a au moins marqué les points et les termes essentiels. Il est constamment par monts et par vaux, et en petit équipage. Les bonnes gens d'Abbeville n'en reviennent pas de voir un roi dont le cheval et l'habillement « ne valent pas vingt francs tout compris ». Il a horreur des réceptions, des entrées solennelles, des discours d'apparat. Il arrive par où on ne l'attend pas, sort sans prendre congé, va jusqu'à faire rompre un pont derrière lui pour qu'on ne le poursuive pas de compliments. Les ambassadeurs étrangers courent après lui pour être reçus à la fin dans quelque bourgade, parfois dans une cabane de paysan. Partout il questionne, s'informe : « Nul home, dit Commynes, ne presta jamais tant l'oreille aux gens ny ne s'enquit de tant de choses. »

Ce mépris du cérémonial ne le rend pas populaire de son vivant, mais n'est pas pour nous le rendre antipathique. Il sent le prix du temps. A part la chasse, tout le sien est consacré au travail. A tout compter, dit Commynes, il y a bien dans sa vie « vingt jours de peine et de travail contre un de plaisir et d'ayse ». On ne vit pas vieux ainsi, il le savait et le disait. Il répétait qu'il ne passerait pas la soixantaine, que les rois de France ne la dépassent pas. Il mourut en effet à soixante et un ans, d'une triple congestion cérébrale. De la mort, il a eu peur, c'est vrai; mais son œuvre restait en l'air et l'enfant qui va lui succéder n'était ni d'âge ni de taille à l'achever. Louis XI se sentait nécessaire et l'était. S'il fait venir un ermite du fond de la Calabre pour prolonger ses jours, s'il envoie des navires chercher du sang de tortue aux îles du Cap Vert pour se guérir de la lèpre dont il se croit atteint, il n'en meurt pas moins courageusement quand l'heure fatale lui est annoncée. C'est un roi, dit de lui M. Champion. C'est un historien, dirons-nous de M. Champion.

***

Le petit volume de M. Giuseppe Portigliotti sur *les Borgia*, qui vient d'être traduit par M. Fernand Hayward (Payot), ne prétend pas les réhabiliter. Au contraire, il demande la

radiation d'Alexandre VI de la liste des papes, son élection ayant été le comble de la simonie. Cette préoccupation est louable, mais dépasse notre compétence, et nous doutons qu'elle obtienne satisfaction. Les historiens ecclésiastiques essayent plutôt de défendre Alexandre VI que de l'accabler. Il est évidemment hors concours parmi les papes regrettables, mais il ne serait pas le seul à condamner si l'on voulait chasser du Temple tous ceux à qui un certificat de bonnes vie et mœurs ne saurait être délivré.

Cette monographie des Borgia suggère plutôt une autre réflexion. Chacun sait que César Borgia est le modèle dont s'est inspiré Machiavel pour son fameux ouvrage : le *Prince*. Le Prince de Machiavel n'a aucun scrupule, aucune hésitation sur les moyens de réussir, « car un homme qui voudrait en toute chose faire profession de vertu doit nécessairement périr à cause de l'influence des méchants ». César Borgia répond évidemment au portrait. Il n'est pas gêné par la distinction du bien et du mal. Mais Machiavel lui attribue la claire vue de la chose à faire, la décision immédiate dans les cas les plus embarrassants. Il en fait en somme un homme d'État complètement amoral, mais superlativement intelligent, également supérieur dans le coup d'œil et le coup de main. Comment expliquer alors que cet homme si bien doué, et qui devait si bien réussir puisque rien ne l'arrête dans la lutte pour la vie, ne soit finalement arrivé à rien? Il est mort jeune, épave misérable et errante, dans une obscure escarmouche. Machiavel a bien vu la disproportion qui éclate entre les qualités qu'il attribue à son héros et le peu de fruit qu'il en a tiré. Il cite l'excuse que César lui-même a donnée de sa carrière manquée. « J'avais tout prévu sauf que je serais malade au moment de la mort du pape. »

Que penser, — nous ne dirons pas de cette justification — mais de cette explication? D'abord la maladie de César et la mort concomitante d'Alexandre VI ont un côté mystérieux. La nuit même qui suit la mort du pape, des distiques railleurs parlent d'un empoisonnement. Ce n'est pas une preuve assurément, on avait le poison facile en ce temps et plus facile encore le soupçon du poison. Guichardin a donné à ces bruits une consécration devenue classique pour

ceux qui aiment l'histoire romanesque. Dans un dîner chez le cardinal Adrien, dont ils convoitaient la riche succession, le pape et César avaient comploté de l'empoisonner. Par la trahison — ou la distraction — d'un échanson, ils boivent le poison destiné à leur amphitryon. Le pape y succombe le lendemain; le fils, plus robuste, en triomphera mais après quelques jours de grave danger.

Ce récit est faux, au moins dans plusieurs détails d'importance. D'abord le dîner est du 2 ou du 4 août au plus tard et le pape ne meurt que le 18 août 1503. Parler du lendemain est donc une erreur. Par une coïncidence déplorable le maître des cérémonies, le ponctuel et véridique Burckard, dont le journal est le guide le plus sûr en ce qui touche la vie quotidienne des papes, était absent de Rome depuis le mois de février. Son journal ne recommence que le 12 août. Il constate que le pape a ce jour-là de la fièvre et qu'il ne se sent pas bien. Mais naturellement il ne dit pas un mot de ce qui a pu se passer les jours précédents. « Burckard, a dit Gebhart, est un sacristain médiocre, égoïste, réfractaire à tout sentiment délicat. Il a rendu, comme un miroir et un écho, tout ce qu'il a vu, tout ce qu'il a entendu », mais il ne faut lui demander rien de plus. C'est par là qu'il est le plus sûr des témoins. La nullité est une garantie, car le cœur et l'esprit sont des causes d'erreur.

Mais depuis quand le pape était-il malade? L'était-il depuis le dîner du 2 ou du 4? Dès le 4, Cataneo informe le duc de Mantoue d'une saignée qu'il a fallu faire au pape « vu la chaleur de la saison et son âge ». Il signale en même temps que César a « de la fièvre et des vomissements ». Le 7, l'ambassadeur de Venise Giustinian trouve le pape « très triste et encore plus renfermé qu'à l'ordinaire ». Le 12, l'ambassadeur du duc de Ferrare signale pour le pape un vomissement de bile et pour son fils aussi des vomissements et des douleurs d'estomac. Il le sait, dit-il, « de bonne source ». Les saignées reprennent et tout espoir s'éloigne. Le pape meurt le 18 après les vêpres. Dès le lendemain matin, le cadavre est affreusement gonflé et noir, ce qui accrédite, dans le peuple, le bruit du poison. Officiellement, on parle de fièvre tierce, mais Giustinian écrit à la Sérénissime que le principal des

médecins traitants, Maître Scipion, pense que l'apoplexie a été le point de départ de la catastrophe.

Quant à César, il ne s'est pas montré une seule fois auprès de son père. Il est porté malade. Il l'a été certainement. L'est-il encore? Maître Scipion, le jour même de la mort du pape, dit à Giustinian que César ne court aucun danger, n'a pas de fièvre, et peut quitter le lit s'il le veut. Tout cela ne prouve rien pour l'empoisonnement, ni contre. Le cardinal Adrien lui-même a été très malade. Il avait donc été empoisonné aussi. C'est beaucoup. C'est comme dans le drame de Victor Hugo : « Messeigneurs, vous êtes tous empoisonnés. » Rodocanachi (*Une Cour princière au Vatican pendant la Renaissance*) ne croit pas à l'empoisonnement. On dit bien que les Borgia avaient un poison à retardement, mais des spécialistes si ferrés en toxicologie devaient en connaître l'antidote. Quant à l'aspect du cadavre, M. Rodocanachi cite une consultation du docteur Paul, le médecin légiste bien connu, qui combat l'idée que l'état putréfié d'un cadavre obèse, à Rome au mois d'août, indique le moins du monde un empoisonnement. Partageons ce scepticisme. Même sous les Borgia, on mourait quelquefois de maladie. Peu importe du reste pour le point qui nous occupe : César peut-il imputer à la maladie l'indécision dont il va faire preuve?

A la date du 18, qu'il ait été ou non très malade auparavant, il ne l'est plus. Le médecin le constate et lui-même prend parfaitement une décision, mais une décision mesquine. Il ne descend pas l'étage qui le sépare de son père, mais il envoie des hommes d'armes mettre la main sur le Trésor pontifical. Il est donc capable de penser et d'agir, et il ne pense qu'à l'argent. Il ne voit pas plus loin. Pour le reste, il continue à se dire malade, il persiste à se chambrer. Il offre même de se soumettre à une visite médicale pour faire constater qu'il ne peut monter à cheval, ni même être transporté. C'est seulement le 2 septembre, sur une mise en demeure du Sacré-Collège, qu'il part en litière fermée, de sorte que personne ne peut voir quelle est sa mine. Départ peu triomphal pour un homme qui avait eu de si vastes ambitions.

Sa vie est finie. Il rentre au Vatican à l'avènement de

Jules II, un ancien ennemi avec qui il se croit réconcilié. L'homme qui n'a jamais tenu sa parole croit à celle d'autrui. Il baisse. On le lui fit bien voir. Il reste là, à demi prisonnier, quémandant un sourire. C'est une loque. Pendant ce temps, ses places fortes de Romagne capitulent : quand il n'a plus rien, il n'est plus rien, on le laisse partir. Il est cueilli à Naples par les Espagnols, tenu deux ans en captivité dans une forteresse de Castille, s'en évade, se réfugie auprès du roi de Navarre son beau-frère, et est tué à trente-trois ans au coin d'un bois.

Qu'il ait été au-dessous de tout après la mort de son père, nul ne le conteste. Mais était-il si brillant auparavant? Sa politique n'a d'armes que le mensonge et la mauvaise foi. C'était courant à son époque. Le roi Ferdinand le Catholique auquel Louis XI reproche de l'avoir trompé, s'en moque : « C'est dix fois, non pas une, répond-il, que je l'ai trompé. » Est-il un grand capitaine? Il n'en a pas la bravoure : on le soupçonne même de lâcheté. A la guerre, comme en diplomatie, son fort est la trahison, l'assassinat. Qu'il n'aime pas se battre, nul ne s'en étonne : les condottieri, comme en France les chefs des Grandes compagnies, se battent le moins possible; ils ne veulent pas gâter le métier. Ils résistent rarement à la « cavalerie de Saint-George », mais ils sont braves à l'occasion. César pas une fois ne chercha ni ne trouva cette occasion.

A-t-il des talents militaires? Il en a peut-être un. Assiégeant la citadelle de Forli, il montre un talent d'artilleur. Il dissimule ses batteries, tire sur les remparts invisibles en faisant rectifier le tir par des observateurs. Il a profité des leçons des Français. Nous voyons Charles VIII, au cours de son expédition d'Italie, pointant un canon sur un morceau d'étoffe tendu entre deux mâts et passant trois fois de suite à « deux doigts » du but. Charles VIII n'est pourtant pas un grand technicien.

Au fond, César Borgia n'a rien d'extraordinaire. Si son nom demeure comme un symbole des aventuriers de son temps, c'est qu'il a toutes les caractéristiques de l'emploi, sans rien de très personnel. C'est le grand aventurier, bâtard de pape ou d'empereur, avec des prétentions infinies, mais des talents très moyens. Tant que son père est derrière lui et met à son

service toutes les ressources du Saint-Siège, il fait figure. Il se dégonfle dès qu'il est laissé à lui-même. Il n'a jamais eu d'ampleur, il n'a même plus d'allure. Machiavel l'a flatté, il n'est pas le modèle de l'ambitieux, à peine est-il celui de l'arriviste.

***

Est-il besoin de rappeler que l'*Histoire de la Nation française* de M. Hanotaux (Plon) est construite sur un plan nouveau? Au lieu d'étudier les époques, elle étudie séparément les matières. C'est ainsi que l'*histoire économique et financière* forme un volume, d'ailleurs considérable à tous égards, où M. Germain Martin a tracé le tableau du développement économique de notre pays depuis les temps historiques et même un peu au delà. Un pareil travail suppose un ensemble de connaissances et d'études préparatoires peu commun. Il va sans dire qu'on n'en peut donner une idée. Tenons-nous-en au dernier chapitre sur les transformations sociales d'après guerre, qui esquisse en quelques pages un tableau vigoureux de la situation actuelle. Il suggère bien des réflexions.

Ce n'est pas que ces transformations aient un caractère absolument imprévu. La guerre a précipité une évolution qui était déjà en marche et qui dans tous les cas se serait produite. Ce que nous appelons la désorganisation sociale, c'est un dénivellement des valeurs. Le revenu de la fortune acquise a été gravement atteint tandis que le revenu du travail s'est plutôt accru. En outre, la rémunération du travail manuel a augmenté dans une proportion beaucoup plus forte que celle du travail intellectuel. La dépréciation du franc n'a pas créé ce phénomène, elle l'a brutalement accentué. Le franc s'est déprécié pour tout le monde, mais le nombre des francs perçus ne s'est pas multiplié pour tout le monde. Les propriétaires de valeurs à revenu fixe (rentiers, assurés sur la vie) touchent la même somme, mais cette somme a une valeur cinq fois moindre. Même les pensions de l'État, malgré la majoration dont elles ont bénéficié, ne sont pas équivalentes à celles d'avant la guerre. Au contraire, les actions, les valeurs à revenu variable ont vu leur rendement s'accroître

à mesure que le chiffre total des transactions se trouvait augmenté par l'augmentation automatique des prix. En réalité, le revenu fixe est devenu une sorte d'ironie et ceux qui en vivaient, ceux dont on vantait le portefeuille riche en « valeurs de père de famille », ont été victimes de leur « sage prévoyance ».

Ces mêmes idées se retrouvent avec plus de développement et d'exemples à l'appui dans un autre volume qui vient également de paraître, l'*Histoire de la fortune française*, du vicomte Georges d'Avenel (Payot). Il nous montre comment les valeurs réelles ont monté dès que le franc-papier a baissé. L'administration de l'enregistrement a constaté pour les cessions de fonds de commerce des plus-values instructives : tel établissement vendu 75 000 francs en 1919 est revendu 370 000 en 1921 et 900 000 en 1922. La propriété foncière a connu le même sort : alors que les prix de location n'augmentaient pas, par suite des baux en cours ou prorogés, les prix de vente haussaient sans discontinuer. Tous ces faits sont maintenant bien connus : l'explication n'en est pas toujours acceptée.

Ceux qui souffrent d'un phénomène sont naturellement enclins à le trouver injuste, anormal et momentané; c'est le cas notamment pour les salaires. On est choqué de voir que l'écart entre les salaires d'en bas et ceux d'en haut a beaucoup diminué. Que le traitement d'un instituteur égale ou parfois dépasse celui d'un professeur de collège, c'est là une situation que le professeur de collège ne considère pas comme équitable. Qu'un chef de rayon gagne plus qu'un professeur de Sorbonne, c'est également un fait que le professeur de Sorbonne, s'il est économiste, arrive peut-être à comprendre, mais qui ne laisse pas de le surprendre. C'est que nous avons une tendance à croire que les traitements et les salaires sont influencés par des raisons de sentiment; nous n'arrivons pas à « réaliser » que le travail est payé « non à proportion de l'estime qu'on en fait, mais du besoin que l'on en a ». Si la sympathie intervenait dans la fixation des salaires, le savant, l'artiste recevraient assurément beaucoup plus qu'ils ne reçoivent aujourd'hui. Il fut un temps où, sans être plus apprécié, le travail intellectuel était mieux payé : c'est qu'on manquait d'intellectuels et qu'on ne manquait pas de manuels.

Il faut dans un « État bien réglé », comme disait Richelieu, cent paires de bras maniant le marteau et la faucille pour une main ne maniant que la plume. Nous avons dépassé aujourd'hui la proportion judicieuse des hommes nécessaires aux carrières libérales. Il est donc inévitable que la loi de l'offre et de la demande joue à leur détriment. Une démocratie n'alloue pas de pensions aux beaux esprits. Elle assure à ceux qui l'amusent des gains que leurs ancêtres n'ont jamais connus : une pièce à succès, un roman à scandale rapportent plus parfois que tout le théâtre de Corneille ou la *Comédie humaine* de Balzac n'ont valu à leurs auteurs. Ce n'est pas affaire de justice, c'est affaire de consommation. Un boxeur touche encore davantage, et en moins de temps.

La lecture des ouvrages de fond comme celui de M. Germain Martin invite non seulement à la méditation, mais à la résignation. Il est bien certain qu'une démocratie, tout en reconnaissant théoriquement la nécessité d'une élite, aura toujours beaucoup de peine à admettre que cette élite bénéficie d'un traitement qui, à tort ou à raison, lui paraîtra privilégié. Elle se demande s'il est bien utile de subventionner la Comédie Française ou de favoriser les études classiques. D'autre part, une société qui n'assure pas le recrutement de l'élite est exposée, condamnée même, à glisser sur la pente de la médiocrité. On répète tous les jours que l' « économique » doit l'emporter sur la politique; en réalité les deux se tiennent et une société politiquement mal conçue ne peut être économiquement bien équilibrée.

A. ALBERT-PETIT

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

Une des fonctions de la Comédie-Française, évidemment vouée d'abord à la production nationale, consiste à représenter aussi de temps en temps les grands auteurs étrangers. Car un théâtre, et celui-là comme les autres, est fait d'abord pour le public, qui a le désir et même le besoin de connaître toutes les manifestations de l'art, quelle qu'en soit l'origine. Les scènes d'opérette et de vaudeville ont monté récemment beaucoup de pièces étrangères, et c'était excessif, voire un peu absurde, parce que beaucoup n'en valaient pas la peine. A tant faire que de jouer des choses médiocres, on peut donner la préférence à nos auteurs : ils suffiront largement, et pourquoi chercher au dehors ce qu'on possède en surabondance chez soi? Mais nous voulons voir les œuvres originales de toute langue et de tout pays. La Comédie-Française, chargée pour une part importante de notre culture intellectuelle, a l'obligation de célébrer le culte non seulement de nos propres classiques, mais des classiques de tous les temps. J'emploie ici le mot dans le sens ancien, celui de génies consacrés, devenus des modèles et entrés dans les programmes d'études. A côté de Molière, de Corneille et de Racine, de Victor Hugo et de Musset, il faut une place pour Sophocle et Euripide, il en faut une aussi pour Shakespeare et pour Gœthe. On donne trop peu de Shakespeare, rue Richelieu, et il y a lieu de craindre qu'il n'en soit ainsi tant que Mounet-Sully sera mort. Il a eu pourtant des successeurs dans la plupart de ses rôles, même dans *Œdipe roi*, et devrait en avoir aussi dans *Hamlet* (avec une meilleure traduction). Il ne s'agit pas d'égaler ce grand tragédien, mais de tenir le même office. Et si intéressantes que soient les interprétations, les ouvrages

importent encore davantage. Antoine l'avait compris, lorsqu'il dirigeait l'Odéon et nous permit de voir *Jules César*, *Le Roi Lear*, *Coriolan*, *Troïlus et Cressida*, etc., et même un arrangement de *Faust*. Comment la Comédie-Française n'a-t-elle jamais songé à la sublime *Iphigénie en Tauride* de Gœthe?

Il en va de même pour les modernes. Comme elle a introduit dans son répertoire Becque et Porto-Riche, la Comédie ne pouvait se dispenser entièrement d'y annexer Ibsen, et elle a du moins accueilli l'*Ennemi du peuple*. Antoine encore et Lugné-Poe surtout ont fait le reste, mais c'était toujours mieux que rien. Et rien de plus normal que d'avoir voulu nous offrir du d'Annunzio. M. Gabriel d'Annunzio, aujourd'hui l'un des plus illustres écrivains du monde entier, grand romancier et grand poète, a cultivé assez assidûment l'art dramatique. Il a même écrit deux drames directement en français : le *Martyre de Saint-Sébastien*, et la *Pisanelle*, tour de force qui fait honneur à notre langue, en même temps qu'au savoir et à la virtuosité de ce prodigieux artiste du verbe. En italien, il a composé la *Nave*, la *Ville morte*, la *Fille de Jorio*, la *Gioconda*, etc... A parler franc, je ne suis pas sûr que cela vaille absolument les *Laudi*, ou le *Feu*, le *Triomphe de la mort*, l'*Enfant de volupté*, les *Vierges aux Rochers* (de ses romans, que j'admire tous, c'est ce dernier que je préfère). Mais fût-il avant tout un grand lyrique et un merveilleux conteur, une pièce de Gabriel d'Annunzio ne saurait être indifférente. La Comédie-Française aurait pu sans doute en choisir une autre plus caractéristique, mais n'a certes pas manqué à sa mission en représentant la *Torche sous le boisseau*.

C'est une bien curieuse tentative qu'a faite là Gabriel d'Annunzio de transporter la tragédie grecque dans un milieu rustique, et de la transposer dans un mode réaliste. Cette famille de paysans siciliens ressemble à celle des Atrides. La Gigliola, dans ses vêtements et ses imprécations de deuil, rappelle invinciblement Électre... Un petit gentilhomme campagnard, Sangro, qui habite un vieux palais délabré, et chez qui tout penchait vers la ruine, achève de ses propres mains cet écroulement. Il vient de se remarier avec une servante,

Angizia, qui n'est pas seulement une coquette, mais une coquine. Elle a secrètement assassiné la maîtresse du logis, pour prendre sa place. La folle passion du maître déjà mûr déchaîne les catastrophes. La Dalila villageoise ensorcelle aussi Bertrando, frère de son mari Tibaldo. Les deux frères ennemis en viennent aux mains. Voilà un Étéocle et un Polynice. Gigliola, fille du premier lit, a flairé le crime qui lui a ravi sa mère, et soupçonne même (à tort) son père de complicité avec la femme fatale. Celle-ci empoisonne lentement le jeune Simonetto, son beau-fils. Et une vieille aïeule désespérée assiste à ces horreurs. Gigliola, privée de l'aide d'un Oreste, et d'ailleurs n'ayant pas à châtier sa propre mère, mais à la venger de sa marâtre, entreprend de faire justice elle-même. Elle commence par plonger ses mains dans un sac plein de vipères : elle mourra dans quelques heures, après avoir accompli l'acte, mais son père l'a devancée et a lui-même exécuté la criminelle. C'est tout.

Il y a dans ce terrible drame des scènes puissantes et qui émeuvent rien que par la force de la situation. On en trouve aussi chez les « véristes », avec lesquels Gabriel d'Annunzio a rivalisé. Sa supériorité sur un Giovanni Verga (l'auteur de *Cavalleria rusticana*) paraît certaine, et j'espère bien que nul Marcagni ne mettra en musique la *Torche sous le boisseau*, ce qui risquerait décidément de l'éteindre. Je me demande pourtant si Gabriel d'Annunzio n'eût pas mieux fait d'écrire une vraie tragédie, c'est-à-dire un poème tragique, et j'incline à regretter qu'un tel poète s'inflige sans nécessité le lit de Procuste du réalisme. Cependant son style a dû rester beau dans le texte, mais la beauté n'en transparaît forcément qu'à demi dans la traduction.

M. Bernard atteint à la perfection du naturel. Son physique, sa voix, servent son talent de composition pour rendre le contraste entre la vigueur corporelle et la faiblesse morale, et c'est là tout Tibaldo. Mademoiselle Bovy incarne d'une façon exquise et touchante le pauvre enfant miné par le poison. Mademoiselle Ventura n'a pas la puissance de madame Louise Silvain dans l'Électre de Sophocle, mais le même ton ne serait pas de mise, et voici une bien pathétique, quoique plus simple Gigliola. Mademoiselle Marie Marquet est sédui-

sante et pittoresque dans la coupable Angizia : son agréable aspect m'a rappelé la bohémienne du quatuor de *Rigoletto*. Je n'ai qu'à louer madame Segond-Weber, MM. Denis d'Inès et Jean Hervé.

Orage mystique, de M. François de Curel, au Théâtre des Arts, donne avant tout la bien sympathique et trop rare impression d'un homme très intelligent. Vous savez que même des écrivains de talent ne le sont pas tant que cela, et d'ailleurs, ne tiennent pas à l'être ni à le paraître, l'intelligence n'ayant pas la cote. Cédant à la manie du jour, soit volontairement, ou faute de mieux et par nécessité, des auteurs à la mode auraient traité autrement le sujet de M. de Curel et pris le contrepied. Songez à ce qu'en eût probablement fait M. Lenormand! On a dit que la thèse de M. de Curel était juste sans doute, mais trop facile, et qu'il enfonçait une porte ouverte. Ce n'est pas du tout mon avis. C'eût peut-être été vrai sous le principat intellectuel des Taine et des Renan, lorsque régnaient la raison, la science et l'esprit critique. Nous subissons un renouveau de mysticisme et de crédulité : c'est le surnaturel et le fantastique qui sont à la mode. D'ailleurs, ils y ont toujours été dans les masses, dont une partie remplit les salles de spectacle. La pièce de M. de Curel me paraît saine et opportune. Elle est conduite avec ingéniosité, malgré quelque artifice, et rédigée d'un style ferme, vigoureux, vraiment magistral, autant du moins que j'en ai pu juger. J'ai perdu beaucoup du dialogue, à la répétition générale, par la faute des impitoyables tousseurs. Heureusement les pièces de M. de Curel sont de celles qu'on aime à lire, après les avoir vues, et qui gagnent à la lecture. Vous n'ignorez pas que c'est le signe d'élection.

Le premier acte est de préparation pure et destiné à nous présenter les deux principaux personnages, le mari et la femme, Robert et Clotilde, avec le docteur Tubal, ou le raisonneur. Clotilde rentre chez elle, à la campagne, au milieu de la nuit, trouve la porte fermée et se voit compromise, du même coup que condamnée à passer cette nuit non pas précisément à la belle étoile, puisque l'orage sévit, mais sous les intempéries. Par bonheur, le docteur Tubal passait

par là et sauve la femme en bernant l'époux par un stratagème de comédie. Je n'y vois pas de mal. Mais Clotilde a bien l'air d'être en faute et de ne pas revenir d'une visite innocente chez le bel aviateur qui l'a retenue jusqu'à une heure si avancée. J'ai cru, je l'avoue, à l'infortune conjugale de Robert. M. de Curel nous a-t-il lancé sur une fausse piste? Il semble l'affirmer plus loin. Mais un tel dramaturge ne l'aurait pas fait par méprise, et je crois qu'il aura voulu laisser planer quelque incertitude, ce qui révèle à la fois l'humour pinçant et l'observation vraie. Est-on jamais sûr de ces choses-là?

Un an après, Clotilde est morte, d'une rechute de pneumonie déterminée par cette escapade nocturne. Robert, excellent veuf, ne pense qu'à la chère défunte, peut-être avec plus de tendresse que lorsqu'elle vivait : car il lui reprochait alors très amèrement de l'avoir détourné de la littérature, ce qui prouve d'ailleurs qu'il n'était pas un véritable homme de lettres. Rien n'arrête ceux qui ont réellement la vocation. Mais il fallait que le personnage fût un faible, un hésitant, un velléitaire. S'il avait sa volonté et sa raison bien en main, il pourrait assurément pleurer sa femme, être obsédé de son souvenir et se désespérer de l'avoir perdue. Mais il ne croirait pas à la réalisation possible de la promesse qu'ils s'étaient faite mutuellement, et n'aurait même rien promis de ce genre. Celui des deux qui mourra le premier apparaîtra, un an après sa mort, au survivant! Tel est l'engagement qu'ont pris l'un envers l'autre ces deux métapsychistes. Comment refuserait-on à cette pièce le mérite de l'actualité, en ces temps de métapsychique, de théosophie et de spiritisme? Le docteur Tubal représente le bon sens, qui a de nos jours si peu de crédit. Lui, il ne croit pas aux revenants. Il démontre le plus clairement du monde à son client et ami que les spectres ne sont que des hallucinations, projetées par notre imagination et notre mémoire, par notre inconscient ou subconscient, si l'on tient à ces mots, en tout cas sorties de nous-mêmes et nullement de l'au-delà, à telles enseignes que ces prétendus êtres surnaturels, censés en arriver tout droit, ne nous en donnent jamais de nouvelles, ne nous apprennent jamais rien, et ne nous racontent rien que nous ne sachions avant eux.

Le troisième acte nous mène au cimetière, qui n'est pas un cimetière marin comme celui de Valéry, et où l'on ne causera point avec des fossoyeurs comme dans celui d'*Hamlet*. Mais un accident, l'effondrement d'un mur, a bouleversé le terrain et les tombes. Robert ne doute pas que Clotilde n'en profite pour s'assurer un jour de sortie. Quand on croit à ces miracles-là, ils se produisent toujours. Clotilde apparaît donc à Robert, au coin d'une allée. L'inconvénient de ces histoires au théâtre, c'est que l'acteur ou l'actrice qui joue le fantôme se montre forcément en chair et en os, ce qui trompe le public au moins dans une certaine mesure, et induit même des sceptiques à supposer sinon qu'il existe réellement des âmes errantes autour de nous, du moins que l'auteur en est convaincu. Certains spectateurs se figurent que tel est le cas de Shakespeare, qui pourtant ne croyait certainement pas plus aux spectres de Banquo ou du père d'Hamlet que Molière à la résurrection du Commandeur et à l'engloutissement de Don Juan dans le trou qui conduit par voie directe en enfer. Les poètes dramatiques n'ont pas à peindre seulement les réalités scientifiquement constatées, mais aussi ces réalités subjectives que sont les légendes populaires et les croyances fabuleuses d'un si grand nombre d'hommes. Même sans correspondre à rien d'objectif, ce qui se passe dans l'esprit de tant de gens relève assurément de la psychologie, et par conséquent de l'art dramatique.

Mais les explications préalables du docteur Tubal se vérifient de point en point. Quelques paroles plaintives de cette Clotilde sortie de son tombeau en robe de noces avivent les regrets et les remords de Robert, car réellement il l'aimait et il n'en a pas moins eu quelques torts authentiques. Elle lui conseille de revenir aux lettres, qu'il a négligées pour elle : c'était son désir. Elle lui affirme qu'elle ne l'a pas trompé : il a eu quelques soupçons, mais ne demandait qu'à la trouver irréprochable. Bref, ce sont les rêveries et les arrières-pensées de Robert qui s'expriment par cette bouche d'ombre charmante. Mais Robert n'en continuera pas moins de se figurer que sa femme lui est positivement apparue et que les morts prennent de petits congés pour flâner un peu sur la terre. M. de Curel indique ainsi, très justement, que ces hypothèses

tenaces persisteront toujours et malgré tout dans certaines cervelles, par exemple dans celles de certains écrivains d'aujourd'hui, qui au point de vue intellectuel pourraient dire le mot auquel La Bruyère donnait un tout autre sens : « Je veux être peuple. »

M. Louis Gauthier est un Robert vraisemblable; M. Arquillière, un docteur éloquent; mademoiselle Laugier, une charmante Clotilde, anthume et posthume.

M. Edouard Bourdet étudie des coins de mœurs littéraires dans une bien fine et spirituelle comédie, *Vient de paraître*, au Théâtre de la Michodière. Quelques-uns de mes confrères, tout en la louant, craignaient que le grand public s'intéressât moins à ces mœurs professionnelles. Mais la littérature et les littérateurs intéressent au moins jusqu'à un certain point tout le monde, du moins le monde qui lit et qui va au théâtre; sans quoi il serait facile de rester au coin du feu et d'y faire un bridge, ou d'aller au cinéma. Je n'avais pu me rendre à la répétition générale : j'ai assisté à la dixième ou douzième représentation. La salle était comble; on riait et on applaudissait beaucoup. Et le succès ne s'est pas ralenti un instant bien qu'on eût dit aussi qu'après un premier acte éblouissant, la suite faiblissait un peu. Ce n'est pas mon avis, non plus que celui de l'auditoire auquel j'étais mêlé.

Ce fameux premier acte montre les intrigues autour du prix Zola. L'éditeur Moscat exerce une action pressante sur le jury, par l'intermédiaire du vieux Bourgine, qu'il manœuvre à son gré par des échanges de bons offices. Le romancier Maréchal, protégé de Moscat, lui ayant joué un mauvais tour en traitant pour ses prochains romans avec un autre éditeur, celui-ci donne pour instructions à Bourgine de pousser un autre candidat. Moscat n'est pas de ceux qu'on roule impunément. C'est donc un certain Evenos qui a le prix. Qui cela, Evenos? Inconnu au bataillon. Personne ne l'a jamais vu. Son roman a été imprimé en province : il en a été vendu environ trois exemplaires; Moscat achète par téléphone le droit d'édition à son collègue provincial, et ordonne qu'on batte tout Paris pour lui dénicher cet Evenos. Or, ce nom est le pseudonyme d'un certain Fournier, son camarade

de collège, qui se présentait en humble solliciteur et que Moscat faisait chaque fois éconduire. On le rattrape : il triomphe, et de moins en moins modestement. Rien de plus doux que les premiers rayons de la gloire, a dit Vauvenargues : rien de tel pour changer un homme, ajoute M. Édouard Bourdet.

Dix-huit mois après, Fournier-Evenos, qui a gagné pas mal d'argent et que Moscat a gavé d'avances de fonds, n'a pu venir à bout de son second roman. La situation devient inquiétante. Il explique à Moscat que le premier était le récit d'une aventure que sa femme avait eue, étant jeune fille, et consignée dans un journal intime qui l'a documenté. Il ne peut écrire que des histoires vécues. Lui non plus, ce n'est pas un intellectuel; fi donc! Il est de l'école en faveur, l'école de la Vie; il est à la page (mais non à la trois centième page pour le moment). Homme de ressources et de décision, Moscat a une idée. Il suggère à Maréchal, qu'il a repêché, de faire la cour à madame Fournier, et à celle-ci de s'y prêter et d'en tenir journal. Fournier saura tout et en souffrira. Tant mieux! Cela lui permettra de composer enfin le nouveau roman qu'on attend avec impatience. Ce sera le salut. Et tout se passe selon les prévisions de l'habile éditeur, qui connaît son personnel...

Je ne puis entrer dans le détail, et me borne à constater que M. Édouard Bourdet a mis bien de la verve et de la pénétration dans tous ces joyeux incidents. J'ai goûté extrêmement son ironie aux dépens de cette sorte d'écrivains qui ne savent que nous confier leurs petites histoires, plus ou moins arrangées, et méprisent ridiculement les grands esprits constructifs. Musset était des premiers. Sans George Sand, il n'eût pas rimé les *Nuits*...

Mademoiselle Blanche Montel est délicieuse; MM. Victor Boucher et Jacques Baumer sont très amusants.

PAUL SOUDAY

TABLEAUX DE PARIS

Esquisse. — A dîner, ce soir, madame Henri de Régnier, apercevant dans un salon, où voisinent tant de remarquables œuvres d'art, une déesse grecque, peu drapée, à laquelle, d'ailleurs, la tête manque, s'écrie avec un rire charmant :

— Ah! par ce temps, par ce froid, imaginez-vous la tristesse d'être une déesse grecque!

La même qui, pendant le repas, s'est écriée : « Ma sœur veut installer sa maison d'Arcachon. Elle m'a dit : Dois-je acheter des meubles anciens?... — Garde-t'en bien, lui ai-je répondu... Non, non, rien de vieux, pas de tableaux, pas de tableaux, surtout! Des murs nus, un ensemble clair et frais, des divans, des choses simples, les plus simples possibles...

» Quelle jouissance le jour où l'on s'est aperçu que la vérité, c'est de ne rien avoir à soi, ou le moins possible! Être libre!

» ...On fait beaucoup de « collections » chez les éditeurs. On m'a demandé d'avoir une idée pour une série qui s'appellera les *Joies de la Vie* ou les *Roses de la Vie*... J'ai répondu : La *première ruine*... Ça n'a pas plu... Et pourtant!

» ... Je me souviens, quand j'étais toute jeune, on nous a dit, à mes sœurs et à moi : « Mes enfants vous êtes ruinées »... Eh bien, le soir même, nous avons donné une soirée... Jamais nous ne nous étions autant amusées... Dame! puisqu'on n'avait plus rien, il n'aurait plus manqué encore que d'être obligées de s'ennuyer!... »

Les mots, les exclamations viennent avec spontanéité, gaîté, joie, une joie qui serait comme les rivières qui courent

sur un lit de petits cailloux blancs, — une joie qui glisserait sur un lit de mélancolie si naturelle, si mêlée à tous les petits plaisirs, qu'on ne la remarque plus, qu'on ne la sent pas. Mais elle est là!...

Nous parlons travail. Mais Gérard d'Houville ne sait pas quand elle travaillera. Elle ne veut pas le savoir.

— J'ai terminé la *Belle Hélène*, pour la collection des *Vies Amoureuses*... Ah! j'ai regretté plus d'une fois de m'être lancée dans cette aventure. Je pensais sans cesse à Homère... et à Meilhac et Halévy. Alors, entre les deux... Il fallait éviter le sublime!... — et le comique!... Au fond, c'est plutôt une histoire comique...

La fille de José Maria de Hérédia lève la main, le coude sur la table, dans un joli geste, qui a l'air d'envoyer promener des choses, les yeux noirs sourient et brillent, à l'ombre des épais cheveux noirs.

— Vous aviez bien écrit le *Séducteur* sans avoir jamais été à Cuba, vous pouviez évoquer Hélène de Troie.

— Pour le *Séducteur*, j'avais des souvenirs de nourrice, des conversations de mes parents... Et puis, nous avons, au fond de nous, des sensations amassées par les grands-parents, que nous ne soupçonnons pas!...

Et, presque aussitôt, avec ce mouvement changé, qui rompt une conversation engagée pour varier de sujet, avec la grâce d'une biche qui prend une direction qu'on lui dirait suggérée à distance :

— Pourquoi toujours écrire de *Grandes Existences*? Ne pourrait-on faire, une fois, une *petite existence*, la vie d'un qui n'a pas réussi, qui a eu le premier une idée, que d'autres lui ont prise et ont exploitée — et qui sont arrivés — tandis que lui!... Tandis que lui n'est arrivé à rien du tout! Songez à ces existences-là... Et il y en a d'intéressantes, tout de même!....

Madame de Régnier veut aller voir *Chang*. On lui donne l'adresse du cinéma... Je ne sais pas si elle entend, car, au même instant, elle s'écrie :

— J'aime tellement les éléphants, — ces grosses bêtes qui ont l'air de fumer leur trompe!...

***

Le musée vide. — Un après-midi froid, le vent souffle sur la terrasse de l'Orangerie, aux Tuileries. Les arbres dénudés font sur le ciel gris des broderies. La Seine coule, glauque, un tramway fait entendre des sons de trompe et des grincements. On ne sait quel charme émane de cette terrasse déserte, sans un passant — et, de l'autre côté de la balustrade de pierre, couleur du ciel, couleur de l'horizon, couleur de nuage et de neige fondue, la rive gauche, le long de laquelle le Palais Bourbon semble si peu athénien, coiffé, comme d'un turlututu de magicien, par l'extrémité de la tour Eiffel. La gare d'Orsay ouvre ses arcs de fer gris, inutilement élevés, pour une gare souterraine. Mais il fallait édifier quelque chose qui ne répondît à aucun besoin, — c'est ce que préféraient, alors, les architectes...

Musée Monet. — Ancienne Orangerie. Nous avons connu là, encore après 1918, des orangers. Au premier soleil un peu ardent de février, les jardiniers ouvraient des fenêtres dans le vitrage et l'on apercevait le faîte vert sombre des arbres méditerranéens, en caisses. Ils avaient vu l'Impératrice et le petit Prince Impérial, traîné dans une voiture jaune de Belvalette, à ses armes, par un poney lilliputien. Ils avaient vu, dans le jardin, les dandys, les gandins, à la musique; ils avaient vu Manet peindre cette *musique*, avec ses femmes en jaune aux brides bleues, tableau qui est aujourd'hui à Londres, *Tate Gallery*. Ils avaient vu Édouard Manet, chevalet au soleil et coiffé d'un chapeau très haut de forme, — ce qui se rencontrait de meilleure dimension, chez Tortoni... Peut-être avaient-ils vu la reine Marie-Amélie ou Joséphine?...

Avec les orangers, on ne sait pas. Une fois en caisse! Ils peuvent vivre des cent années, et plus... Ils faisaient partie du Mobilier National de nos jardins. Ils sont partis. On les a emportés. Où les a-t-on emportés? Croyez-vous que quelqu'un se soit soucié dans la presse de savoir où s'en étaient allés les orangers des Tuileries? Personne. On enlèverait de leur socle de la place de la Concorde les chevaux de Marly, — le peuple de Paris se fiche et se contrefiche tellement de tout ce qui est un peu œuvre d'art, aujourd'hui, — que nul

ne protesterait, pourvu que tournent les réclames lumineuses de Selfridge!...

> Le bel été mourant des grâces qu'il accorde
> De son sang tiède encor baigne le populaire
> Sur la place de la Concorde
> Échafaud et Cadran solaire.
>
> (ANDRÉ SALMON.)

Adieu, donc, les orangers! Le Musée Monet a pris une partie des constructions. Le musée Monet offre cette particularité d'être un musée vide. Les salles sont ovoïdes. Elles sont éclairées — mollement — par le plafond. Elles sont décorées par un semblant de ruban peint, qui ne descend pas assez haut sous la corniche et qui, par l'absence d'aucune ligne architecturale perpendiculaire, donne le sentiment de la mollesse, de la faiblesse, l'impression du cartonnage, de la toile. On se sent bientôt étourdi à regarder ce vague étang, sur lequel flottent des nénuphars de la grosseur de choux-fleurs, au cœur d'une eau qui reflète un ciel, que le peintre ne nous a point permis d'apercevoir.

Comme décoration, dans un hall qui précéderait une exposition d'horticulture, ou comme *parties de fond* entre des sculptures, ces agrandissements de toiles moyennes prendraient peut-être quelque semblant de raison... Mais, là, dans cette succession de vestibules inutiles et désertés, à cette lueur opaque, plombée, que laisse filtrer le velum, voilà bien l'un des plus tristes spectacles que nous puissions contempler.

Toutes les époques ont commis leurs erreurs. Nous devons celle-ci à M. Clemenceau, ami de Monet. Le vieillard de Giverny était-il encore *Monet*, lorsqu'il peignait des décors, qui sont peut-être des tours de force, pour un vieillard, mais n'émeuvent point, ne décorent point, ne riment à rien. Ils n'ont pas été faits pour une architecture, — on dut en créer une — et laquelle! — pour les placer. Ils sont des agrandissements de toiles dont les proportions suffisaient à elles-mêmes... Et qui étaient radieuses, qui donnent parfois le raccourci, l'instantané exacts de la nature. Ce sont elles qui garderont la gloire de Monet, pour qui fut créé le mot *impressionnisme*,

et qui ne pouvait peindre qu'en plein air, quelle que fût la saison...

Son mérite n'est point dans ces tâtonnements épais, réfléchis dans cette orchestration picturale pour murs, qui n'est à l'échelle de rien. Elle est un démenti à tout ce qu'il a exécuté, pensé et dit, pendant sa longue carrière, avant qu'il n'entreprît ce passe-temps de vieux monsieur qui ne peut plus sortir. On ne devait l'utiliser que dans un ensemble, ayant d'autre motif d'attraction. Une salle de concert, peut-être. Je l'imagine parfaitement sur les murs de la nouvelle salle Pleyel, comme une sorte de large galon... Ce sont des décors de théâtre trop poussés, qu'on dirait exécutés pour accompagner un Festival-Debussy, — en Amérique.

Deux dames étrangères poussent des glapissements d'extase, au centre de la première salle...

Je regrette — combien je regrette! — les orangers, les charmants orangers, que l'on sortait, mai venu, qui donnaient l'image de l'été, d'un temps révolu et d'un temps à venir, et qu'on entretenait pour l'ivresse toujours incertaine dans nos climats, d'un voluptueux et très éphémère parfum.

***

José-Maria Sert. — Il ressemble bien à un Espagnol. Un Espagnol de toujours. Avec sa barbe roussâtre, il est d'un temps; sans sa barbe, il serait d'un autre. — Mais, toujours, *tras los montes*. Agrémenté d'une fraise et d'un feutre noir, il serait plus lui-même que dans ce veston anglais, aux lueurs de ce jour londonien, qui filtre à travers les rideaux ocrés de madame Jules Pams, dans le bow-window de la rue Albéric-Magnard... Quand on pense qu'il y avait une rue Richard-Wagner, et que Wagner, mort après 1870, en 1883, et qui avait sa rue à Paris, l'a perdue parce qu'il y a eu la guerre de 1914!... Mais ne nous égarons point. Demeurons devant José-Maria Sert, vêtu de son complet d'un tailleur de Bond Street, qui ne parvient guère à lui donner l'aspect d'un Anglais... Et je vois des Anglais qu'on pourrait habiller à la *Belle Jardinière* et qui ne cesseraient point de paraître sortir d'un club de *Saint-James* ou de *Pall Mall*...

Le regard luit d'intelligence, de malice et même de fausse malice, sous la broussaille des sourcils et le crâne... La lèvre se termine en croc de hameçon dans la joue. Elle trahit la sensibilité, l'inquiétude, des angoisses... Sert n'a point cessé, depuis 1899 qu'il vit en France, de prononcer les *b* comme s'ils étaient des *v*. Mais il parle français avec toutes les subtilités. Il est le décorateur le plus « décorateur » de la vieille Europe et « le plus cher », comme on dit, de l'Amérique. Il a décoré des salles de bal à Londres, des salles à manger à Madrid, des salles de passage dans des hôtels de vieux milliardaires, à New-York. Il y a des pièces entièrement peintes par lui chez les Salamanca et les Rothschild, — et jusqu'en Floride... Il a exposé aux Tuileries en 1926, avant qu'elles ne partissent pour les environs de Barcelone, ces vastes décorations de la cathédrale de Vich, pourpre, brun et or, qui révèlent une imagination délirante d'une force colossale, qui a surpris et émerveillé les visiteurs. C'est un monsieur.

L'atelier de l'avenue de Ségur a vu défiler toutes les élites, dans le sillage de madame Sert. La personnalité de madame Sert est aussi marquante que celle de son mari. Peut-être même, en ce temps, paraît-elle même à beaucoup plus de gens originale. J'ai vu, récemment, dans un quartier excentrique, — cette charmante rue de la Gaîté, si illuminée, le soir, qu'elle en devient pareille à la rotonde mouvante d'un manège de chevaux de bois, agrémenté d'une profusion de miroirs et de paillettes d'argent, — j'ai vu, — à Bobino! — deux clowns qui représentaient des portraits, des silhouettes d'humains ou d'animaux, qui faisaient de véritables tableaux, en s'aidant d'un morceau d'étoffe composé de peut-être cinq cents fragments de couleurs différentes. L'art de ces clowns tient de la prestidigitation. Ils n'ont l'air de rien, sinon de s'amuser et de paraître nonchalants ou vifs — et le tableau se trouve fait. Alors, j'ai pensé à madame Sert. Tout ce qu'elle a imaginé, ce qu'elle a suscité, ce à quoi elle a collaboré, en se défendant de rien faire, tout ce qui erre, de son imagination, à travers le monde ne se compte plus, pas plus que les morceaux qui composent la mosaïque multicolore des clowns de Bobino!

La mode, depuis vingt ans, lui a toujours dû beaucoup et

je vois, aujourd'hui, des boutiques remplies de fleurs de verre et de frégates cassantes, de flambeaux de cristal, de meubles burgotés, aux bouquets de nacres irisées, dont j'ai connu ses chambres et ses vitrines remplies, — avant la guerre. Elle a donné à bien des femmes, qui passent pour mener la mode, des indications, des lumières, qui ont transformé leur production. Un mot lui échappe, une idée lui traverse l'esprit : et voilà une innovation décidée... Et, toujours, dans un mélange de fantaisie et de logique impitoyable.

Mallarmé, qu'elle connut rue de Rome et dans la petite maison de Valvins, lui a fait des vers, quand elle avait quinze ans, — mademoiselle Godebska, fille du sculpteur polonais. Elle fut l'amie de Toulouse-Lautrec et celle de Vuillard, celle de Forain et d'Odilon Redon. Renoir l'a peinte, dix fois, et Bakst a vécu longtemps dans son sillage. Elle eut un salon décoré par Bonnard, au temps où l'on prisait Flameng, par-dessus tout. Serge de Diaghilew, lorsqu'il vient à Paris, prend tous ses repas avec elle et lui fait jouer au piano ses ballets nouveaux. Sur la chaise voisine, elle vient de poser, pour un instant, quelque féerique petit arbre de pierres de couleur, qu'elle travaille comme une artiste de profession, en roulant des rubis et du laiton entre ses doigts.

... Nous parlons de peinture, Sert et moi, après déjeuner, dans le *bow-window* tendu de rideaux de tulle ocré, qui blondissent le jour londonien de la rue Albéric-Magnard... José-Maria Sert connaît les maîtres anciens. Il en parle, avec ferveur et parti pris. Ce qui est indispensable. Il a été reçu dans l'atelier de Degas. Il lui en est toujours resté quelque chose dans la façon de le juger. Ainsi, recevons-nous encore par la tradition orale des lumières de soleils depuis longtemps éteints.

Trois peintres, — dont le nom commence par la même lettre, — trois peintres ont été ces sommets qui relient les chaînes : Giotto, Giorgione, Goya.

Giotto fait la transition entre les byzantins et les primitifs; Giorgione, entre les primitifs et les peintres de la Renaissance; Goya, entre les maîtres anciens et les modernes.

Sur Goya, cette remarque, qu'il existe des tableaux de lui, de l'année 1793, par exemple, comme le portrait de la

Famille Royale, où la Reine est vêtue d'une robe noire pailletée d'or, d'un métier étourdissant, — et un autre, un homme assis, au gilet brodé de fleurettes de soie, peint par le même Goya, comme un travail d'enfant. Il est inégal. On ne le connaît que lorsqu'on a tout vu de lui.. Jusqu'à son dernier tableau.

Vélasquez, lui, est toujours le même. Lorsqu'on a regardé trois toiles de lui, on les a toutes vues... Il a trouvé un gris, un bleu et un rose, — oui!... Mais, pour donner du caractère à ses personnages, il est obligé de peindre des bossus et des nains!

On sent percer dans la voix de Sert une de ces sourdes inimitiés de confrère et de compatriote, qui ont été sucées avec le lait...

— Mais voyez les visages de ses contemporains! Lorsqu'ils sont peints par d'autres, comme ils sont expressifs, quelle marque! Vélasquez, n'a été vraiment espagnol qu'une fois, et, encore, c'est bien plus par le raisonnement ou le cœur que le talent : c'est dans le tableau de la *Reddition de Breda*, le geste du vainqueur Spinola, recevant Justin de Nassau, avec cette grâce, ce mouvement de la main... Ah! là..., là, il est grand!...

« *Rubens*, à présent!... Il coule. Il y a des choses de lui d'une inégalité frappante, et qui ne sont pas de ses élèves, mais de sa main. Pourtant, elles servent mieux son génie.

« Dans la *Vie de Marie de Médicis*, au Louvre, deux personnages sont entièrement de Van Dyck, sans une retouche de Rubens, un cardinal sur la toile du *Couronnement de la Reine*, vêtu de rouge de la tête aux pieds et avec des mains... des mains!... Et le *Mercure*, du *Triomphe de la Régence!*

(Il me semble, cependant, qu'en 1622, lorsque Rubens commença cette série qui devait être achevée en 1625, Van Dyck se trouvait à Gênes et, qu'après avoir séjourné en Italie, il ne rejoignit les siens qu'en 1626... Mais ma mémoire est infidèle et je n'ose hasarder cette contradiction).

— ...De même, — continue Sert, — à Madrid, nous possédons le Rubens, le plus visiblement et le mieux signé des Rubens, qui porte la signature la plus authentique, imitant le nom gravé en creux dans une pierre... et qui, tout entier,

est l'œuvre de Van Dyck. C'est, d'ailleurs, l'un des plus beaux Van Dyck, car il arrive fréquemment, — lorsqu'un peintre travaille dans l'anonymat, — qu'il se laisse aller librement à tous ses dons.

Sur Raphaël... « Il est en apparence le plus simple de tous et c'est le plus compliqué. Il dépasse et détruit nos jugements. Un jour, on ne l'aime plus, il ne touche pas; quelque temps après, on se sent pris de nouveau d'une immense admiration... La *Fornarina*.... Ah! tout ce qu'il y a dans la *Fornarina*!... »

Manet... « Il a été l'élève de Couture... Jamais un peintre n'a donné toute sa personnalité, jamais un peintre n'a été véritablement grand, que lorsqu'il a reçu l'éducation des Beaux-Arts... Degas commence par imiter Ingres... »

Ingres... Degas a dit de lui, en son temps : « M. Ingres est un peintre chinois égaré dans les rues d'Athènes. »

... Mais voici madame Sert, voici *Misia*, coiffée d'une toque de plumes collées, qui est d'un ton de cheveux auburn, et qui a l'air presque d'une perruque de fantaisie, tant elle est appliquée à la tête,... voici madame Sert, venant dire à son mari qu'il est temps de partir... Sous le visage, brillent deux chaînes de diamants, qui jouent aux feux des lustres.

— Comme vos diamants brillent, Misia, — s'écrie-t-on...

Madame Sert est la première qui ait porté, à toute heure, montés à jour, ces chaînes de diamants que l'on copie maintenant en verroterie.

— Oui, dit-elle, — on me doit ça aussi; j'ai inondé Paris de diamants faux!...

Et elle rit, d'un air nostalgique, — d'une bouche qui sourit, sous des yeux qui sont, avec la pensée, ailleurs!

***

Matinée. — A la Porte Saint-Martin. Poésie. Pas un étranger dans la salle. Ou alors, naturalisé depuis longtemps. Vraiment, le même public que nous eussions trouvé là, au temps de madame Dorval. Pas un strapontin qui soit inoccupé. On donne *Chantecler*. J'ai gardé le souvenir de

la « première A ». Car il y eut plusieurs *premières*. La déception avait été grande. Comme devant tout plaisir trop longtemps attendu. Pourtant, quelle œuvre agréable à entendre, quelle jolie féerie!... Féerie, voilà le mot! Si l'on avait consenti, pour cette reprise, à faire une véritable scène de revue à grand spectacle de la Réception chez la Pintade, avec son défilé d'invités mirobolants, dans un décor scintillant de rosée, sous des projecteurs empruntés au music-hall, avec violons en scène ou saxophones, l'œuvre de Rostand y eût gagné. De même, à l'acte dernier, dans la forêt... Tout est préparé par l'auteur. Mais le musicien et l'électricien semblent avoir oublié de venir, au dernier moment. Les costumes de M. Fernand Ochsé préludent avec une grâce piquante, une grande imagination et un goût délicat, à cette adjonction des autres collaborateurs de la féerie. Alors, les jeux de mots n'eussent plus paru trop nombreux, les facettes de ces vers précieusement taillés recevraient des rayons.

On m'objecte, aussitôt, dans le couloir où l'on veut bien m'interroger, le prix de revient d'une représentation et les cachets aux interprètes. Ces cachets, — ce sont des pilules pour le directeur, — sont extravagants. Il faudrait reconnaître une bonne fois, qu'ils sont *sans aucun rapport* avec le talent de ceux qui les touchent et qu'il n'existe aucun motif qui justifie la disproportion entre ce que reçoivent certaines vedettes et les seconds rôles. Les premières payées, pour un soir, beaucoup plus que les autres en un mois. Et ayons le courage d'avouer que si une Réjane, si une Granier, si un Guitry justifiaient les sommes reçues, les vedettes présentes, dans la plupart des cas, ne les valent point. On nous dit que certains noms font affiche. C'est une sorte de superstition, — et qui fait mourir le théâtre en France. Si l'on avait dépensé, pour l'éclairage et la musique, l'argent que l'on donne, chaque soir, à certaines ou certains interprètes des spectacles joués en ce moment, le public y serait plus empressé...

J'ai vu jouer à Londres, en novembre, une opérette, *The Girl's Friends*, qui n'est interprétée — pour remédier aux exigences des premiers rôles — que par de jeunes artistes, déjà éprouvés en province, mais inconnus à Londres. L'ouvrage fait fureur et se joue depuis trois mois déjà. La réclame

même en est faite sur ce prétexte que les interprètes sont tous *nouveaux et jeunes*!

Chantecler est pareil à un dîner très réussi, — je parle de la pièce, — un de ces repas pour lesquels des convives brillants, triés dans des mondes différents et pris d'émulation, cherchent à se surpasser. Nous avons fait, ainsi, des repas où le rire, le sourire et la petite larme montée aux yeux, ont si bien alterné, où nous avons entendu des anecdotes si plaisantes, des phrases si piquantes que, les années passées, nous en gardons le souvenir.

Ainsi faut-il aller voir cette féerie sans lumière ni orchestre, mais dont le texte a des moments (et presque continûment) d'une humanité, d'une grâce, — et toujours d'une clarté, — que les dramaturges qui écrivent en alexandrins n'apportent pas souvent à la scène. C'est l'œuvre d'un poète, d'un véritable poète — et par-dessus tout d'un Français.

***

CHANG. — Ou le *Chantecler* de l'écran. Il faut avoir vu *Chang*. C'est un film admirable. Il n'offre rien que de simple. La tragédie n'y est figurée que par les éléments ou les héros eux-mêmes, selon leur propre nature. Il n'est pas besoin d'affabulation, de scénario compliqué pour retenir notre attention et nous émouvoir. Il est vrai que le décor est la jungle et que les traîtres, en cette aventure, sont des tigres, des panthères et une troupe d'éléphants, qui dépasse en nombre les *girls* les plus nombreuses, les figurants d'aucune revue ou d'aucun drame.

Nous voyons là vivre les éléphants avec leur grâce lourde et légère...

... et, venir boire l'eau d'une mare abritée par les feuillages épais des palétuviers, quelques panthères dont l'œil est comme illuminé de plaisir, avant d'être enivré de sang.

On tue beaucoup dans la jungle. Pour vivre sous le ciel changeant, l'homme doit d'abord lutter, faire le vide et le silence... Après, d'autres hommes viennent, et c'est alors qu'ils se déchirent entre eux.

Songeons qu'entre les ondulations de la butte Montmartre

et celles de Montparnasse et de Montsouris, jadis, lorsque la nature n'était que ce qu'elle est, — selon la première conception du Créateur, — des fauves, moins souples, peut-être moins cruels que le tigre, mais sauvages, venaient se désaltérer dans l'eau d'un fleuve sinueux, envahi par les herbes, qui tantôt s'élargissait, tantôt se rétrécissait, selon les saisons et qui devait un jour s'appeler la Seine. Alors, il n'y avait point de fusil, point d'opérateur de ciné... Et, pourtant, les rives se dépeuplèrent de leurs aurochs et, tout blanc, tout chevelu, l'homme qui n'avait que son sang généreux, ses mains, ses yeux vifs, ses belles dents blanches, — l'homme commença de préparer l'emplacement du Louvre, de la place de la Concorde, — et du Palais Bourbon!

***

Grands Magasins. — *Décembre.* Ils tiennent de tout. On y peut goûter, en peu de temps, la sursaturation de tout ce qui se fait ailleurs,... l'exagération de ce qui était bien hier, qu'avant-hier on aurait peut-être désiré — et dont on ne voudra plus demain.

Le goût est si fragile, si fugitif, si impalpable! Il est une chose si particulière, si spéciale, si momentanée, qu'on le voit se faner, se corrompre, comme une fleur cueillie ou un poisson sorti de l'eau. La matière dont la couleur attirait par ses irisations, ses reflets, se ternit, se gâte...

Soieries. — Ce qui plaisait à un premier exemplaire aperçu, et que l'on croyait unique, devient banal, lorsqu'on découvre la vitrine qui en contient une douzaine. La nuance d'un satin attire. On s'approche. Il est fluide, uni, clair...

J'entends le vendeur parler à une dame :

— Le satin, employé en rideaux ou sur les sièges, possède l'agrément de ne jamais paraître démodé avec rien... Il renouvelle même l'aspect d'un mobilier ou d'une chambre, car c'est par le détail que les choses datent le plus, madame...

Aimons les murs peints d'un seul ton et les rideaux unis!

España. — Un rayon du premier étage nous offre les châles espagnols. Ils font une muraille flottante et fleurie, une haie de pivoines sang, sur un fond couleur papier de riz. Ma

mémoire trouve, à l'instant, un nouveau distique d'André Salmon, dans ce petit volume : *Tout l'or du monde*, où se trouvent tant de notations, de rêveries, d'observations d'un poète, sensible à l'excès, hanté par les réminiscences de son passé et tout traversé, comme doit l'être un poète, de flèches qui l'ensanglantent et de rayons qui l'éblouissent.

Je regarde les châles espagnols, leur flore chinoise qui évoque la promenade de *Las Delicias* le long du Guadalquivir, ou les danseuses de Grenade. La mémoire me souffle le quatrain de Salmon :

J'ai découvert l'Andalousie
Place Pigalle :
C'est l'ombre d'une jalousie
Sur quatre pierres inégales...

Je retrouve l'Andalousie, devant ces châles qui font penser aux soirs de palaces et au music hall.

Cretonnes. — Pendues sur plusieurs mètres, tendues sur des fers. Évocations du soleil traversant le store. Siestes. Très méridionales. Les cigales! L'odeur de la cretonne a des senteurs de foin. L'employé est blême, le teint papier mâché. Il remue des fleurs et des fleurs imprimées sur l'étoffe. Il fait froid dans la rue que bleuit le crépuscule de décembre. Derrière les vitrages du magasin, on dirait qu'on fait glisser du toit des cendres refroidies. L'employé a l'air de villégiaturer sur cette cretonne à fleurs qu'il déplie... J'imagine vos coudes hâlés, qui s'enfonceront dans les coussins que recouvriront cette cretonne — et vos pieds nus de l'été méditerranéen, dorés, dans les sandales couleur de ciel...

Verreries. — Opaques et lourdes, chargées de givre et d'étincelles. Je crois prendre une coupe et je tiens dans la main une sorte de boulet... On tuerait un homme avec cet obus irisé, dont la matière emprisonne des gouttes d'air et des larmes de feu. Le cristal était, jadis, fragile et transparent, léger...

Dans une vitrine, des bateaux de verre, qu'on dirait faits d'arêtes translucides. Et des bouquets d'épis, petits porcs-épics de stalactites (difficile à prononcer). Des aquariums, en forme de sphère, remplis d'eau, mais les coraux, mais les

poissons — artificiels — sont de verre soufflé, verre étiré, verre coloré, verre... verre...

— Lorsque brille l'ampoule électrique dans le socle, dit le vendeur, c'est une féerie, monsieur!

...Auprès de l'aquarium, un bouquet de fleurs en plumes. Véritablement on dirait de petits balais pour water-closet. Oh! très esthétiques. Pour dame qui voudrait vivre en beauté, dans le village de madame Ida Rubinstein.

Animaux. — Ils sont en lourde porcelaine et le vendeur me dit avec un sourire malin : « Très cubistes! Ils sont en faïence à l'émail craquelé. » Des chiens s'acharnent après un cerf.

Sculpture. — Des dames qui ont un goitre, les chevilles aussi larges que le genou, le nez en lame de couteau, les hanches étroites et dont les seins ont été rongés par les rats; les clavicules tombantes et le poignet formé de quelques noyaux de pêches, les dames nues, en plâtre doré, se dressent... Art et volupté :

— Ça, monsieur, ne faites pas attention — dit le vendeur, — c'est notre rayon de sculpture.

Je vous le jure.

Maroquinerie. — Petits sacs, de toutes tailles. Beaucoup de serpents. Qui se fût douté qu'il restât tant de serpents sur la terre? Une peau non préparée se trouve là, — « pour donner une petite idée ». On la déroule. Boa de cinq ou sept mètres de long. Je ne puis évaluer que très approximativement. Mais qu'il est long! Je songe, devant cette mince peau, rugueuse, marbrée de brun et de blanc, je songe aux cris d'horreur que feraient toutes ces dames, et messieurs les vendeurs, si, brusquement, le boa se trouvait ramper entre les comptoirs, sous ses apparences premières... Comment la mode peut-elle faire tant aimer la peau d'un animal si redouté et si honni?...

Chaussures. — Alignement sur des plaques de verre, dans des vitrines, de petits brodequins dorés, de petits souliers bleus, de souliers de maroquin rouge, de souliers de satin vert jade et d'antilope noire dont la bride est une mince ganse dorée, de souliers de crocodile et de galuchat, de serpent et de poulain mort-né. Petits souliers vernis, si découpés

sur les côtés qu'ils sont pareils à une sandale retenue par deux ou trois barrettes. Un bas de soie transparent chausse un pied et gaine un fragment de jambe artificielle. Au-dessous, ces mots : *Pour la Ville.*

Le crépuscule bleuit la rue glacée de décembre. *Pour la Ville!...*

Antiquités. — Rayon hétéroclite. Une *kwannon* de porcelaine blanche, pose sur une pannetière provençale, que je soupçonne d'être récemment fabriquée.

— On aime beaucoup le rustique, — dit le vendeur.

Chaises de cuisine, dont on a orné le siège d'un coussin; buffets de ferme, encaustiqués à neuf.

— Dans un appartement clair, dit le vendeur, avec du Louis XVI, ça fait une jolie tache.

Et des vases à fleurs, Napoléon III, en opaline ou, tout simplement, soyons francs, en verre de couleur. Articles, alors, de bazar, pour petites gens.

— Jolie note de couleur, très artiste, dit le ...

... Je quitte le magasin, à la recherche d'une femme qui ne me donnerait point l'impression d'être transie dans le crépuscule, déjà nuit, de décembre, avec ses souliers qui ne chaussent pas le pied et ses bas trop minces, sa robe et son manteau trop courts... Et qui demeurerait dans un appartement, où le chinois ne voisinerait pas avec le Louis-Philippe et le Napoléon III, où il n'y aurait pas de bateau truqué, pas de meubles rustiques, pas de faux Vlaminck et point de ces estampes de Foujita, où l'œil évoque confusément l'île de Lesbos et celle de Yakou Sima... Un appartement où l'on pourrait oublier, devant des murs calmes, sans cretonnes dessinées par un épileptique thibétain, où l'on pourrait oublier la mode stupide — et tout ce qui la reflète.

ALBERT FLAMENT

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Marcelin Berthelot (1827-1907), par **A. Boutaric** (*Payot*).

La vie de l'illustre savant, dont le monde entier vient de célébrer le centenaire, a été retracée dans ce livre sous ses aspects multiples, avec fidélité, et en une langue souple et accessible à tous. Sans recourir aux formules et aux chiffres, M. Boutaric montre la portée des recherches sur la synthèse chimique que Berthelot poursuivit dès sa vingt-cinquième année, à partir de 1853, et d'où est sortie toute la chimie moderne, ses vues sur la thermochimie, sur les explosifs, sur les fermentations; il situe exactement, objectivement, l'état des problèmes, au moment où le grand chimiste en entreprit l'examen, ainsi que la genèse de ses découvertes et leurs conséquences.

Mais « Berthelot n'avait rien du savant qui vit cantonné dans sa spécialité. Dans ses travaux purement scientifiques, son esprit philosophique se manifeste par une aptitude remarquable à dégager l'idée générale de la multiplicité des faits. » De là ses travaux si curieux sur l'histoire des sciences, sur la naissance de la chimie moderne, des secrets magiques des Égyptiens et des Babyloniens, des données positives résumées par les Grecs aux recherches des alchimistes arabes et chrétiens. — Ses conceptions sur la science, la philosophie et la morale s'inspiraient d'un positivisme analogue à celui d'Auguste Comte, mais moins dogmatique; il réclamait « pour la pensée le droit à la curiosité intégrale », et pour la science un droit illimité d'investigation, et substituait en somme la science à la métaphysique et aux religions.

Rationaliste et laïque, comme un continuateur des encyclopédistes, non seulement il expose ses idées dans des livres, dans des articles de revue, mais il les vit comme homme politique, comme sénateur, comme ministre de l'Instruction publique. L'amitié célèbre qui l'unit à Renan naquit d'une communauté de philosophies et d'une passion commune pour les choses intellectuelles. — M. Boutaric ajoute à ces traits essentiels le récit même de l'existence de Marcelin

Berthelot, son enfance, place de Grève, auprès d'un père admirable, qui fit sa carrière scientifique, son âge mûr au labeur incessant, sa vieillesse chargée d'honneurs éclatants.

Géographie universelle,
publiée sous la direction de P. Vidal de la Blache et Gallois.
T. II : **Belgique, Pays-Bas, Luxembourg,**
par **H. Demangeon** (*Colin*).

Après avoir décrit la partie orientale du bassin de la mer du Nord, les îles Britanniques, M. Demangeon consacre ce volume à la partie méridionale du bassin, à la Belgique et aux Pays-Bas, si proches à tant d'égards des îles Britanniques, par la géologie, les côtes, le climat. Il en définit d'abord l'aspect général, les plaines basses et les plateaux du Limbourg, du Brabant et de la Flandre, s'opposant aux hautes terres froides du Massif ardennais, — mais surtout la zone littorale, de la Flandre à la Frise, si singulière, puisqu'elle est tout entière une création de l'homme, et le fruit de sa victoire sur la mer, sur les fleuves et sur les marais.. Le récit de cette conquête, commencée au XIIIe siècle, et qui se poursuit en ce moment par le dessèchement du Zuydersée, est saisissant; il est un bon exemple de la méthode de l'auteur, de cette union si féconde de la géographie et de l'histoire, faisant voir un pays non seulement dans son étendue actuelle, mais dans sa genèse au cours des âges. Les grandes régions de Belgique occupent chacune un chapitre : l'Ardenne et l'Entre Sambre-et-Meuse, le pays industriel, la moyenne Belgique avec Bruxelles, puis la Flandre et la Campine, et enfin Anvers, « le symbole et l'instrument de la Belgique commerciale ». Cette description régionale est précédée de vues suggestives sur la formation de l'État belge, « né, non pas d'une force interne, mais de la rencontre de forces extérieures », et sur l'esprit national maintenant assez fort pour survivre au conflit qui oppose Flamands et Wallons et qui transformera peut-être un jour l'État centralisé en État fédératif. Les conclusions sur les aspects économiques de la vie belge, sur cette fièvre de travail, ce grouillement humain que l'on remarque dans ces régions depuis le moyen âge, sont illustrées par les chiffres les plus récents, recensement de 1927, statistiques économiques de 1926, projets d'extension (pour Anvers notamment) pour 1927-1928.

Après une courte mais très précise description du Luxembourg, le volume se termine par le tableau des Pays-Bas, territoires maritimes groupés autour de la mer, et qui, « comme État et comme

nation, ont leur domaine traditionnel, leur base historique, dans le monde d'estuaires, de chenaux, de baies et d'archipels, qui s'étend des bouches de l'Escaut jusqu'au Dollart ». Tour à tour passent sous nos yeux, vivantes, caractéristiques, les provinces du nord, avec leurs landes et leurs tourbières, Frise et Drente, puis l'est et le sud, Gueldre et Limbourg, puis les estuaires avec Rotterdam, enfin la Hollande proprement dite, et ses villes, la Haye, Amsterdam. Deux chapitres, préface et conclusion, dégagent, avec un peu trop de brièveté peut-être, les contrastes de ce pays si original, si attaché à ses traditions, et en même temps ouvert, par son commerce, à toutes les grandes influences des pays de haute civilisation, « balcon de l'Europe », a-t-on dit, pénétré d'esprit colonial, d'esprit international, un des plus forts bastions de la finance mondiale.

T. XV : **Amérique du Sud**, 1re partie, par **Pierre Denis** (*Colin*).

M. Pierre Denis était tout désigné par ses longs séjours en Amérique du Sud et par ses travaux pour dresser le bilan de nos connaissances actuelles sur ce vaste continent. La matière était presque neuve; c'est tout récemment que les principales républiques latines ont pris rang — et jusque dans les manuels scolaires — parmi « les grandes puissances mondiales »; les explorations géographiques et géologiques sont bien moins poussées encore qu'aux États-Unis; l'histoire de la colonisation se précise seulement et les recherches des américanistes sur les populations autochtones, leurs langues, leurs civilisations, apportent chaque année des découvertes nouvelles, comme celle des relations très anciennes entre l'Océanie et la Côte Pacifique américaine.

Les 80 pages consacrées aux caractères généraux de l'Amérique du Sud sont un modèle d'exposition claire et originale; des cartons frappants complètent l'exposé, comme celui qui montre la prédominance de la zone tropicale, et le déportement du continent vers l'Est, — le méridien de Lima étant celui de Washington, — qui rend le Brésil aussi proche de l'Europe que des États-Unis. Le premier volume ne contient la description régionale que des Guyanes et surtout du Brésil.

Cet important ouvrage, sur lequel nous reviendrons, crée un lien intellectuel nouveau entre la France et les élites sud-américaines, si averties de tout ce qui marque dans notre vie littéraire et scientifique.

Extrême-Asie, par **F. Joüon des Longrais** (*P. Roger*).

En même temps que paraissait le troisième volume des voyages du P. Huc, *Dans la Chine* (Plon), qui relate la descente des deux Lazaristes du Setchouen à Canton et qui contient, au milieu d'épisodes cocasses, des vues étonnamment perspicaces sur la transformation probable du Céleste Empire, M. Joüon des Longrais nous donnait une série de croquis extrêmement pittoresques, ultra-modernes, pris dans cette même Chine, au Japon, en Corée, au Siam, aux Indes néerlandaises. M. Joüon des Longrais sait voir; il a de l'humour; ce qu'il écrit — ô prodige — n'est le pastiche ni de *Siam*, ni de *Rien que la Terre*. On n'oublie pas sa Chinoise, pleine de morgue, de distinction, de cynisme, si différente du portrait que nous en laissent tant de prétendus spécialistes de la Chine, — ou le tableau — cauchemar burlesque — de Bilibid, « prison à la page » de Manille, sur le coup de quatre heures et demie. Mais il ne cherche pas seulement à amuser; il apprend beaucoup. C'est un enquêteur intelligent et d'esprit libre; qu'on lise ses remarques très neuves sur les difficultés de la colonisation japonaise en Corée, sur l'organisation lamentablement archaïque du tourisme en Indochine, sur l'administration hollandaise à Java et à Sumatra.

Histoire ancienne de l'Afrique du Nord, t. V (*Hachette*), par **St. Gsell.**

Les Siècles obscurs du Maghreb (*Payot*), par **E.-F .Gautier.**

M. Gsell touche à la fin de sa grande histoire de l'Afrique du Nord. Il achève de montrer, dans ce cinquième volume le Maghreb restant en fait le même, et « la langue punique et l'empreinte de Carthage se conservant sous la cendre pendant toute la durée de l'Empire romain, de l'épisode vandale, et de la domination byzantine, Carthage rejoignant l'Islam. » Comment s'est-il fait qu'un pays qui a parlé latin six siècles, qui a donné à l'Église un grand homme de l'envergure de saint Augustin, se soit entièrement orientalisé? C'est ici que M. E.-F. Gautier, partant des données acquises par M. Gsell, reprend le problème et s'efforce d'en trouver la solution. Il scrute les centaines d'années où l'île du Maghreb, prise entre la mer de sable et la mer d'eau, vécut sur elle-même. A la lumière de faits géographiques jusqu'alors inconnus ou mal interprétés, la disparition de l'éléphant, l'apparition des grands nomades cha-

meliers, — à la lumière des histoires arabes, le Roudh-el-Qirtas, l'œuvre d'Ibn Khaldoun, — M. Gautier réussit à éclairer les siècles obscurs, ceux qui vont du VIIe au XIIe, à conjecturer les étapes de ce changement prodigieux. On retrouvera dans cet ouvrage sa langue savoureuse, sa pensée originale, volontiers paradoxale, toute fraîche, toute vive, riche d'observations personnelles innombrables, interprétées avec tant de science, qu'un fait insignifiant se dépouille de sa banalité, et que nous le comprenons avec des yeux nouveaux. Au moment où le reflux se manifeste, où l'Occident, la France, reprend le Maghreb entier et s'y implante, il y a un intérêt pratique immense à comprendre pourquoi, depuis trois cents ans, les conquérants n'ont pu s'unir avec les conquis, à comprendre la nécessité de faire en Afrique du Nord « une œuvre qui ait un sens et qui tienne, de construire le Maghreb pour la première fois ».

Manuel pratique de Diplomatie moderne,
par le baron **J. de Szilassy** (*Payot*, Genève).

Sans utilité pour le concours d'entrée à la « Carrière », où surtout des connaissances théoriques sont exigées des candidats, ce manuel peut être précieux pour le diplomate qui, après avoir été trop longtemps, soit au « Département », soit dans un poste à l'étranger, confiné aux plus humbles fonctions de rédacteur, se trouve brusquement, du fait seul de son avancement ou par le hasard d'une vacance, amené à jouer un rôle de premier plan, à renseigner lui-même son ministre, à assurer lui-même les relations de son pays avec un gouvernement étranger. L'auteur, ancien ministre plénipotentiaire austro-hongrois, donc représentant d'une grande puissance, devenu par la vertu du traité de Trianon citoyen d'un petit État, a gardé de ses anciennes fonctions une grande expérience, et, du fait des malheurs de sa patrie, a perdu bien des préjugés : c'est ainsi qu'il estime que la diplomatie secrète et les alliances doivent disparaître, et qu'il ne doit plus subsister de différences de rang entre les États. Il traite son sujet avec méthode et science : ce qu'il dit des qualités d'un diplomate n'est imprimé nulle part; les diplomates l'apprennent par expérience et le perdent par scepticisme. Sa conception des mœurs de l'Envoyé est savoureuse; blâmant sévèrement toute relation illégitime, il tolère cependant les liaisons mondaines, discrètes par nature, et sources inégalables d'information. Il examine ensuite la correspondance avec le ministre des Affaires étrangères, la recherche de l'information :

et les questions de pur protocole se mêlent aux problèmes de haute politique, car elles y touchent de bien près. Il préfère avec raison celui qui entre en contact direct avec les hommes — et les femmes — à celui qui se confine à un rôle de bureaucrate, qui se fie exclusivement à la lecture des journaux. Il rassemble une foule d'observations très justes sur les rapports de l'envoyé avec le gouvernement auprès de qui il est accrédité, sur la correspondance, sur l'organisation intérieure d'une ambassade ou d'une légation, sur les questions de chancellerie, sur les relations avec la colonie nationale; et enfin sur les conditions spéciales du temps de guerre.

L'autre Carrière, par **Henri Mylès** (*Floury*).

M. de Szilassy traite didactiquement de la grande carrière, celle des ambassades, des légations, M. Mylès évoque sous une forme romancée, la petite carrière, celle des consulats. L'histoire du jeune Philippe Lorval, envoyé en Extrême-Orient dans une ville qui ressemble fort à Shanghaï, relate très exactement « la grandeur et la misère de nos consuls » d'avant-guerre, leur zèle, leur désintéressement, leur situation matérielle parfois précaire, leurs moyens d'action insuffisants. L'expérience de l'auteur, son sens du pittoresque donnent relief et vérité de vie à ces notations vécues.

JEAN POIRIER

***

Émile Ludwig : Guillaume II.
Traduction française de J.-P. Samson (*Kra*).

Que ce livre ait été mal accueilli par les nationalistes allemands, c'est ce dont on pourrait s'étonner si l'on ne connaissait la dévotion étroite des partisans de la monarchie pour l'objet de leur culte, et leur susceptibilité bien vite éveillée par quiconque, sans même critiquer, révèle quelque faiblesse de l'idole. Il faut songer à cet état d'esprit pour se l'expliquer. Car le lecteur français, qui ne porte pas le même genre d'intérêt que le public d'outre-Rhin aux faits et gestes du dernier empereur allemand dans sa vie intime et quotidienne, le lecteur français serait assez près de trouver que M. Emile Ludwig est singulièrement favorable à son piteux héros.

Sans doute, il retrace son caractère et sa vie sans rien négliger de ce qui peut être défavorable : ses colères et son hypocrisie, son

amour du clinquant et son peu d'assiduité au travail, ses velléités parfois suivies d'effets et ses sautes d'humeur, tout cela nous est soigneusement dépeint. Mais M. Émile Ludwig s'est borné délibérément à tracer un portrait personnel de Guillaume II, ce qui l'amène à glisser légèrement sur les faits qui devaient couronner son règne, sur la guerre, résultat normal de l'expansion allemande orientée par le kaiser dans un sens agressif. Ensuite, et surtout, M. Émile Ludwig, en insistant sur le côté morbide du tempérament de Guillaume II, a réussi à le transformer en un de ces personnages shakespeariens qui parlent à l'imagination populaire et que celle-ci a tendance à facilement absoudre. Si bien que le livre de M. Émile Ludwig paraîtra à beaucoup de Français ce qu'il n'est pas, un plaidoyer. Du moins est-ce un ouvrage admirablement composé; et la traduction française de M. Samson est tout à fait remarquable.

Raymond Poincaré : Au Service de la France.

III. L'Europe sous les armes. — IV. L'Union sacrée (*Plon*).

Quelle que soit l'opinion qu'on professe sur le rôle joué par M. Poincaré dans les années qui ont précédé la guerre, il est impossible de contester l'importance de la contribution qu'apporte à l'histoire des origines du conflit mondial l'énorme travail qu'il s'est imposé. Les plus farouches « innocentistes » allemands se jettent avec ardeur sur les volumes qui paraissent successivement et, s'il leur est loisible d'enregistrer parfois des différences d'ordre secondaire entre les affirmations de M. Poincaré et certaines explications antérieures des faits, il n'est pas à notre connaissance qu'ils aient jamais pu contester l'exactitude des données historiques versées au débat par l'ancien président de la République.

Ce fait suffit à assurer une valeur scientifique considérable aux quatre volumes déjà parus d'*Au service de la France*. Cet ouvrage possède en outre une caractéristique originale. Nous ne parlons pas de son attrait littéraire. Ce qui renforce celui-ci (et telle est la caractéristique dont nous voulons parler), c'est que le livre de M. Poincaré n'est pas uniquement un carnet de notes renfermant des souvenirs plus ou moins élaborés; M. Poincaré ne se contente pas d'apporter un témoignage; il discute les charges que des polémistes de tout rang se sont flattés d'accumuler contre lui; et ses réponses sont le plus souvent écrasantes. C'est de la discussion sur un plan élevé : car, s'il s'agit bien, en un sens, de l'apologie per-

sonnelle de M. Poincaré, il s'agit en même temps de l'apologie de la France calomniée.

Les deux derniers volumes parus comprennent la période qui va du 1er janvier 1913 au 4 août 1914. Il en est peu, en dehors de la guerre elle-même, qui soient plus chargées d'événements. Ces événements, faut-il les rappeler? Présents à toutes les mémoires, ils risquent cependant de glisser à l'oubli quand on songe à ceux qui devaient les suivre et provoquer, dans l'Europe et dans le monde, les transformations que nous constatons aujourd'hui (sans pouvoir affirmer d'ailleurs qu'elles soient la marque d'un nouvel état de stabilité). Rappelons-en quelques-uns. Dans la politique étrangère : les affaires balkaniques avec les querelles entre alliés de la veille, les intrigues des puissances qui agissent plus ou moins ouvertement, les menaces de guerre sans cesse suspendues sur l'Europe, — les éclairs soudains comme l'affaire de la mission du général Liman Von Sanders en Turquie, — les incidents, sinon de frontière, du moins dus à l'esprit « frontalier », de Lunéville, de Nancy, et allant parfois plus profondément, comme ceux de Saverne. En politique intérieure : les luttes pour faire accepter aux Chambres et au pays la loi de trois ans en réponse au développement de l'armée allemande, — la campagne de Calmette contre M. Caillaux et sa fin tragique (avec l'incident angoissant et pénible des « documents verts »), — les élections de 1914 qui semblent un moment devoir remettre en cause, à peine entré en application, notre nouveau statut de défense nationale. Enfin, terrible couronnement, la crise finale, le meurtre de Serajevo, l'ultimatum autrichien, les tentatives infructueuses d'arrangement, la guerre.

Quand on suit tout cela dans l'ouvrage de M. Poincaré, on a le sentiment que la crise finale était inévitable, l'Europe ne pouvant plus vivre dans l'état de méfiance générale où elle se trouvait. Pourtant, si l'on repousse l'idée métaphysique d'une fatalité aveugle, menant les hommes à leur perte, on doit bien reconnaître que la crise de 1914 n'était pas en elle-même sensiblement plus grave que telle ou telle des crises antérieures : ce qui a manqué, c'est la volonté de la résoudre pacifiquement, c'est la bonne volonté. Et quand on découvre, dans *Au service de la France*, l'espèce de désarroi moral qui sembla s'emparer de certains de nos dirigeants, au moment où il fut évident qu'on ne pouvait plus éviter la guerre, le quasi affolement de tel ou tel personnage important, — on acquiert la conviction, une fois de plus, que ce n'est pas de notre côté que cette bonne volonté a manqué. La France était pacifique jusqu'à l'aveuglement : est-ce sur ses sentiments bien connus (et qui s'étaient

affirmés avec éclat aux élections de 1914) qu'on a spéculé pour tenter de lui imposer la honte ou l'esclavage, et peut-être les deux?

Les dix-huit mois qui vont du début 1913 à juillet 1914, l'auteur les a vécus, pour la plus grande partie, comme Président de la République. Et ce laborieux par nature et par goût se plaint de la quasi inaction à quoi le condamnaient ses fonctions quant à la conduite des affaires. M. Poincaré se trouva toujours en plein accord avec ses ministres. Mais son influence, toute personnelle, ne pouvait se faire sentir directement dans la marche des événements. A plusieurs reprises, il revient dans son livre sur la pénible situation qui lui est faite : quand on compare cette situation au tempérament de l'homme, on est bien forcé de convenir (et ce n'est pas un des aspects les moins attachants de l'ouvrage) que, à côté du drame historique de la France, se joue aussi le drame personnel de M. Poincaré.

Général Denvignes : La Guerre ou la Paix? (*Tallandier*).

Maurice Pernot : L'Allemagne d'aujourd'hui (*Hachette*).

Au lendemain de l'armistice, l'opinion moyenne française imaginait volontiers que le principal bénéfice de la victoire serait la suppression de la « question allemande ». Aujourd'hui, moins de dix ans après, et déjà depuis des mois, la question allemande se pose à nouveau. Et l'opinion française recueille avec passion les données que lui fournissent tous ceux qui apportent leur témoignage. Les livres du général Denvignes et de M. Maurice Pernot présentent donc un intérêt de permier ordre.

Par ses fonctions, le général Denvignes a été pendant des années en contact avec toutes les classes de la société en Rhénanie. Il s'est toujours intéressé aux questions économiques et industrielles et il a trouvé là un observatoire de premier ordre : car, si le Rhénan représente un type d'Allemand, à bien des égards, particulier, la vallée du Rhin et les régions qu'elle commande, constituent un des éléments capitaux dans la vie de l'Allemagne. Le général Denvignes a su en apprécier l'importance. Nous nous rappelons les conversations que nous eûmes avec lui en janvier 1923, au début de l'occupation de la Ruhr, et nous croyons que personne n'a vu mieux que lui, alors, et les difficultés de notre action, et les résultats qu'elle pouvait donner. Il est permis de penser que la France n'a pas su, quelques mois plus tard, utiliser les possibilités qui s'offraient à

elle; quoi qu'il en soit, c'est un stade aujourd'hui dépassé des relations franco-allemandes : l'occasion manquée ne se retrouve jamais. Le général Denvignes a gardé de son passage en Rhénanie une connaissance approfondie des choses allemandes, et il trace aujourd'hui un tableau d'ensemble, appuyé sur une étude historique précise, et se rapportant aux idées régnant dans le pays, ainsi qu'à son potentiel économique. C'est un militaire qui parle : aussi examine-t-il les modalités d'un éventuel conflit armé, et ses conclusions, si elles s'appliquent à l'Occident menacé, valent plus encore pour la France que pour l'Allemagne.

M. Maurice Pernot, dont on connaît les rares qualités d'observateur, envisage le problème sous un aspect plus modeste : ce qu'il veut, c'est donner un tableau sommaire de l'Allemagne telle qu'il l'a vue à son dernier voyage, l'été dernier. Ce tableau sommaire comporte surtout des lignes générales, c'est-à-dire les lignes principales : état moral et social (reconstitution des élites, sentiment religieux, état d'esprit de la jeunesse), politique intérieure (le Reich et les États, la lutte entre les tendances unitariste et fédéraliste), politique étrangère (problèmes de l'Ouest et de l'Est, avec des indications particulièrement précieuses sur la colonisation militaire et sur les rapports de la politique et des affaires), politique économique (travail de remise en train des diverses activités productrices). C'est un tour d'horizon : mais, avec un guide comme M. Maurice Pernot, le point de vue s'élargit à chaque instant. Il termine, naturellement, par une conclusion qui est, comme celle du général Denvignes, un appel au rapprochement : mais, plus que le général Denvignes, il insiste sur les difficultés de cette politique.

Elles sont grandes. Ce n'est pas une exagération de dire que, en un sens, elle ne sont pas moindres qu'elles n'auraient pu l'être avant la guerre. Aujourd'hui plus que jamais, on a l'impression que le gouvernement du Reich n'est qu'une façade : l'importance grandissante de l' « Économie » fait que ses dirigeants sont les vrais maîtres de l'Allemagne, et ce sont des maîtres d'autant plus puissants qu'ils sont constitutionnellement irresponsables. La mise sur pied de l'actuelle coalition gouvernementale au Reichstag est leur œuvre, dont le but est la restauration des traditionnelles vertus d'ordre et de discipline qui ont fait la force de l'Allemagne contemporaine. Le fondement de cette politique est l'idée (on l'entend exprimer fréquemment dans la conversation) que le vrai capital allemand, c'est le travail allemand : par leur nombre, par leur discipline, par leur esprit d'entreprise, les travailleurs allemands sont à même, sous la direction de leurs cadres, de donner

à la production un développement tel que les capitaux de premier établissement sont bien vite amortis. D'où l'appel pratiquement illimité, imprudent selon certains, aux capitaux venant de l'étranger : celui-ci paraît justifier cette audacieuse théorie en ne refusant jamais son crédit.

Quant à la masse, elle a repris confiance en elle-même : plus de sentiment de la défaite, vigoureuse négation d'une prétendue culpabilité allemande dans le déclanchement de la guerre, croyance renaissante dans les hautes destinées de l'Allemagne. De ce point de vue, il n'y a qu'une Allemagne, qui puise dans le spectacle de son relèvement actuel une nouvelle énergie, une nouvelle foi en son avenir, pour ne pas dire en sa mission : que nous sommes loin de la résignation presque désespérée de 1923!

En présence d'une telle situation, il faut que la France refasse elle aussi l'union de ses énergies morales et de ses énergies créatrices : mais cela, c'est le devoir imposé par la nature des choses à tout pays qui veut vivre. La position de la France, la force à avoir une politique extérieure qui lui permette de compenser son retard accidentel et ses faiblesses fondamentales : or, une saine politique extérieure est la chose qui nous manque le plus à l'heure présente. Et tout le monde le sait. Citons en manière de conclusion, et d'avertissement, un mot qui a été dit en Allemagne à M. Maurice Pernot : « Depuis le traité de Versailles, la France a fait une politique passive, une politique de pure inhibition. Mais elle est victorieuse, et peut se payer ce luxe-là. » Pendant combien de temps?

Octave Homberg : La France des cinq parties du monde (*Plon*).

C'est un effet oratoire sûr, à la tribune du Parlement, de proclamer que la France et une « grande puissance de 100 millions d'habitants ». Les applaudissements crépitent sur tous les bancs (sauf ceux du parti communiste) : les uns voient dans cette affirmation une sauvegarde d'ordre militaire, d'autres la prennent pour une flatterie qui chatouille leur orgueil, d'autres encore y trouvent l'annonce d'une belle politique d'égalité (« moi libre aussi », disait le noir au temps des grands ancêtres). Mais il est urgent que nos colonies cessent d'être simplement une fleur de la rhétorique parlementaire : là comme dans bien d'autres domaines, il faut que l'opinion renonce aux formules commodes et vides.

L'ignorance des Français en géographie est proverbiale : le

proverbe est particulièrement vrai en ce qui touche à la géographie coloniale. Le livre de M. Homberg est un ouvrage de vulgarisation destiné sinon à remédier à cet état de choses, du moins à donner au public le goût d'y remédier. Il est difficile de réunir en un nombre de pages aussi restreint des informations plus nombreuses et plus précises sur l'ensemble de notre domaine colonial, sur son histoire, sur sa situation actuelle. Les efforts des précurseurs, puis ceux des premiers pionniers, sont retracés en un raccourci toujours émouvant et parfois avec quelque détail. On sent la profonde sympathie de l'auteur pour ces hommes épris d'aventures dont l'épopée fut le rêve et bientôt la vie quotidienne.

Ce sont des souvenirs souvent décevants. Et si M. Homberg y fait appel, bien qu'ils soient mêlés de déboires, ce n'est pas sans intention. La réussite des entreprises lointaines dépend, selon lui, de la réunion de trois conditions : il faut des « coloniaux » (c'est-à-dire des hommes ayant, avec le goût de l'aventure, les facultés de débrouillage et d'organisation nécessaires), une politique coloniale et une opinion coloniale. La troisième paraît la plus difficile à réaliser, et, dans le passé, c'est bien des incompréhensions dominant dans la métropole que sont nés les échecs subis. M. Homberg estime que la France aura toujours des coloniaux et qu'une politique coloniale est facile à définir, pourvu qu'on ne sacrifie pas trop au désir purement théorique d'uniformité. Son livre doit contribuer à la formation d'une opinion favorable aux choses coloniales.

J.-M. BOURGET

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.